

1525 من الألف

EN RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Trois militants  
de l'A.N.C.  
ont été pendus  
à Pretoria

LIRE PAGE 32

# Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Labrousse

3,80 F

Algérie 3 DA ; Maroc 3,50 dir. ; Tunisie 200 m. ; Allemagne 1,80 DM ; Autriche 15 sch. ; Belgique 25 fr. ; Canada 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire 340 F CFA ; Danemark 1,80 kr. ; Espagne 100 pes. ; E.-U. 95 c. ; Grèce 80 p. ; Irlande 50 p. ; Italie 1.200 l. ; Japon 350 ¥ ; Libye 2.250 DL ; Luxembourg 27 f. ; Norvège 5,00 kr. ; Pays-Bas 1,75 fl. ; Portugal 200 esc. ; Suède 340 F CFA ; Suisse 1,75 fr. ; Tchécoslovaquie 1,40 Kč ; Yougoslavie 80 d.

Tarif des abonnements page 28  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR Sommets ambigus

M. Mitterrand, décidément, éprouve quelque difficulté à se forger une religion sur l'ambiguïté des sommets entre les puissances occidentales industrialisées. Mercredi soir, le doute l'emportait nettement chez lui. Il a laissé entendre qu'il pourrait bien s'abstenir l'année prochaine, à moins que l'on n'en finisse avec ce qu'il a appelé « l'étonnante diplomatie du tambourinage, des enchères publiques ».

Le président de la République n'a sans doute pas tort de s'interroger sur le côté « show business » et relations publiques du spectacle de Williamsburg. Un spectacle dont le metteur en scène et l'acteur principal étaient bien sûr M. Ronald Reagan, qui se verrait de mieux en mieux se succéder à lui-même au terme de son mandat. On ne peut pas, malheureusement, oublier que le premier dérapage dans le faste d'un sommet des Sept a eu lieu à Versailles. Beaucoup déjà ont été sacrifiés au soleil et à la poudre aux yeux. A tel point, d'ailleurs, que le sommet de Versailles risque fort de passer dans l'histoire comme celui de grand malentendu ; l'affaire du commerce Est-Ouest en général et du gazoduc euro-sibérien en particulier, qu'on croyait avoir été réglée, ne devait-elle pas rebondir dans un grand tapage, à peine éteintes les lumières de la Galerie des glaces ?

Ce malentendu avait conduit M. Mitterrand à s'interroger publiquement, une première fois, sur l'opportunité de sa présence à Williamsburg. Puis, il s'est sans cesse caché sous une nuque d'enthousiasme. Il devait, toutefois, réviser une nouvelle fois son jugement tout de suite après Williamsburg, dressant un bilan plutôt globalement positif des conversations qu'il venait d'avoir. Mais voilà qu'il évoque une nouvelle fois.

Les critiques du P.C.F. contre le communiqué publié à Williamsburg sur les questions de sécurité y sont sans doute pour quelque chose. Ne voulant rien céder sur le fond aux communistes français, M. Mitterrand se rattrape sur la forme et met en cause le « tambourinage » qui a suivi la publication du communiqué et les « cachères publiques » qui l'avaient précédée. Dans un premier temps, il avait expliqué son ralliement au projet américain — après force amendements — par les menaces proférées par Moscou, le jour même de l'ouverture de Williamsburg, d'installer des fusées nucléaires à moyenne portée dans certains pays de l'Est. Cette explication n'était pas sensiblement plus convaincante que celle qui a été esquissée mercredi soir.

Il n'empêche : M. Mitterrand n'a rien cédé au parti communiste lors de sa prestation télévisée. La France n'ira pas à Genève. Elle n'acceptera pas que sa force de dissuasion y soit prise en compte et soit, par la même occasion, considérée comme une force de première frappe, donc, le cas échéant, d'agression. Non, l'Europe ne peut pas rester inactive face à la menace des SS-20 soviétiques et au déséquilibre créé par l'acquisition de ces armes. Il n'est donc pas question pour la France de laisser contre l'implantation des Pershing-2 et des missiles de croisière américains ; elle doit encourager les deux parties à trouver un compromis acceptable pour tous puisqu'un accord excluant le déploiement des armes américaines lui paraît « dépassé ».

On ne pouvait pas dire plus clairement que, pour le président de la République, l'installation effective des Pershing-2 constituera un facteur déterminant dans des négociations qui n'ont pas encore réellement débuté. Quitte, dans un stade ultérieur, à défendre une solution intermédiaire.

## Le potentiel nucléaire français ne peut faire l'objet d'un « marchandage » déclare M. Mauroy

M. Mitterrand devait recevoir, ce jeudi en fin de journée, les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'alliance atlantique, réunis à Paris pour la première fois depuis le départ de la France du système militaire intégré de l'OTAN en 1966.

Ouvrant ce jeudi matin la session du conseil atlantique, M. Mauroy a exhorté le potentiel nucléaire français puisse faire l'objet d'un « marchandage plus ou moins indirect », ajoutant que Paris « a apprécié à sa juste valeur et apporté son plein soutien à la démarche de ses partenaires qui commande l'avenir de notre continent ». Le premier ministre s'est également interrogé sur la « curieuse conception » soviétique de la « sécurité égale », derrière laquelle pourrait, selon lui, se dissimuler une autre conception, celle de la « sécurité absolue ». (Lire page 3 le discours de M. Mauroy.)

Mercredi, eu cours d'une conférence de presse, M. George Shultz n'avait pas caché qu'il attendait de la réunion du conseil atlantique qu'elle réaffirme la double décision de 1979 concernant l'installation des euro-missiles américains en cas de non-succès des négociations américano-soviétiques de Genève. A ce sujet, le secrétaire d'Etat s'est prononcé pour le maintien de deux négociations séparées, l'une sur les euro-missiles, l'autre sur les engins stratégiques. Il a également exclu la prise en compte, dans les négociations sur les euro-missiles, des forces de frappe française et britannique. « On ne peut admettre qu'à elle seule l'U.R.S.S. soit plus fortement armée que le reste du monde », a-t-il notamment affirmé.

M. Shultz, qui a rencontré mercredi M. Giscard d'Estaing, a-t-il dit — et qui devait s'entretenir jeudi matin avec M. Mitterrand, a aussi affirmé que le président de la République « partage fondamentalement les préoccupations de l'alliance ». Cela a été très clair pour moi dans toutes les rencontres que j'ai eues avec lui. Tout en étant indépendant et conscient de sa souveraineté, la France soutient très fermement les objectifs de l'alliance en matière de sécurité ».

(Lire la suite page 3.)

## Un entretien avec M. Gaston Defferre

LA RÉFORME RÉGIONALE NE SERA PAS FREINÉE PAR TEL OU TEL RÉSULTAT ÉLECTORAL

(Lire page 11 l'entretien de FRANÇOIS GROSCHARD avec le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.)

## Conservateurs de tous les pays...

Les élections britanniques renouvelées le 9 juin la Chambre des communes. La victoire des conservateurs, conduits par M<sup>rs</sup> Thatcher, paraît ne faire de doute pour personne. André Fontaine montre qu'elle s'inscrit dans le contexte d'un retour en force général de l'idéologie de droite et que sa portée, dans ces conditions, dépasse largement les seules frontières du Royaume-Uni.

par ANDRÉ FONTAINE

Les électeurs des pays occidentaux ont souvent voté, au cours de ces dernières années, plutôt contre que pour. Contre un sortant trop faible (Ford, 1976 ; Carter, 1980), ou trop hautain (Giscard, 1981). Contre un parti ou un homme, qui faisait peur (le P.C.F., 1978 ; Strauss, 1980). Contre une équipe apparemment incapable de maîtriser la crise économique et sociale (Grèce, 1981 ; Espagne, 1982 ; cantonales et municipales françaises, 1982 et 1983).

La tendance serait-elle en train de s'inverser ? Les Espagnols, en 1982, n'ont pas fait que renvoyer à leurs chères études la plupart des parlementaires de la majorité sortante : ils ont montré, ce le plébiscitant, qu'ils avaient le coup de foudre pour le chef du parti socialiste, dont la séduction personnelle est telle que chacun, le roi ce soit, ne parle de lui qu'en l'appelant par son prénom. On assiste à un phénomène comparable aujourd'hui en Grande-Bretagne, même si le moins macho des Français a quelque peine à comparer le charme de « Maggie » à celui de « Felipe ».

Le succès de M<sup>rs</sup> Thatcher, en 1979, résultait avant tout du rejet massif par la classe moyenne britannique de la syndicalocratie et des grèves à répétition. Celui qu'elle s'appête à importer doit évidemment beaucoup aux divisions internes du parti travailliste, dour le chef, Michael Foot, est trop bobème pour faire un candidat plausible à la direction d'un pays secoué comme nul autre par la tempête mondiale. Mais ce sont la force de son caractère et ce que l'*Economist* appelle sa « phénoménale énergie » qui constituent le premier atout de la « dame de fer », et la raison pour laquelle, à aucun moment de la campagne, sa victoire n'a fait de doute pour personne.

(Lire la suite page 2.)

## Les déclarations du président de la République excluent toute remise en cause de la politique de rigueur

L'essentiel du discours économique de M. Mitterrand a porté sur le caractère inévitable du plan de rigueur lancé en mars dernier. « Aucune politique ne dispensera les Français de l'effort nécessaire », a déclaré le président de la République, qui a insisté sur la nécessité de rétablir les équilibres économiques et financiers du pays. Toutes les mesures de rigueur prises seront accompagnées de mesures sociales et de justice, a ajouté le président de la République.

Les principaux syndicats ouvriers approuvent ces orientations en insistant sur la nécessité d'un strict respect de l'équité dans la répartition des efforts demandés. Ce point de vue est partagé par le parti communiste.

## L'autre voie

Le président de la République a raison de dire qu'« aucune politique, quelque moyen qu'elle préconise, ne dispensera les Français de l'effort nécessaire ». Mais c'est s'avouer un peu que d'assurer qu'il n'y a pas de politique de rechange. Car — théoriquement du moins — une autre politique peut être imaginée, privilégiant la croissance économique et usant pour l'obtenir du protectionnisme. N'y a-t-il pas, d'ailleurs, sur ce sujet comme une arrière-pensée de l'esprit de M. François Mitterrand, qui insiste

beaucoup plus sur la nécessité absolue de l'effort (thème trois fois repris) que sur l'absence de politique de rechange (une seule phrase, quoique très nette).

On sait que le président de la République avait envisagé — et pratiquement décidé — entre les deux tours des élections municipales de sortir du Système monétaire européen. Différentes raisons le firent changer d'avis au dernier moment. Parmi elles, l'insuffisance des arguments exposés par les partisans d'un recours au protectionnisme. En fait peu d'opposants à la voie Mauroy-Delors acceptèrent alors de s'engager à fond dans le débat, et ceux qui eurent le courage de le faire — leur responsabilité devenant du coup écrasante — ne purent répondre aux questions essentielles : employer et conséquence des mesures de rétroaction, recrudescence de l'inflation, nécessité de contrôles accrus... Cette autre voie fut donc rapidement abandonnée.

Tels sont les faits. Ils n'engagent pourtant pas complètement l'avenir, ne forment peut-être pas totalement la porte à cette autre politique. Les tensions vont en effet s'accroître dans la majorité au fur et à mesure que le plan de rigueur Mauroy-Delors mordra sur le pouvoir d'achat des Français et sur l'emploi. Dans les difficultés qui nous attendent, la tentation sera grande d'imaginer autre chose de plus facile, de plus efficace, que le plan de rigueur lancé en mars dernier. Le discours de ceux qui, comme Christian Goux, assurent qu'une autre voie est possible retrouvera alors une nouvelle force de conviction.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 9.)

## Le pouvoir et ses relais

L n'y a qu'un seul président de la République, et comme c'est lui qui, pour l'essentiel, décide « ce qui doit être décidé », il n'y a qu'une seule politique. Qu'il s'agisse de la sécurité publique, de la justice, de l'économie et de la diplomatie, M. Mitterrand a levé, à cet égard, plusieurs ambiguïtés qui avaient fait naître des interprétations divergentes de ses intentions au sein de la majorité et des pressions exercées sur le pouvoir dont certaines paraissent annoncer une rupture et d'autres une tentative de sédition.

Le président de la République a, de la manière la plus claire, la plus apte à être comprise — juste dans la simplicité du vocabulaire — remis en perspective l'action qu'il conduit. Il s'est adressé, d'abord, à ceux qui ne faut pas laisser pénétrer par le doute, ces électeurs qui en votant pour lui, y a deux ans, ont vraiment voté pour le changement. Ce n'était pas le cas de tous.

A ceux-là qui constituent la base sociale de la gauche, M. Mitterrand a tenté de faire comprendre que l'effort à fournir pour affronter la crise est nécessaire — ce qui est, en général, admis — mais, aussi, efficace et justement réparti. La gauche n'est pas attendue sur la réalisation d'un diagnostic également fait par d'autres, mais sur sa compétence à déterminer la médication adéquate et les modalités de la prescription. Ses adversaires lui contestent son modèle économique, le socialisme, et cette contestation s'étend au fur et à mesure qu'elle s'applique les mesures d'une rigueur sélective mais qui, cependant, touche tout le monde.

La base sociale de la majorité au pouvoir le ressent et, si elle ne participe pas à l'agitation qui a saisi d'autres secteurs de l'opinion, elle se détache peu à peu. M. Mitterrand a tenté de la retenir en lui rappelant ce qui avait été fait pour elle et en lui donnant de nouvelles assurances sur l'accompagnement de la rigueur.

A. L.

(Lire la suite page 10.)

## L'Inca

par PHILIPPE BOUCHER

Chaque chef d'Etat, s'il est investi de pouvoirs réels, porte en lui une certaine idée de l'Etat, qu'il entend promouvoir, la conviction de ce qui lui est nuisible, la vision de ce qui lui est nécessaire. S'il ne choisit pas de l'exposer dans les moments d'apaisement ou lors de discours rituels, il est contraint de la livrer dans les moments de péril, ou bien lorsque la solidité de l'Etat n'est plus contestée.

Ni Georges Pompidou ni M. Valéry Giscard d'Estaing ne se sont trouvés, sur ce terrain tout intérieur, en situation d'être contraints à la parole. Si ce n'est, pour ce dernier, lors de la révolte des prisons, à l'été 1974, et qui en fit frémir plus d'un. Il ne dit mot, cependant, par lui-même, en ce temps-là.

Mais ceux qui ont atteint le plénitude de l'âge adulte et, plus largement, ceux qui, plus jeunes, en ont été les témoins ne peuvent avoir oublié la fascinante adresse du général de Gaulle au pays, le lendemain de la tentative de putsch du 22 avril 1961, engagée à Alger par un « quateron de généraux en

retraite », entreprise qu'il baptisa prononciamiento, apprenant du même coup aux Français l'existence de ce mot qui, de surcroît, décrivait mieux l'événement que son synonyme allemand.

Alors l'Etat fut battu en brèche et son cher manqua verser. Tel n'est assurément pas le cas à présent. Encore que ces bras dressés, ces slogans, ces invectives, crachées de la bouche de policiers qui, pour certains, défilent en tenue d'arme au côté et, flot non négligeable, viennent battre en plein Paris au pied des bâtiments de la République ; ces débuts de fraternisation, qui évoquent des militaires mettent la crosse en l'air ; ces ordres informels, méconnus ou méprisés ; rien de cela n'est de bon aloi, rien de cela, qui n'était pas totalement imprévu, ne méritait qu'on en fit si peu de cas espérant, ou ne justifierait qu'on le tint pour négligeable, après.

Et, dès lors, la citation vient naturellement à l'esprit d'une allocution prononcée le 6 mai 1961 et qui, sans outrance, n'aurait pas détonné dans la bouche de M. Mitterrand. A cette date, on disait ceci : « Comme l'édifice de l'Etat fait apparaître tout à coup des objets entourés d'ombre, ainsi l'événement récent a mis soudain en pleine lumière des réalités nationales que beaucoup distinguaient mal. Tout le monde discerne, aujourd'hui, qu'il doit être remédié non seulement à la secousse que nous venons de subir, mais aux causes mêmes qui nous rendent vulnérables. »

(Lire la suite page 9.)

## Jacques Soustelle à l'Académie française



L'art du Mexique ancien  
Les Olmèques - Les Maya

Arthaud/Flammarion

## AU JOUR LE JOUR

Le jour même où M. Mitterrand tentait de reprendre en main la France, le conseil des ministres délibérait sur le sauvetage des entreprises en difficulté et le droit des foillies. L'avenir de la réforme, explique-t-on, reposera sur l'efficacité des administrateurs judiciaires nouvelle manière.

## Syndic

L'opposition, qui crie depuis deux ans à la déconquête de l'entreprise France, et s'y emploie, devrait applaudir à cette réforme. Les syndicats associés Barre-Chirac-Giscard d'Estaing sont sur les rangs.

BRUNO FRAPPAT.



Le Monde

# idées

## Conservateurs de tous les pays...

(Suite de la première page.)

Les succès remportés sur le front de la monnaie et de la lutte contre l'inflation ne sont pas de ceux qui renforcent rapidement le pouvoir d'achat, et le *Financial Times* a publié, le 31 mai, une série de tableaux, dressés par la London Business School, d'où il résultait que, quelle que soit l'équipe qui présidera demain aux destinées du royaume, « il y a des risques de mus les côtés ».

Magie est la dernière à le contester. A aucun moment elle n'a joué la carte de la démagogie ou de la facilité. Le changement qu'elle annonçait, elle l'a dit dès la première seconde, en 1979, « ne pourrait s'accomplir sans douleur ». Il n'empêche que, l'été 1982, l'Expansion, elle a réussi à « violer les Anglais » y compris une partie de la clientèle ouvrière du Labour. Et c'est ainsi que le quart seulement des électeurs d'outre-Manche, à en juger d'après un sondage que cite notre confrère, la rendent responsable de leur situation, alors que, pourtant, 71 % envisagent de ne jamais pouvoir retrouver de travail.

La force d'âme de M<sup>me</sup> Thatcher ne saurait à elle seule expliquer son ascendant. Encore moins, comme le suggère un peu méchamment le *Financial Times*, le fait que c'est sous son règne que, par une coïncidence qui ne lui doit rien, le pétrole de la mer du Nord a commencé à couler à flots. En revanche, la victoire des Malouines, remportée, au milieu de l'enthousiasme populaire, contre un *establishment* réticent, a mis en lumière la convergence des réactions instinctives du premier ministre avec celles d'un peuple dont l'orgueil national supporte mal d'être bafoué par de lointains Latins.

### Tous capitalistes !

Le patriotisme est un des éléments essentiels du message de « dame de fer ». Il n'est pas le seul. M<sup>me</sup> Thatcher est une idéologue, et une idéologue de droite, convaincue que l'effort est la clé de tout, et qu'il faut déposséder largement cet État-providence auquel ses compatriotes se sont, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, imprudemment confiés. Dans une récente interview au *Wall Street Journal*, elle les a invités à « avancer davantage vers la restauration de la responsabilité et de l'indépendance personnelles, chacun devenant un propriétaire, chacun devenant un capitaliste ».

Et c'est ainsi que les Britanniques se trouvent aujourd'hui, malgré leur réputation bien établie de pragmatistes, devant un choix fondamentalement idéologique : pour ou contre une droite assurée de défendre non seulement les intérêts des possédants, mais ceux de la nation, puis, que, aussi bien, après vingt ans de fluit avec les idées socialistes, elle s'est purgée de toute espèce de mauvaise conscience. Magie, avec ses tailleurs stricts et son visage sévère, est d'abord une bien-pensante. Elle s'inscrit dans le droit-fil de cette tradition moraliste que Max Weber a si bien résumée en écrivant, il y a

quatre-vingts ans : « L'évaluation religieuse du travail sans relâche, continu, systématique, dans une profession séculière, comme moyen ascétique le plus élevé et à la fois preuve la plus sûre, la plus évidente, de régénération et de foi authentique, qui constitue le plus puissant levier qui se puisse imaginer de l'expansion de cette conception de la vie que nous avons appelée l'esprit du capitalisme [...] » en opposition « à la malhonnêteté et à l'avidité purement instinctive... à la poursuite de la richesse pour elle-même » (1).

Ce capitalisme d'essence religieuse, qui pose en principe que l'homme est récompensé dès cette terre à mesure de l'effort fourni, et qui voit dans le communisme le Mal en soi (*Evil*), c'est très exactement celui dont se réclame, sous la conduite de Ronald Reagan, la « révolution conservatrice américaine », à laquelle Guy Sorman vient de consacrer un livre stimulant (2). Lui aussi entend restaurer les valeurs du bon vieux temps, jusques et y compris la prière dans les écoles et l'interdiction de l'avortement.

Malgré la reprise qui se dessine actuellement, « Ronnie » est loin d'avoir réalisé toutes ses ambitions : à l'inverse de ce qui se passe en Grande-Bretagne, le déficit budgétaire bat tous ses records ; le chômage, après avoir atteint son plus haut niveau depuis 1929, recule à peine ; la classe gardée d'Amérique centrale est en feu, et l'ours soviétique n'en est pas encore apparemment à demander grâce. Le Congrès rue dans les brancards, le syndrome vietnamien rend toujours impossible la diplomatie de la canotière et le mouvement pacifiste prend une extension sans précédent. Il n'empêche que, ses talents d'acteur aidant, le président fait un malheur chaque fois qu'il passe à la télévision. Du coup, la quasi-unanimité du parti républicain est convaincue que, malgré ses soixante-douze ans, nul ne serait mieux placé que lui, l'an prochain, pour porter ses couleurs dans la course à la Maison Blanche.

Il faut remonter loin dans l'histoire pour retrouver dans les rapports des deux grands peuples de langue anglaise une convergence philosophique aussi poussée. Elle constitue bien évidemment une donnée de première importance dans la politique mondiale. D'autant plus qu'en Allemagne aussi la social-démocratie a perdu le pouvoir qu'elle détenait depuis 1970, et que, pour la première fois depuis 1945, le gouvernement japonais s'engage à fond derrière la politique de défense américaine.

### La pesanteur

Gardons-nous des généralisations superficielles. La part du moralisme protestant dans les motivations alpines est par définition faible, et la carte électorale de la République échoit, pour porter ses couleurs dans la course à la Maison Blanche, à un autre candidat.

L'absence de Franz-Josef Strauss du gouvernement de Bonn est là pour nous rappeler que Helmut Kohl, lui-même catholique, est un homme du centre, et non de la droite, un père tranquille beaucoup plus qu'un chancelier de fer, et qu'il désire détendre les relations avec le grand voisin de l'Est plutôt que de s'embarquer dans la croisade antisoviétique de « Ronnie » et de « Maggie ». Quant à son collègue japonais Nakasone, dont on critique déjà, chez lui, la tendance à la dérive à droite, il n'empêche que la pesanteur de l'alliance occidentale s'exerce maintenant, qu'il s'agisse de l'économie ou des relations avec l'Est, dans un sens fondamentalement libéral et conservateur. Il n'y a rien là de surprenant. Les périodes de tension internationale et de crise économique finissent presque toujours par susciter une tendance au moins étymologiquement réactionnaire : une réaction contre ce qui est considéré comme la facilité et le relâchement. A Moscou aussi, et dans tout l'empire de l'Est, l'heure est à la reprise en main, idéologique et policière.

Maintenir le cap à gauche, dans ces conditions, n'est pas une tâche facile. Les concours que la France peut attendre des autres gouvernements socialistes d'Europe est des plus limités. Il n'y en a d'ailleurs plus qu'un au sein de la Communauté, celui de la Grèce. Or voilà qu'Andreas Papandréou, pourtant élu sous la bannière de l'antiaméricanisme, s'apprête à signer des accords prolongeant la présence américaine sur le sol hellénique. Et que sa décision de restreindre considérablement le droit de grève dans le secteur public déclenche l'opposition furieuse des communistes.

En Italie, le leader socialiste Bettino Craxi, qui a provoqué des élections anticipées, a peu de chances, aux dernières nouvelles, d'en tirer grand profit.

En Espagne, l'aval donné par Felipe Gonzalez à l'installation en Europe des Pershing-2 et missiles de croisière, comme l'achat d'avions de chasse Tornado, montrent clairement qu'il est décidé à faire ce qu'il faut pour être bien avec Washington. Même jeu au Portugal, où Mario Soares, qui vient de s'allier avec le centre, doit accomplir un miracle par jour, comme on l'a dit, s'il veut demeurer cent jours au pouvoir. En Autriche, la retraite du chancelier Kreisky consacre un certain recul de la social-démocratie, et Olof Palme ne peut, à lui tout seul, malgré toute sa bonne volonté, beaucoup renforcer la main de François Mitterrand.

Celui-ci n'a évidemment rien à attendre de l'U.R.S.S., qui digère mal le soutien donné par un gouvernement à participation communiste au déploiement des euromissiles et l'expulsion de quarante-sept de ses diplomates. En France même, le temps n'est plus où l'on n'osait pas se dire de droite. En contraste avec le parti pris anti-américain de la « nouvelle droite » d'Alain de Benoist, une droite nouvelle se manifeste avec vigueur et arrogance, qui nous mène une revanche à coloration fortement réaganienne. Les échecs économiques, le malaise de l'Université, celui de la police, apportent bien évidemment de l'eau à son moulin.

L'étrange est que les socialistes et leurs alliés communistes fassent si peu, dans ce climat, pour conforter l'un des derniers pouvoirs qui hésitent encore à admettre, dans le monde occidental, qu'il faille faire davantage payer les pauvres et moins les riches.

ANDRÉ FONTAINE.

- (1) Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, traduction française chez Plon, 1964.
- (2) Guy Sorman, *La Révolution conservatrice américaine*, Fayard. Voir l'article de Dominique Dhombres dans *Le Monde* du 1<sup>er</sup> juin.

## Groite et dauche, même combat

par DANIEL ROBERT (\*)

QUAND la brûlure de la haine et l'absurdité de « l'autre » ont fini de consumer les pommiers, il faut bien reprendre sa respiration. Une observation attentive conduit à considérer qu'à gauche comme à droite on respire bruyamment, mais on respire.

Les politiques sont, bien sûr, condamnées à souffrir toujours dans le même sens, sous peine d'un retour de flamme. En politique, la constance dans l'erreur est le seul espoir de durer sans se brûler. Les chefs d'entreprise ne sont pas responsables de passions mais de comptes d'exploitation, longtemps estimés exclusivement comme des comptes « d'exploitation des travailleurs », mais à présent comme comptes à rendre à la nation. Aujourd'hui, même les politiques se savent : au-dessous de la ligne de profit il y a la ligne de chômage. Pour un chef d'entreprise, plus important que le gauche ou le droite de son bien, il y a le dessus et le dessous de cette ligne.

Que l'on soit conservateur ou socialiste, il n'y a pas d'autre choix que de donner du travail aux travailleurs, ou plus exactement d'en procurer aux non-travailleurs. Dans ces conditions de réalisme, il n'y a pas plus de différence entre un premier ministre de « groite » et un premier ministre de « dauche ». Ses amis ne sont pas les mêmes. Sa base est différente, mais les contraintes du système économique mondial sont respectueuses de ses passions : le chômage est un mauvais récréateur.

C'est ce même réalisme qui devrait faire se donner la main au gouvernement de l'opposition d'hier et au patronat d'aujourd'hui. La pérennité de l'actuel gouvernement dépend de sa capacité à réussir l'union avec les pourvoyeurs d'emplois. De leur côté, ceux-ci n'ont pas de raison sérieuse de faire opposition à une main tendue pour autre chose que les étrangers.

Si la patronat est effectivement le seul partenaire capable d'assurer la réduction du chômage, comment décourager le mode d'emploi ? La première grande différence entre un politique et un chef d'entre-

prise, c'est que, la plupart du temps, le premier est de passage, le second est chez lui. Il y a donc des précautions à prendre quand on s'invite. C'est une question de sensibilité, de savoir-vivre.

Le respect du prochain étant hypothétiquement acquis, le pour se doit de connaître les problèmes réels de ceux chez qui il s'invite. Qu'il soit de droite ou de gauche, il rêve d'avoir du pouvoir. Son ambition devrait être : le savoir-faire. Seule la reconnaissance d'un savoir-faire crée la confiance qui dépasse les petites montagnes. Les échanges technologiques entre gouvernements et chefs d'entreprise seraient certainement à l'origine de la prochaine révolution de civilisation : il est simplement temps de laisser pourrir les passions destructrices pour laisser le voie aux passions constructives.

Dans cet échange technologique entre gouvernements et industriels, le paramètre industriel peut apprendre quelque chose aux gouvernements. Car, s'il ne sait pas grand-chose, ce qu'il sait, il le sait très bien. Et par exemple ceci : un produit qui ne se vend pas ne finance pas d'emplois. Pour qu'un produit se vende, il faut qu'il soit connu, expliqué, désiré. En ce sens, la qualité de la communication fait partie de la qualité du produit au même titre que la pureté bactériologique, l'absence de la tôle ou le teneur en vitamines. Que ce soit pour la reconquête du marché intérieur, la conquête du marché extérieur ou l'accélération de la circulation de la masse monétaire, il n'y a pas d'autre moyen opérationnel que la communication commerciale.

Cette prise de conscience, du fait que la communication est devenue une matière première au même titre que le pétrole ou le charbon, est l'un des points d'appui de la révolution technologique qui est commencée.

Cette prise de conscience fera aussi que, pour le politique et pour le chef d'entreprise, il n'y a plus à ramener dans un même sens, plutôt que de continuer à s'affoler d'entendre craquer le bâton.

(\*) Conseil en publicité.

## Le meurtre fondateur

par CHRISTIAN DELACAMPAGNE

MICHEL SERRES vient d'écrire un livre sur Rome (1). Mais pas n'importe quel livre : un livre de philosophie de l'histoire. Le projet vaut d'être signalé. Après tout, la philosophie de l'histoire n'est plus un genre tellement en vogue. On aurait même pu la croire définitivement enterrée. On sait assez le mal qu'on fait, en notre siècle, les notions de « sens de l'histoire » ou d'« être nouvelle ». On sait aussi que les historiens de métier n'ont plus besoin pour avancer dans leur travail, des généralisations hâtives fabriquées par les philosophes. Les premiers auraient même de plus en plus tendance à refuser le dialogue avec les seconds : un certain positivisme, un peu étroit par moments, semble aujourd'hui être devenu la tendance dominante dans l'épistémologie historique.

Mais peu importe. Michel Serres ne se soucie pas d'être à la mode, et il a raison. Son propos est ailleurs. Il a la Tite-Live. Il a découvert, dans le récit de ce dernier, un certain nombre de caractères structurels qui éclairent d'un jour nouveau non seulement la fondation de Rome mais, peut-être, celle de toute société. Et il a essayé de faire, sans se enlever des « preuves » au sens traditionnel du terme, la philosophie de cette structure historique.

Regardons donc comment Rome s'est fondée. A première vue, tout n'est que sang, bruit et fureur. La narration de Tite-Live — recueilli inépuisablement de sujets dramatiques pour Shakespeare ou Corneille — n'est qu'un long encheînement de cruautés et de violences. Les foules ne cessent de se révolter contre leurs chefs : les chefs, de s'assassiner entre eux.

Dans l'histoire romaine, on massacre à tour de bras. Rien d'étonnant, du reste : c'est de Mars, dieu de la guerre, et d'une vaste violence par ce hardi guerrier, que sont nés Romulus et Remus. Rhea Silvia, leur mère, est probablement enterrée vivante. Ensuite, Romulus tue Remus, avant d'être lui-même déchiqueté par la foule — comme Metellus, la dictateur d'Albe, — tandis que Tarpeia et Turnus seront lapidés, que Sextus Tarquin sera assassiné, etc.

Bref, la violence est omniprésente dès la fondation de Rome, *ab urbe condita*. Et c'est encore sur cette violence — meurtre de César — que sera fondé l'empire : tout comme la christianisme le sera sur la crucifixion de Jésus. Inutile d'insister : les lectures de René Girard auront déjà deviné que les thèmes de celui-ci se retrouvent au cœur du dernier livre de Michel Serres, qui lui est d'ailleurs dédié.

Comme Girard, en effet, Serres pense que la fait social en général, c'est-à-dire l'existence d'un ordre collectif et stable, est fondé sur le

meurtre original d'une victime émissaire, et que la permanence de cet ordre est garantie par la répétition rituelle, à intervalles réguliers, du meurtre fondateur. L'empire ne tient, en somme, qu'au long temps qu'on jette des hommes aux lions — ou à la foule, qui déchire leurs cadavres.

Les murs de Rome sont donc construits sur des tombes. D'une façon plus générale : dans la société des hommes comme dans la nature des choses, c'est du désordre qu'émerge l'ordre. C'est d'un tourbillon d'hommes en désordre — turba, la populace, — ponctué par un meurtre collectif et arbitraire, que naît l'ordre social.

### Le collectif et l'objectif naissent simultanément

Jusqu'ici, Serres ne dit rien d'autre que ce que Girard disait dans *La Violence et le Sacré* (2) et que Georges Dumézil, d'ailleurs, avait déjà montré avant lui. Mais le livre de Serres va plus loin, et c'est ici que commence, selon moi, son véritable intérêt. Analysant de près le passage où Tite-Live raconte comment la foule se partageait les morceaux du cadavre de Romulus, éparpillant par là même toute trace du meurtre et mettant du même coup un terme provisoire à la violence, Serres évoque d'un jour nouveau le rôle joué, ici, par ce qu'on pourrait appeler l'objet ou le quasi-objet — morceau de corps — dans l'instauration d'un ordre collectif. Sans objet, sans partage, pas d'empire, pas de paix. En fait, le collectif et l'objectif naissent simultanément. Loin d'être fondés sur la volonté des sujets, sur un acte de langage ou sur un quelconque « contrat » abstrait, les sociétés humaines n'existent, en réalité, que si elles succèdent à l'objectivité — que si elles se donnent, au sens large, une physique.

Ce n'est donc pas seulement de l'émergence des sociétés que traite le livre de Serres : c'est également de l'émergence de la connaissance objective. Les anciens Grecs avaient inventé la mathématique : ce sont les Romains qui, les premiers, ont fondé la physique : l'œuvre de Lucrèce (3) est là pour en témoigner. Ce sont eux, les premiers, se sont rendus maîtres et possesseurs de la nature — comme disait Descartes.

L'impérialisme romain, c'est-à-dire la conquête du bassin méditerranéen, est allé de pair avec une progression technologique sans précédent : celle-ci n'est-elle pas encore attestée, aujourd'hui, par d'innombrables ruines de routes, de ponts,

de murs, de villes, de l'Égypte au sud de l'Espagne, de l'Angleterre aux rives du Danube ? Le monde romain est un monde de la pierre : dur, clos, pesant, fort et fermé sur lui-même. C'est le monde de l'objectivité, l'univers de l'incantation. Nous sommes bien loin, ici, de l'idéalisme grec ou juif : à Athènes ou à Jérusalem, on vit dans le discours, on se meut dans le concept. A Rome, on préfère l'objectif, le factuel, le physique. L'histoire romaine est l'histoire de la force : la philosophie romaine, une philosophie pragmatique. Cette philosophie n'aide pas à comprendre : c'est elle, plutôt, qu'il faut comprendre. De Rome ne sort aucune lumière : c'est en Rome même qu'il faut faire la lumière.

Tite-Live s'y emploie. Il reste, avec Virgile, un guide irremplaçable. La façon dont il écrit l'histoire de Rome nous permet, à nous lecteurs, de déchiffrer les mécanismes de la violence, les lois de l'équilibre social. Légendaire, la récit tire-t-il des origines de Rome ? Peut-être, mais qu'importe, puisqu'ici c'est la légende qui dit la vérité de l'histoire. Et si, après tout, la mythologie du fondateur du monde, Romulus, est fondement de l'histoire.

« L'histoire des religions », écrit Michel Serres, dit les sciences humaines à l'état naissant, à l'état incertain et archaïque, à l'état fondamental. Elle ne fait que recueillir, du reste, avec quelques-unes des meilleures intuitions de Georges Dumézil. Le mythe romain, ce n'est que trop vrai, le monde beaucoup à nous apprendre. Surtout si nous ne nous laissons pas aller à nous laisser plus : aujourd'hui, fonder notre société sur la violence ; si nous ne voulons plus que la science soit au service exclusif du pouvoir, donc de la mort.

Car si nous sommes d'accord pour refuser ce que Serres appelle la « thanatocratie », alors il faut nous mettre à l'écoute de ce que l'histoire des religions, comme les sciences humaines, nous enseignent : que tout est tourbillon, qu'il n'y a que des ensembles flous, que tout dépend en fin de compte de la façon dont nous traitons les multiplicités. Jusqu'ici, les philosophes se sont surtout efforcés de réduire la multiplicité à l'un, la pluralité du réel à l'unité d'une loi. Peut-être serait-il temps de commencer, enfin, à respecter la multiplicité. A la laisser être pluriel. Peut-être n'est-ce qu'à ce prix que nous trouverons une paix qui soit fondée sur autre chose que sur la mort.

- (1) Rome. Le livre des fondations. Grasset, 1983, 288 p.
- (2) Grasset, 1972.
- (3) A laquelle Serres a consacré un livre : *La Naissance de la physique dans le texte de Lucrèce*, Mouton, 1977.

## La France est-elle gouvernable ?

Pierre Rosanvallon  
Misère de l'économie

Seuil

La France est-elle gouvernable ? C'est la question que pose Pierre Rosanvallon dans ce livre. Il y répond par une analyse lucide et pénétrante de la situation économique et sociale de notre pays. Il montre que la France est en train de vivre une crise profonde, que la démocratie est menacée, et que la seule issue est la réforme de l'économie et de la politique.

Seuil

1520



Le Monde

# étranger

## DIPLOMATIE

LES NOUVELLES PROPOSITIONS AMÉRICAINES  
SUR LES ARMEMENTS INTERCONTINENTAUX

### M. Reagan veut faire preuve de « souplesse » à l'égard de l'U.R.S.S.

Sauvant à l'avance les nouvelles propositions de M. Reagan en matière d'armements stratégiques intercontinentaux, M. Alois Merz, vice-ministre onest-allemand des affaires étrangères, a déclaré au journal *Osnabrücker Zeitung* que celles-ci offrent de « fortes chances » de progrès aux conversations START de Genève et que « cela améliorerait le climat international et renforcerait l'espoir que Moscou est prêt à négocier un compromis acceptable sur

les euromissiles ». Un autre porte-parole du gouvernement de Bonn a confirmé mercredi 8 juin que les rumeurs en provenance de Moscou sur la mauvaise santé de M. Andropov (le Monde du 9 juin) ne mettaient pas en cause le projet de visite du chancelier Kohl en U.R.S.S., du 4 au 8 juillet : « Selon les informations dont dispose le gouvernement de la R.F.A., a-t-il dit, le secrétaire général du P.C. n'est pas gravement malade ».

De notre correspondant

Washington. — Le président Reagan s'est adressé à l'U.R.S.S., mercredi 8 juin, avec une modération et une souplesse peu coutumières chez lui. L'occasion en était la reprise à Genève des négociations soviéto-américaines sur la réduction des armements stratégiques, après dix semaines de pause.

Présentant de nouvelles propositions, le président des Etats-Unis a « pressé » le Kremlin de ne pas laisser passer cette « occasion ». Il peut y avoir, selon lui, « plus d'une façon » d'arriver à une plus grande stabilité par une quantité réduite d'armements. « J'ai demandé à l'ambassadeur Rowley (chef de la délégation américaine à Genève) d'explorer avec souplesse toutes les voies appropriées pour atteindre nos objectifs », a dit M. Reagan. J'espère sincèrement que l'Union soviétique répondra avec une souplesse correspondante.

La souplesse américaine se manifeste d'abord dans le relèvement du plafond autorisé pour les missiles terrestres et sous-marins des deux camps. Jusqu'à présent, Washington voulait en limiter le nombre à 850, alors que l'U.R.S.S. — mieux équipée dans la première catégorie et tenant compte de son infériorité dans les bombardiers stratégiques — refusait de descendre en dessous de 1 450. Le nouveau plafond américain n'a pas été publié. Il serait de 1 100 à 1 200.

M. Reagan innove, d'autre part, dans la manière d'évaluer la réduction des arsenaux respectifs. Il ne met plus l'accent sur les missiles, mais sur les ogives, appliquant ainsi les recommandations de la commission Scomcroft. Cette commission

présidentielle, des démocrates, républicains et des indépendants, préconise l'abandon à moyen terme des fusées à têtes multiples, au profit d'engins plus petits et moins vulnérables.

Un troisième mode de calcul concerne le *throw weight* (capacité d'emport) des missiles. Elle est deux fois et demi plus importante du côté soviétique, où l'on a construit des engins plus volumineux. Le Pentagone pressait M. Reagan d'exiger l'égalité entre les deux pays dans ce domaine. Le président a préféré se rallier à la position plus accommodante du département d'Etat : la parité n'est visée qu'à moyen terme et indirectement, en comptant les missiles et les ogives.

Il faut tenir compte des conceptions et de la structure de l'armement soviétique, expliquait mercredi un responsable américain. C'est un langage qu'on n'avait pas l'habitude d'entendre à Washington depuis longtemps. Si M. Reagan reste vague sur plusieurs aspects de son plan, c'est pour ne pas s'attirer un « niet » immédiat et public du Kremlin.

Le président américain affirme que son objectif est de « diminuer le risque de guerre » par la réduction « des systèmes les plus destabilisants », c'est-à-dire les missiles balistiques. Mais rien n'interdit de voir d'autres raisons à sa souplesse et à sa modération.

— Le désir de neutraliser la propagande soviétique et de calmer les paéistes européens avant la détermination des fusées de l'OTAN. — Faire accepter par le Congrès le missile MX et un accroissement substantiel des dépenses militaires.

ROBERT SOLÉ.

### Moscou : Paris est devenu le théâtre d'initiatives militaristes

De notre envoyé spécial

Moscou. — Les prévisions de M. Mitterrand en matière d'armements nucléaires ont été indirectement critiquées dès la nuit de mercredi à jeudi dans la capitale soviétique. Sans nommer le président français, l'observateur de l'agence Tass, Leonid Ponomarev, a, en effet, dénoncé les dirigeants occidentaux qui soutiennent des armements qui sont « une menace à la sécurité et à la stabilité de l'Europe ».

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

Dès avant les dernières déclarations de M. Mitterrand, les positions françaises avaient été ces jours derniers l'objet de commentaires négatifs dans la presse soviétique. La tenue à Paris, pour la première fois depuis dix-sept ans, de la session du conseil ministériel de l'alliance atlantique, a été relevée particulièrement.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

« L'observateur de Tass rappelle que l'U.R.S.S. s'est réservée de prendre des mesures de rétorsion, « ayant en vue, également, le territoire des Etats-Unis eux-mêmes ». La confrontation nucléaire « est un domaine où sont admis le bluff ou les paroles creuses », dit encore M. Ponomarev.

LE DISCOURS DE M. MAUROY DEVANT LE CONSEIL ATLANTIQUE

### La France apporte son plein soutien à la démarche de ses partenaires

Voici les principaux passages du discours prononcé ce jeudi matin 9 juin par M. Mauroy en ouvrant à Paris, salle Pleyel, la session ministérielle du Conseil atlantique :

« Ni les difficultés politiques ou économiques ni les débats de toute nature n'ont pu entamer la solidité de nos institutions atlantiques. (...) Dans ce cadre, de nouveaux débats surgissent qui doivent nous interpellier, nous conduire à approfondir nos réflexions. Je pense, par exemple, au pacifisme. C'est, en lui-même, une opinion respectable. La préservation de la paix est aussi une de nos valeurs essentielles. Notre alliance a toujours été uniquement défensive. (...)

« La paix se mérite. Si nos sociétés craignent, avec raison, les effets dévastateurs d'un éventuel conflit sur notre continent, elles doivent savoir qu'elles vivent en paix parce que nos pays ont su préserver leur capacité de dissuasion. Aujourd'hui, nous devons demeurer fidèles à nos valeurs et, en conséquence, conduire nos efforts patiemment afin de maintenir la stabilité et d'entretenir le dialogue avec

les pays de l'Est. Il nous appartient de répondre aux aspirations et aux interrogations de nos peuples, comme nous l'avons fait dans le passé, sans exclure la vigilance et le maintien de nos capacités de dissuasion. Cette démarche suppose parfois des choix politiques difficiles. Tel est le prix à payer pour la sécurité dont nous bénéficions depuis de longues années.

« Votre présence à Paris apporte aussi le témoignage de notre cohésion. L'alliance n'est pas un bloc monolithique, mais nos aspirations et nos buts sont identiques. Nous sommes parvenus à bâtir un ensemble dont une des caractéristiques essentielles est le respect de l'indépendance de chacun de ses membres.

« Nos différences résident dans la nature même de nos sociétés. Elles constituent l'une de nos principales richesses. Notre diversité est le gage de notre liberté. Comme ce qui nous unit l'a toujours emporté sur ce qui nous sépare, il n'y a pas de raison de douter qu'il en aille différemment dans l'avenir. Ce qui ne veut pas dire que le débat d'idées doit toujours conduire au consensus. La preuve en est que cette session se tient dans notre capitale. Et vous savez bien que ce droit à la différence (...), la France l'a exercé à sa manière. Votre présence à Paris témoigne de ce que vous le reconnaissez. (...)

« C'est parce que la France veut que sa solidarité puisse être exprimée sans retard, une fois la décision politique prise en toute indépendance, qu'elle a entrepris de nouveaux efforts de réorganisation de ses forces, comme en témoigne notre projet de loi de programmation militaire en cours d'examen au Parlement. Ce texte traduit la volonté de la France de ne pas baisser sa garde dans une période malheureusement encore trop incertaine et instable.

« Aussi la réorganisation et le renforcement de nos moyens conventionnels s'accompagnent-ils de la volonté de maintenir nos armes nucléaires de dissuasion à un niveau optimum de crédibilité. Ce niveau, nous continuerons de le fixer en pleine indépendance et en fonction de notre analyse de la menace.

### Les engagements soviétiques

« Notre session s'ouvre aujourd'hui à Paris à un moment où les relations Est-Ouest traversent une phase incertaine. Cette situation n'est pas notre fait. Nous nous sommes, au contraire, efforcés de préserver le dialogue parce que nous le jugeons indispensable au maintien de la paix.

« La dégradation des relations Est-Ouest pèse sur la conférence de Madrid (1). Or nous souhaitons que celle-ci aboutisse très rapidement. Nous saluons l'effort des pays neutres et des pays non alignés qui ont dégagé les voies d'un compromis final. Au prix d'ultimes négociations, leur proposition devrait permettre l'accord. (...)

« Depuis maintenant trois ans (...), on s'efforce d'y obtenir à la fois le mandat permettant la convocation d'une conférence européenne

de désarmement et un document de clôture équilibré, c'est-à-dire qui reflète la validité permanente de l'Acte final d'Helsinki, sous tous ses aspects et en particulier ceux qui concernent les droits de l'homme et les contacts entre les personnes. L'Union soviétique et ses alliés ont pris, dans ce domaine, en 1975, des engagements.

« Les déceptions de ces dernières années n'ont rien à notre détermination de continuer à promouvoir les valeurs fondamentales qui sont celles des démocraties pluralistes. Nous sommes convaincus que les valeurs de liberté finiront par prévaloir sur les bureaucraties et les systèmes. Voilà pourquoi nous entendons maintenir le dialogue et la coopération par-delà la déchirure qui blesse notre continent.

« C'est par le dialogue et la coopération que nous parviendrons aussi à stopper une course aux armements qui se poursuit à un rythme soutenu. Une sorte de logique, aussi implacable qu'impénétrable, paraît conduire certains dans une course effrénée aux armements au nom d'un besoin de sécurité jamais assouvi et sous le couvert d'une curieuse conception de la « sécurité égale ».

### Le droit à la sécurité

« Est-ce répondre à un besoin de sécurité que de vouloir établir un rapport de trois pour un, et parfois plus encore, dans le domaine des armements conventionnels ? Est-ce répondre à un besoin de sécurité que de prétendre au droit exorbitant de posséder autant, sinon plus, d'armes nucléaires que de toutes les puissances nucléaires ? Est-ce répondre à un besoin de sécurité que de déployer plusieurs centaines de nouveaux missiles visant les pays libres d'Europe et de leur refuser dans le même temps le droit à la sécurité minimum ?

« Cette conception de la « sécurité égale » n'en dissimule-t-elle pas une autre : celle de la sécurité absolue ?

« La France, quant à elle, a clairement marqué sa position. Son potentiel nucléaire, maintenu au niveau minimal nécessaire pour assurer la crédibilité de sa dissuasion, ne peut être l'objet de discussions. D'autant que la situation sur le terrain est caractérisée par une formidable inégalité aux multiples aspects. Notre potentiel nucléaire ne peut être, non plus, l'objet d'un marchandage plus ou moins indirect. Personne ne doit s'y tromper.

« La France a apprécié à sa juste valeur et elle a apporté son plein soutien à la démarche de ses partenaires qui commande l'avenir de notre continent. Aujourd'hui, certains voudraient voir les Européens comme acculés devant les échéances qu'ils se sont fixées. Tel n'est pas le cas, à notre sens. Au contraire, il appartient aujourd'hui à l'Union soviétique de montrer quelles perspectives elle entend donner aux relations Est-Ouest (...).

(1) Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe sur la mise en œuvre de l'Acte final signé au sommet Est-Ouest d'Helsinki (1<sup>er</sup> août 1975).

PRIX  
KLÉBER HAEDENS

Daniel  
BOULANGER

Table d'hôte  
nouvelles

GALLIMARD nrf

## EUROPE

### Pologne

#### LE CARDINAL LUSTIGER ACCOMPAGNERA LE PAPE A CRACOVIE

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon et vice-président de la conférence épiscopale, le Père Bernard Dupuis, dominicain, secrétaire du comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, accompagneront le pape à Cracovie les 21, 22 et 23 juin. A Varsovie, au sanctuaire de Czestochowa et à Niepokalanow, la délégation française accompagnant le pape sera composée de Mgr Henri Donze, évêque de Tarbes et de Lourdes, et du Père Raymond Michel, secrétaire général adjoint de l'épiscopat français.

A Rome, on indique que le pape compte rencontrer M. Walesa à Czestochowa. Cependant le dirigeant syndicaliste et les membres de son entourage se heurtent à des tracasseries administratives : ainsi son chauffeur s'est vu retirer son permis de conduire. Difficultés également pour les journalistes étrangers qui voulaient suivre le voyage : les visas ont été refusés à des représentants des agences France-Presse, Associated Press, United Press International et de la B.B.C. Les reporters du *New York Times* et de *Newsweek*, qui sont autorisés par le Vatican à voyager dans l'avion papal attendent toujours leur visa.

En revanche, les autorités de Varsovie et de Wrocław ont autorisé les clubs catholiques à reprendre leurs activités suspendues depuis la proclamation de l'état de guerre. — (A.F.P., Reuter.)

### Italie

#### M. TONI NEGRI SERA CANDIDAT DU PARTI RADICAL AUX PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Toni Negri, qui la justice italienne accuse d'avoir été l'un des inspirateurs des Brigades rouges, sera candidat aux élections générales des 26 et 27 juin prochains. Cette candidature est une idée du dirigeant du parti radical italien, M. Marco Pannella.

Le professeur Toni Negri avait été arrêté à Padoue le 7 avril 1979, en compagnie de plusieurs dizaines de ses camarades du mouvement d'extrême gauche Autonomie ouvrière. Leur procès ne s'est ouvert qu'en février dernier à Rome, après quatre ans de détention préventive et d'une instruction controversée : une partie de la gauche italienne estime, avec M. Pannella, qu'il s'agit d'un procès politique et non criminel. L'acte d'accusation reproche à M. Negri d'avoir participé à un hold-up en 1968 dans lequel un carabinieri a été assassiné — ce qu'il nie — mais formule aussi une série d'accusations fondées sur les écrits idéologiques du professeur.

Le parti radical appelle à voter blanc ou nul, sauf là où il présente M. Negri. Il a cependant des candidats dans toutes les circonscriptions, afin de pouvoir s'exprimer dans cette campagne. Le leader du parti, qui comptait dix-huit députés dans la Chambre dissoute, affirme que le parti a gagné ses plus grandes campagnes sur le divorce et l'avortement sans avoir un seul député. « Nous n'avons pas besoin d'un Parlement inutile pour continuer nos campagnes pour le désarmement et contre la faim dans le monde », déclare M. Pannella. — (A.F.P.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Iran

• **TÉHÉRAN A REJETÉ**, mercredi 8 juin, la proposition d'armistice provisoire en cours du mois de ramadan formulée, mardi, par le président irakien Saddam Hussein, estimant que celle-ci « répète tous les ans », n'est destinée qu'à « faire de la propagande ». L'Iran a également rejeté la proposition de Bagdad d'arrêter les opérations militaires dans le Golfe, affirmant

que « l'Irak veut créer des conditions sèches pour les déplacements militaires des troupes irakiennes dans le but d'augmenter leur efficacité ». — (A.F.P.)

### Nicaragua

• **L'UN DES SIX CONSULS NICARAGUAYENS** expulsés par le gouvernement de Washington, M. Agustín Alfaro, en poste à La Nouvelle-Orléans, a demandé le mercredi 8 juin l'asile politique aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

### La réunion du Conseil atlantique à Paris

(Suite de la première page.)

En présentant mercredi la session à la presse, M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, avait exprimé sa « grande satisfaction » de se retrouver à Paris. Il a remercié le gouvernement français pour son hospitalité, « dans les nobles traditions » du peuple français « dont l'attachement aux idéaux de liberté et de démocratie (...) cimentent l'unité atlantique ».

Répondant à des questions, M. Luns a déclaré que la réunion de Paris « n'a rien à faire » avec la demande de Moscou d'inclure la force nucléaire française dans les négociations nucléaires américano-soviétiques. « Mais, a-t-il ajouté, le fait que la France nous a invités, nous amènera peut-être à avoir encore plus de sympathie pour le point de vue français qui est partagé par tous les gouvernements ».

Se refusant à porter un jugement sur la décision du général de Gaulle, « pour qui j'avais la plus haute es-

time et qui avait de l'estime pour moi », de sortir la France de l'intégration, M. Luns a ajouté : « Les positions du président Mitterrand sur la sécurité sont plutôt plus favorables que celles de son prédécesseur. »

« La France, a encore dit M. Luns, n'a pas donné les raisons de son invitation. La réunion de Paris prouve que la France, qui est membre à part entière de l'alliance atlantique, veut donner un éclat particulier à sa participation à l'alliance. Mais cela n'a rien à voir avec la réintégration militaire de la France. »

Sur le fond, M. Luns a déclaré que les ministres de l'alliance « ne manqueront pas de souligner dans le communiqué final » que « la mise en œuvre de la double décision de décembre 1979 [sur les euromissiles], dans ses deux volets [mise en place et négociation] reste essen-



# AFRIQUE

## Le retrait des Sahraouis a permis l'ouverture du dix-neuvième sommet de l'O.U.A.

Addis-Abeba. — « Cette réunion est une victoire de l'Afrique », s'est exclamé le président kenyan, M. Daniel Arap Moi, en ouvrant solennellement, mercredi 8 juin, le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'unité africaine. Le mot, assurément, n'était pas trop fort. Une victoire sur elle-même, en tout cas, et d'autant plus savoureuse qu'elle fut tardive. L'O.U.A. venait de surmonter la plus grave crise de son histoire, en se ressaisissant à l'instant critique.

L'ambiance était pourtant morose depuis la veille. On ne donnait pas cher du dix-neuvième sommet, et le dernier des comités de l'O.U.A., chargé d'établir des contacts entre les deux blocs séparés par le problème sahraoui semblait hériter d'une mission impossible. Le « groupe des vingt-deux » (le Maroc et ses partisans) avait ébauché d'attendre de pied ferme à l'hôtel Ghion, résidence des chefs de délégation, l'heure fixée pour l'ouverture officielle du sommet. « Nous voulions faire bloc », explique un diplomate marocain.

Cette volonté collective de ne pas céder à l'impression de l'autre camp ? La perspective d'un nouvel échec, faute de quorum, a-t-elle contrainst les amis de la R.A.S.D. au compromis ? Toujours est-il que la conciliation et la sagesse ont, en fin de compte, prévalu. Au milieu de l'après-midi, le secrétaire général de l'O.U.A., M. Eden Kodjo, venait annoncer aux « vingt-deux » que la R.A.S.D. avait cédé.

Un peu plus tard, l'arrivée de « chef de la diplomatie sahraoui », M. Ibrahim Hakim, dans le hall du palais de l'O.U.A., dissipait le brouhaha ambiant. L'air grave, il faisait sur quelque quatre cents journalistes présents la déclaration suivante : « Nous venons de tenir une réunion avec le président en exercice de l'O.U.A. [M. Arap Moi] et avec le comité qui l'encadre. Après consultation, la R.A.S.D. a décidé volontairement et temporairement de ne pas participer au dix-neuvième sommet de l'O.U.A. »

Cette concession n'était pas nouvelle. Les Sahraouis l'avaient déjà faite en novembre 1982, avant le deuxième sommet avorté de Tripoli. Mais elle s'était vite révélée inutile face à l'intransigeance d'un colonel Kadafi qui ne voulait à aucun prix, voir s'écrouler, au nom du Tchad, son ennemi juré, M. Hissène Habré. Un mois plus tard, les Sahraouis avaient dénoncé leur engagement antérieur, et assuré qu'ils siègeraient désormais de plein droit dans toutes les réunions de l'O.U.A.

### De notre envoyé spécial

Il leur a donc fallu plier une nouvelle fois. Quelques minutes après la déclaration de M. Hakim, les employés du protocole faisaient testement disparaître de la salle de conférences le drapeau de la R.A.S.D., apparut pour la première fois dans la même salle quinze mois plus tôt. Le dix-neuvième sommet pouvait s'ouvrir dans ce « retour à la légalité » souhaitée par les amis du Maroc.

Mais les chefs de délégation se réunirent encore pendant une heure et demie afin de choisir par consensus le nouveau président en exercice de l'O.U.A. On parait beaucoup sur M. Nyerere, le Tanzanien. Mais le choix se porta tout simplement sur le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien et bête du sommet. C'était un camouflet pour le colonel Kadafi. Désigné comme futur président en exercice par le sommet de Nairobi en juillet 1981 lors du débat à huis clos, le président Chadli Bendjedji a émis des réserves devant cet irrespect des engagements pris. Il s'agit, selon lui, d'un « précédent dangereux ».

### Satisfaction à Rabat

Il n'était pas étonnant dans ces conditions qu'à l'heure où l'Afrique, soulagée, se rassemblait avec deux jours de retard, un feuillet demeurât délibérément vide, celui du dirigeant libyen. En refusant de se joindre à la fête, le colonel Kadafi, conséquent avec lui-même, mettait en pratique le slogan qu'il avait martelé et ses gardes du corps : « Quitte à mettre le monde entier contre nous, nous ne marchanderons pas nos principes ». Les dirigeants de Tripoli ne répétaient-ils pas à l'envi, depuis dimanche, que « les autres » devaient accepter la présence des Sahraouis puisque la Libye ne refusait plus de s'engager aux côtés du délégué d'Hissène Habré ? Mais le marchandage Tchad-Sahara n'a pas eu lieu.

L'O.U.A. a préféré « sublimer » la défaite diplomatique des Sahraouis et des Libyens en une « victoire collective » du continent jetée à la face d'un monde extérieur qui augurait du pire. « Nous avons imposé silence à nos destructeurs », lançait le président Mengistu. Et son homologue ougandais, M. Milton Obote, renchérisait aussitôt : « Nous avons fait honte à tous les ennemis de l'Afrique, qui prétendaient que ce jour serait celui de la dissolution de l'O.U.A. »

Plusieurs éléments expliquent que le réflexe unitaire l'ait finalement emporté sur les intérêts de la R.A.S.D., fussent-ils tenus pour légitimes par beaucoup. Loin de s'effriter, le « tiers bloquant » favorable au Maroc avait rallié deux nouveaux pays, le Togo et la Sierra-Leone, qui, tout en ayant reconnu la R.A.S.D.,

contestaient la procédure de son admission à l'O.U.A. Les « jusqu'au-boulistes », partisans de casser l'O.U.A. au nom de la clarté idéologique, se formaient qu'une petite minorité parmi les cinquante Etats du continent. La « dynamique nagrahène » enclenchée par la rencontre Chadli-Hassan II, fin février, a fait naître un timide espoir de règlement à terme de la crise sahraïenne. Tout cela a joué en faveur des partisans de la conciliation.

« Il faut respecter la jurisprudence de l'O.U.A. », nous disait M. Kamanda Wa Kamanda, ministre zairois des affaires étrangères. « Aucun Etat n'est entré à l'O.U.A. de la même façon que les Sahraouis. On doit appliquer les résolutions de Nairobi sur un cessez-le-feu et un référendum d'autodétermination, car ce sont les seules qui ont été approuvées à l'unanimité par les chefs d'Etat. Ou bien la R.A.S.D. existe, et tout référendum est inutile. Ou bien un référendum est souhaitable, et nul ne peut préjuger son résultat. Si le Polisario ne veut plus de cette consultation, qu'il le dise clairement. »

La délégation marocaine arbore une satisfaction sans nuances. Rabat a-t-elle offert quelque concession en contrepartie du geste sahraoui ? Les Marocains jurent leurs grands dieux qu'il n'en est rien. Selon d'autres sources, le régime d'Hassan II serait disposé à reconnaître pour la première fois que le conflit oppose seulement le Maroc aux Sahraouis et que l'Algérie n'y est pas partie prenante.

J.-P. LANGELLIER

### Ethiopie

## LES OTAGES DÉTENUS PAR LE FRONT POPULAIRE DE LIBÉRATION DU TIGRÉ ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Khartoum (A.F.P.). — Les douze ressortissants étrangers détenus depuis le 21 avril par le Front populaire de libération du Tigré (F.P.L.T.) ont été libérés mercredi 8 juin et ont franchi, dans la soirée, la frontière soudano-éthiopienne. A annoncé le porte-parole du Front à Khartoum, M. Tewelde Gebre.

Selon le porte-parole, les douze otages (quatre Britanniques travaillant pour l'association Save the Children Fund, trois Éthiopiens, deux Irlandais, un missionnaire américain, un Libanais et un Indien), se trouvent actuellement entre les mains des autorités soudanaises. Il a ajouté que les otages se rendront par la route, sous escorte soudanaise, de Kassala à Khartoum, où ils étaient attendus ce jeudi matin.

### Maroc

## La « démocratie contrôlée » de Hassan II

Quel que soit le résultat des élections municipales et communales qui se déroulent au Maroc vendredi 10 juin, il y aura un gagnant : le roi Hassan II. Depuis qu'il a succédé à son père, Mohamed V, le 26 février 1961, s'il a mené une politique avec une rare conscience, c'est bien celle qui a consisté à réduire toute force — armée ou politique — susceptible de le menacer personnellement ou de mettre le trône en danger. Cette élite s'inscrivait dans la même stratégie : elle confortait l'autorité royale face à la multiplication des partis. Cela étant, peu de pays du tiers-monde peuvent se targuer d'avoir connu une expérience démocratique ayant permis aux conseillers élus en novembre 1976 d'aller jusqu'au terme de leur mandat.

Sur quatorze mouvements politiques, treize sont engagés dans la bataille, les principaux étant l'istiglal, le grand parti de la lutte pour l'indépendance, que le souverain a fait rentrer dans le rang en l'associant au pouvoir il y a quelques années ; le Mouvement populaire de M. Abderrahmane, dans lequel les Berbères voient leur porte-parole ; l'Union constitutionnelle, formation créée cette année par le premier ministre, M. Maati Bouabid ; le Parti des indépendants démocrates, né d'une scission du Rassemblement national des indépendants, que dirige M. Ahmed Osman, ancien premier ministre et beau-frère du monarque.

Dans l'opposition, seule l'Union nationale des forces populaires, de M. Abdallah Ibrahim, boycotte la consultation, comme en 1976, parce que « la démocratie marocaine est une parodie ». Les deux autres formations, l'Union socialiste des forces populaires et le Parti du progrès et du socialisme (communiste), d'égale importance, se trouvent, selon leur propre constat, « en état d'interdiction de fait » dans plusieurs régions. En outre, la direction de l'U.S.F.P. et son premier secrétaire, M. Abderrahmane Bouabid, sont contestés par une partie de la base et des membres dirigeants récemment exclus (le Monde du 1<sup>er</sup> juin), qui leur reprochent d'avoir fait trop de concessions au pouvoir. Il est vrai que les socialistes n'avaient d'autre choix que de jouer le jeu du roi ou d'être marginalisés comme l'U.N.F.P.

Ouvrant la campagne électorale le 22 mai, Hassan II avait annoncé que les formations politiques auraient « le droit d'utiliser, pour un temps d'antenne, la télévision et la radio ». Par la suite, le P.P.S. a vu récusé près de mille candidats et le P.P.S. a été jugé insuffisant pour lui permettre d'avoir accès au petit écran. En revanche, M. Bouabid y a pris la parole, et cela non plus n'est pas paradoxal en Afrique et dans le monde arabe, à quelques exceptions près comme le Sénégal et la Tunisie.

Sept millions de Marocains qui doivent choisir entre 57 120 candi-

dates pour 15 480 sièges à pourvoir dans 857 communes, contre 42 638 et 13 520 à la précédente consultation. Hassan II a insisté sur le fait qu'il s'agit là d'une école de cadres qui forme « de véritables hommes d'Etat ». Le souverain entend associer la petite et moyenne bourgeoisie à l'exercice du pouvoir afin d'assurer sa succession dans de bonnes conditions. Mais il a clairement défini les règles du jeu. S'adressant au peuple arabe il a rappelé qu'il « vit en symbiose » avec son roi, il a déclaré : « Comme pour les cinq cents ans passés, dans les siècles à venir et quel que soit le roi, c'est le « roi du Maroc » qui est et sera le garant de ses droits et de ses libertés ».

Depuis plus de vingt ans, Hassan II a joué les partis contre les militaires et vice versa, selon la conjoncture. Après les deux tentatives de putsch de 1971 et 1972 dans lesquelles il manque périr, il éprouve l'armée avec le soutien des politiques. L'opposition ayant cherché à le « piéger » dans l'affaire du Sahara en mobilisant l'opinion dès 1974, le souverain organise la Marche verte en octobre 1975, fait l'union autour de sa personne et reprend l'initiative, tout en laissant aux partis une plus grande marge de manœuvre.

L'armée ayant tenu le « mur » protégeant le triangle arabe au Sahara occidental, le roi accepte, au sommet de Nairobi, en 1981, le principe d'un référendum qu'il avait jusqu'alors toujours refusé. M. Bouabid conteste cette démarche ? Hassan II le fait arrêter, quinze à le libérer quelques mois plus tard en s'assurant de sa « compréhension ». Les deux journaux de l'U.S.F.P. vont-ils trop loin dans la contestation ? Le gouvernement les interdit et envoie leur rédacteur en chef en prison et l'y maintient jusqu'à ce jour.

Le roi n'est sans doute pas mécontent de montrer, alors qu'il vient de mettre en échec la R.A.S.D. au sommet de l'O.U.A., que des Sahraouis votent dans une partie du Sahara occidental. Il ne peut cependant ignorer que la poursuite de ce conflit le contraint de maintenir sur pied une armée de 200 000 hommes avec les risques que cela peut comporter. Mais, en pratiquant une « démocratie contrôlée », il conserve les mains assez libres pour mener le grand jeu diplomatique, parfois machiavélique, dans lequel il excelle en espérant trouver une solution à ce conflit ruineux.

PAUL BALTA.

# PROCHE-ORIENT

## La Knesset rejette une proposition du parti travailliste suggérant un retrait israélien partiel du Liban

La Knesset a repoussé, mercredi 8 juin, par 55 voix contre 47 et 2 abstentions la proposition du parti travailliste suggérant un retrait partiel israélien du Liban. Rompant avec la discipline du parti, deux députés de la coalition gouvernementale ont voté avec le parti travailliste. En présentant la motion, le chef du parti travailliste, M. Shimon Peres, avait affirmé qu'Israël subsistait des « pertes inutiles » en restant au Liban et que sa présence pourrait rendre la Syrie encore plus intransigeante.

Mercredi matin, deux soldats israéliens ont été tués par l'explosion d'une voiture piégée au passage d'un convoi militaire à la Gâziyah, à Sannayeh, dans la banlieue est de Beyrouth. L'attentat a été revendiqué dans un appel téléphonique à l'A.F.P. par un interlocuteur anonyme se réclamant du « mouvement national libanais-branché révolutionnaire », qui a affirmé que l'explosion avait été commandée à distance et avait pour but d'attirer l'attention sur les prisonniers dé-

tenus dans le camp d'Ansar, au Sud-Liban.

Le chef de l'Etat libanais, M. Aminé Gemayel, a évoqué, mercredi, au cours de la réunion hebdomadaire du cabinet le sort de ces détenus, en indiquant que « les responsables libanais menaient des contacts officieux en vue de la libération de tous les prisonniers libanais et palestiniens d'Ansar ».

Une nouvelle vague de violence, intervenant, après une trêve de dix jours, dans la montagne du Chouf et d'Aley (à l'est et au sud-est de Beyrouth) entre milices chrétiennes et druzes, a fait, mercredi, deux morts et plusieurs blessés à Jounieh, touchée par deux roquettes.

Le gouvernement libyen a accusé mercredi soir M. Yasser Arafat, le président du comité exécutif de l'O.L.P., d'avoir fomenté l'attentat dont a été victime le chargé d'affaires libyen à Beyrouth, M. Abdel Kader Ghoulia, dimanche dernier. — (A.F.P.).

# LA DÉCOUVERTE/MASPERO

György Dalos  
1985

Un récit historique (Hong Kong, 2035)  
Une suite burlesque au célèbre 1984 de George Orwell : après la mort de Big Brother, des luttes impitoyables opposent sa veuve — Big Sister — aux partisans d'un dégel circospect.

Voix ..... 48 F

Adam Michnik

Penser la Pologne

Morale et politique de la résistance  
L'opposition polonaise dans son originalité, sa cohérence, son courage.  
Écrits historiques, écrits politiques de la période 1976-1981, écrits de prison.

Cahiers libres ..... 72 F

Louis Gernet

Les Grecs sans miracle

Le passage d'une préhistoire de la Grèce à une civilisation de la Cité. Une biographie intellectuelle d'un des plus grands noms des études grecques.

Textes à l'appui ..... 230 F

Jeanne Bouvier

Mes mémoires

Une syndicaliste féministe, 1876-1935  
Actes et mémoires du peuple . 85 F

### Terre des femmes

Panorama de la situation des femmes dans le monde.

Sous la direction d'Elisabeth Paquet.

107 articles par 90 femmes de 40 pays différents ; la première approche globale de la vie des femmes sur les cinq continents : des statistiques inédites sur 165 pays, des études approfondies sur cinquante pays et sur les grands problèmes de l'heure (religion, sexualité, droit et travail, luttes des femmes, etc.).

Collection « L'état du monde »... 79 F



Susan George

La faim dans le monde

En bandes dessinées, les mythes et les réalités de la production alimentaire : pourquoi les famines et les supermarchés ?

Pour débutants ..... 45 F

### Repères

Olivier Pastré

L'informatisation et l'emploi

..... 28 F

Eric Verdier

La bureautique..... 28 F

Jacques Fontanel

L'économie des armes ..... 28 F

Michel Durand

La Bourse ..... 28 F

J.-P. Bertrand, C. Laurent

V. Leclercq, Le monde du soja ..... 28 F

Jean-Pierre Angelier

Le nucléaire ..... 28 F

Jacques Perrin

Les transferts de technologie . 28 F

### Revue

L'Alternative, numéro spécial

Le Kor ..... 55 F

L'Alternative n° 22-23

Créations artistiques ..... 45 F

Critiques de l'économie politique

n° 23-24

Théorie économique et pratiques

sociales ..... 80 F

Hérodote n° 29-30

Géopolitiques au Proche-

Orient ..... 80 F

### La Découverte

Robert Knox

Relation de l'île de Ceylan

Knox, naufragé sur l'île de Ceylan, mène la vie d'un villageois, puis d'un colporteur. De l'île il allait transformer ce récit de voyage en roman d'aventures, Robinson Crusoé

..... 45 F

Ludovico Antonio Muratori

Relation des missions du Paraguay

Le Paraguay des jésuites au XVIII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles est un cas d'« utopie réalisée ». De mythe, le communisme se fait projet.

..... 40 F

André Thevet

Les singularités de la France

antarienne

Un ouvrage consacré aux Indiens cannibales

de la baie de Rio de Janeiro qui introduit en France le mythe du « bon sauvage ».

..... 35 F

Bernardin de Saint-Pierre

Voyage à l'île de France

Un officier du roi à l'île Maurice, 1768-1770

La première œuvre de l'auteur de Paul et Virginie. Un document de la campagne contre l'esclavage des Noirs.

..... 45 F

Ce livre-cadeau

chez votre

libraire

pour l'achat

de 3 livres

de poche



La Découverte/Maspero

1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

Vous en saurez davantage en recevant gratuitement notre bulletin Livres Partisans

Nom : .....

Adresse : .....

1525



*Pour les plages de la Côte d'Azur  
en voiture s'il vous plaît.*

**SNCF**  
REDECouvrez LA FRANCE PAR LE TRAIN.

**SNCF**  
REDECOUVRIEZ LA FRANCE PAR LE TRAIN.



Le Monde

## politique

L'INTERVENTION TÉLÉVISÉE

## Un discours d'ordre, le mépris

« Efficacité, clarté, autorité » : l'intervention du chef de l'État, mercredi 8 juin à Antenne 2, vaut d'être perçue en fonction de ces trois maîtres mots qu'il applique à la politique de la France.

L'autorité, M. François Mitterrand a voulu montrer qu'il n'en manque pas, en dépit des critiques constamment adressées au gouvernement et qui l'atteignent puisqu'il est le « premier responsable » ; en dépit des effets nocifs de la « participation contestataire », comme dirait M. Georges Séguy, d'une partie des socialistes et du parti communiste.

Au lendemain des sanctions qui ont frappé les responsables des débordements policiers de la semaine dernière, la démonstration était servie d'avance, sur un plateau.

Le président de la République a demandé au premier ministre de prendre les « sanctions nécessaires », puisque son devoir, en la matière, est « de frapper, de faire respecter l'autorité de l'État ». Cela a été fait, à l'encontre des responsables des « événements séditieux ». Bien que, admet-il, la responsabilité politique soit « très liée » à la responsabilité administrative, le ministre de l'Intérieur et le secrétaire d'État chargé de la sécurité publique ont résisté au coup de poing de l'autorité de l'État. Il est vrai que, sauf menace de tempête révolutionnaire, l'autorité de l'État suppose que celui qui l'incarne fasse exactement le contraire de ce qu'exigent les manifestants dans la rue. Les cris de « démission, démission » sont alors les meilleurs garants de la pérennité des ministres les plus impopulaires.

On ne gouverne pas en fonction de la longueur des cortèges et du vo-

lume des cris des porteurs de pancartes, disait M. Raymond Barre. Ce principe d'autorité, ligne de conduite des responsables de l'État sous la V<sup>e</sup> République, M. Mitterrand l'applique à son tour, le mépris en moins et la chaleur en plus. Le mépris en moins parce qu'il y a des « gens raisonnables » partout, qu'il y a « beaucoup de gens malheureux, beaucoup de gens inquiets », que le dialogue et la concertation restent la règle tant que les nécessités de la défense de l'ordre public. La chaleur en plus, puisque M. Mitterrand défend au fond et à fond le ministre le plus contesté du gouvernement, M. Badier, qui a eu confiance, justement parce qu'il représente une valeur du socialisme considérée à tort comme l'expression d'un laxisme contradictoire avec « l'autorité de l'État ».

On ne gouverne pas, non plus, en fonction du volume sonore des interventions contestataires internes à la majorité. Ceux qui sont partisans

## « Il n'y a pas de politique de rechange »

« Vendredi dernier, les policiers créaient le désordre à Paris : hier soir, des sanctions sont tombées. Est-ce que vous considérez que l'incident est clos alors que certains prennent ces manifestations comme un symbole, celui de la dégradation de l'autorité de l'État ? »

« Puisque vous commencez notre dialogue par cette affaire, je vous dirai tout de suite que, pour moi, il est une loi qui passe avant les autres : la République doit être honorée et servie par tous les citoyens, et plus encore par ceux qui ont pour mission et pour métier de la défendre. »

« Si certains policiers, une minorité agissante, ont manqué à leur devoir, le devoir des responsables de la République, c'est de frapper et de faire respecter l'autorité de l'État. »

« Dès l'annonce des événements séditieux de vendredi dernier, j'ai demandé au premier ministre de prendre les sanctions nécessaires. Il a agi comme il fallait, et je suis sûr que les Français approuveront : ce qui ne veut pas dire que les problèmes posés par l'ensemble de la police, problèmes professionnels, problèmes de sécurité, doivent échapper à notre examen, mais il existe assez de responsables, de gens raisonnables dans la hiérarchie de l'État et dans les organisations syndicales pour que je sois bien sûr que tout cela se traitera comme il convient, c'est-à-dire dans le dialogue, la concertation et l'ordre public. »

« Vous considérez que l'ensemble de la police est loyal ? »

« Certainement. »

« Les sanctions ont été prises de la base au sommet : elles ont épargné pourtant la structure gouvernementale. Le responsable, les responsables de l'Intérieur, des forces de l'ordre n'ont pas été sanctionnés. »

« Vous voulez dire le niveau politique, la responsabilité politique, et il est vrai qu'elle est très liée à la responsabilité administrative. Je me contenterai de vous répondre ceci : c'est à moi de décider ce qu'il

convient de décider et non pas à ceux qui veulent se substituer au pouvoir en criant dans la rue. Cette réponse implique que mes responsabilités, je les assume moi-même, et je me considère comme le premier responsable des affaires publiques. »

« Il y a eu de temps, jusqu'en 1979, dernière grande manifestation policière à Paris, quand les policiers manifestaient, ils prenaient le ministère de l'Intérieur pour cible. Cette fois-ci, ça a été en priorité le ministère de la Justice. Une partie, probablement non négligeable, de l'opinion reproche un certain laxisme à la justice. Même si les statistiques leur donnent tort, comment faire face à ce besoin de sécurité ? »

« Laxisme, c'est un mot qui sert à n'importe quoi. J'ai le plus grand respect pour le caractère et la compétence du garde des sceaux. J'ai confiance en lui. En vérité, on mélange tout par passion politique, et beaucoup de gens mal informés, mais sensibles et justes, ont tendance à penser que ceux qui accusent le garde des sceaux ont raison. »

« Voyez-vous, nous sommes dans une situation en France qui, pour la première fois depuis 1789, depuis la première révolution française, veut qu'il y ait ni peine de mort, ni tribunaux d'exception. S'en plaindra-t-on ? On pourrait s'en plaindre si la criminalité de grande envergure, si je puis dire, le crime de sang, avait progressé depuis que ces décisions ont été prises. Ce n'est pas le cas. Il est vrai que la petite et moyenne délinquance s'est développée de façon dramatique, surtout dans nos grandes villes ; il est vrai qu'il se pose des problèmes de prévention et de sanctions : nos prisons sont pleines, nous avons à nous préoccuper - et le garde des sceaux le fait, c'est un homme d'État - du devenir d'une jeunesse souvent désaxée par la mauvaise organisation de notre société. Mais tout cela étant dit, et le refus de la violence étant exprimé par ma bouche, et la sanction de la violence étant appliquée pour l'essentiel par la justice, c'est une mise en cause qui me paraît insupportable. »

## Les conditions du dialogue

« Les manifestations policières couronnaient toute une série de manifestations depuis quelques semaines, étudiants, médecins, commerçants, agriculteurs ; est-ce que, derrière ces manifestations corporatistes disparates, vous voyez une tentative de déstabilisation de l'État ? »

« Il y a eu beaucoup de manifestations en effet dans ce mois de mai, cet éternel joli mois de mai qui, d'année en année, expose le pouvoir, tous les pouvoirs qui se succèdent, à connaître l'agitation dans la rue, comme si la naissance du printemps invitait à sortir de chez soi et à dire très haut, très fort, ce que l'on pense

de la marche des affaires publiques. Très bien ! Beaucoup de ces revendications sont sérieuses, c'est pourquoi il ne faut pas mélangier l'expression de la revendication, même lorsqu'elle est inopportune ou excessive, avec la conspiration politique. Que certains amateurs de désordre, qui se réclament toujours, au demeurant, de l'autorité de l'État, en profitent, c'est certain, mais ce n'est pas l'essentiel. »

« Voyez-vous, je veux porter la plus grande attention, et le plus grand scrupule, aux revendications socio-professionnelles. Il y a beaucoup de gens malheureux, et, plus encore, il y a beaucoup de gens inquiets, et moi-même, et celui du gouvernement, c'est d'expliquer, et peut-être même d'expliquer davantage, de justifier les mesures, d'approfondir le dialogue. Si cela a été négligé, eh bien ! cela sera corrigé. »

« Mais, une fois dit le scrupule, une fois dite l'attention que je porte à ces revendications, à mon tour d'avoir deux exigences : »

« La première, c'est que ces revendications s'expriment, et non dans la violence. »

« La deuxième, c'est que cet intérêt particulier, serait-il légitime, ne doit pas se substituer à l'intérêt général. Ce n'est pas moi qui ai dit que la somme des intérêts particuliers ne fait pas l'intérêt général. Évitez les choses trop souvent entendues, mais cela mérite d'être clair. »

« Donc, la violence, non ! J'observe d'ailleurs que certaines catégories socioprofessionnelles ont beaucoup bougé ces temps-ci, mais que d'autres ont montré, au fond, beaucoup de patience. Si l'on fait ce compte toujours un peu détestable, des jours de grève d'une année sur l'autre, l'année 1982, l'année 1983, ont montré une classe ouvrière sachant très souvent, le plus souvent, dominer ses propres revendications, de telle sorte que je suis convaincu qu'il est de larges fractions de l'opinion française qui se rendent compte à la fois qu'on est en république, qu'on est en démocratie, qu'on va dire ce qu'on pense, qu'on le dit ; mais, en même temps, on tient à préserver l'unité nationale, on respecte l'État, on veut que la république fonctionne pour le bien du plus grand nombre. »

« Eh bien ! moi, je pense comme cela, et je suis disposé à tous les dialogues aux conditions que dites. »

« On a parlé des causes du malaise, de l'inquiétude, de la crise de confiance que traduisent un certain nombre d'enquêtes d'opinion. Il y en a une qui vous

concerne directement et qui revient souvent : c'est l'impression que vous avez dû que vous devez choisir entre deux politiques économiques. L'une qui est douloureuse, celle de la rigueur, que vous avez choisie, et une autre qui serait moins douloureuse et que vous tiendriez en réserve, avec d'autres hommes pour la mener. Existe-t-il une politique de rechange à celle qui est pratiquée en ce moment ? »

« Je voudrais pouvoir vous répondre avec précision. Vous me permettez donc d'occuper quelques minutes de cette brève émission pour tenter de me faire comprendre le mieux possible. »

« C'est vrai que la crise du monde occidental a atteint des limites qu'on ne connaissait pas depuis la grande crise de 1929 et de 1930, qui, comme vous le savez, a eu tant de répercussions non seulement sur la situation sociale du monde auquel nous appartenons, mais sur la paix du monde tout entier. La crise mondiale : voilà une situation dont il faut tenir compte, à quoi s'ajoutent les retards accumulés pendant dix ans par l'économie française. Tout cela crée une situation que j'ai à administrer, à gérer, à dominer. »

« J'ai donc appelé au redressement national, en tentant de faire comprendre, pas toujours avec succès, que rétablir ou établir plus de justice sociale entre les groupes qui composent la nation française était la première chose à faire, parce qu'on ne peut pas demander des sacrifices à des gens qui ont le sentiment que c'est toujours à eux qu'on les demande. La notion de privilège, croyez-moi, interdit bien des espérances. »

« Alors se pose la question qui est venue tout de suite à votre esprit. Mais moi, je vais poser trois questions en réponse. »

« La première est celle-ci : il me semble que les Français s'interrogent et que la première question qui est la leur est celle-ci : est-ce que cet effort ne pourrait pas être évité ? Est-il bien nécessaire ? Et à ce moment-là apparaît la politique de rechange. »

« Si quelqu'un a envie de dire : oui, il y en a une autre, moi, je réponds : aucune politique, quelques moyens qu'elle puisse nous dispenser les Français de l'effort nécessaire. »

« Et cet effort, il doit porter sur quoi ? Peut-on éviter de contenir le déficit du budget de l'État ? Est-il évitable de rétablir l'équilibre des budgets sociaux, des régimes sociaux ? Est-ce qu'on peut éviter d'équilibrer le commerce extérieur, dont dépendent, d'une certaine

façon, le sort de notre monnaie et, si l'on va plus loin, l'indépendance nationale ? Peut-on éviter la concurrence internationale ? Peut-on se contenter de consommer sans épargner ? En réalité, il faut l'équilibre du budget de l'État, l'équilibre des régimes sociaux, l'équilibre du commerce extérieur, il faut épargner, il faut accepter la concurrence des autres si cette concurrence est loyale, il faut préparer l'avenir en

## Aucune mesure de rigueur sans mesure sociale

« Est-ce que ce n'est pas très ambiguë de vouloir tout faire à la fois ? »

« Oui, mais c'est nécessaire. Je dois être moi-même le premier responsable, et lorsque j'examine l'ensemble des problèmes qui se posent à moi, ceux dont j'ai hérité, ceux qui se développent aujourd'hui, je dis que la politique du gouvernement est nécessaire parce que l'effort l'est également. Cet effort ne peut être évité par quelque autre politique que ce soit. »

« La deuxième question - je ne veux pas être long, car nous avons autre chose à dire - est celle-ci : Mais est-ce que cet effort est juste ? Est-ce qu'il est équitablement réparti ? On comprend, on admet, on veut bien que ce soit nécessaire, car il faut rétablir les affaires de la France. Mais alors soyez justes ! »

« Et je reprends mon raisonnement de tout à l'heure sur le sentiment de justice et d'égalité très développé dans la nation française. Est-ce que c'est juste ? »

« Nous nous y efforçons, je peux même dire que le gouvernement, depuis deux ans, est celui qui a le plus réalisé pour la justice sociale entre les Français, même si c'est imparfait, depuis des générations. Je ne voudrais pas énumérer, ce serait lassant, et pourtant j'en ai bien envie. Mais je ne veux pas étaler ce qui a été répété souvent, même si cela n'est pas toujours entré dans les esprits. »

« Vous savez, ce n'est pas si facile de rétablir une justice sociale si longtemps négligée. »

« Tout ce qui a été fait par la législation fiscale, l'impôt sur les grandes fortunes, l'exemption des plus faibles... Savez-vous qu'à l'heure actuelle, au moment où arri-

amassant pour le présent tout en préservant l'emploi, ce qui n'est pas si facile, vous l'imaginez bien, et en établissant la justice sociale dont je parlais tout à l'heure. »

« Est-ce que vous croyez que cela est possible, sans que j'en appelle, comme je le fais depuis quelques mois, au courage, à l'intelligence, à la résolution des Français ? Il faut une résolution sans faille, croyez-moi. »

« Est-ce que les bénéficiaires s'en rendent compte ? »

« J'ajoute que les efforts qui ont été faits au cours de ces deux premières années pour les personnes âgées, pour les familles, pour les handicapés, afin que les plus démunies, ceux qui ont les bas salaires, puissent vivre, vivre mieux tout simplement, sans vivre encore tout à fait bien, tout cela, c'est la justice sociale. »

« Et je voudrais généraliser ce raisonnement. J'entends qu'aucune mesure de rigueur ne soit prise, ni appliquée, sans qu'elle soit accompagnée de mesures sociales et de mesures de justice. L'effort sera accompli s'il est consenti par tous et, disons, à raison des moyens dont chacun dispose. C'est comme cela que nous irons plus loin. »

« Et puis la troisième question est celle-ci : est-ce que l'effort pourrait être évité ? »

« Je dis : non, aucune politique de rechange ne dispenserait les Français de cet effort. »

« Est-ce que cet effort est juste ? Je m'explique. Il n'est pas toujours aussi juste que je voudrais, assurément. Mais j'y crois de toutes mes forces, j'y consacre mon temps, et le gouvernement avec moi. »

« La troisième question est celle-ci : est-ce que ça sert à quelque chose ? »

« Vraiment, ce serait désespérant de penser que déjà, depuis quelques temps, beaucoup de foyers français souffrent, beaucoup de gens modestes ou des catégories

(Publié)

## COMMUNIQUÉ AUX PASSAGERS

Les syndicats des marins de la marine marchande ayant déposé un préavis de grève sur le plan national, les horaires des car-ferries de la S.N.C.M. vers la Corse, la Sardaigne et l'Afrique du Nord seront perturbés entre le 10 et le 18 juin 1983 et certains voyages seront annulés.

Les passagers ayant des réservations à ces dates sont invités à prendre contact avec les agences de la compagnie pour connaître les nouveaux horaires et faire modifier leurs billets.

La S.N.C.M. prie sa clientèle de bien vouloir l'excuser de ces perturbations indépendantes de sa volonté.

## Djeddah

Tous les lundis et mercredis, départ 20 h 50 d'Orly-Sud, arrivée 6 h 55 via Vienne.

Choisissez la qualité ! En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

**AUSTRIAN AIRLINES**

Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

## ROYAUME DU SPORT: ROYAUME DU MAROC.

Tout près d'ici, il est un royaume où le sport est roi. C'est le royaume du Maroc. Et c'est le moment d'aller smasher sur un court, naviguer le long de ses 3 000 km de côtes, parcourir ses nombreux greens. Cette année, de nombreuses formules de stages tennis, golf,

planche, trekking... ont été spécialement étudiées en fonction de vos devises. Parlez-en à votre agent de voyage ou à l'office national marocain du tourisme : 260.63.50.

**LE MAROC: VOTRE SOLUTION VACANCES.**

Partez avec Royal Air Maroc.

06 31 00 15 50



# DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE en moins, la chaleur en plus

d'une politique économique radicalement différente de celle qui est mise en œuvre par le gouvernement de M. Mauroy ne peuvent plus nourrir le moindre doute sur les intentions du chef de l'État : « Il n'y a pas de politique de réchauffement ». Les Français de gauche qui pourraient être séduits par leurs thèses doivent savoir, selon lui, que l'effort qui leur est demandé « ne peut être évité par quelque autre politique que ce soit ».

Que M. Jean-Pierre Chevènement et Pierre Joxe se le tiennent pour dit : même si les débats entre socialistes sont parfaitement légitimes, ils ne doivent pas prendre le risque de « compromettre l'élan national ». Curieusement, les dirigeants du parti communiste, malgré le caractère répétitif de leurs réserves, de leurs critiques et de leurs contre-propositions, ne paraissent pas, aux yeux du chef de l'État, mettre en péril cet « élan national ».

M. Mitterrand, pour ce qui est des communistes, s'en tient au comportement de leurs quatre représentants au gouvernement. Il n'a pas noté, à ce niveau, de différend sur la politique économique et sociale, pas plus que sur la politique de défense. Le président de la République met au compte d'une simple incompréhension les inquiétudes exprimées par M. Marchais à propos de la déclaration sur la sécurité signée par la France à Williamsburg.

L'autorité, à cette nuance près, est synonyme de clarté. M. Mitterrand a été parfaitement clair, dans la forme, sur l'explication de la voie choisie par la France en matière économique et de défense. Il y a là, de sa part, un effort notable de pédagogie. On ne peut pas lui reprocher de simplifier adroitement, par exemple, le débat économique, quitte à le ré-

duire à quelques questions d'une extrême banalité qui appellent obligatoirement, chez l'auditeur ébahi, des réponses lumineuses : « Peut-on éviter de contenir le déficit du budget de l'État ? Est-il évitable de rétablir l'équilibre des budgets sociaux ? Est-ce qu'on peut éviter d'équilibrer le commerce extérieur ? »

Quant à l'efficacité, c'est une autre affaire. Le discours a quelques chances d'être efficace dans l'immédiat. Pour le reste, il faudra attendre les résultats de la politique d'austérité engagée - l'effort sur la réduction du déficit commercial est en bonne voie, assure M. Mitterrand - et quelques précisions sur le « projet » susceptible, au-delà de la simple gestion, de mobiliser les Français.

JEAN-YVES LHOMEAU.

moyennes renoucent, se sentent gênés aux entournures si, en même temps, ils ont le sentiment que tout ce qu'on fait ça ne sert à rien. Alors ils abandonnent, ils n'y croient plus, et ils finissent même par ne plus croire aux ressources de leur propre pays.

Alors, naturellement, quand on a un enfant en chômage, ou menacé d'être chômeur, ou qui est encore tout jeune, qui attendra dix-sept, dix-huit ans et qui deviendra chômeur, puisque ce sont les jeunes de

moins de vingt-cinq ans qui fournissent la moitié des chômeurs, naturellement, on peut se désespérer.

Moi, je dis : cet effort est nécessaire et il doit être juste pour qu'il serve à quelque chose.

Ce quelque chose, c'est d'abord la bataille contre l'inflation et contre le chômage.

On a rassuré toutes ces choses, parce qu'il faut bien le répéter, puisque l'inflation et le chômage occupent absolument la scène internationale depuis 1973.



(Dessin de PLANTU.)

**Une bataille qui vaut la peine**

C'est un couple infernal, et vous observerez que nous avons voulu, mais on a estimé que c'était trop ambitieux, attaquer sur les deux fronts à la fois. Certains pays étrangers ont mieux réussi sur le plan de l'inflation. Mais nous sommes les premiers, en France, depuis 1973, à avoir commencé à redresser la situation sur l'inflation. En arrivant, nous avons trouvé 14,5 % ! Nous en sommes aujourd'hui à 9,5 %, nous allons vers 8 % à la fin de l'année 1983, et l'objectif, c'est 5 % en 1984 !

Mais en même temps, pour l'emploi, nous n'avons pas voulu lâcher la rampe. Nous n'avons pas voulu que le chômage s'emballerait comme il l'a fait aux États-Unis d'Amérique, en Grande-Bretagne, où il y a trois millions cinq cent mille chômeurs, et comme cela est le cas en Allemagne. Nous n'avons pas voulu que le chômage devienne notre société, moralement, psychologiquement, matériellement.

Ah ! Je reconnais que c'est une tentative très difficile. Si on ne réussit pas dans cette bataille de la lutte contre l'inflation, qui est nécessaire, notre monnaie sera compromise, nos équilibres ne seront pas réalisés, et la France ne sera pas en situation de supporter la compétition internationale.

Elle perdrait une large part de son indépendance. Alors, c'est une bataille qui vaut la peine. C'est pourquoi, je dis : il faut que cela serve à quelque chose. L'entreprise est difficile. Nous sommes ceux qui ont le mieux réussi du monde industriel pour contenir le chômage, et nous allons vers un rythme d'inflation supportable.

Les deux choses à la fois, je veux que l'on comprenne que c'est très difficile. Que faut-il abandonner ? Rien, naturellement. Abandonner la lutte contre l'inflation ? Alors,

c'est le désastre économique ! Abandonner la lutte contre le chômage ? Alors c'est le désastre humain ! Je veux que l'on comprenne cela.

Mais il y a d'autres points sur lesquels cela sert à quelque chose. Il y a, comme je l'ai dit tout à l'heure, les équilibres. Il y a le commerce extérieur et, croyez-moi, on le verra dans les chiffres prochains, cela commence à se sentir. Nos exportations s'améliorent, nos importations diminuent. Très bien. Voilà quelque chose non pas d'acquis mais qui commence à se dessiner.

Et puis, l'épargne. On épargne. Eh oui ! on épargne le livret populaire, le livret d'épargne populaire, deux millions de Français, cela représente des sommes importantes ; il y a un bond en avant des émissions d'obligations, il y a un peu partout, véritablement, une volonté d'épargner.

Et puis, il y a la formation des jeunes. Savez-vous qu'on a, au cours de ces derniers temps, en 1981-1982, organisé la formation professionnelle de près d'un million de jeunes.

**Ne pas compromettre l'élan national**

D'accord, mais si eux doutent ?

J'entends bien. J'ai étudié de près, comme je le fais toujours, les propositions qui ont été faites. J'ai constaté qu'il y avait variations, ou contradictions sur les moyens. Mais je n'en ai pas constaté sur les objectifs. Je souhaite, je le dis très simplement, que la comme ailleurs aucun responsable politique ne prenne le risque, même pour des raisons parfaitement compréhensibles, de compromettre l'élan national. Et j'ai assez confiance dans le sens civique de ceux dont je parle pour savoir que, s'il est tout à fait normal que, par rapport à leur propre parti, ils débattent - après tout, c'est un bon-

neur que de pouvoir débattre dans un parti vraiment démocratique. - il faut que l'on sache bien que l'État a des responsabilités générales qui passent avant toutes les autres. J'en suis le garant. Je devais vous le dire.

Les communistes, qui sont aussi des porteurs de la majorité présidentielle ne se contentent pas, eux, de critiquer la politique économique et sociale, qui est, actuellement menée. Ils critiquent aussi l'un des aspects essentiels de la politique étrangère qui est la « politique de défense. Jusqu'où peuvent-ils aller dans leur critique sans que vous en tiriez des conséquences politiques ?

Un grand roman japonais. Un succès mondial

LA PIERRE ET LE SABLE

Les lecteurs français lui ont déjà fait un accueil triomphal

Balland

Un numéro spécial...

**Le KOR**

Un dossier précieux qui rassemble en particulier des textes inédits, les biographies du « noyau » du KOR, des témoignages personnels et réflexions politiques des militants. » Libération

120 pages, 55 F

**L'Alternative**, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

... et le n° 22-23, mai-août 1983

**L'Alternative**

Un dessinateur en prison Viatcheslav Sysoïev Hongrie : un programme pour l'opposition Roumanie : trafics de main-d'œuvre URSS : les pacifistes Crise du système ? Pologne, Tchécoslovaquie...

Andropov en Hongrie - Le ghetto de Varsovie Supplément poésie

96 pages, 45 F

Tous les deux mois, des documents, des témoignages, des analyses concrètes sur les pays du socialisme réel.

« Cette revue est devenue l'indispensable instrument d'information pour le lecteur français qui veut en savoir davantage qu'il ne peut en lire dans son quotidien habituel. » Le Monde

L'Alternative a besoin de vos abonnements : un an, France 140 F, étranger 155 F.

**PARIS MONTREAL**

à partir de **2490 F**

aller-retour

**nouvelles frontières** nous lutons pour le droit au voyage

74, rue de la Fédération 75015 Paris 273 25 25  
18, av. du Général-Leclerc 54000 Nancy 336 76 27



## POLITIQUE

(Suite de la page 7.)

stratégiques, on pourrait dire intercontinentales, entre les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, mais il n'existe pas d'équilibre en Europe des forces nucléaires dites tactiques, ou intermédiaires, celles qui ne traversent pas l'Atlantique et qui ne peuvent avoir pour destination que le continent de l'Europe. A cet égard, le seul pays en Europe à disposer de forces nucléaires intermédiaires, c'est l'Union soviétique, et elle en possède beaucoup : 350 à 360 fusées, dite SS 20, avec trois charges ou trois ogives - choisissons le mot qu'on voudra - soit, en multipliant par trois : 1 050 à 1 080 charges qui peuvent atteindre, je l'ai souvent dit et je le répète, en un quart d'heure, la totalité des dispositifs militaires du nord de la Norvège au sud de l'Italie.

Est-ce que l'Union soviétique doit avoir un monopole dans cet armement, évidemment terrible ? Je dis : non ! Et je suis sûr que tous les Français disent « non » avec moi.

Taborde la discussion et je dis : il est nécessaire de réaliser un certain équilibre en Europe. La décision a été prise, pas par la France, mais par des Occidentaux au sein de

l'OTAN, de tenter d'équilibrer, par l'arrivée de fusées américaines sur le continent européen, la présence des fusées soviétiques. Je ne dis pas : armements et sur-armements, engageons-nous dans une course dont on ne sait quel serait finalement le vainqueur ! De toute façon c'est la vie même qui y perdrait, l'espèce humaine, la Terre, tous ceux qui vivent sur ce

### La négociation de Genève n'aboutira pas

Je dis à tous les Français qui m'écouvent qu'elle ne réussira pas sur la base des propositions émises jusqu'aujourd'hui par les autorités soviétiques et pas davantage par l'option zéro proposée par M. Reagan, c'est-à-dire par la liquidation immédiate et intégrale, et préalable, de l'armement soviétique.

Donc, cette négociation n'aboutira pas. Elle aurait pu aboutir. Des propositions ont été émises par les principaux négociateurs, M. Nitze, l'Américain, et M. Kvitinskiy, le Russe, l'année dernière au mois de mai, sur une base assez raisonnable. Cela n'a été accepté par aucun des deux gouvernements.

La négociation est à l'heure actuelle pratiquement arrêtée, et on avance vers le mois de décembre où

se fera la négociation. Et j'approuve la négociation de Genève qui a lieu actuellement, sans avancer beaucoup, entre les Russes et les Américains, négociation dans laquelle nous ne sommes pas, et à laquelle nous ne participerons pas bien entendu.

Alors, que penser de cette négociation ?

Les Américains ont dit qu'ils installeraient en Allemagne les fusées Pershing, qui, elles, sont également terribles et menaçantes. En tout cas, elles sont ressenties comme une menace par l'Union soviétique, et c'est en raison de cette perspective que les communistes français critiquent la position du gouvernement.

Je ne sais pas exactement ce qu'ils critiquent, ou plutôt s'ils critiquent la position que j'ai prise, ou qu'ils pensent que j'ai prise, à Williamsburg, car ils n'avaient pas élevé d'objections au discours que j'avais prononcé à Bonn sur ce sujet devant le Bundestag. Mais, je n'ai pas changé de politique ! Je dis simplement : il n'est pas possible que la France, il n'est pas possible que l'Europe de l'Ouest restent désar-

pas de guerre, mais l'intervention des travailleurs», a lancé M. René Lomet le 9 juin.

Les propos du chef de l'Etat sont venus à point nommé pour calmer certaines inquiétudes syndicales. Ainsi la C.G.T. a réuni le 8 juin une commission exécutive dont la tonalité a été fort critique à l'encontre du pouvoir. Sans être aussi sévère que M. Séguin, M. Jacqueline Léonard, secrétaire de la C.G.T., a appelé à un élargissement de l'action - d'abord dans les entreprises - en proclamant avec une fermeté nouvelle : « Il faut que les engagements pris en 1981 soient tenus ».

M. Lomet a relevé par sa part « des inflexions par rapport aux dispositions engagées après mai 1981 ». Et il a justifié ce pouvoir d'élargissement du ton de la C.G.T. en indiquant qu'à l'époque du plan Delors des mesures d'accompagnement en matière industrielle et sociale - pour éviter une montée du chômage notamment - étaient attendues et ne sont pas venues. M. Mitterrand a pris, mercredi soir, des engagements sur ce point : il y aura un « volet social » dans le plan de formation des jeunes et présentés comme précédents.

Pour autant, la marge de manœuvre du chef de l'Etat et du gouvernement est étroite. Rien dans l'intervention de M. Mitterrand n'a laissé entendre que du côté du pouvoir il y ait une volonté de se retirer de la C.G.T. et F.O. notamment - qui est celui du pouvoir d'achat. Il y a de la réussite du plan Delors. Mais le risque de tensions sociales pourra-t-il être conjuré à l'automne ? Faisait allusion à l'objectif de 8 % de prix et de salaires pour 1983, M. Bergeron, qui verra M. Mauroy le 10 juin, nous disait : « Un point de marge de manœuvre permettrait peut-être d'éviter la paralysie de la négociation collective ».

### De nouvelles cartes

M. Mitterrand et son gouvernement ont cent vingt-cinq cartes sur d'autres cartes pour redonner une dynamique à la politique sociale. M. Bérégovoy devrait tout d'abord réunir une « table ronde » des partenaires sociaux sur la réduction de la durée du travail sans diminution des salaires. Enfin, de nouvelles pistes sur la politique salariale devraient être mises en discussion à la commission nationale de la négociation collective le 28 juin, avec aussi une réflexion sur le projet C.F.D.T. de « fonds salariaux ».

De telles orientations seront-elles suffisantes aux yeux des syndicats pour marier rigueur et justice sociale comme le souhaite le président de la République ? Même si la grogne salariale ne se transforme pas encore en mobilisation, il y a une réelle crise de confiance entre le gouvernement et ses partenaires syndicaux. Ce n'est que dans la mesure où les intentions du chef de l'Etat se traduiront rapidement en actes qu'elle pourra être atténuée et qu'un meilleur climat pourra naître.

MICHEL NOBLECOURT.

## Rigueur et justice sociale

Enfin le social revient... A défaut de redéfinition, en dehors de quelques vœux sur une politique de la natalité et de la famille, un véritable projet social, le président de la République a donné le 8 juin une nette inflexion sociale, du moins au niveau des intentions, à la rigueur. « Je ne veux qu'une mesure de rigueur ne soit prise ni appliquée », a affirmé M. François Mitterrand, sans qu'elle soit accompagnée de mesures sociales et de mesures de justice. L'effort sera accompli s'il est accompli par tous, en raison des moyens dont chacun dispose ».

Le chef de l'Etat a ainsi répondu positivement à l'une des principales critiques des syndicats, à savoir l'absence d'un volet social - et industriel - au deuxième plan de rigueur. Il a en outre rebasé le lutte contre le chômage au même

rang de priorité que la lutte contre l'inflation. Le double mariage anti-inflation-antichômage, justice sociale-austérité sera-t-il possible dans les faits ? Là est le pari.

Même si le chef de l'Etat se félicite de la quasi-absence de mouvement de contestation des salariés, il ne peut ignorer la montée des mécontentements au sein même de sa propre « base sociale ». L'heure n'est pas à l'affrontement avec les syndicats, mais elle n'est pas non plus à l'armistice social. La proposition que M. Mitterrand a faite sur ce point dans l'intervention qu'il nous a accordée (le Monde du 8 juin) a été accueillie de manière sarcastique par M. Bergeron à F.O. « Cela ne veut rien dire, nous n'avons déclaré, les syndicats sont là pour défendre leurs revendications », a-t-il répondu par la C.G.T. - « Pas de trêve,

### Et l'industrie ?

Pas un mot ou presque sur l'industrie. Pas un mot sur l'entreprise. Simplement ou changement de priorité ?

Depuis plus d'un an, le chef de l'Etat ne manque pas une occasion d'insister sur l'importance de l'industrie, le nécessaire investissement, l'importance du rôle des entreprises et de ceux qui les dirigent. Rien de tel cette fois. Comme si cette priorité des priorités qu'était la politique industrielle passait désormais au second rang ; repoussée par la gestion quotidienne dans le parti consacré au « grand dessein », à ce projet pour l'avenir aux contours et au contenu suffisamment flous pour plaire au plus grand nombre. Comme si l'entreprise, l'industrie, n'étaient pas au cœur, le cœur même de la gestion quotidienne.

Au lendemain du réajustement monétaire de mars et du plan de rigueur de M. Delors, il ne manquait pas de gens, au gouvernement comme à l'extérieur, pour expliquer que les mesures d'austérité n'étaient qu'un des aspects du dispositif. Celui-ci devait être complété par un double volet industriel et social. On don-

neit même un rendez-vous : le discours du premier ministre le 6 avril, devant l'Assemblée nationale. Ce rendez-vous fut raté. Depuis, plus rien ou presque.

On attendait des mesures spectaculaires pour favoriser les investissements, orienter l'épargne des particuliers vers l'industrie. Force est de constater que les mesures adoptées (notamment le compte d'épargne pour le développement industriel) ne sont pas à la hauteur du problème.

Pendant ce temps, les dossiers s'entassent, les personnes - notamment d'encadrement - se démotivent, la langue, l'année, gagnent peu à peu les entreprises, à commencer par les grands groupes nationalisés ou privés. Plus le temps passe, plus la concurrence étrangère se renforce et plus le gouvernement devra placer le « barre heure » pour décaler les chefs d'entreprise, reconquérir l'encadrement, inciter les investisseurs privés à orienter leur épargne vers les entreprises françaises.

J.-M. G.

### Le bon en avant des émissions d'obligations

Amorcée en avril 1979 sous le gouvernement de M. Raymond Barre, la politique de développement du marché obligataire a été fortement accélérée par les pouvoirs publics après mai 1981, à tel point que le volume des émissions sur le marché primaire a représenté 154,4 milliards de francs l'année dernière, soit une augmentation de 44 % par rapport à 1981.

Depuis le début de l'année en cours, le mouvement est encore plus net et tous les records ont été battus avec une collecte qui a totalisé 80 milliards de francs d'emprunts, à la fin mai, contre 50 milliards de francs environ pour les cinq premiers mois de 1982. De leur côté, les sociétés faisant appel à l'épargne publique ont fortement accru leurs augmentations de capital, lesquelles ont atteint 1,94 milliard de francs au cours du premier trimestre 1983, soit quatre fois plus que durant la même période de l'année précédente (0,47 milliard de francs).

### La diminution des jours de grève

Le chef de l'Etat a rendu hommage à la « patience » des salariés en se basant sur le nombre de journées de grève en 1982 et en 1983, années où, a-t-il dit, la classe ouvrière a su « dominer ses propres revendications ».

L'affirmation de M. Mitterrand n'est que partiellement exacte. En 1982 le nombre de journées « localisées » dans les entreprises a été de 2 256 960 contre 1 442 000 en 1981 soit une augmentation de 56,2 %. Cependant 1980 et 1981 avaient été très calmes alors qu'on avait compté 3 506 000 journées perdues pour conflits localisés en 1975 et 4 055 000 en 1976.

Pour 1983 le ministère des affaires sociales fait état d'une diminution des conflits localisés par rapport à 1982 : 122 000 journées perdues en février 1983 (contre 454 000 en février 1982), 101 000 en mars (contre 322 000). Cette tendance à la baisse se serait poursuivie, selon le ministère, en avril et même en mai.

## L'INTERVENTION TÉLÉVISÉE

à la conquête des hommes dans le bon sens du terme, c'est-à-dire que la France, aujourd'hui, est respectée dans le monde entier et entendue, et espérée par l'ensemble du monde, comme - je peux le dire - elle ne l'a jamais été.

Seulement, tout cela n'est possible que si le développement industriel moderne est, en même temps, assorti d'une politique des hommes, c'est-à-dire d'une politique de la natalité, d'une politique de la démographie, d'une politique des familles. Il y a quelque chose dont les politiques ne parlent jamais, ce cercle de famille dans lequel on reprend force, qui est fondé sur les sentiments les plus secrets et les plus forts. Les chances d'espérance tiennent aussi au nombre des Français : sans en exagérer l'importance, il faut quand même que les générations se perpétuent, et il y aura réponse à beaucoup de questions.

En bien, à cet égard, il y a beaucoup à faire, et je veux en convaincre les Français. Oui, je crois que c'est là le projet qui s'esquissait à travers tous mes propos, lorsque je disais tout à l'heure, au milieu de notre conversation : l'effort sert à quelque chose, déjà j'aurais pu dire à quelque chose de plus.

Je crois vraiment que le gouvernement de la France aujourd'hui, en dépit de la rigueur qu'il doit appliquer, qui n'est pas un objectif mais qui est un moyen, n'a jamais perdu de vue que nous devions esquisser un projet de civilisation reposant sur une meilleure appréhension du monde technologique et industriel qui est le nôtre, sur une meilleure formation-éducation de la jeunesse, sur un plus grand sens de ses devoirs, appuyé sur un rayonnement avec les gens qu'on aime, qu'on aime voir et rencontrer, retrouver pendant tout le temps de la vie.

En bien, croyez-moi, cela aussi c'est la politique de la France, à quoi j'ajouterai, mais d'un simple mot, que j'ai pour passion et pour devoir - les choses s'ajoutent - la sécurité, l'indépendance du pays. Cela aussi est un projet, je veux dire, sa grandeur.

Efficacité, clarté, autorité, je sais bien qu'on en discute beaucoup. Je dis très tranquillement que, pour le service de la France, rien ne sera négligé.

### L'hommage au projet de compromis Nitze-Kvitinskiy sur les euromissiles : un geste en direction des Allemands

En indiquant à propos des euromissiles que les négociations soviétiques et américaines à Genève avaient émis « l'année dernière au mois de mai, sur une base assez raisonnable », des propositions qui n'ont finalement été acceptées « par aucun des deux gouvernements », M. Mitterrand a évoqué un épisode encore mal connu des tractations entre les Supergrands, mais qui suscite actuellement de nombreux commentaires en Allemagne fédérale et aux États-Unis.

Cet épisode - qui se situe non pas en mai mais en juillet 1982 - est celui de la « promesse dans les bois ». Le 16 juillet, M. Nitze, chef de la délégation américaine, invite son homologue soviétique, M. Kvitinskiy, à une promenade après un déjeuner dans un restaurant de Saint-Cergue, près de Genève, pour discuter d'une proposition de compromis. Le document qui sortira de ces conversations n'est évidemment pas un accord. Il s'intitule, selon un récit assez complet publié le 17 juin par le Times de Londres, « paquet exploratoire conjoint offert à la considération des deux gouvernements ». Il n'est ni une offre ni une proposition d'aucun des deux gouvernements. Néanmoins M. Nitze en fait son affaire, M. Kvitinskiy aussi, en partie, puisqu'il suggère des corrections et donne son accord pour essayer de « vendre » la proposition à Moscou.

En substance, le compromis prévoit la renonciation des États-Unis à l'installation des fusées Pershing-2 au R.F.A. Il sera déployé, en revanche, trois cents missiles de croisière (au lieu de quatre cent soixante-quatre prévus par l'OTAN) dans les mêmes cinq pays d'Europe occidentale. De leur côté, les Soviétiques renonceraient à leur arsenal de SS-20 pointés sur l'Europe de deux cent cinquante à soixante-quinze, pour un total de deux cent vingt-cinq ogives. Le parc asiatique des mêmes engins serait gelé au niveau actuel de quatre-vingt-dix lanceurs, de même que les armes européennes à courte portée (entre 500 kilomètres et 1 000 kilomètres) actuellement stockées en Europe. Enfin les deux superpuissances limiteraient à cent cin-

quante la nombre de leurs bombes à moyenne portée stationnées sur le Vieux Continent.

Selon les indications recueillies depuis lors de sources américaines, le projet aurait été, dans un premier temps, assez bien accueilli à Washington, mais il aurait été bloqué par M. Perle, l'un des principaux adjoints de M. Weinberger au Pentagone, qui ne voulait, en aucun cas, renoncer aux Pershing. Cependant, les Soviétiques étaient encore plus vifs. M. Kvitinskiy rejetait l'ensemble du « paquet » à la riposte des conversations officielles fin septembre. La principale objection de Moscou était que le projet ne prenait pas en compte les forces françaises et britanniques. Notons que cette exigence soviétique ne devait être révélée officiellement qu'en décembre, avec la proposition de M. Andropov, mais, selon le récit du Times, l'idée d'une égalité entre les SS-20 et les arsenaux des deux pays européens avait déjà été avancée par Moscou à la table des négociations dès février 1982.

Aujourd'hui, des voix s'élèvent pour demander à Washington de reprendre le projet Nitze-Kvitinskiy à son compte, malgré le refus soviétique. Un récent rapport du congrès américain s'est prononcé en ce sens, de même que M. Helmut Schmidt, qui l'a trouvé « totalement acceptable ». M. Mitterrand rajoute donc, sur ce point, l'ancien chancelier allemand, et va plus loin que M. Kohl, qui, pour ne pas gêner Washington, n'a pas pris publiquement position sur la question. Néanmoins, le sentiment profond de l'actuel chancelier va très probablement dans le même sens. Rappelons que la R.F.A. est le seul pays qui doit accueillir cent huit Pershing 2 prévus par l'OTAN et que cet engin doit arriver en Europe plusieurs mois avant les missiles de croisière destinés aux autres pays. L'Allemagne fédérale sera donc en première ligne pendant la période cruciale que va s'ouvrir en décembre, ce qui ne peut trop réjouir ses dirigeants.

MICHEL TATU.

**Le Monde**  
classés et documentés

**LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS**

LA QUESTION, L'ÉLABORATION, LE CONTENU ET L'APPLICATION DE LA LOI ADOPTÉE

16 PAGES, 10 F

1520 20 1520



1555

## POLITIQUE

### DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les communistes entendent profiter de la latitude qui leur est laissée pour développer leur point de vue

Les objectifs et les moyens : c'est dans la distinction des uns et des autres que la politique du parti communiste cherche sa légitimité. L'accord sur les objectifs - réduire le chômage, l'inflation et le déficit du commerce extérieur - fonde l'appartenance du P.C.F. à la majorité et sa participation au gouvernement ; la critique des moyens mis en œuvre par le gouvernement relève du libre débat démocratique, qui est l'affaire des partis. C'est la leçon, conforme à leur vœu, que les communistes retiennent des déclarations du président de la République. On peut « discuter sur les moyens », écrit René Audric dans l'Humanité de jeudi.

M. François Mitterrand a paru admettre en effet que sa conviction qu'il n'existe pas de « politique de renouveau » pouvait s'accommoder d'une opinion différente au sein même de la majorité, tant que cette divergence n'affecte pas la marche du gouvernement. Le chef de l'Etat s'est montré plus exigeant, à cet égard, vis-à-vis du parti socialiste que du parti communiste. Il a confirmé qu'il considère les critiques auxquelles un président de la République est soumis, de la part de la composante minoritaire de sa majorité, comme un état « dans la norme ». M. Pierre Mauroy n'avait pas dit autre chose, pour ce qui concerne le premier ministre, quelques heures auparavant à l'Assemblée nationale. Le chef du gouvernement a répondu que si un doute se faisait jour sur l'existence de la majorité, doute qu'il ne ressent pas lui-même, il mettrait en œuvre la procédure parlementaire appropriée. Un premier ministre peut, en effet, solliciter un vote de confiance sur

une déclaration de politique générale. MM. Mitterrand et Mauroy entendent donc laisser aux communistes la latitude que souhaitent ceux-ci pour affirmer leur « identité » au sein de la gauche. Le plan appliqué par le gouvernement soutient, de la part du P.C.F., des objections de caractère général qui procèdent d'une hostilité de principe à tout ce qui ressemble à une politique d'austérité. Les communistes ne peuvent reprendre à leur compte, du moins aujourd'hui, la baisse du pouvoir d'achat, la remise en cause d'avantages acquis, l'abandon et la fermeture d'entreprises déficitaires.

Cette attitude générale se poursuit, en outre, d'inquiétudes relatives à des problèmes plus précis. Les communistes estiment que le « traitement social » du chômage, par la retraite anticipée pour les travailleurs les plus âgés, par les stages de formation pour les plus jeunes, atteint ses limites. Les licenciements touchent à présent des salariés de classes d'âge pour lesquelles ces solutions sont inadéquates. C'est vrai, notamment, dans la sidérurgie. Il s'agit, au surplus, de secteurs où la gauche syndicale et politique est fortement implantée et organisée, sur la base d'une tradition. Les communistes craignent l'impact politique que pourraient avoir, dans ces catégories, les conséquences de la politique de rigueur.

La même préoccupation explique l'attention portée par les communistes à la politique du gouvernement pour ce qui concerne l'exploitation du charbon. Le désaccord exprimé par M. Charles Fiterman lors du comité interministériel du

30 mai sur cette question (le Monde du 9 juin) correspond à l'avertissement que M. Georges Marchais avait lancé le 26 mai à Marseille.

« Il ne faut pas compter sur les communistes pour accepter la fermeture injustifiée d'un seul puits de mine », avait déclaré le secrétaire général du P.C.F. L'insistance des communistes sur l'insuffisance de la politique industrielle du gouvernement exprime leur conviction que le « traitement social » du chômage n'est qu'un palliatif et que la situation, dans ce domaine, appelle des solutions industrielles.

Les inquiétudes du P.C.F. sont partagées par les responsables gouvernementaux, dans la mesure où ce n'est pas seulement l'assise sociologique des communistes qui est en cause, mais celle de toute la gauche.

Il en va autrement des critiques adressées par le P.C.F. au président de la République en matière de politique étrangère. M. Mitterrand a été très ferme sur ce sujet, en rappelant son discours du 20 janvier dernier devant le Bundestag, et en soulignant que les Français ne peuvent tolérer un déséquilibre des forces en faveur de l'Union soviétique en Europe. Les communistes sont bien conscients de la limite que leur campagne contre l'installation des missiles de l'OTAN en Europe de l'Ouest doit respecter. La déclaration publiée le 7 juin par le bureau politique du P.C.F., appelant les communistes à augmenter leurs efforts pour le rassemblement du 19 juin à Vincennes, souligne la nécessité de « négocier avec détermination à l'Est et à l'Ouest ».

PATRICK JARREAU.

### L'Inca

(Suite de la première page.)

Plus loin : « L'Etat, pourvu qu'il soit l'Etat, est le guide et le rempart de la nation. Mais, pour qu'il soit efficace, il faut que les instruments par lesquels le pouvoir légitime agit dans tous les domaines fassent corps avec lui en tout lieu et à tout moment. Cela est vrai, évidemment, de son bras séculier, c'est-à-dire de l'armée, de la police, de la justice, pour lesquels l'accomplissement rigoureux des devoirs qui leur incombent constitue un impératif catégorique avant que magnifiques. »

Il a manqué, mercredi, cette rigueur, et, accessoirement, cette clarté de l'exposé, qui qu'on en pense sur le fond. Au contraire, les méthodes d'exposition de M. François Mitterrand ont semblé quelquefois tantôt paradoxales, au moins pour ce qui concerne l'ordre public. S'il s'est attaché à désempailler les événements de vendredi passé, tout en les qualifiant de « séduisants », il a cependant pris appui sur eux pour affirmer l'autorité de l'Etat (avec de plus fréquentes références à « la République ») et dire qu'il en était le seul garant. La tautologie « c'est à moi de décider ce qu'il convient de décider » est alors particulièrement frappante.

Mais le mystère demeure grand d'un homme qui, pour partie, un affaiblissement de l'Etat jacobin, par les lois de décentralisation, en même temps qu'il s'affirme, non sans hauteur, « le premier responsable des affaires publiques » pour renvoyer à la mesure du temps des sanctions politiques qui seraient leur logique dès maintenant. On serait tenté de croire qu'il n'y ait là deux discours.

Il est vrai qu'entre les deux se glisse la persona de l'homme, l'homme d'Etat dont les compagnons sont désormais d'autres hommes d'Etat, et non plus ce parti socialiste dont il soutient, sans rire, qu'il ne s'agit pas de « l'Etat ».

Il est devenu l'Inca, celui qui est d'une autre espèce parce qu'il gouverne les hommes. Ne peut-on avancer l'idée qu'il s'est, mercredi, dévotement dévoué aux yeux des Français qu'il ne leur a décrit ce qu'il était l'Etat et les menaces dont il était l'objet ?

Le manifeste éperpillément de la nation, se cherchant un miroir dans ses corporatismes, appelle probablement une plus rude démonstration qu'il y serait apportée, remède, une plus précise description du « projet de civilisation » qui redonnerait au pays une idée de l'Etat qui lui fait à l'évidence défaut, compromettant, de la sorte, le maintien de sa cohérence.

PHILIPPE BOUCHER.

### Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

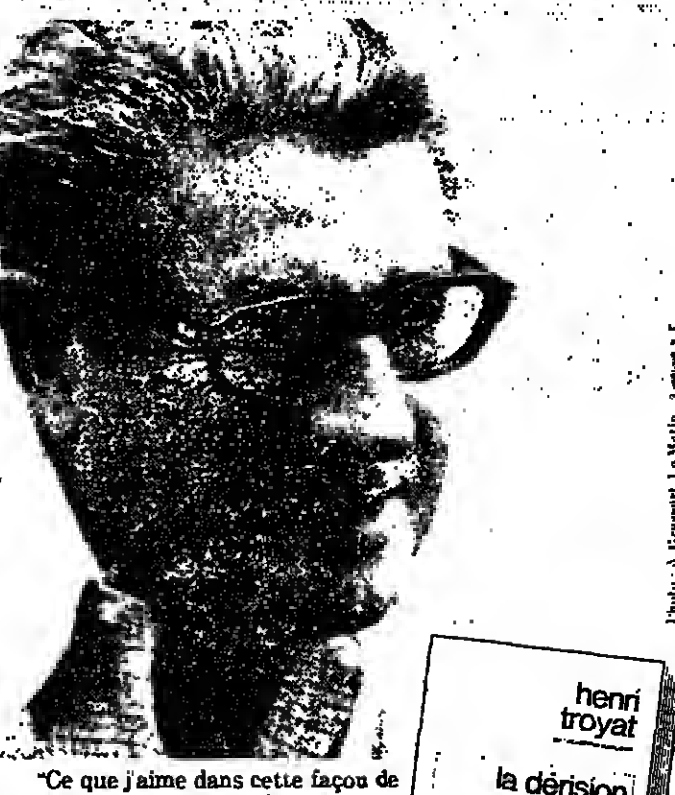
Exemplaires spécimens sur demande

### TREKKING ETE 83

Inde, Pakistan, Cachemire, Ladakh, Andes, Maroc  
16 jours à partir de 5700 F

DELTA VOYAGES et agences agréées  
Paris 75005, 54, rue des Écoles, tél. : 634-21-17

## Henri Troyat. La dérision.



« Ce que j'aime dans cette façon de faire, c'est son exemplaire modestie, la prééminence des faits sur les idées, de l'ambiguïté du vécu sur les concepts clinquants et comminatoires ; c'est que le roman y remplit son rôle le plus précieux et délectable d'école de liberté. » Bertrand Poirot-Delpech - Le Monde.

« Le miracle du plaisir romanesque se renouvelle une fois de plus... on a à peine eu le temps de dévorer les presque deux cents pages du livre que tout est dit. Bien joué, Monsieur Troyat. » Gilles Pudlowski - Paris-Match.

« Un roman fulgurant... un livre aigu, acéré... rarement on aura poussé plus avant l'analyse psychologique d'un personnage. » Jean-Claude Perrier - Le Quotidien de Paris.

« J'ai dévoré La Dérision d'Henri Troyat. » Bernard Frank - Le Matin.

« Magicien du verbe et sondeur d'âmes, tel apparaît Henri Troyat. » Pierre Macaigne - l'Est Républicain.

Flammarion

### Vois spéciaux Asie été 1983

Tarifs aller/retour, départ Paris à partir de :

4 230	DEH/BOOMBAY	SINGAPOUR ...	4 930
4 410	... COLOMBO	BALI ...	6 230
4 150	... BANGKOK	JAKARTA ...	5 890
5 100	... HONGKONG	TOKYO ...	7 080
5 220	... MANILLE	PÉKIN ...	6 845

### AIRCOM SETI

25, rue La Boétie, 75008 PARIS tél. 268-15-70

## ETE 83 Sénégal, vacances de rêve sans limitation de devises.

Au Sénégal, à 5 heures de la France, tous les éléments qui feront la réussite de vos prochaines vacances vous attendent : 365 jours de soleil, une mer tiède, la voile, la pêche dans l'une des zones les plus poissonneuses de l'Atlantique, un équipement hôtelier de grand confort, le tennis, la découverte de l'Afrique, son folklore, son hospitalité...

Et pour couronner le tout, le Sénégal est en zone Franc, pas de problème de devises. Séjours de 2 semaines, 3 semaines... vos vacances ne connaissent d'autres limites que celles dont vous décidez.

Eté 1983, le bon moment pour découvrir le Sénégal.

Bureau du Tourisme Sénégalais  
30, av. George V 75008 PARIS.  
Tél. : (1) 723.78.08.



CENTRE TOURISTIQUE DE M'BOUR  
4 945.  
2 SEMAINES, TRANSPORT, PENSION COMPLETE, ANIMATION  
Avec nouvelles montres  
LIC A.795

### L'autre voie

(Suite de la première page.)

Soyons justes : on ne sait pas grand-chose des conséquences qu'aurait sur l'économie française une politique choisissant délibérément d'accroître la croissance pour défendre l'emploi, maintenant ou accroître le pouvoir d'achat et le niveau de la protection sociale. On sait seulement que les moyens seraient employés à protéger les frontières pour défendre nos industries et leur permettre de reconquérir le marché intérieur.

Il manque encore au raisonnement économique, aussi surprenant que cela puisse paraître, une bonne théorie de développement. L'ouverture des frontières a-t-elle été l'élément déterminant de la formidable période d'expansion que la France a connue depuis les années 60 ? Oui, sans doute. Mais les meilleurs économistes qui se sont penchés sur le problème (1) avouent le caractère non scientifique de leur croyance à ce sujet. Tout ce que l'on peut dire est que la croissance économique a coïncidé avec l'ouverture des frontières, que traduit d'une certaine façon M. Mitterrand quand il déclare qu'« il faut accepter la concurrence des autres ». Un élément - négatif - donne tout de même à penser qu'un véritable rapport de cause à effet doit exister entre ouverture des frontières et croissance : il n'existe pas de contre-modèle. Quelle économie s'est développée rapidement derrière des frontières fermées ou à demi fermées ? Ni la Birmanie, ni l'Afrique, ni même, à une tout autre échelle et avec des résultats mitigés, l'Inde, n'apportent de réponse positive.

Une autre difficulté empêche d'explorer sérieusement la voie protectionniste : l'impossibilité de prendre en compte les mesures de rétorsion que décideraient aussi bien les pays en voie de développement que des pays comme les États-Unis, le Japon et, a fortiori, ceux du Marché commun. Une chose est certaine : ces mesures viendraient. M. Mauroy en a eu une sorte d'avant-goût quand il s'est rendu à la fin de l'année dernière en Malaisie. Les dirigeants de Kuala-Lumpur lui avaient dit très nettement : « et, semble-t-il,

sans cette exquise prudence qui caractérise les Malais - que la nécessité de rédiger les documents douaniers était une mesure protectionniste. Si celle-ci était maintenue 3 à 5 milliards de francs de contrats portant sur des médicaments, des centrales électriques... seraient bloqués. »

La réaction de pays comme Singapour, l'Indonésie, furent à peu près la même. L'affaire des magnétos dédoublées lentement à Poitiers a sérieusement endommagé les rapports franco-japonais. Cette mesure est maintenant levée, mais notre correspondant à Tokyo, R.-P. Parigaux, nous a indiqué que les Japonais estiment que Poitiers a été remplacé par d'autres mesures plus discrètes. L'irritation est si vive à Tokyo qu'un début du mois de mai M. Yamazaki, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, a refusé, lors de son passage à Paris, de voir M. Croisson, puis, a annulé un rendez-vous avec M. Fabris. L'incident diplomatique a été étouffé à Paris, mais la presse japonaise lui a fait un large écho.

Ces mesures de rétorsion avaient d'autant plus d'ampleur que la protection aux frontières françaises se soit plus forte. Or tout laisse supposer qu'il ne serait pas possible de limiter l'expérience protectionniste une fois celle-ci lancée.

Quels seraient les effets du protectionnisme sur l'économie française ? Les simulations économiques montrent que, dans l'hypothèse d'une réduction quantitative des importations, les investissements seraient stimulés, de même que la production par reconquête du marché national. L'emploi s'améliorerait. Mais le déficit du commerce extérieur s'aggraverait - le paradoxe n'est qu'apparent - et la hausse des prix s'accroîtrait fortement.

Dans l'hypothèse d'un dépôt préalable à l'importation - une méthode pratiquée un temps par les Italiens - et qui aboutit à renchérir beaucoup les achats à l'étranger, le déficit extérieur se trouverait réduit. Mais l'inflation serait accrue, les entreprises diminuerait leurs investissements, l'emploi se dégraderait.

Les exercices d'économétrie ne prétendent pas les apporter une réponse à un problème posé par la tentation protectionniste. De moins, procédant-ils d'une démarche scientifique et, comme tels, doivent être examinés attentivement. Ils montrent bien en tous les cas que, quelles que soient les mesures adoptées aux frontières pour protéger le marché intérieur (action sur les quantités ou sur les prix des importations), aux effets favorables se mêleraient d'autres effets défavorables qu'il faudrait combattre soit par un endettement extérieur accru (est-ce possible sans perdre notre indépendance ?), soit par des contrôles probablement draconiens sur les prix, les salaires et les changes, la débauche vis-à-vis du franc redoublant.

Les Français interrogés lors d'un récent sondage semblaient assez favorables au protectionnisme. Ils mesurent probablement très mal le coût d'une telle politique, qui modifierait profondément nos habitudes de travailler, de consommer, de nous distraire et remettrait probablement en cause le rythme du progrès technique en France. Un des meilleurs économistes occidentaux du moment nous confiait récemment que le recours au protectionnisme provoquerait en France un choc d'une ampleur comparable à celui qu'a connu l'Iran avec le retour de Khomeiny.

Une chose est certaine en tous les cas : « l'autre voie » ne serait pas celle de la facilité. Ce serait tromper les Français que de le leur faire croire. Proposer une telle solution aux effets mal connus et dangereux, n'est-ce pas alors tenter d'échapper aux vrais problèmes qui se posent à la France de ces années 80 ? De ce point de vue le président de la République a bien fait de mettre en garde ceux qui feraient échouer la politique actuellement conduite.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Voir à ce sujet l'ouvrage de MM. Malinvaud, Carré et Dubois : La Croissance française : essai d'analyse économique causale de l'après-guerre.

En avant-première  
chez **FRED** Joaillier  
la nouvelle Royal Oak 'Jour et Date'

L'accomplissement de la ligne des Royal Oak.  
Ranché contrôlée à 10 atm.

**FRED** Joaillier  
6, rue Royale - tél. 280 30 05 - 75008 PARIS

**Audemars Piguet**

LE CLARIDGE - 74, Champs-Élysées - 75008 PARIS  
HOTEL MERIDIAN - 88, Bd Gouvion-Saint-Cyr - 75017 PARIS  
AEROPORT D'ORLY GUST  
21 La Croisette - 06400 CANNES  
LOUVE-HOTEL - MONT-CARLO  
20, rue du Marché - GENÈVE



## POLITIQUE

### APRÈS L'INTERVENTION DU CHEF DE L'ÉTAT

#### Sarcasmes à droite, attente à gauche

De tous les porte-parole de l'opposition, M. Michel Poulitowski est une fois de plus le plus sarcastique : « Le chef de l'Etat est entré depuis deux ans au Panthéon et n'en est pas encore ressorti. Nous avons erré derrière lui à la recherche d'une politique précise et réaliste. Hélas ! nous avons sans espoir parcouru tous les couloirs des lieux communs... Comme l'on peut s'y attendre, la conclusion du président d'honneur du parti républicain est sans concession : « Un plaidoyer obscur et laborieux ».

Le président du Centre national des indépendants et paysans, M. Philippe Malaud, n'est pas plus tendre. Pour lui, M. Mitterrand mériterait une hauteur jupitérienne à une médiocrité bonhomme. Sur ce registre, M. François Létour, secrétaire général du parti républicain, n'est pas en reste : « Le chef de l'Etat découvre la nécessité de l'effort avec deux ans de retard, mais, lorsqu'il devient le grand pré, il n'est pas plus crédible que son premier ministre. » Selon le maire de Fréjus, le président de la République ajoute d'ailleurs le vice à ses autres défauts : « Devant le couple infernal inflation-chômage, dit-il en effet, le chef de l'Etat joue les voyageurs ».

Les autres réactions de l'opposition sont, quant à la forme, moins recherchées, mais, quant au fond, tout aussi abruptes. Pour le président de l'U.D.F., M. Jean Lecanuet, « François Mitterrand n'a plus de projets pour la France ». Le maire de Rouen juge, au demeurant, que la télévision a donné l'image d'un « président solitaire, sur la défensive », et que le pouvoir est désormais entré « dans la période de l'improvisation ». Pour le président du C.D.S., M. Pierre Méhaignerie, M. Mitterrand « n'offre à l'économie française aucune perspective de redressement » et « reste prisonnier d'un projet politique inadapté à la solution de nos problèmes ». Tel est aussi l'avis du président du parti radical, M. Didier Barthe, qui doute que les Français « aient été convaincus par cette explication littéraire de la crise » et par cet « exercice de pédagogie quelque peu irréaliste ». M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, en est bien d'accord : « M. Mitterrand est toujours un brillant causeur mais son discours est de plus en plus intemporel ». « Quand donc comprendra-t-il, demande M. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre de l'économie et des finances, que la justice sociale est l'élément de l'indispensable à la bonne santé de l'économie et à la capacité concurrentielle des entreprises ? Quand donc parlera-t-il en chef d'Etat d'un grand pays industrialisé et non plus en orateur socialiste ? » Jamais, répond en substance le président du Mouvement des jeunes giscardistes, M. Patrick Gérard, qui estime que M. Mitterrand « semble déjà dépassé par les événements ». « C'est bien triste », conclut ce jeune militant d'un ton assurément réjouissant. Quant au R.P.R., il a réagi, jeudi en fin de matinée, par la bouche de M. Bernard Pons selon lequel « M. Mitterrand semble donc décidé, en supprimant le « fusible » qu'est, sous la V<sup>e</sup> République, le premier ministre, à assumer toute la responsabilité de l'action gouvernementale. Qu'il ne s'agisse donc pas et demain, à l'occasion de tel ou tel événement, nous lui demandons de rendre des comptes personnellement », affirme le secrétaire général du R.P.R. Bref, au vu des signaux émis de tous les côtés de la droite.

#### La gauche à l'unisson

A gauche, les réactions attestent la solidarité majoritaire. MM. Lionel Joquin et Pierre Joux s'expriment, cette fois, sur la même longueur d'onde : « L'intervention du président de la République a été claire, simple et nette, souligne le premier secrétaire du P.S., qui se déclare « sûr » que son parti « se rassemblera » sur la politique définie par M. Mitterrand. « Ses propos sur la justice sociale contribueront à mobiliser l'opinion autour de l'effort nécessaire, affirme le prés-

dent du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui retient que le chef de l'Etat « a fortement souligné que cet effort doit être équitablement réparti en fonction des moyens de chacun ».

Le Mouvement des radicaux de gauche est à l'unisson : il « se félicite des propos de vérité et de rigueur » tenus par M. Mitterrand et note surtout la confirmation « que l'effort politique de renouveau est incompatible avec l'esprit du 10 mai ».

Dans l'éditorial de l'Humanité du 9 juin, René Andrieu émet lui aussi une appréciation positive. Les communistes sont d'accord avec M. Mitterrand pour dire « qu'on ne peut pas demander des sacrifices à tout le monde et que la lutte doit être menée aussi bien contre le chômage que contre l'inflation ». Ils partagent également « la nécessité de la formation des jeunes et du développement de la grande industrie pour la France ». « Ce sont là des idées que nous nous sommes familiarisées », écrit le directeur adjoint du quotidien du P.C. [M. Mitterrand] nous trouve de ses côtés, pour en faire une réalité ».

#### Les syndicats : du concret !

Passer du discours aux actes ! L'attente du concret est générale à gauche. Bien qu'étant retourné « ailleurs », M. Mielbelet Robert n'est pas le dernier à déclarer que « l'heure est venue de passer des considérations générales à une action rigoureuse, dépourvue d'illusions et d'incompatibilités, afin que les Français puissent y croire et s'y associer ».

Les plus impatientes sont évidemment les syndicats ouvriers. Au nom de la C.G.T., M. Jean-Claude Laroze reprend à son compte la question posée par M. Mitterrand : « L'effort demandé est-il juste ? C'est la question principale. » Et de souligner : « C'est le sens des propositions de la C.G.T. et de l'action syndicale de masse qu'elle préconise dans les entreprises ». Autrement dit : si le gouvernement veut concrétiser les intentions présidentielles, il doit « éliminer les obstacles à la mise en œuvre de la loi ». Les suggestions de la C.G.T.

Le secrétaire général de F.O., M. André Bergeron, exprime ses convergences avec les objectifs de M. Mitterrand, mais « je persiste à penser, dit-il, que le gouvernement doit aussi avoir le souci de préserver une marge suffisante de discussion en vue d'empêcher le dépréssionnement du dialogue social ».

La C.F.D.T. partage également le sentiment du président de la République sur le point que « les efforts ne peuvent avoir de sens qu'au service d'une ambition ». Mais la centrale d'Edmond Maire « n'attend pas que l'exécutif » définisse clairement les objectifs à court et moyen terme et les moyens pour les atteindre ».

La C.F.T.C. se montre beaucoup plus réservée : « Il n'est pas sûr, estime-t-elle, que le plaidoyer du président ait été convaincant, car il ne suffit pas d'affirmer pour mobiliser ». Elle s'interroge, en outre, du « processus de politisation qui gagne dangereusement la vie économique et sociale ».

Le président de la C.G.C., M. Jean Menn, lui, reste franchement critique : « Les déclarations du président de la République ne nous ont pas paru à la dimension de la dramatique situation de l'économie française (...). Le grand projet pour la France que nous appelons de tous nos vœux n'a pas été clairement défini malgré le beau choix des mots (...). Nous ne sommes pas d'accord avec la répartition équitable de la solidarité nationale : cette affirmation a dû faire surcroît à tous les membres du personnel d'encadrement ».

Il apparaît ainsi que, en dépit des difficultés multiples que rencontre le gouvernement, M. François Mitterrand n'est pas aussi isolé que l'affirme l'opposition, mais que le verbe du président ne saurait suffire aux aspirations de ses partisans, aujourd'hui encore moins que hier.

A. R.

#### Le pouvoir et ses relais

(Suite de la première page.)

La paix sociale obtenue grâce à la modération des organisations ouvrières est précieuse mais point suffisante dès lors qu'il s'agit de concourir à un élan national. Et qu'a dire, alors, de l'attitude d'organisations politiques qui sont plus enclines à débiter des moyens de leur politique commune qu'à défendre ses objectifs ? Est-il bien sûr, au demeurant, que les divergences ne portant que sur les moyens ?

A. L.

### LA RÉFORME SAVARY A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### L'aide aux étudiants sera privilégiée

L'Assemblée nationale, le mercredi 8 juin, continue la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur. Elle achève la discussion du titre 3 du projet qui régit les établissements à caractère scientifique, culturel et professionnel, relevant du ministère de l'éducation nationale. Le titre 4 est consacré aux « usagers » et au « personnel » de ceux-ci rassemblés dans une « communauté universitaire ».

● La liberté d'information et d'expression pour les usagers est prévue par l'article 48, qui reprend l'essentiel d'une disposition déjà inscrite dans la loi de 1968. Le R.P.R. le regrette et en demande sans succès la suppression. M. Fayer (R.P.R., Maine-et-Loire) explique : « L'application de la loi a été malheureuse (...). Les bâtiments universitaires sont d'une malpropreté abominable (...). La liberté d'expression est devenue liberté de propagande généralisée d'inscriptions et de saletés, ce qui a transformé les universités en écuries (...) ». Il est à redouter que certains groupements investissent les établissements d'enseignement supérieur par l'intermédiaire de prétendus auditeurs qui ne viendront là que pour disposer de locaux, éditer des documents de propagande et échapper aux lois du pays en évitant la franchise universitaire.

L'U.D.F. ne partage pas cette opinion. M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) reconnaît que « la loi a toujours été à l'université », mais il estime qu'il suffirait d'écrire dans la loi : « Les étudiants disposent de la liberté d'expression ». In restant en décalant. La majorité, refusant de « supprimer une liberté », ne suit ni le R.P.R. ni l'U.D.F. De même, par 313 voix (P.S.-P.C.) contre 163 (R.P.R.-U.D.F.), elle refuse de reprendre la formule de la loi de 1968, qui précisait que les conditions d'exercice de cette liberté « ne préjudicent pas aux monopoles ou aux privilèges ».

De même, par 322 voix (P.S.-P.C.) contre 160 (R.P.R.-U.D.F.), elle refuse que la mise à la disposition des locaux doive obligatoirement respecter le « pluralisme », comme le demandait M. Madelin. Au contraire, elle accepte un amendement de M. Zarfa (P.C., Seine-Saint-Denis), soutenu par la commission des affaires sociales, remplaçant la possibilité de prêts de locaux par un prêt gratuit, bien que M. Gautier (U.D.F., Paris) ait fait remarquer que, par analogie, il faudrait demander à la S.N.C.F. de mettre à la disposition de ses usagers des wagons pour leurs activités politiques.

● Les aides aux étudiants sont expressément prévues par l'article 49. Elles doivent « réduire les inégalités de ressources ». L'U.D.F. demandait que le système des bourses soit revu pour développer l'aide à la personne plutôt que celle aux institutions. M. Savary, ministre de l'éducation nationale, répond : « L'effort public s'appliquera à prioriser aux prestations services sous conditions de ressources afin d'ouvrir l'enseignement supérieur au plus grand nombre. Pour la même raison, l'hébergement dans les résidences universitaires ou chambres réservées à cet effet sera...

#### En bref

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, mercredi après-midi 8 juin, à son domicile parisien, M. Georges Shultz, secrétaire d'Etat américain, qui était accompagné de MM. Wallis, sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, et Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis à Paris.

● La Confédération des associations républicaines (CODAR), qui rassemble, depuis sa création, en février 1983, une douzaine de clubs d'opposition, a organisé, mercredi 8 juin, une première réunion de travail sur le thème : « Libérons les associations ».

Jugeant que « la vie associative est indispensable au regain du civisme et au renouvellement de l'engagement politique » et qu'elle est « également nécessaire pour mener un combat en profondeur face au marxisme », la CODAR a décidé de mener une « vaste » campagne pour sensibiliser l'opposition sur l'importance du monde associatif et son rôle « dans une stratégie de renouveau pour l'opposition ». Elle devrait notamment organiser une première campagne, sous la forme d'une enquête dans les bibliothèques publiques, afin de « vérifier » si, au travers de livres propagés, « la neutralité républicaine est bien respectée dans le domaine politique et dans celui des idées ».

● 100 millions pour les départements. — Une enveloppe de 100 millions de francs de crédits supplémentaires vient d'être dégagée en faveur des départements par le premier ministre, a annoncé le 7 juin M. Gaston Defferre à une délégation de présidents de conseils généraux socialistes.

aidé davantage. En revanche, l'aide indifférenciée à la restauration universitaire ne croira pas aussi fortement. Nous privilégions ainsi l'aide directe aux étudiants plutôt que l'aide aux services qui bénéficient indifféremment à tous. Il rappelle aussi qu'en 1983 les crédits pour les bourses ont augmenté de 23,5 %.

En séance de nuit, les députés adoptent notamment les articles suivants : l'article 51 stipule notamment que tous les emplois permanents des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel doivent être occupés par des fonctionnaires. Il interdit d'autre part que les établissements puissent recruter par contrat à durée indéterminée des personnes rémunérées par crédits d'Etat ou alloués par les établissements eux-mêmes. « Tout recrutement contractuel à durée limitée, est-il précisé, doit répondre à un besoin temporaire et être conçu pour un objet spécifique ». L'article prévoit également la possibilité (sous certaines conditions) d'attribuer des emplois dits « gagés » financés par voie de fonds de concours.

L'article 52 énumère les différentes catégories de personnes appelées à assurer l'enseignement en formation initiale et continue. Quatre catégories d'enseignants sont distinguées : 1) Les enseignants chercheurs appartenant à l'enseignement supérieur ; 2) D'autres enseignants ayant également la qualité de fonctionnaires ; 3) Les enseignants associés en lycée ; 4) Les chargés d'enseignement.

Répondant à M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine), le ministre de l'éducation nationale affirme : « Je ne suis pas favorable au corps unique d'enseignants ».

### CINQ JOURS AVANT L'ARRIVÉE DE M. MITTERRAND

#### Le premier ministre annonce une importante série de mesures économiques « pour le renouveau de la Corse »

De notre correspondant

Ajaccio. — A cinq jours de l'arrivée de M. François Mitterrand, M. Pierre Mauroy a adressé à l'Assemblée de Corse (qui a repris, le mercredi 8 juin, la session ajournée la semaine dernière) une communication, généralement bien accueillie. Le commissaire de la République de la région, M. Paul Bernard, qui était le porte-parole du premier ministre, a indiqué que « ces informations résultent d'une première série d'arbitrages interministériels récents et de décisions gouvernementales arrêtées ces derniers jours. Il a ajouté qu'il fallait voir, dans le fait que cette communication soit prioritairement faite devant l'Assemblée, « la confirmation du rôle éminent que le gouvernement (lui) reconnaît en matière économique et sociale ».

Le président de la République, qui se rendra à Ajaccio le 12 juin à Ajaccio, viendra d'ailleurs à 19 heures devant l'Assemblée de Corse et y prononcera un discours avant de recevoir les conseillers pour un dîner.

La communication de M. Pierre Mauroy porte sur la mise en œuvre du statut particulier sur des bases solides, d'une part, et, d'autre part, sur des mesures propres à favoriser le développement économique et social de l'île.

S'agissant du statut, on retiendra la mise à la disposition de la région de douze charges de mission, d'une subvention de 250 millions de francs pour l'installation du nouveau siège, le transfert de moyens et personnel de l'ancienne mission interministérielle ainsi que les crédits qui lui étaient dévolus (22,5 millions), avant le 30 juin d'autres crédits résultant de transferts de compétence, la signature de décrets instituant les trois offices (agriculture, hydraulique, transports), dès que l'Assemblée aura donné son avis au gouvernement, et la prise en charge du déficit de la SOMIVAC (1) (plus de 25 millions).

Le développement économique et social sera fondé sur le contrat de plan que l'Etat et la région passeront pour la durée du IX<sup>e</sup> Plan, dans le cadre d'une coopération étroite. Plusieurs objectifs sont assignés :

1) Améliorer les infrastructures et les communications ; maintien de l'effort de modernisation sur les routes nationales (40 millions en 1984) ; crédit exceptionnel pour achever la route du front de mer et le tunnel de Bastia (25 millions) ;

### LA DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC

#### Le gouvernement et sa majorité considèrent que le texte voté au Sénat n'est plus qu'une coquille vide

A l'ouverture de la troisième séance, mercredi 8 juin, consacrée par le Sénat à la discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (le Monde des 28.29 et 30 avril), relatif à la démocratisation du secteur public, le remarque faite par M. Pondousson (Un. cent., Pas-de-Calais) s'imposait : « Les votes de la commission spéciale (dont il est le président) et celles du gouvernement sont divergents et leurs logiques incompatibles ». L'évidence de cette constatation s'est trouvée confortée avec l'adoption des amendements de la commission spéciale ; les explications de vote s'en sont faites l'écho : pour M. Mérie (Haut-Garonne), président du groupe socialiste, « le texte issu des travaux du Sénat » est une « coquille vide » ; pour M. Viron (P.C., Nord), il est inopportun ; pour M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, il est « vide de son contenu ». De leur côté, les sénateurs radicaux de gauche ont regretté que les amendements de « conciliation » qu'ils avaient rédigés n'aient pas retenu l'attention du Sénat. Aux yeux de M. Bérégovoy (M.R.G., Yvelines), le rapporteur de la commission spéciale, M. Chérioux (R.P.R., Paris), a « tout dynamité ».

Ayant restreint le champ d'application de la loi au secteur public au sens le plus strict, la commission propose, pour les sociétés anonymes de plus de cinq cents salariés ayant adopté la forme sociale (conseil de surveillance plus directoire et non conseil d'administration), une représentation des salariés au conseil de surveillance à raison d'un élu pour les cadres et d'un élu pour les autres salariés.

Le Sénat prévoit une désignation par collèges séparés pour l'un des cadres et celui des salariés. Le

mode d'élection retenu est le scrutin uninominal à deux tours (et non proportionnel, comme le prévoyait le texte). Au nom de la « liberté de candidature », et de la « non-politisation », il s'oppose au système de « parrainage », d'organisations syndicales représentatives et à l'obligation prévue par le texte de présenter des propositions.

M. Bérégovoy, qui s'était essayé — sans succès — à prévoir des dispositions pour les entreprises de deux cents à mille salariés qui optaient pour la formule d'alea, juge « difficile pour un homme de gauche de se soumettre toujours à la loi d'un parti socialiste envahissant ».

Estimant trop coûteux le dispositif prévu pour les crédits d'heures des membres salariés des conseils, les sénateurs décident que le temps passé ne peut donner lieu à réduction de rémunération et que c'est l'employeur qui fixe, après avis du conseil, les crédits d'heures. La même argumentation prévaut pour supprimer l'article 24, qui confie au conseil le soin de prévoir et d'assurer la formation des administrateurs salariés. Sur ce point, en réponse à M. Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), M. Bérégovoy se déclare prêt à envisager que cette formation soit assurée par des institutions adaptées.

Conformément aux vœux de la commission, le Sénat supprime le chapitre III relatif aux droits nouveaux des salariés, dont l'introduction des conseils d'atelier ou de bureau. Pour la majorité sénatoriale, il convient d'attendre que les lois Amroux aient produit tous leurs effets avant d'engager de nouvelles réformes. Le Sénat confirme le rôle de l'encadrement dans l'organisation et l'animation des réunions permettant l'expression des salariés et dans la transmission des vœux formulés à cette occasion.

Enfin, le Sénat modifie l'intitulé du texte en ajoutant le mot « organisation » à celui de « démocratisation », afin de satisfaire à ce qui était prévu dans la loi de nationalisation.

Le projet modifié est adopté par 195 voix contre 102 (socialistes, communistes et radicaux de gauche).

A. CH.

#### LÉGION D'HONNEUR

##### Industrie et recherche

Est promu officier : M. Georges Poberan. Sont nommés chevaliers : MM. Didier Fieau-Valencienne et Yves Briceau.

##### Commerce extérieur et tourisme

Est promu officier : M. Xavier Anzell. Sont nommés chevaliers : MM. Jean Amannet et Jacques Prévert.

##### Urbanisme et logement

Est promu officier : M. Louis Lasse. Sont nommés chevaliers : MM. Paul Nando et Aldo Nicolli.

#### BOLENS : l'anti corvée

Une gamme complète de 3 à 5 cv en tondeuses hautes ou avec bac de ramassage. Grâce à un nouveau système de coupe, l'herbe finit par se transformer en fumus qui fertilise votre gazon. Fines les courbes de tondeuse ! AUTOTRACTABLE, la BOLENS se faufile partout.

Documentation gratuite tondeuses BOLENS. 21, Avenue de l'Éclaircie, 63014 CLERMONT-FERRAND - CEDEX. Téléphone : (03) 91 93 51 - Telex : 300309

Yvan Béal

1500 1000 500







# POLITIQUE

## APRÈS LES SANCTIONS DANS LA POLICE

AU COURS D'UNE SÉANCE MOUVEMENTÉE À L'ASSEMBLÉE

### M. Pierre Mauroy promet une réorganisation de l'ensemble de la police

Avant même que le chef de l'Etat sur Avenue 2, M. Pierre Mauroy ait exprimé, dans l'après-midi du 8 juin, la volonté du gouvernement d'entreprendre un examen en profondeur des problèmes de la police. Au cours d'un débat houleux à l'Assemblée nationale, M. Mauroy a annoncé qu'il avait chargé M. Defferre de lui présenter, ainsi

« Il est difficile de ne pas en parler, mais il sera difficile d'en bien parler », avait dit dans les couloirs du Palais-Bourbon, un chef de file de l'opposition. Les députés en ont parlé, ils ont même parlé essentiellement de « ça », le mercredi 8 juin. L'Assemblée nationale s'est donc ouverte d'une de ces séances dont elle raffole : cris, interruptions, injures, applaudissements à tout rompre. La dignité, ici non plus, n'était pas de mise.

L'opposition, par la voix de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe de l'U.D.F., dont c'était le tour d'ouvrir le feu - n'a pas attendu à fléurer mouchoir : « Monsieur le premier ministre, le premier rôle d'un chef de gouvernement est de maintenir l'autorité de l'Etat. Aucun élu responsable ne peut rester indifférent lorsque les policiers en viennent à manifester leur mécontentement. Mais il ne suffit pas d'affirmer que l'autorité de l'Etat doit être maintenue, il faut avoir la capacité de la maintenir ! (...) Les manifestations de vendredi sont avant tout la conséquence d'erreurs, d'hésitations, de contradictions, dont la responsabilité supreme incombe au gouvernement. »

M. Mauroy a répondu sur le même ton : « Si des actes d'une gravité exceptionnelle ont été commis par des fonctionnaires de police, cela tient non pas à l'action du gouvernement mais plutôt à un climat que l'opposition tend à créer. Quand M. Giscard d'Estaing sem-

« au chef de l'Etat, « un programme d'organisation de l'ensemble de la police ». Le soir, M. Mitterrand a souhaité que « les problèmes posés par l'ensemble de la police, problèmes professionnels, problèmes de sécurité », soient traités « comme il convient, c'est-à-dire dans le dialogue, la concertation et l'ordre public ».

ble admettre par avance que la légalité républicaine pourrait être bousculée comme en 1958, je m'interroge. Quand M. Chirac propose un référendum, méconnaissant ainsi les règles constitutionnelles après avoir annoncé sans succès des élections législatives anticipées, je m'interroge. Quand M. Barre déclare que le gouvernement ne tient que grâce aux institutions, oubliant quels procédés il a lui-même été contraint d'utiliser pour faire passer ses budgets, je m'interroge. »

Ces propos, bien entendu, n'ont guère été appréciés par l'opposition. M. Edouard Frédéric-Dupont (app. R.P.R., Paris) s'écriait même : « Vous défendez les assassins ! » Et M. Gaudin, regrettant que la liste des révoqués ne comprenne pas trois noms, « ceux de M. Badinter, de M. Defferre, de M. Franceschi ».

Le R.P.R. n'a pas fait non plus dans la nuance. M. Claude Labbé, le président de son groupe, affirmait : « Chacun a compris l'émotion et la colère ressenties par les policiers », avant de déclarer : « Vous vous attaquez à des fonctionnaires, à certains syndicalistes qui n'ont pas votre faveur, mais vous épargnez les responsables politiques, alors qu'il s'agit d'une affaire politique ». Un député socialiste a constaté alors : « Quel aveu ! ». Le premier ministre a répondu que l'opposition, quand elle était au pouvoir avait, elle aussi, sanctionné des syndicalistes policiers, et accusé à son tour, à l'Assemblée, « Vous développez dans l'opinion un sentiment de peur. Or le changement à la peur est toujours plus dégradant pour ses auteurs que pour ses victimes. »

Puis, chiffres à l'appui, M. Pierre Mauroy a demandé : « Le prétendu laxisme, où est-il ? Sur 100 personnes interpellées par la police et poursuivies par le parquet, 96 sont condamnées, dont 30 à des peines de prison. Le nombre de personnes purgées des peines de réclusion à perpétuité est passé de 328 au 1<sup>er</sup> juin 1980 à 379 au 1<sup>er</sup> juin 1983. S'agissant des libérations conditionnelles, le taux d'échec a été, en 1982, parmi les plus faibles depuis dix ans. Moins de 4 % contre 7 % en 1975, lorsque M. Chirac était premier ministre. Je constate aussi que le garde des sceaux a proposé cette année deux cent cinquante mesures de grâce au président de la République, tous motifs confondus, y compris les grâces médicales. C'est trois fois moins que du temps de M. Peyrefitte. »

#### Complicité ?

Cette réponse fut jugée « pléyale » par M. Labbé. Mais quand M. Marc Lauriol (R.P.R., Yvelines) a annoncé - au nom du groupe R.P.R. - l'affirmation solennelle que, lorsque l'alternance aura

joué, les sanctions injustement prononcées seront rapportées, c'est sous les applaudissements des députés debout de sa majorité que le premier ministre a simplement répliqué : « J'enregistre l'aveu de votre complicité ».

Ce fut au tour de l'opposition d'applaudir quand M. Emmanuel Aubert (R.P.R., Alpes-Maritimes) a souligné que M. Pierre Mauroy avait commis « une imprudence grave » en reconstituant M. Knobel-pisse « à l'époque où sa grâce était saluée par vos amis comme un grand moment de la justice socialiste ». La réponse de M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation : « Le geste de M. Mauroy l'honore autant que celui de M. Valéry Giscard d'Estaing quand il a serré la main d'un condamné dans une prison - a été salué par ce qu'il est convenu d'appeler des « mouvements divers ».

Les interrogations des porte-parole de la majorité furent évidemment moins agressives pour le gouvernement, mais... M. Maurice Miles (P.C., Seine-Saint-Denis) a convenu : « N'assimilons pas une minorité de policiers factieux à l'ensemble des fonctionnaires de police qui reçoivent hommage à leurs collègues loyalement abattus. Les sanctions étaient nécessaires. Mais il a ajouté : « Elles ne sauraient suffire. Il faut augmenter les moyens des forces de sécurité et démocratiser ce service public, comme le demandent les syndicats majoritaires de la police. » Et M. Raymond Forni (P.S., Territoire de Belfort) a affirmé : « Il faut faire cesser ces débordements factieux et ces tentatives de restauration d'un ordre qu'on croyait à jamais révolu. Votre riposte déterminée, monsieur le premier ministre, est une première réponse. Mais s'il a confirmé : « Le groupe socialiste vous soutient. Il a aussi fait remarquer : « Au-delà de cette réponse immédiate, quelles réformes envisagez-vous d'entreprendre pour que la police française soit totalement au service de la République ? »

Certes M. Mauroy a annoncé : « Le ministre de l'Intérieur a été chargé de présenter au premier ministre et au chef de l'Etat un programme de réorganisation de l'ensemble de la police. Ce problème restera à l'ordre du jour des conseils des ministres pendant quelque temps. » Mais en rappelant la création du Conseil national de prévention de la délinquance, fruit des travaux de la « commission Bonne-maison » pour montrer « la politique globale du gouvernement », M. Defferre a affirmé : « Nous entendons frapper sévèrement les coupables, mais aussi et surtout prévenir la délinquance ». Il était-il sûr d'avoir dissipé toutes les inquiétudes de sa propre majorité ?

Th. B.

### Le « complexe Pandraud »

Cheval de retour ou grand commis réformateur ? A peine nommé au conseil des ministres du 8 juin, le nouveau directeur général de la police, M. Pierre Verbrugghe, ne fait pas l'unanimité. Le monde syndical policier... de gauche bruit de critiques et de rancœurs à l'égard de ce préfet. Propos persifleurs que la C.G.T.-police a immédiatement exprimés : « Un homme usé de l'ancienne administration de droite », « un coup sévère porté à notre organisation ». La C.G.T. est certes minoritaire dans la police, mais il est d'autres syndicats, pour confier discrètement, leur surprise. Ils souhaitent des réformes, ils appréhendent la nomination d'un homme qu'ils rencontrèrent avant 1981, comme l'un des principaux hauts fonctionnaires d'une administration avec laquelle ils étaient en conflit.

Selon la présidence de la République, il importe de reprendre en main la police. L'objectif n'est pas seulement disciplinaire mais de gestion cohérente ; que, enfin, l'on affronte ce chemin multiforme. M. Mauroy n'a-t-il pas parlé, à l'Assemblée nationale, d'un « programme de réorganisation de l'ensemble de la police » ? Pour ce faire, l'un des choix eût pu être de changer le secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, M. Joseph Franceschi, critiqué même par certains socialistes. Dans le même temps, la direction générale de la police nationale eût pu devenir, selon les vœux du cabinet du ministre de l'Intérieur, une sorte de secrétariat général à l'administration de la police, moins politique, plus gestionnaire.

M. Mitterrand ayant refusé de se séparer de ce fidèle de longue date qu'est M. Franceschi, les données sont sans doute différentes. Le nouveau directeur général n'est plus, comme son prédécesseur l'illmoigé, M. Paul Cousseran, un ami personnel de M. Franceschi, mais un « homme de droite », un de ces hauts fonctionnaires avec lesquels il avait tissé des liens dans l'opposition, notamment quand M. Verbrugghe fut secrétaire général de la préfecture de la Nièvre de 1966 à 1970. Le contrat dit-on, serait clair : faire, dans la police, la politique du président.

Il est cependant une autre dimension, et qui regarde ailleurs : en direction de l'opposition et, plus précisément, de l'« Hôtel de Ville », ce « fortin » comme disent les socialistes. Or, à la mai-

rie de Paris, il est un homme décisif, qui fascine aussi bien ses amis que ses ennemis : M. Robert Pandraud, directeur du cabinet de M. Chirac. Un « ministre de l'intérieur-bis », disent certains. M. Pandraud détient un record de longévité au ministère de l'Intérieur, de 1968 au 13 mai 1981 : directeur adjoint des cabinets de MM. Chirac et Pompidou, directeur général de la police nationale de 1975 à 1978, puis nommé par M. Bonnet à la tête de la direction de l'administration générale des affaires politiques. M. Pandraud a laissé, place Beauvau, son empreinte : un grand administrateur, travailleur et habile, sachant jouer sur les contradictions du syndicalisme policier.

Or M. Verbrugghe fut l'adjoint de M. Pandraud, notamment de 1978 à 1981. Sans que l'on sache s'il est de la même école, il en connaît du moins les ficelles. Pour l'Elysée ce sont des qualités précieuses. Car M. Pandraud enquête, M. Bernard Desplaces, secrétaire général de la FASP, proche de la majorité l'avait accusé, dans ces colonnes, de tirer et toujours les ficelles à l'intérieur de la « grande maison », l'« Hôtel de Ville » (14 septembre 1982). Les rumeurs les plus diverses circulent : nominations de policiers détachés à des postes-clés de l'Hôtel-de-Ville, contacts de M. Pandraud avec les syndicats policiers opposés au gouvernement, agitation accrue du R.P.R., dans les commissariats, qui recrutent pour sa « section professionnelle police », etc. Surtout l'on parle d'un projet de police municipale, bien que le maire de Paris n'ait pas de pouvoir de police : un interdit qui pourrait être contourné par la constitution d'un service de sécurité de la Ville.

M. Pandraud, qui affirme ne pas appartenir au R.P.R., sourit à toutes ces évocations. Il ne veut commenter ni la nomination de son ancien adjoint ni les rumeurs policières. « Si le gouvernement continue de révoquer comme ça, remarque-t-il seulement, il n'y aura bientôt plus de policiers dans les rues de Paris ! » M. Verbrugghe serait donc ainsi le double de M. Pandraud, l'homme capable de lui faire face. Mais, selon d'autres policiers socialistes, qui invoquent les liens personnels de MM. Pandraud et Verbrugghe, ce serait aussi jouer avec le feu.

EDWY PLENEL.

### LES DEUX NOMINATIONS

M. PIERRE VERBRUGGHE  
directeur général de la police  
M. GUY FOUGIER  
préfet de police de Paris

Après les départs, provoqués par les manifestations de policiers du 3 juin, de MM. Paul Cousseran, directeur général de la police nationale, et Jean Périé, préfet de police de Paris, le conseil des ministres de ce mercredi 8 juin a nommé pour les remplacer : deux préfets : MM. Pierre Verbrugghe comme directeur général et Guy Fougier, comme préfet de police.

[Né le 8 avril 1929 à Wintrop (Nord), ancien élève de l'ENA (promotion France-Afrique), M. Pierre Verbrugghe fut, en 1958, chef de cabinet du préfet des Hautes-Alpes ; en 1959, secrétaire général de la préfecture de Belfort ; en 1964, sous-préfet de Montdidier ; en 1966, secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ; chargé de mission auprès du préfet de la région Basse-Normandie en 1970 et sous-préfet de Thionville en 1973. Nommé en 1975 directeur des personnels et des écoles de la police nationale, avant d'être, à partir de 1978, adjoint au directeur général de l'administration et directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur, à Paris, depuis les 1982, commissaire de la République de Seine-et-Marne.]

[Né le 13 mars 1932 à Paris, ancien élève de l'ENA (promotion 18-juin), M. Guy Fougier a été, en 1958, chef de cabinet de préfet mis à la disposition du secrétaire général aux affaires algériennes ; en 1959, sous-préfet de Ténier (Alger) ; en 1962, secrétaire général de Lot-et-Garonne ; de 1966 à 1968, chef de cabinet de M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre des affaires sociales ; de 1969 à 1971, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur ; puis directeur de la réglementation et du contentieux au ministère de l'Intérieur avant de devenir, en 1977, préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris. Il était depuis août 1981 commissaire de la République de la région Poitou-Charentes, commissaire de la République de la Vienne.]

« MA PREMIÈRE TÂCHE SERA D'APAIER LES ESPRITS »  
déclare le nouveau préfet de police de Paris

(De notre correspondant.)  
Paris. — Préfet de la région Poitou-Charentes depuis septembre 1981, M. Guy Fougier, qui a été nommé le 8 juin préfet de police de Paris, a accueilli sa nomination avec une grande sérénité. « Ma première tâche, a-t-il déclaré, sera d'apaiser les esprits si ces esprits sont encore un peu effarvés et de rétablir le calme, ce qui, je pense, sera compris par ceux que je vais avoir l'honneur de commander. La police est un très grand service public qui doit être entièrement au service de la nation et de l'Etat. » - B. H.

### LES RÉACTIONS

#### TROIS SYNDICATS VEULENT ORGANISER UNE MANIFESTATION LE 16 JUIN À PARIS

##### M. Defferre envisage une interdiction

Le jeudi 16, à 18 h 30, place du 18-Juin, tel est le rendez-vous prêté aux policiers par M. René Halbwax, syndicaliste révoqué par le ministère de l'Intérieur après les manifestations policières du 3 juin. Un défi de protestation et contre les atteintes aux libertés individuelles et syndicales, organisé par l'Union des syndicats catégoriels de la police (U.S.C.P.), ainsi que les syndicats C.F.T.C. et C.G.C. de la police. Secrétaire général de l'U.S.C.P. et du sa principale composante, le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.), M. Halbwax aura cependant fort à faire :

M. Gaston Defferre a déjà fait savoir que cette manifestation serait interdite. Du moins si elle présente « un caractère politique et séditieux ». Or M. Defferre en paraît plutôt convaincu. Interrogé sur l'Europe 1, le jeudi 8 juin, il a en effet précisé : « Si je me réfère aux manifestations de la semaine dernière, elle aura un caractère politique. La présence de M. Le Pen et quelques autres montre bien qu'elles avaient un caractère politique et séditieux. Si la manifestation annoncée présente ces caractéristiques, elle sera interdite. »

#### La C.G.T. est « atterrée » par la nomination de M. Verbrugghe

Ayant appris la nomination de M. Verbrugghe à la direction générale de la police nationale, la fédération C.G.T. de la police, s'est dite aussitôt « atterrée » que « le gouvernement de la gauche refuse de rechercher en son sein des grands administrateurs et en soit réduit à faire reprendre du service à un homme usé de l'ancienne administration de droite qui s'était opposé d'une manière effrontée partisane à l'expression de la C.G.T. dans la police, au point de faire droit à la moindre demande de sanction contre ses militants ».

« C'est un coup sévère porté à notre organisation et aux idéaux de tous les progressistes, explique la C.G.T.-police. Deux révoqués chez

les factieux, ce n'est pas cher payé par rapport au camarade Breton, responsable de la C.F.D.T.-police, révoqué par la droite pour avoir soutenu les travailleurs de Lip (1). Deux leaders fascistes révoqués, ce n'est pas cher payé comparé aux trois cents militants de la C.G.T.-police révoqués de 1948 à 1951, et, par la suite, aux sanctions qui ont continuellement frappé nos militants durant les vingt dernières années.

(1) N.D.L.R. - M. Jean-Louis Breton, secrétaire du syndicat C.F.D.T. de la police parisienne fut révoqué en 1974 pour avoir pris la parole devant une assemblée de travailleurs de Lip, à Besançon.

#### LE SYNDICAT DES COMMISSAIRES CRITIQUE LA PROCÉDURE UTILISÉE

Après l'annonce de la traduction en conseil de discipline de sept fonctionnaires de police - principalement des commissaires - qui étaient chargés du maintien de l'ordre le 3 juin à Paris, le Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale critique la procédure utilisée mais condamne les « débordements ». Le syndicat :

« S'élève que des commissaires de la préfecture de police aient été suspendus alors qu'aucune prévision sérieuse n'avait été établie et que les moyens mis tardivement à leur disposition étaient manifestement insuffisants pour stopper les manifestations (...).

« Exige que les causes réelles des débordements déplorés soient recherchées à tous les niveaux avec une volonté constructive pour permettre d'éviter le retour de tels événements ;

« Rappelle que le principe hiérarchique (...) est une des conditions essentielles du bon fonctionnement de la police nationale et condamne tous ceux qui, dans le passé, ont publiquement et ouvertement appelé à la désobéissance ou au mépris des supérieurs ;

« Récrusera la méthode d'enquête employée par l'inspection de l'administration qui a méconnu deux grands principes de notre droit, à savoir la règle de la procédure écrite et la contradiction entre le mis en cause et le représentant du pouvoir, lorsque les représentants élus des commissaires assisteront la défense de leurs collègues.

Lisez  
Le Monde de  
L'EDUCATION

## EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA SAN FRANCISCO AMERICAN MANAGEMENT STUDIES

### Graduate Programs

Niveau Requis : 2<sup>e</sup> Cycle Universitaire

Summer 1983 : 5 juillet - 2 septembre  
Finance, Marketing, Economics, International Business  
Clôture des inscriptions le 10 juin 1983

Fall 1983 : 6 septembre - 28 octobre

Chaque programme conduit au Diploma of Graduate Studies in Management

### Undergraduate Survey Program

Niveau Requis : Bac, Bac + 1, Bac + 2

Summer 1983 : 1<sup>er</sup> août - 1<sup>er</sup> septembre  
Introductory Courses in : United States History, Politics and Culture  
Business Language Skills  
Clôture des inscriptions le 30 juin 1983

Ce programme conduit au Certificate of American Studies  
Visites d'entreprises et de sites culturels

European University of America, 650 Pine St. San Francisco, CA. 94108 USA  
Renseignements et inscriptions : Centre d'Information Pour l'Europe  
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

1520 1001 1001



السنة الأولى

Le Monde

# société

JUSTICE

## Le procès Recco à Draguignan

### « Je n'ai tué personne, madame »

De notre envoyé spécial

Draguignan. — Trois jours déjà, et toujours la même tension, secouée des mêmes pulsions brutales : le procès de Joseph-Thomas Recco, devant la cour d'assises du Var, épaisse les nerfs. D'un côté cet accusé, tout en gestes, avec sa logorrhée à n'en plus finir, qui se défend comme un diable, source de carnavassier et colère mêlés ; de l'autre, un public dont l'hostilité ne se dément pas, et ces familles des six victimes avec, selon les cas, leur colère ou leur dignité.

Déjà, ceux qui furent atteints par le triple crime de Carqueiranne, le second dans l'ordre chronologique, mais le premier à avoir été examiné, ont déposé. Chaque fois ce fut un temps fort, un dialogue direct avec Recco, face à face. Pour eux, le doute n'existe pas. L'homme qui est là, entre les policiers en uniforme bleu, c'est bien celui qui a tué le 18 janvier 1980, vers 19 h 30, Gilles Le Goff, sa fille Sandrine et Jacques Coutrix, le voisin venu porter secours, dans cette maison d'où un appel téléphonique de la fille l'avait prévenu d'un grave danger.

Alors, après avoir dit à la cour ce qu'ils savaient de Recco, qu'ils connaissaient tous plus ou moins, ce qu'ils savaient aussi de la façon dont ils apprirent le drame, ils n'ont pu s'empêcher de s'adresser à cet accusé, avec le fol espoir de le faire céder.

Dialogue saisissant. Ce fut d'abord Jean-Philippe Le Goff, jeune homme de vingt-trois ans. Il est le fils de Gilles Le Goff, le frère de Sandrine, qui avait onze ans.

« Recco, dis-moi pourquoi tu as tué Sandrine ? Dis-moi le Recco, dis-moi-le... »

La voix est sans violence, la question lancinante. Recco, un instant surpris, répond, sans élever le ton : « C'est pas moi, je suis innocent. — Tu sais bien que tu mens ; et tu dis un homme : c'est bien ça les Corsets... »

Dans le box, l'autre encaisse toujours. Il murmure encore une fois : « J'ai un cœur, moi aussi ; je comprends ta peine, mais je n'ai rien à dire. — Tu l'as tuée en pleine face, Recco, cette gamine, elle te regardait... »

Mais voici maintenant M<sup>me</sup> Michelle Le Goff, la veuve et la mère. Pour les Le Goff, Recco n'était pas un inconnu. Il leur avait été présenté par un de ses cousins, René Nappo, et Recco avait apprécié ce milieu. M<sup>me</sup> Le Goff ainsi que René Nappo travaillaient tous dans un centre pour jeunes délinquants proche de Carqueiranne, La Pinède. Recco aurait bien aimé y trouver une place, mais sa situation d'ancien condamné lui interdisait de postuler un emploi dans cet établissement.

Curieusement, il avait demandé à acheter aux Le Goff un pistolet 22 long rifle, que M. Le Goff lui avait toujours refusé, bien qu'il ait dit être prêt à en offrir 10 000 F. En fait, selon M<sup>me</sup> Le Goff, il y avait entre les deux hommes incompatibilité de caractère.

Ce que dit aussi M<sup>me</sup> Le Goff, c'est que Recco n'était pas connu sous son nom. Pour tous, dans ce petit milieu de Carqueiranne, il était seulement « le cousin de René », c'est-à-dire de René Nappo. Or, lorsque Sandrine, le 18 janvier 1980, téléphona à La Pinède, où travaillait sa mère, pour faire savoir qu'elle était en danger, elle dira très clairement que l'homme « qui veut tuer papa » est « le cousin de René ».

Quand elle a rappelé tout cela, M<sup>me</sup> Le Goff est aux limites de l'effondrement. Et voilà que Recco lui dit à nouveau qu'il comprend sa peine, sa douleur. Alors, elle se tourne vers lui. « Ah non ! Je vous en

prie, vous ne pouvez certainement pas me comprendre ! Je vous en prie, taisez-vous, cessez votre comédie !

— Je n'ai tué personne, madame.

— Taisez-vous ! Sandrine savait qui vous étiez, vous avez vu. C'est pour cela que vous l'avez tuée. »

Il a fallu l'emporter, évanoui, jusqu'à l'hôpital, dans le tumulte, au milieu de poings tendus vers le box.

#### Aveux rétractés

M<sup>me</sup> Coutrix, elle, la femme du voisin, venu porter secours et tué lui aussi, a refusé un tel dialogue. Elle a seulement voulu regarder Recco, bien en face, mais muette. Elle a retenu aussi des larmes, mais elle a été, dans cette dignité, accablante, décrivant simplement comment les choses s'étaient passées, comment son mari et elle avaient appris que Sandrine était en danger. Alors M. Coutrix était parti seul, ayant seulement la rue à traverser. Elle, sur le perron de la maison, derrière la grille, inquiète, écoutait et demandait : « Qu'est-ce qui se passe ? »

Or c'est cette vision d'une femme debout devant sa maison et disant anxieusement : « Qu'est-ce qui se passe ? » On la retrouve très exactement rapportée par Recco dans les aveux, qu'il fit, le 20 juin aux gendarmes du Fradet.

Durant toute la journée du 7 juin, il s'est battu comme un diable contre ces aveux qu'il devait rétracter peu de temps après. Il a traité de tous les noms les gendarmes qui les recueillirent. Il les a accusés des pires sévices : il l'a fait dans son style, c'est-à-dire en mimant la façon dont il craignait ses dents, dont il recevait des coups de poing dans les côtes, ajoutant qu'un lui avait même enfoncé un bâton dans l'anus et crevé les tympans.

Le juge d'instruction écouta ses doléances et le récit de ce martyre puisqu'il fit examiner Recco par des experts dès le 23 janvier. Ceux-ci ont certes relevé quelques petites cochymoses, mais rien de plus,

affirment-ils, que les traces que peut laisser sur des bras une empoignade un peu rude. A l'anus, rien. Rien non plus aux côtes, au thorax, aux oreilles.

« Des charlatans, s'est écrié Recco, et payés par la police. D'ailleurs, ajoute-t-il, à Marseille les médecins on sait aujourd'hui où ils sont : en prison. »

C'est qu'il connaît l'actualité judiciaire, Joseph-Thomas Recco. Le juge d'instruction de Toulon, M. Jacques Nunez, n'a pas été mieux traité. « Ce qu'il m'aurait fallu, c'est un juge Pascal, un Cécaldi, un Michel : ça, c'est des juges ! »

Alors, rien en sa faveur ? Pas tout à fait. Il y a tout de même ces deux commerçants de Marseille, M. Ordioli et M. René Paul, qui, assez crânement, sont venus dire qu'à l'heure du crime de Carqueiranne ils l'ont vu faire ses achats dans leur boucherie. Qu'est-ce qui les pousse à se montrer de la sorte à contre-courant, à risquer la vindicte, car il ne fait pas bon assurément à Draguignan être, si peu que ce soit, un auxiliaire de la défense de Recco ?

#### Réconfort

Et puis, il y eut le réconfort du témoignage de celle qui est aujourd'hui sa femme, depuis qu'il l'a épousée en prison le 10 juin 1980. Chantal Blanc, trente-trois ans, l'a défendu autant qu'elle a pu : « Parce que c'est mon mari et qu'il est innocent. » Et lui : « Oui, ma poupée, tu le sais, toi, que je suis innocent. »

Elle a essayé de lui conforter un alibi. Mais malgré tout elle a bien dit, dans ses premières déclarations, que le 18 janvier 1980 il ne rentra chez elle qu'entre 21 heures et 21 h 30, c'est-à-dire suffisamment tard pour avoir pu revenir de Carqueiranne. Et, quelques heures plus tard, alors qu'il avait appris par la femme de son cousin Nappo que les gendarmes le cherchaient, il fonça en pleine nuit chez d'autres amis à

Plan-de-Cuques (Bouches-du-Rhône) pour leur demander de dire qu'à 20 heures le 18 janvier il dînait avec eux.

Il reste malgré tout une interrogation : quels furent les mobiles des crimes de Carqueiranne ou, plus précisément, du meurtre de M. Gilles Le Goff, car Sandrine et M. Coutrix furent supprimés, eux, pour avoir été seulement des témoins. Dans ses aveux d'un moment, Recco avait affirmé qu'il avait reçu une lettre anonyme lui faisant savoir que Gilles Le Goff courrait son amie Chantal, qu'il avait voulu des explications et que l'affrontement

avait mal tourné. Vérifications faites, cette raison a été abandonnée. On n'en a pas trouvé d'autre. Tout ce que l'on a découvert, c'est qu'au centre La Pinède, les liaisons passagères étaient fréquentes. Qu'en déduire ? Recco, lui, verrait déjà une sorte de scandale : « Oui, on a voulu protéger des personnalités de Toulon. C'était plus facile de tout me mettre sur le dos. » L'ennui, c'est que l'arme qui tua à Carqueiranne, le 18 janvier 1980, est la même que celle qui avait tué, le 22 décembre 1979, à Béziers, les trois employés du magasin Mammouth. C'est de cela qu'on va maintenant parler dans ce même climat de douleur empoisonné par la passion.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## YILMAZ GÜNEY "UN ÉCRIVAIN DE PREMIER ORDRE"

Jacques Lacarrière, Le Monde.



### LES CHAMPS DE YUREGHIR

"Ce roman de l'auteur de Yol, tragique et truculent, dépeint la vie des paysans anatoliens exploités par les aghas." Pierre Billard, Le Point.

"Un roman admirable" Dominique Durand, Le Canard Enchaîné.

"Son talent de conteur explose" Françoise Xenakis, Le Matin.

J.C. LATTES

## SPS CONTRE RISQUE A DISTANCE.



Un début d'incendie... Une panne technique... Une intrusion suspecte... La nuit, tout peut arriver. Voilà pourquoi nous sommes là.

Chaque soir, il vous suffit d'un simple tour de clé pour relier votre entreprise aux techniciens chargés de sa surveillance à distance. La moindre anomalie et, dans la minute qui suit, nos professionnels sont prêts à intervenir immédiatement : plus de 60 centres d'intervention en alerte 24 h sur 24, avec leurs équipes et leurs véhicules-radio.

Connaître à fond vos besoins en matière de protection, dialoguer avec vous pour penser tous les risques, c'est notre mission. Parce que pour S.P.S., protéger c'est prévoir, nous pouvons vous offrir le système de sécurité le plus fiable, le mieux adapté à votre cas.



### SPS. PROTÉGER C'EST PRÉVOIR.

S.P.S., 16, bd des Invalides, 75007 Paris. Tél. : 555.92.92.  
Électronique Protég. 50, rue Arduin, 93400 Saint-Ouen.  
Tél. : 252.81.81 - Directions régionales : Paris - Lille - Strasbourg - Lyon - Marseille - Toulouse - Bordeaux - Saint-Nazaire - Orléans - Rouen.  
Membre de la F.F.O.P.S.

### LES DEUX NOMINATIONS

**M. PIERRE VERBRUGGE**  
Directeur général de la police

**M. GUY FOUGER**  
Préfet de police de Paris

Après les départs, annoncés le 1<sup>er</sup> juin, de M. P. Verbrugghe, directeur général de la police nationale, et de M. Guy Fouger, préfet de police de Paris, le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Pen, a nommé M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale, et M. Guy Fouger, préfet de police de Paris.

M. Verbrugghe, ancien directeur de la police de Paris, a été nommé directeur général de la police nationale. M. Fouger, ancien directeur de la police de Paris, a été nommé préfet de police de Paris.

**MA PREMIERE TACHE SE  
D'APaiser LES ESPRITS**  
M. Verbrugghe le nouveau préfet

M. Verbrugghe, ancien directeur de la police de Paris, a été nommé directeur général de la police nationale. M. Fouger, ancien directeur de la police de Paris, a été nommé préfet de police de Paris.

### LE SYNDICAT DES COMMISSAIRES CRITIQUE LA PROCÉDURE UTILISÉE

Le Syndicat des Commissaires a critiqué la procédure utilisée pour la nomination de M. Verbrugghe et M. Fouger. Il a souligné que la procédure était opaque et qu'elle ne permettait pas aux commissaires de s'exprimer sur les nominations.







250 100 100 100

Le Monde

# LIVRES

RENCONTRE AVEC PIERRE RICKMANS, ALIAS SIMON LEYS

## Fou de chinois

Sinologue, professeur à l'université de Canberra (Australie) Pierre Rickmans (alias Simon Leys) est né le 28 septembre 1935 à Bruxelles. En 1955, alors qu'il était étudiant en droit et archéologie à Louvain, on lui propose de faire partie d'une délégation de jeunes qui se rend en Chine. Il accepte : « Au cours de mon voyage, j'ai eu un terrible sentiment de frustration dû à l'impossibilité de communiquer avec les gens. Et j'ai pensé à ce moment-là qu'il n'était pas raisonnable de vivre à notre époque sans savoir le chinois... Revenu en Belgique, je me suis donc mis à apprendre le chinois. Et je n'ai plus arrêté. »

Ses études terminées, Pierre Rickmans se rend en Extrême-Orient et il passe une dizaine d'années entre Taïwan, Singapour, Hongkong et Pékin où il est conseiller culturel belge.

« On ne connaît bien en France que la littérature chinoise des années 30 : Ba Jin, Mao Dun, Ding Ling, Lao She, Lu Xun. Mais le public français s'en lasse. Est-ce que c'est dû à de mauvaises traductions ou à cette littérature est-elle médiocre (Lu Xun et peut-être Lao She exceptés) ? »

« Il est pénible, délicat et dangereux d'émettre des doutes sur la qualité d'une littérature, à laquelle on s'habitue à lire. Mais, en tant qu'occidental, on a une certaine honnêteté, il faut reconnaître que la littérature chinoise moderne est décevante. Elle est peut-être passionnante dans la mesure où elle est directement en prise sur la tragédie et les bouleversements sociaux d'une époque, mais le lecteur qui a des exigences purement littéraires ne peut que la boudier. Les écrivains chinois les plus lucides l'ont d'ailleurs eux-mêmes reconnu, notamment Lu Xun qui portait des jugements très sévères sur la nouvelle littérature chinoise. Il y a à cela une raison essentielle : la langue littéraire moderne n'était pas encore définitivement formée, que l'établissement du régime communiste venait anéantir les premiers résultats et les expérimentations en cours. »

« D'autre part, le choix des écrivains présentés au public français n'a pas toujours été très heureux. De la part de nos traducteurs, de la part de nos éditeurs, de la part de nos libraires, il y a eu une certaine inertie, par exemple à un homme aussi intelligent, honnête et courageux que Ba Jin. Mais il faut reconnaître que Ba Jin n'est pas un artiste. Il passe d'ailleurs son temps à le clamer *urbi et orbi*. Il est ridicule de vouloir à tout prix le placer sur un piédestal qu'il ne réclame pas lui-même. Quand on pense aux suggestions qui ont été émises pour lui décerner le prix Nobel, c'est quand même le pavé de l'ouïsme. »

Mais qu'il faut si l'on veut récompenser un écrivain chinois ?

« Qian Zhongshu (1). Que n'a-t-on donné le Nobel à Qian Zhongshu ? Lui, c'est un écrivain de génie. Il a peu produit, de point de vue littéraire, mais son œuvre est d'une qualité exceptionnelle. Sa connaissance de la littérature chinoise, du patrimoine occidental, de la littérature universelle, est prodigieuse. Qian Zhongshu n'a pas son pareil aujourd'hui en Chine et même dans le monde. »

« Et parmi les jeunes, ceux de la génération des années 1970, verrons-nous surgir de véritables écrivains ? »

« Avec la « libéralisation » des années 1978-1979, on pouvait espérer, si les écrivains se désolent un

avant d'être nommé professeur au département de chinois de l'université de Canberra. Il arrive même que des Européens fassent le voyage vers l'Australie pour suivre son enseignement... »

Aux lendemains de la révolution culturelle, tout en se consacrant à des travaux de sinologie, il s'insurge contre la vague maoïste et pourfend, sans la moindre compromission, les thuriferaires de tous bords du régime communiste chinois dans des livres comme *Les Habits neufs du président Mao* et *Ombres chinoises*, qui frappent juste, qui font mal et qui lui valent encore aujourd'hui de nombreuses inimitiés.

En voyant ce chercheur tranquille, qui ressemble plus à un moine lettré qu'à un « Zorro des maos », on peut imaginer que, devant l'ignorance des maos et l'hypocrisie bienveillante

des autres, le spécialiste de littérature chinoise a pris un coup de sang qui l'a poussé à se mettre en vedette pour se transformer en démolisseur des dogmes et en « tombeau » du maoïsme.

Jamais vu jusque-là par le public français, il est apparu l'autre jour pour la première fois à la télévision lors d'une excellente émission d'Apostrophes : une sorte de Haron à l'accent belge qui sortait de sa réserve naturelle pour dire ce qu'il pensait et sans mâcher ses mots. C'est si rare...

Mais ce n'est pas seulement le jouteur politique, c'est aussi le spécialiste de littérature chinoise ancienne et moderne que nous avons rencontré. Il nous parle de ce qu'il appelle son « bonheur de littérature ».

1957. Ce constat atterrant a été fait en 1980 par les dirigeants du pays eux-mêmes et non plus par des « commentateurs occidentaux malveillants ». L'année de référence, bien sûr, c'est 1957. Comparer la Chine de 1980 à celle de 1949, comme le font certains, c'est de la blague. Imaginez un candidat qui ferait campagne pour être élu à la mairie de Hambourg sur le thème : « Regardez les progrès accomplis dans notre ville aujourd'hui par rapport à 1945 ». En 1949, la Chine était un pays exsangue et ravagé par une longue guerre. De même, on ne peut comparer la Chine qu'à elle-même. C'est ridicule, par exemple, de la comparer à l'Inde. La Chine n'est ni un pays tropical, ni un pays culturellement hétérogène, ni un pays totalement dépourvu de tradition politique antérieure. La Chine ne connaît aucun des problèmes de l'Inde.

« Si Michaux traduisait Confucius... »

« Vous traduisez en ce moment les Entretiens de Confucius. Pourquoi avoir choisi Confucius et ce texte alors qu'il en existe plusieurs versions françaises ? »

« Parce que Confucius est la pierre angulaire de toute la culture chinoise (2). D'abord, je ne lis que ce que j'aime. En ce sens, je ne suis pas un vrai savant universitaire qui est obligé de lire des recherches de première main, de traduire des textes, de traduire des textes, de traduire des textes. Je ne me demande donc pas si ce que je fais est original ou non. »

« Quand on traduit un texte, on le lit vraiment, on le connaît bien et l'on s'en nourrit. Ensuite, lorsqu'on aborde la culture chinoise, on est soumis à une tentation — et je cède à cette tentation avec plaisir — c'est de s'occuper de ses aspects essentiels. Alors, tant pis si on court le risque de ne pas traduire une étude originale. Voilà pourquoi je travaille sur Lu Xun (qui représente ce qu'il y a de plus intéressant dans la Chine moderne) et sur Confucius (qui est fondamental pour ce qui est de la Chine classique). »

Cela dit, je suis particulièrement sensible dans les *Entretiens* à la musique, aux rythmes littéraires, et cet aspect a été ignoré jusqu'à présent par la plupart des traducteurs. Un travail scientifique admirable a été fait sur les *Entretiens* mais tout le monde semble avoir perdu de vue le fait que c'est un texte magnifique du point de vue littéraire. Le rêve serait de trouver des correspondances en français à cette rugosité, ce laconisme. Si Henri Michaux savait le chinois, il en ferait certainement une traduction parfaite. Ezra Pound l'a traduit en anglais et il ne savait pas le chinois. Du point de vue sinologique, il y a des interprétations aberrantes.

Propos recueillis par ALAIN PEYRAUBE et NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 18.)

(1) Qian Zhongshu est un écrivain d'une cinquantaine d'années. Il est l'auteur d'un seul roman, *La Cité assiégée*, publié en 1946 (traduit en anglais en 1979). Mais ses travaux de critique littéraire sont légion. Il a notamment rédigé une célèbre préface à une anthologie de la poésie Song (969-1270), en 1938, qui reste un modèle de comparaison littéraire.

(2) Confucius, philosophe du V<sup>e</sup> siècle av. J.-C., est le fondateur d'une éthique basée sur l'ordre social, l'humanité et le retour aux rites des dynasties antérieures. Vissendé, de 1973 à 1977, au cours du « mouvement de critique de Lin Biao et Confucius », Confucius est à nouveau aujourd'hui à l'honneur. Les *Entretiens* (Lunyu) rapportent fidèlement, sans commentaires, les propos du maître à ses disciples. Il existe deux traductions françaises des *Entretiens*, une (« pénible », dit Simon Leys) de S. Couvreur, qui date de 1899 (rééditée en 1975 par les Belles Lettres, Deoel), une (« excellente », S.L.) d'A. Cheng (Éditions du Seuil, Points-Sagesses, 1981).

« Des récits de voyage récents nous parlent quand même de progrès réalisés accomplis en Chine au cours de ces dix dernières années. Et puis certains « croyants » nous expliquent encore que la lutte pour les droits de l'homme est une affaire secondaire et ne concerne que les intellectuels. L'essentiel reste l'amélioration du niveau de vie du peuple. »

« Justement, parlons-en de l'amélioration du niveau de vie du peuple. Il faut croire les autorités chinoises lorsqu'elles disent que le niveau de vie a baissé par rapport à

testament du socialisme. L'enseignement méthodique de la haine semble commencer à porter ses fruits. »

« Peut-on parler, à propos de la Chine, d'un homme comme Zinoviev a parlé pour l'U.R.S.S. d'un homme comme Zinoviev, montrant que le citoyen, maintenant dans des structures d'oppression collective et de pauvreté matérielle, n'a aucune envie de se révolter mais tente de se débrouiller en contournant les obstacles du système ? »

« Non. Une chose me semble primordiale dans le cas de la Chine : c'est la différence des réactions selon les générations. Chez la jeune génération, la révolte est permanente. Les antinomies les plus audacieuses dans leurs critiques du maoïsme, ce sont les enfants de Mao. Et c'est là l'aspect positif de la révolution culturelle lancée par Mao. Sans elle, il n'y aurait pas eu d'armes pour détruire Mao. Sans cette expérience de trois années d'anarchie totale où les jeunes ont pu avoir l'illusion, un moment, qu'ils prenaient le destin de la Chine entre leurs mains, il y aurait peut-être un *homo sinicus*. Mais je ne pense pas que ce soit actuellement le cas. »

« Des récits de voyage récents nous parlent quand même de progrès réalisés accomplis en Chine au cours de ces dix dernières années. Et puis certains « croyants » nous expliquent encore que la lutte pour les droits de l'homme est une affaire secondaire et ne concerne que les intellectuels. L'essentiel reste l'amélioration du niveau de vie du peuple. »

« Justement, parlons-en de l'amélioration du niveau de vie du peuple. Il faut croire les autorités chinoises lorsqu'elles disent que le niveau de vie a baissé par rapport à

« Une des différences essentielles entre la Chine et l'U.R.S.S., c'est donc que le régime chinois contrôle plus étroitement... »

« Oui. Parce que les Chinois sont victimes de leur civilisation, de leur sophistication. Ce qui sauve les Russes, c'est définitive, c'est qu'ils sont plus barbares. Il y aurait une étude très intéressante à faire, une étude de « totalitarisme comparé » : il faudrait comparer par exemple les goulags chinois et les goulags soviétiques. D'un côté, comme l'a montré

« Le « totalitarisme comparé »

« Une des différences essentielles entre la Chine et l'U.R.S.S., c'est donc que le régime chinois contrôle plus étroitement... »

« Oui. Parce que les Chinois sont victimes de leur civilisation, de leur sophistication. Ce qui sauve les Russes, c'est définitive, c'est qu'ils sont plus barbares. Il y aurait une étude très intéressante à faire, une étude de « totalitarisme comparé » : il faudrait comparer par exemple les goulags chinois et les goulags soviétiques. D'un côté, comme l'a montré

« Le « totalitarisme comparé »

« Une des différences essentielles entre la Chine et l'U.R.S.S., c'est donc que le régime chinois contrôle plus étroitement... »

« Oui. Parce que les Chinois sont victimes de leur civilisation, de leur sophistication. Ce qui sauve les Russes, c'est définitive, c'est qu'ils sont plus barbares. Il y aurait une étude très intéressante à faire, une étude de « totalitarisme comparé » : il faudrait comparer par exemple les goulags chinois et les goulags soviétiques. D'un côté, comme l'a montré

« Le « totalitarisme comparé »

« Une des différences essentielles entre la Chine et l'U.R.S.S., c'est donc que le régime chinois contrôle plus étroitement... »

## la feuilleton

« VICHY-AUSCHWITZ », de Serge Klarsfeld

### HOLOCAUSTE-SUR-SEINE

DÈS la couverture, quel choc ! Soit, on savait que la police française avait prêté main-forte à l'occupant allemand, voici quarante ans (le beau moyen de l'éviter !), les enfants juifs tremblaient à la vue de nos braves képis, je m'en souviens, plus qu'à celle des casquettes vert-de-gris. Il y avait bien une raison... Mais on s'empêchait de croire que la collaboration pouvait prendre ce tour quotidien, routinier : l'agent français au physique d'opérette et le SS aux lunettes d'acier penchées, enlancés presque, sur quelque carte d'identité ou de fillette au nom pas catholique, et bougonnant ensemble, ach la guerre, maufais ! ach, le babarese !

Vichy-Auschwitz comporte d'autres photos qui justifient atrocement son titre : uniformes toujours au coude à coude les mains d'acier, casques exclusivement français remplissant le Vel d'Hiv et les trains de la mort, Laval et son chef de police Bouquet joliment au milieu de tueurs SS, hommes-squelettes tels que beaucoup de Français ont prétendu les découvrir en 1945 au retour des camps allemands... elers que les clichés datent de 1942 et préviennent de camps bien de chez nous, en zone non encore occupée. Il faut l'admettre, de ses yeux : *Nuit et brouillard* et le *Choix de Sophie* n'ont pas eu lieu seulement au fin fond de l'Allemagne, dans l'effacement d'une débâcle : ils auraient pu être tournés en 1941 à Beaune-la-Rolande ou à Pithiviers !

PAR ces images et les documents qui forment les deux tiers de l'ouvrage, Serge Klarsfeld ne vise pas à rouvrir une fois encore le débat, infecté parce qu'ouvert trop tard, du comportement des Français occupés ; comme le répète un des spécialistes de l'époque, Henri Amouroux, avec une rassurante sagesse, il y a eu du pire et du meilleur. L'auteur entend seulement réparer

par Bertrand Poirot-Delpech

l'étonnante discrétion des procès en Haute Cour et des ouvrages de référence comme celui de Paxton quant au rôle de Vichy dans la « solution finale ».

Son action, qui a déjà provoqué plusieurs révisions de procès et va en causer d'autres, n'obéit pas à un esprit de vengeance tardive, mais au devoir sacré de combattre mensonges et oublis, en particulier chez les écoliers, dont dépend notre future mémoire collective et notre détermination de ne jamais recéder.

On savait que le gouvernement de Pétain avait anticipé sur les exigences allemandes ; on oublie avec quelle hâte et quel zèle. Les pleins pouvoirs sont à peine votés, le 10 juillet 1940, que se succèdent les mesures racistes, sans aucune pression de l'occupant : le 16, modification de la loi sur la déchéance de la nationalité de Français ; le 22, commission de révision des naturalisations et commissariat aux questions juives, confié à Xavier Vellat, raciste forcé qui dira à son homologue SS : « Je suis un plus vil antisémite que vous, je pourrais être votre père à cet égard. » ; 27 août, abrogation du décret-loi d'avril 1939 contre la propagande raciste par voie de presse ; 3 octobre, statut des juifs les excluant de la fonction publique, des professions libérales, et bannissant une définition de la race juive alors que les Allemands s'en tiennent prudemment aux critères de religion ; 4 octobre, autorisation faite aux préfets d'interner les juifs étrangers, ouverture de camps, y compris en zone non occupée, installation du camp de Drancy dans une H.L.M., signe intéressant que les logements des pauvres se prêtent naturellement à l'usage carcéral.

LES marques de zèle, hélas, abondent : dix mille juifs arrêtés en zone libre hors de la pression allemande ; trois mille morts de faim et de froid, ce qui n'était exigé par personne. Du 27 mars au 11 novembre 1942, la police de Vichy et ses services de la zone nord ont arrêté plus de 40 000 juifs, dont 18 000 femmes et 6 000 enfants. De juillet à septembre, 33 000 arrestations par les Français. Au cours des seules rafles des 16 et 17 juillet, 4 500 policiers ont rassemblé à Drancy et au Vel d'Hiv 8 833 « déportables », dont 4 000 enfants de 2 à 18 ans. « Il n'y a eu que cinq suicides », a constaté le directeur de la police municipale, ravi de ce résultat.

Malgré les efforts pour blanchir l'ancien sauveur de Verdun, il ne fait pas de doute que le marché a approuvé les mesures antijuives de l'été 1940, puis les opérations de juillet 1942. Les démanches humanitaires des Américains auprès du chef de l'Etat sont restées, sans réponse.

Sauf à admettre que Pierre Laval a été imposé, l'arme au poing, à un marché prisonnier, la politique menée par le nouveau président du conseil est celle du chef de l'Etat et de tout le gouvernement. Deux jours après sa prise de fonctions, le 16 avril 1942, Laval nomme Bouquet secrétaire général de la police et, aux affaires juives, le fanatique Derquier, qu'on voit en photo juste derrière le marché, sur les marches de l'Hôtel du Parc. Le 1<sup>er</sup> juin, il étend le port de l'étoile jaune aux enfants de six ans ; le 22, il souhaite la victoire de l'Allemagne, « car, sans elle, le bolchevisme s'installerait partout ».

(Lire la suite page 18.)

PRIX ROGER NIMIER 1983



Denis Tillinac

L'ÉTÉ ANGLAIS

roman

Une douceur à la Chardonne, une vigueur de ton, une insolence à la Nimier

Gilles Pudlowski

ROBERT LAFFONT

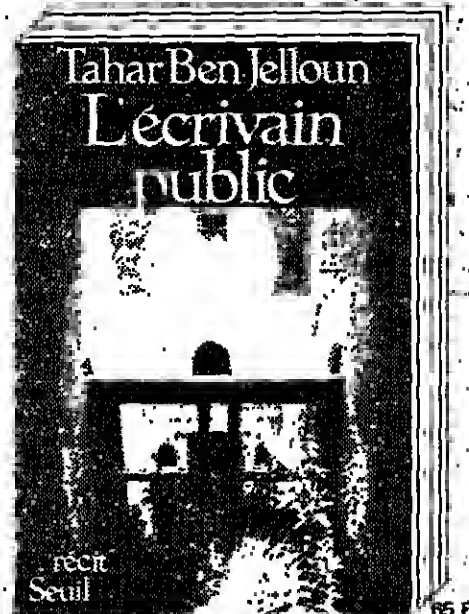


## PRIX VALÉRY LARBAUD

# Jacques RÉDA

## Hors les murs

poèmes

GALLIMARD *rif*

Tahar Ben Jelloun prête à l'homme dont il tient les annales la splendeur de ses propres mots. Qu'il s'agisse de dire les années sereines du couffin, les frissons du citronnier dans la maison de Fès, la tendresse du corps des femmes ou bien le malheur du Liban... la voix qui parle est admirable.

Gilles Lapouge / Le Monde

Tahar Ben Jelloun se situe du côté de ces rêveurs exigeants et inlassables de leur propre vie que sont Bousquet ou Leiris.

Richard Millet / La Quinzaine littéraire

Seuil

**LE CHAMP SOCIAL DE L'IMMIGRATION**  
Par Alain HAYOT et Maryse TRIPIER

**LES "AUTRES", LE POINT DE VUE DE LA GÉNÉTIQUE**  
Par Albert JACQUARD

**LA CONSOMMATION MÉDICALE DES IMMIGRÉS**  
Par Renée SERANGE-FONTERME

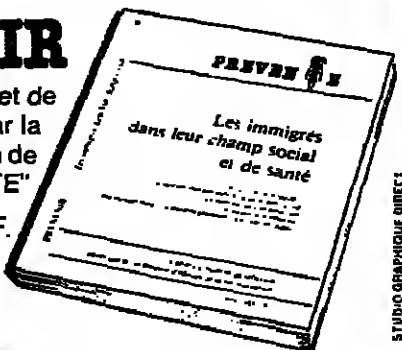
**JOURNAL D'UN RELOGEUR D'IMMIGRÉS**  
Par Pierre-Marius SOUQUES

**LES MARIAGES MIXTES, UN FAIT MIGRATOIRE ET FAMILIAL**  
Par Augustin BARBARA

## PREVENIR

Cahiers d'étude et de réflexion édités par la Coopérative d'édition de "LA VIE MUTUALISTE"

N°7 - 160 p. - 50F.



**ABONNEMENT ET COMMANDE**

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

A retourner à PRÉVENIR - C.V.M. - 5/7, rue d'Italie 13253 Marseille cedex 6 - C.C.P. 65 511 X Marseille

Le numéro : 50F - Abonnement pour 4 numéros : 150F

## la vie littéraire

## Les premiers pas de l'Association Georges-Pérec

Constituée en décembre 1982, l'Association Georges-Pérec (28, rue du Pont 91800 Brunoy) se consacre notamment pour but de « promouvoir la lecture, l'étude et le rayonnement de l'œuvre de Georges Pérec et de développer, de conserver et d'exploiter un fonds documentaire qui est sa propriété et dont la vocation est publique ». Elle est issue d'une assemblée d'une centaine de personnes et de leur constat que « les travaux entrepris sur l'œuvre de Georges Pérec demandent des apports théoriques ou pratiques que des individus dispersés ne pourront pas assurer correctement. Le fonds documentaire et le travail de recherche entrepris par Eric Beaumatin nécessitent désormais une prise en charge collective. Les aides financières (il y en a déjà du Centre national des lettres) ne peuvent être attribuées qu'à une association ».

Cette association réunit désormais plusieurs centaines de personnes (la cotisation est de 100 F). Elle publie un bulletin, à la périodicité encore incertaine par manque de moyens, qui se veut un lien entre ses membres et une occasion de faire le point sur les manifestations et les publications consacrées à Georges Pérec. Le dernier numéro de ce bulletin (mars-avril) signale notamment le numéro 6 de la revue *Jungle* (Éditions du Castor astral, 52, rue des Grillons, 93500 Pantin, prix 40 F), qui publie une interview avec Georges Pérec; le numéro 7 de la revue *Littératures*, entièrement consacré à Georges Pérec (40 F), peut être commandé à M. le régisseur des publications de l'université Toulouse-Le Mirail, 58, rue du Tour, 31000 Toulouse.

Outre les diverses expositions relatives à Georges Pérec, un spectacle vient d'être monté par la Compagnie de la Grenette (Éden Théâtre de Villaurbain). Il s'agit d'un montage de textes de Georges Pérec, conçu et réalisé par Yves Barbaut et Noël Jovignot, sous le titre *Jou d'écritures*. Il a déjà été présenté dans plusieurs villes de France.

Enfin, un colloque Georges Pérec aura lieu au Centre de Cerisy-la-Salle l'année prochaine, du 12 au 22 juillet 1984. La direction en est confiée à Bernard Magné, de Toulouse. — Jo. S.

## Deux poètes roumains aux éditions Arcane 17

On connaît encore mal, en France, la littérature et l'art roumains contemporains, et plus particulièrement leurs avant-gardes. Elle sont pourtant d'une richesse et d'un intérêt exceptionnels (voir le *Monde* du 27 mai). D'où

l'importance de l'initiative des éditions Arcane 17, de Saint-Nazaire, qui viennent de publier, avec *Mon père fatigué* (traduction Sébastien Reichmann), le premier volume paru en France de Gellu Naum, un des plus grands poètes du surréalisme roumain. Ses lecteurs découvriront un auteur inoubliable, chez qui l'imagination prend la forme d'un « récit » ironique et d'une logique savamment perversité. Le même éditeur vient également de sortir la *Chronique de l'armoire*, superbe suite de dessins commentés de Parahim où on peut notamment rencontrer, pour la première fois, ce héros essentiel : l'Ange-emmerdeur. — P. KRAL.

\* ARCANÉ 17, 126, av. de la République, Saint-Nazaire.

## Polyphonix 5

Lieu de la poésie directe, sonore, liée au souffle, au phrasé, au timbre, avec vidéo, jazz, séquences, Polyphonix, le festival international dirigé par Jean-Jacques Label, se déroule à Paris, jusqu'au 17 juin, pour la cinquième année consécutive. Une centaine de poètes, musiciens, cinéastes, venus de plus de quinze pays, interviennent en public, dans des lieux qui, durant dix jours, sont les poèmes aimantés d'une « étoile qui dense » : Théâtre de la Bastille (9 juin), Centre Pompidou (10 juin), Espace-Donguy (11 juin), Palais de la Mutualité (12 juin), American Center (13, 14 juin).

Label, dans sa présentation du festival en forme de manifeste, annonce qu'après la poésie sans mots de Ball et les mots inventés d'Artaud, la poésie dite, chantée, hurlée en direct, devient « une promenade hors grammaire et, même, hors littérature ». Comme le One World Poetry à Amsterdam ou le Festival du Poète de Rome, Polyphonix circule et grandit entre la « dictature hégémonique » des institutions culturelles et les « contre-cultures marginalisées » : les nouvelles formes et techniques ont créé leurs propres circuits et leurs auditoires.

Polyphonix, le programme du festival réunit aussi bien des pionniers de la poésie sonore (Henri Chopin, Bernard Heidsieck), les membres de l'Oulipo, que des animateurs de revues (Michel Deguy, Julien Blaine). Il prévoit un atelier-rencontre avec des poètes américains de Polyphonix 5, un hommage à François Dufrène, un concert de Linton Kwesi Johnson (le 12 juin à la Mutualité), des participations de Brion Gysin, Henry Matthews, Joseph Guglielmi, John Giorno, etc.

L'Association Polyphonix, hors festival, a de nombreuses activités. Elle a organisé, en 1982, des manifestations à Caen, Créteil, Milan et Florence. Elle a coproduit des films vidéo, présenté des émissions à France-

Culture. En 1983, du 22 au 29 avril, elle a préparé cinq manifestations de poésie directe dans le métro parisien. Elle participe aux travaux de la Fondation transculturelle internationale dont elle est un des « noyaux fondateurs ».

Une anthologie sonore, le disque « Polyphonix 1 », a été réalisé en Italie, coproduit par l'Association, Camps Records de Milan et Giorno Poetry Systems, à New-York. Elle comprend des interventions enregistrées pendant les trois premiers festivals, de 1979 à 1981. Ce disque, à tirage et à diffusion limitées, est un « acte d'indépendance réfléchi ». On y retrouve Brion Gysin, Tahar Ben Jelloun, Jean-Pierre Faye, Gherasim Luca, Jérôme Rothenberg, Maurice Roche, Lawrence Ferlinghetti, Michel Grout, etc. (On peut le commander à : Association Polyphonix, 62, rue Charlot, 75003 Paris.)

Un numéro spécial de la revue *Change* sort également à l'occasion du cinquième festival (*Change Polyphonix*, 158 p., 80 F.) — R. S.

## 1984 ressemblera-t-il à 1984 ?

L'année qui vient sera-t-elle celle de l'écrivain anglais George Orwell ?... Aux États-Unis, on annonce déjà plusieurs dizaines de cours, de colloques et d'émissions, à propos de la vision terrifiante du totalitarisme proposée il y a trente-cinq ans par l'auteur de 1984.

« Big Brother » est-il parmi nous ? Orwell fut-il un prophète ? La question était posée mardi 7 juin à la « une » du *Wall Street Journal*, qui tirait : « Le temps est venu de décider si 1984 ressemblera à 1984... »

Plusieurs symposiums sont prévus, notamment à l'université du Wisconsin, sur le thème « La monde orwellien est-il là ? ». Le Smithsonian Institute annonce une grande rencontre internationale intitulée : « Les mass media peuvent-ils contrôler nos pensées ? », tandis que diverses radios et chaînes de télévision préparent des séries d'émissions à propos de ce best-seller qui s'est vendu à quelque vingt millions d'exemplaires aux États-Unis et qui est au programme d'un très grand nombre de lycées et collèges.

Il en est aussi qui critiquent le livre et affirment qu'il rend les étudiants trop méfiants à l'égard de la technologie moderne, trop cyniques à l'égard de la politique ; à ceux-là on pourrait proposer un autre titre de polémique : « Le meilleur des mondes », d'Aldous Huxley, qui, dès 1932, mettait en garde contre le danger du monde anesthésié qui dirigerait le plaisir et la soumission en règle du gouvernement. — N. Z.

## vient de paraître

**Poésie**  
GEORGES JEAN : *Les Cent plus belles pages de Jean-Claude Renard*. — Une anthologie de poèmes choisis et présentés par Georges Jean, qui met en évidence les couleurs et la musique de l'œuvre de Jean-Claude Renard imprégnés de lumière et d'espérance. (Belfond, 124 pages, 49 F.)

**Critique littéraire**  
MICHAËL BARAZ : *Rabais et la joie de la liberté*. — L'auteur tente de découvrir le secret de la joie presque sans égale dans la littérature qui parcourt l'œuvre de Rabais et qui révèle un sentiment de liberté tria puissant à l'égard, entre autres, des conformismes et des éroyances. (Librairie José Corti, 290 p., 90 F.)

**Philosophie**  
JAN PATOCKA : *Platon et l'Europe*. Le volume réunit une série de conférences prononcées en 1973. L'auteur, remontant aux fondements spirituels de l'Europe et aux racines mêmes de la métaphysique chez Platon, s'inspire de Husserl et de Heidegger, s'interroge à la fois sur notre héritage et notre avenir. Traduit du tchèque par Erika Abrams. (Verdier, 316 p., 125 F.)

**André Laks : Dignité d'Apollonie. — S'inscrivant parmi une série de travaux portant sur les cosmologies grecques, cette étude s'intéresse à un penseur charnière, le dernier représentant de l'« ancienne physique ». Présentation de Jean Bollack. (Presses universitaires de Lille, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 334 p., 115 F.)**

**Essai**  
COLLECTIF : *Les Symboles du lieu. L'habitation de l'homme*. — Conçu et dirigé par Constanto Taccon, ce cahier rassemble des textes (Bachelard, Fourier, Duby, Flénelon, Platon, Faye, Sollers, Heidegger, Eliade, etc.) sur l'art de l'habitation et sur la cité idéale. (Cahier de l'Herne, 436 p., 240 F.)

**Documents**  
Nouvel ordre international et non-alignement. Bandouq-Bagdad 1955-1982. Recueil de documents. — Pour la première fois se trouvent rassemblés les déclarations, résolutions et programmes d'action adoptés par le mouvement des non-alignés ainsi que d'autres textes fondamentaux concernant le

nouvel ordre international et le tiers-monde. (Éditions du monde arabe, Paris, 576 pages, 95 F.)

**Histoire**  
COLLECTIF : *La Sarthe des origines à nos jours*. — Véritable « marche frontalière », lieu d'affrontement de la France de l'Ouest et du Bassin parisien, le pays sarthois voit son histoire retracée ici à partir de nombreux textes et documents fondés sur les recherches les plus récentes. Sous la direction d'André Lévy, Professeur de Catherine Pissard. (Éditions Bordessoules, rue Elyac-Loussat, 17400 Saint-Jean-d'Angély; un album cartonné et illustré de 470 p., 189,50 F.)

## en bref

● **L'ACADÉMIE GONCOURT** a dressé la liste de dix romans sur lesquels elle désire attirer l'attention. Il s'agit par ordre alphabétique de : Henri Bonnier, « le Moko » (Albin Michel); Azzedine Bounsema, « les Banquets de l'Atlas » (Gallimard); Pierre Bourgeade, « les Serpents » (Gallimard); Henri Coulogues, « A la veille d'un soir de monde » (Stock); Michel Host, « l'Onore, le Fleuve, l'Été » (Grasset); Raymond Jean, « les Fantômes de Bolla B » (Éd. Actes Sud); Tahar Ben Jelloun, « l'Écrivain public » (le Seuil); Pierre-Robert Leclercq, « l'Enfant de paille » (Calmann-Lévy); Philippe Sollers, « Femmes » (Gallimard); et de Frédéric Vitoux, « Via de saison au Palazzo Pedrotti » (le Seuil).

● **LE COMITÉ DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES DE FRANCE** a procédé au renouvellement de son bureau, qui se compose de la façon suivante : président : François Billello; 1<sup>er</sup> vice-président : Jacques Legris; vice-présidents : François Caradee (affaires littéraires), Jean-Jacques Bloch (télévision), Bertrand Jérôme (radio); secrétaire général : Michèle Kahu; rapporteur général : Jacques Bess; rapporteur général adjoint : Patrick Morell; trésorier : Hélène Tournadre; et trésorier adjoint : Guy Seigmann.

● **LE 37<sup>e</sup> PRIX DES CRITIQUES** a été attribué à François George pour son *Histoire personnelle de la France* (éditions Balland).

● **LE 14<sup>e</sup> GRAND PRIX DES LECTURES DE «ELLE»** a été attribué, dans la catégorie « romans », à Paul Savatier pour son roman « le Photographe » publié chez L'Édition, et, dans la catégorie « document », au metteur en scène Anne Delbecq, spécialiste de Claudel, qui, dans un livre intitulé « Une femme » (Presses de la Renaissance), évoque la vie tragique de la sœur de l'écrivain.

● **LE PRIX DE L'ESSAI** (Tissot) — ANDRÉ GAUTIER a été décerné à Emmanuel Todd pour « la Troisième Pluie » (éditions du Seuil).

● **LE PREMIER PRIX LITTÉRAIRE «AIGUE MARINE»**, créé par les élèves de l'École supérieure de commerce du Havre en collaboration avec le Centre nautique des Glénas, a été décerné à Jean-Yves Blot pour « la Méduse » (Arthaud), reconstitution de naufrage immortalisé par Gérôme.

● **UN HOMMAGE À HENRI BARBUSSE** sera célébré samedi 18 juin à 11 heures au musée Henri-Barbusse à Amiens. Le ministre des transports, M. Charles Fauroux, prononcera une allocution.

● **LES 24 HEURES DU MANS SE RONT CÉLÉBRÉES L'OCCASION D'UNE «NUIT POÉTIQUE»** conçue par André Bonedetto, directeur de la Compagnie des comètes d'Angoulême, qui se tiendra au Palais des congrès et de la culture le 11 juin.

● **LA REVUE SUD** a créé — avec le concours de la Société marseillaise de crédit pour le développement culturel régional — un prix de poésie dit « prix Jean-Marie ». Les manuscrits, entre 20 et 60 pages dactylographiés, doivent être adressés avant le 15 juillet à Sud-Rédaction Administration, 62, rue Sainte, 13001 Marseille. Un prix de 5 000 F récompensera le lauréat et son manuscrit sera publié dans la revue.

## en poche

## Danilo Kis et le temps qui passe

CHACUN des trois titres de Danilo Kis actuellement connus en France, grâce à Jean Descat et Pascale Delpech, renvoie au temps qui passe, au temps qui se masse : *Sablier*, sorti en 1982, montre l'amitié et l'amour; *Tornade*, paru pour Boris Davidovitch, 1979 (Grand Aigle d'or de la ville de Nice 1980), suggère la densité puissante de la mort dans sa comble vacuité; *Jardin, Cendre*, paru en 1971 et proposé désormais dans l'« Imaginaire », reprend cette même alliance du solide et du fugitif.

Le jardin offre une apparence éternelle, quasi immuable sous le regard instantané, qui ne rend compte ni de son devenir en mouvement ni des états successifs qu'il revêt et qui concourent dans leur disparition à son essence. La cendre est cet élément plus fin que le sable, plus mort que la mort, dont le mariage avec l'humus fera l'humus qui donnera vie au jardin.

Le narrateur, Andrea Sam, anime les éléments immobiles et parfois anonymes et leur rend existence et identité. Le brouillard volatile va se peupler d'ombres, puis de silhouettes, puis de corps; d'un désert existentiel et sans pôles ni horizon, Andrea Sam va reconstruire un univers avec le chœur et le dani du foyer entre sa mère et sa sœur, avec les faits et les événements qui forment un destin. Individu indéterminé, sans passé ni avenir, pensée vouée à l'instant, il devient, sédiment après sédiment, l'héritier sensible d'une tragédie singulière inscrite dans l'immense chaos de la guerre et des idéologies pernicieuses ou destructrices. L'horreur pénètre en lui sous le masque de l'amour d'Eduard Sam, son père retrouvé dans sa mémoire dissoute; l'amour se fraie un chemin grâce aux vilenies, aux cruautés qu'il avait oubliées et dont il réinventait la souffrance. Ainsi, dans l'espace infini de la conscience d'Andrea, va revivre Eduard, père démesuré, doué de cette folie plus sage, dans son aberration, que la raison.

LAURAND KOVACS.

\* JARDIN, CENDRE, de Danilo Kis, Gallimard « l'Imaginaire », traduit du serbo-croate par Jean Descat, 213 p., 23 F.

الكتاب هو 1520



الجزيرة

## au fil des lectures

### romans

#### ESPIONNAGE RÉTRO

Il y a des centaines à embarquer, ce 7 octobre 1933, sur le sous-marin *Ille-de-France*, gloire de la Compagnie générale transatlantique en partance pour New-York : célébrités du music-hall, du jeune cinéma parlant, hommes d'affaires, émigrants, réfugiés juifs allemands. On dit même que Toscanini et Maurice Chevalier sont du voyage, ainsi qu'un petit homme aux yeux doux et à l'abandon chevelure blanche : un certain Albert Einstein.

Dans ce décor de rêve vont s'affronter féroce, autour de la personne du savant, protégé par les services secrets français et américains, des espions à la solde des bolcheviks et des nazis : ainsi l'œuvre de *La Croisière Einstein* de Philippe Cousin et Maxime Benoit-Janis.

Chassé d'Allemagne par l'arrivée de Hitler au pouvoir, Einstein est invité aux États-Unis par l'université de Princeton. Cela ne fait pas l'affaire de Himmler, qui veut récupérer ce savant « dévoyé », ni celle de Staline, prêt à tout pour mettre la main sur le prix Nobel.

Ses auteurs nous entraînent dans cette réjouissante fiction historique avec un incomparable sens du rythme et du « suspense » : un génie convoité, des tueurs fanatiques, une belle actrice désespérée, un sous-marin allemand fou qui hante l'Atlantique depuis l'armistice de 1918. Du premier meurtre à l'imprévisible retournement final, aucun ingrédient ne fait défaut à ce roman d'espionnage rétro.

ALEXIS LECAYE.

★ LA CROISIÈRE EINSTEIN, de Philippe Cousin et Maxime Benoit-Janis, Stock, 320 pages, 69 F.

#### A NOUS LES PETITES ANGLAISES !

Le narrateur de *L'été anglais* est romancier. On espère qu'il écrit des romans, comme Denis Tillinac (1) : ses romans, dont il parle peu, se vendent bien. Auteur heureux, donc. Comme mari, c'est une autre affaire. L'épouse, Emmanuelle, qui n'est pas une méchante fille, est une « intello » intoxiquée de freudo-marxisme. Amour ? haine ? Pierre ne sait plus trop ce qui le démonte, ne s'interroge guère. Le voilà, un beau matin, qui abandonne ce no man's land.

Nous aidons souvent le hasard. A l'un de ces coups de pouce donnés par l'inconscient, notre héros doit de se retrouver de l'autre côté de la Manche, à Tumbidge Wells exactement, là où il a eu, dans son adolescence, un de ces flirts de vacances qui brisent les cœurs (du moins le croit-on) la fin de l'été venu.

Retrouver Linda, mener l'aventure à son point d'incandescence, épouser Linda (pourquoi pas ?), rêve et réalité se catapultent à petites phrases

serries, balais, Pierre dupe de soi et pas dupe. Mais Linda, l'unique, n'est pas l'unique. Il y a, en Angleterre, des tas de jeunes filles aux belles hanches, comme elle — et, surtout, qui ont l'âge qu'elle avait il y a vingt ans, quand Pierre avait vingt ans de moins. Vicillic n'est ni agréable ni facile. Remonter le temps est impossible, et sans doute vain. Mieux vaut convenir que l'imagination joue de mauvais tours quand elle fonctionne sur le passé. Pierre réintègre son bercail, où Emmanuelle et lui, à force de concessions, s'établissent dans la tiédeur indifférente, climat de tant de vieux couples pas très bien assortis.

Raconté ainsi, ce n'est rien, cette histoire : des fils de la Vierge, en septembre, dans les bruyères. Tout est dans le ton, dans l'allégresse un peu acide qui conduit le récit, dans une façon crâne de s'épingler soi-même d'ironie, dans une rapidité du trait qui n'exclut pas le poète.

G. G. A.

(1) Denis Tillinac vient de recevoir le prix Roger-Nimier pour ce roman que le jury situe « dans la lignée directe des premiers livres de Hemingway », qui révisait un bon pour l'écriture curieuse et acide.

★ L'ÉTÉ ANGLAIS, de Denis Tillinac, Robert Laffont, 155 p., 59 F.

#### LES REMORDS DE L'AMOUR

Peu connu en France, bien qu'il y ait obtenu deux prix littéraires, Jean-Claude Fontaine est considéré, par ses compatriotes suisses, comme l'un de leurs meilleurs romanciers. Six livres sur le mode grave ou tragique — et l'un, *La Maxogone* (la « triche » aux examens en pays genevois), franchement satirique et comique — permettent de confirmer ce jugement.

Ces adolescents qu'il peignait dans leur vérité scolaire, cynisme et gentillesse mêlés, Fontaine revient vers eux à vingt années de distance, pour raconter leurs amours. On dirait, une fois de plus, qu'il se dédive, en écrivant, d'un remords, d'une impureté personnelle, tant sonne juste l'évolution qu'il analyse dans le sentiment de Conrad pour Demitree.

En deux mots, le garçon a un peu plus de quinze ans, elle dix-neuf, quand ils se rencontrent. Elle aime vraiment. Une affaire mal partie, qui ne pourra que mal finir. Un méchant petit mâle fait ses dents sur une proie tout en tendresse, qu'il abandonnera sans scrupules lorsqu'il aura goûté aux plaisirs fulgurants de la chair.

« Ce goût de détruire que nous avons... » constate Conrad, bien des années après, lorsqu'il apprend, homme fait, la mort de Demitree, et se remémore leur aventure. « En tout cas, tu sais que tu pourras toujours revenir vers moi », lui avait promis son amie, en guise d'adieu. Mots de femme, paroles d'amoureuse. Mais qui se souviendrait, à seize ans, d'attaches aussi sûres ? Il faut vivre, il faut souffrir, il faut raser, peut-être, le principal de son destin.

Sans cris, dans un style sans tache, Jean-Claude Fontaine fait surgir du passé le regret, l'angoisse du mal qu'on a fait, irrémédiable, et la nostalgie de tout ce qui est resté en suspens. Le vert paradis des amours enfantes se met à remémorer, sous sa plume, à un automne doux-amer, et son roman, d'un ton si sage, serre le cœur.

G. G. A.

★ PRINTEMPS DE BEAUTÉ, de Jean-Claude Fontaine, 102 p., collection « Le roman d'or », Ed. L'Age d'homme.

#### LE NÉANT QUI GUETTE

« Nous nous disions souvent : « Heureusement qu'on s'a, Chantal et moi. On s'a plus. L'enfant de paille, de Pierre-Robert Leclercq d'œuvre et se ferme sur des ennuis. « L'entrevue est bien passée. » Que dire de plus sans risquer le mensonge, la trahison par l'excès des mots, les sanglots fabriqués, l'indécence ? Pierre-Robert Leclercq préfère s'en tenir aux faits, les petites phrases, les condolances genties, ce croissant acheté chez la boulangère, et qui jette un froid : « Un seul frais ne doit pas acheter un croissant chaud. » André Dercourt, le héros, n'en est pourtant qu'un début de ses écartes. Accompli sans la moindre bravade, très calmement. Comme si cela allait de soi de voler un bébé dans un caddy de supermarché, pour remplacer l'autre, qui devait naître bientôt, et qui est sous terre, dans le ventre de sa mère. Comme si cela allait de soi, de le rendre, parce qu'on a peur, et d'en acheter un, plus grand, pour en faire un fils. Pierre, qui va pousser sans histoire et remplir la vie d'André, dans leur maison de Massedol, près de Florac.

André travaille son histoire de Vercingétorix ; Pierre va à l'école ; il y a les voisins, les copains, les premières histoires de filles, très peu de heurts, très peu de malentendus. Ce pourrait être une histoire édifiante, tellement qu'on se passe bien. Les phrases nettes, et courtes, dégagées de la vie quotidienne, font ressortir tout autre chose : un pessimisme aussi absolu que tendre, où chaque geste, chaque parole, gentils, exceptionnels ou banaux, semblent arrachés de justesse au néant qui guette. Pierre-Robert Leclercq a une musique à lui, une sorte de verve lasse, un mélange de cynisme et d'élan. On se prend à aimer ses personnages, et voilà qu'ils ont déjà disparu.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ L'ENFANT DE PAILLE, de Pierre-Robert Leclercq, Calmann-Lévy, 189 pages, 63 F.

### revues

#### Toujours Stendhal

S ILEX consacre à Stendhal un beau cahier de grand format frappé d'initiales presque impériales et signé du très rare — on n'en possède que deux exemplaires — « Stendhal » autographe. Le contenu est riche par l'illustration — Bonaparte à Arcola, fragments du sacre, peinture italienne, et la femme sous toutes ses formes — et par la qualité des textes et des auteurs.

« En sur un journal fini avec lui ? », se demande en guise d'ouverture Jacques Laurent qui, pour son compte, entretient un jour de fin Lamet. Bien entendu, Pierre Barbéris parle de la Révolution et Michel Crouzet de « l'aristocratie littéraire », laquelle s'employait à se hisser au niveau de l'autre, à force de séductions. N'est-ce pas curieux que les deux grands romanciers du siècle, Stendhal le jacobin et Balzac le légitimiste, aient montré les mêmes inclinations aristocratiques, mondaines, amoureuses, l'un et l'autre attachés de ducs et plus encore de duchesses ? N'est-il pas touchant que ces deux apprentis en dandyisme, séducteurs de l'époque, et de femmes en intention, aient eu en partage des lésions différentes mais également réussies ? Le propre de Stendhal serait-il, dans les profondeurs, cet alliage de violence primitive et de cruauté civilisée, mentale, où se mêlent le sexe et le sang ? Bref, tout cela Philippe Berthier le discerne, et le célèbre avec des volutes et des pointes quelque peu baroques, et inspirées par des secrets aristocratiques.

Une quinzaine de stendhalistes ont participé à la rédaction de ce cahier dont le maître d'œuvre, Gérard Rannaud, excelle à saisir les « mille et trois visages » de ce Don Juan qui fut l'auteur de *Le Rouge et le Noir*. Les femmes, Stendhal se vante de les « avoir », mais c'est toujours elles qui l'ont eu. La vraie « grande affaire » de Stendhal, autrement exagérée, fut avant tout l'aventure littéraire. (N° 24, 144 p., quarante illustrations, 68 F. BP. 812 RP, 38035 Grenoble Cedex.)

Stendhal-Club apporte trois inédits. Une lettre relative à la mission de l'éditeur au Conseil d'État Henri Bonin, précédé en 1814 à la défense de Grenoble. Découverte par M<sup>lle</sup> Coural, elle est présentée par V. Del Litto. Une autre, du consul à Civita-Vecchia, est à porter au crédit de M<sup>lle</sup> Annie Collet. Le flair de celle-ci, sa constance et sa chance dans la recherche lui ont permis d'ajouter une très longue lettre de Métilde, révélatrice jusque dans l'écriture, régulière, élégante, calmement lucide, mais marquée de vigoureux jambages. (N° 99, 45 F. Beauregard, 3, montée M-Gignoux, Grenoble.)

Y. F.

J.C. BABOULIN - J.P. GAUDIN - F. MALLEIN

## Le magnéscope au quotidien

Un demi-pouce de liberté  
Qui magnéscope quoi ? Pourquoi ?  
« Un outil de référence »  
LIBÉRATION

COEDITION AUBIER INA

Aubier

### Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

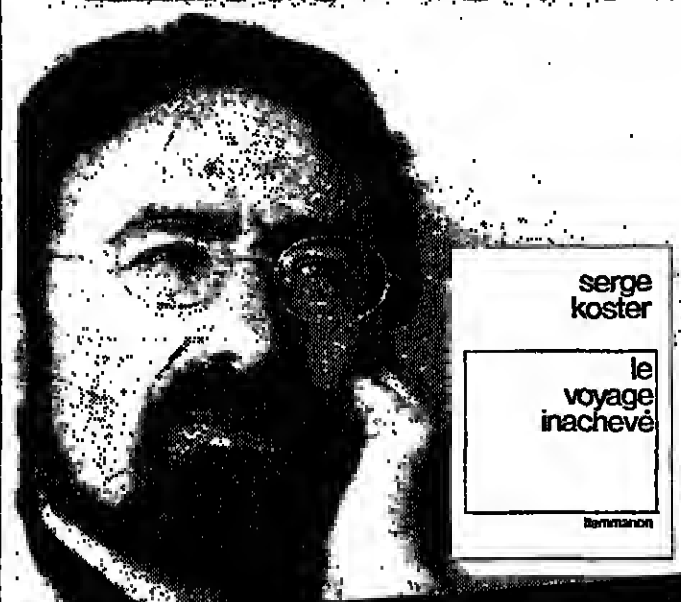
Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

## Le voyage inachevé.



serge koster  
le voyage inachevé

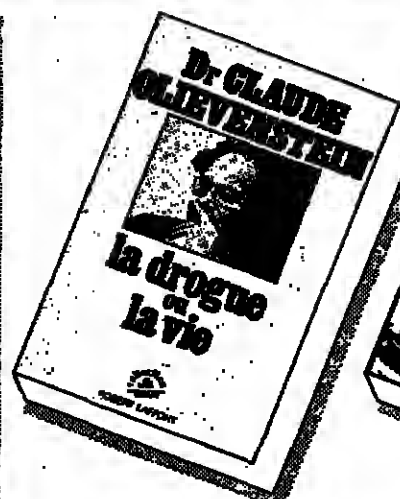
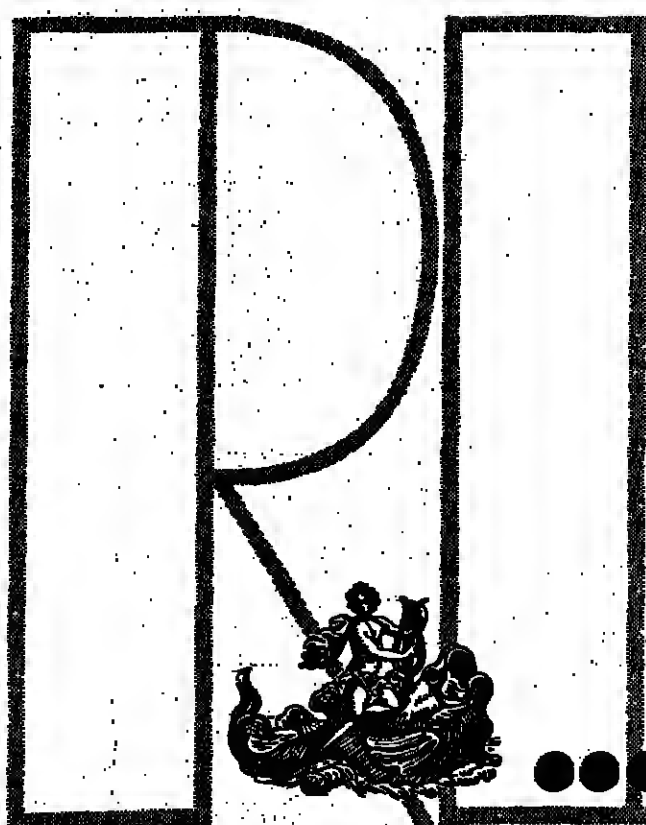
### Serge Koster

« Koster nous fait comprendre que l'écriture demeure l'un des derniers recours : elle se nourrit de ses contradictions, à la fois porteuse de violence et génératrice d'un terrible silence. » Bernard Genies - Le Monde

« L'écriture de Koster c'est le bruit du choc, ce qui se produit quand une force invincible rencontre un obstacle insurmontable, vous connaissez tous la réponse : un trouble indescriptible. » Michèle Bernstein - Libération

Flammarion

# LES GRANDS DOCUMENTS...



CLAUDE OLIVENSTEIN  
Il n'y a pas de drogues heureuses, c'était en 1977. Depuis, tout a changé : les drogues comme les méthodes thérapeutiques.



JACK FISHMAN  
Le 18 février 1944, opération « Jéricho » : la R.A.F. ouvre la prison d'Ambien... Dans le style du jour le plus long, un récit saisissant.



CLAUDE PAILLAT  
Dès 1937, le haut commandement français n'ignorait rien de la stratégie allemande. Et pourtant... Des documents accablants.



SHERE HITE  
7000 témoignages sans concession révèlent tous les aspects de la sexualité masculine.

# ...CHEZ ROBERT LAFFONT







**U**NE revue, *L'Îre des vents*, dont le jeune directeur, Yves Peyré, est conservateur à la Bibliothèque nationale, consacre un volumineux cahier à André du Bouchet. *L'Îre des vents*, qui emprunte son titre à un vers de Maurice Scève, a paru cinq fois depuis 1978.

Il a fallu deux ans pour réunir les quatre cents cinquante pages de ce cahier qui, sans être un «hommage», offre à une trentaine d'écrivains ou d'artistes des «espaces» pour commenter l'œuvre d'André du Bouchet. De

**T**EINT hâlé, abandon de laine rustique, André du Bouchet a l'air d'un homme qui a été dans son atelier, au fond d'une petite rue cabécé du quatorzième arrondissement. Autour, le quartier est hétéroclite : de vieilles maisons basses, des échantiers, des palissades et des immeubles tristes. Dans l'atelier, un divan, une table, et, épingle au mur, le travail en cours : des feuilles blanches où sont des dactylographies quelques lignes. Le manuscrit du prochain livre, à paraître chez Fata Morgana, est sur la table : *« L'interminable »* - journal, aimé pour des réflexions sur la peinture ; il y avait mille pages. Après réduction, il en restera cent cinquante.

Le plus souvent André du Bouehet vit dans la Drôme, à Truiinas, dans cette maison qui, d'après Philippe Jacquot, son voisin de Grignan, lui ressemble. Le plus souvent, celui qui se rappelle le plus de son séjour au Costa d'est au sein du Midi, dans les Préalpes; là où il n'y a pas d'oliviers, mais des prairies, des chênes et des châtaigniers; « un pays irès escarpé qui se défend bien contre les intrus ». La maison est à mi-pente, la vue plonge vers les torrents et les forêts.

Ecire, pour André du Bouchet, c'est tenter de retrouver une « relation perdue » : qu'il évoque souvent. C'est, dit-il, « l'expérience qui remonte très loin... les vivants alors Normands, dans un village de l'Eure où ma mère était médecin. J'allais tous les jours à vélo au collège de Dreux, à quinze kilomètres de là. J'ai un souvenir très précis du moment où j'ai eu, en 1940, la révélation de gens qui se réfugiaient sur les routes. Les charrettes traînées par des chevaux magnifiques : qui descendaient des Flandres, avec des pneus usés jusqu'au moyen, les sentiments d'un monde qui se désintéressait d'eux... J'ai eu le sentiment d'un monde que je venais de découvrir et qui était près d'une sorte d'éboulement.

« Sous les bombardements, à l'improviste, on était versé petit à petit, bien vers Pau. Je me rappelle très bien, je me suis assis en partant d'un dictionnaire de grec, le Bartol : cela a été ma seule lecture dans les mois qui ont suivi. C'était une expérience très violente, le monde était détruit. C'est à ce moment que j'ai écrit pour la première fois, avec une totale liberté, dans une relation que je rendrai compte d'une relation qui, à peine entree - j'avais juste quinze ans, - était balyée.

« Six mois plus tard, je me suis retrouvé aux États-Unis. Mon père, curieusement, était citoyen américain, issu d'une famille française qui s'était fixée en Amérique depuis plusieurs générations. J'ai souvent de toute une enfance, sur fond de rumeurs de langues étrangères: Mon père était né en Russie. J'envisageais aussi la langue de mes gouvernantes allemandes. Tout cela

L'Ire des vents contient une bibliographie remarquablement précise des œuvres d'André du Bouchet, réalisée par Yves Peyré. Ici ne figurent que les principales éditions de ces œuvres jusqu'en 1980, ainsi que les plus récentes.

— Air, Jean Aubier, 1951.

- Le Mnteur blanc,  
G.L.M., 1956 (poèmes repris  
dans Dnns la chaleur va-  
cante).

— Dans la chaleur vacante.  
*Mercure de France*, 1961  
(Prix des critiques 1961).

- Ou le soleil, *Mercurie de France*, 1968.
- Qui n'est pas tourné vers

1972. *Mercurius de France*.  
L'Imprimerie Hachette, POI

- L'Incubérence, Ha-

— Rapides, Hachette POL  
1980.

— Les Hauts de Bühl, *L'Iron*  
des vents, 1981.

- Defels, *Clivages*, 1987.
- Fraïchir, *Clivages*, 1981.
- Ici en deux, *Quentin édi*

leur, Genève, 1982:

nombreux textes éclairent ainsi de leurs feux croisés les cheminements du poète, de *Dans la chaleur vacante* à *Rapides*, en passant par *Laisses* et *l'Incohérence*.

Le volume comporte également de nombreuses reproductions de dessins de Bram Van Velde, Giacometti, Gilles du Bouchet, et des fac-similés (dédicace de Reverdy, lettre de Pasternak...). On y trouve enfin des inédits d'André du Bouchet : deux groupes de poèmes, une méditation sur la peinture, des réflexions

*m'a donné un sentiment de proximité avec des langues inconnues.*

« J'ai vécu jusqu'en 1949 aux États-Unis. J'ai fait toutes mes études dans des universités américaines. Le français restait pour moi une langue personnelle, la langue du rapport sensible. J'ai acquis la maîtrise intellectuelle de l'anglais, j'ai fait des thèses et même enseigné un an à Harvard. J'ai pu oublier l'anglais, mais j'en ai eu le maniement conceptuel. Toutes les idées que j'ai pu avoir, je les ai eues en anglais. En français, collant à ce que j'éprouve, je suis sans maîtrise ».

C'est en Amérique encore que du Bouchet découvre les livres du poète qu'il admire entre tous, Reverdy, dont ses premiers écrits porteront l'empreinte : « C'était une sorte de fraîcheur qui allait avec la découverte de nouveaux rapports des mots entre eux ». De retour en France, le jeune poète fait la connaissance de Reverdy chez son éditeur, Tériade.

Cette rencontre sera suivie de beaucoup d'autres, chaque fois que Reverdy, retiré à Solesmes, viendra à Paris. Considérant l'anonymat comme la seule forme possible d'engagement littéraire, ils ont l'un et l'autre la même aversion pour les procédés « racleurs » des surréalistes, que Reverdy traite de « chiens dressés enragés, enragés sans doute mais dressés tout de même », parce que, précisés du Bouffé, « toujours dans la posture de s'adresser aux autres, un œil sur le maître, sur le spectateur, que ce soit pour plaire ou pour scandaliser ».

En exerçant « toutes sortes de besoins et d'emplois », André du Buñebet ne cessera désormais d'écrire. En 1951, son premier recueil est publié grâce à Francis Ponge, chez l'éditeur Jean Aubier.

Quand du Bouchet écrit les poèmes regroupés dans *Air*, il se sert d'une langue dont pendant dix ans, vivant à l'étranger, il n'a fait aucun usage social : « *Le français restait pour moi une langue de perception, que je pouvais ressentir à un niveau élémentaire.* »

[illegible]

De 1966 à 1971, c'est l'aventure de l'*Épiphane*, revue que publient les éditions Maeght et qui tient une place marquante dans la production poétique du moment. Au comité de rédaction, Gaston Picon, Yves Bonnefoy, André du Bouchet, Louis René des Forêts, Jacques Dupin — à qui se joindront Michel Leiris et Paul Celan — viennent du *Mercur* de France, dont Picon avait fait une revue très vivante. L'*Épiphane* est une revue « moins éclaircie, spectrale, fugitive, moins dépourvue d'effets, plus soumise à la peinture et à une poésie qui se donnaient comme signes d'un travail en cours, comme le poème au tableau ne mettaient pas fin mais au contraire les relançaient. Le premier numéro était consacré à Giacometti ».

André du Bouhéty a écrit, en 1972, un long texte à propos de Giacometti : « Il y avait en lui une force, un foyer de concentration ininterrompue. Il était tellement habitué par son activité de peintre que des amis ou des inconnus de passage ne le dérangent pas. Il ne prenait aucun soin de ce qu'il créait : une chaise, un jour, a fait ses petits sur les monceaux de dessins entassés dans l'appentis. »

Par la raréfaction du train, par un mouvement - d'incessante consommation

sur l'erreur et la vérité dans la traduction. Cet important numéro spécial donne une vue d'ensemble sur une œuvre poétique de premier plan (1). — M. P.

★ ESPACES POUR ANDRÉ DU BOUCHET.  
L'Œre des vents, distribué par Distique et, à partir de  
septembre, par les éditions Verdier, 18, rue Clair-  
Talichet, 36000 Châteauroux. 450 p., 190 F.

(1) Pierre Chappuis lui a consacré une excellente étude. Seghers, 1979.

tion » où l'œuvre se fait en se désaisissant, avance au prix de sa propre destruction, les desins de Giacometti se présentent des affinités profondes avec les écrits d'André du Bouchet, qu'ils ont plusieurs fois illustrés. Cela échappe à la classification par genre. Comment qualifier le texte, pulvérisé sur la page blanche ? - Je prends des notes, dit André du Bouchet, je n'ai pas l'impression d'écrire des poèmes. Aujourd'hui, le poétique, ce n'est plus ce qui passe par une forme identifiable.

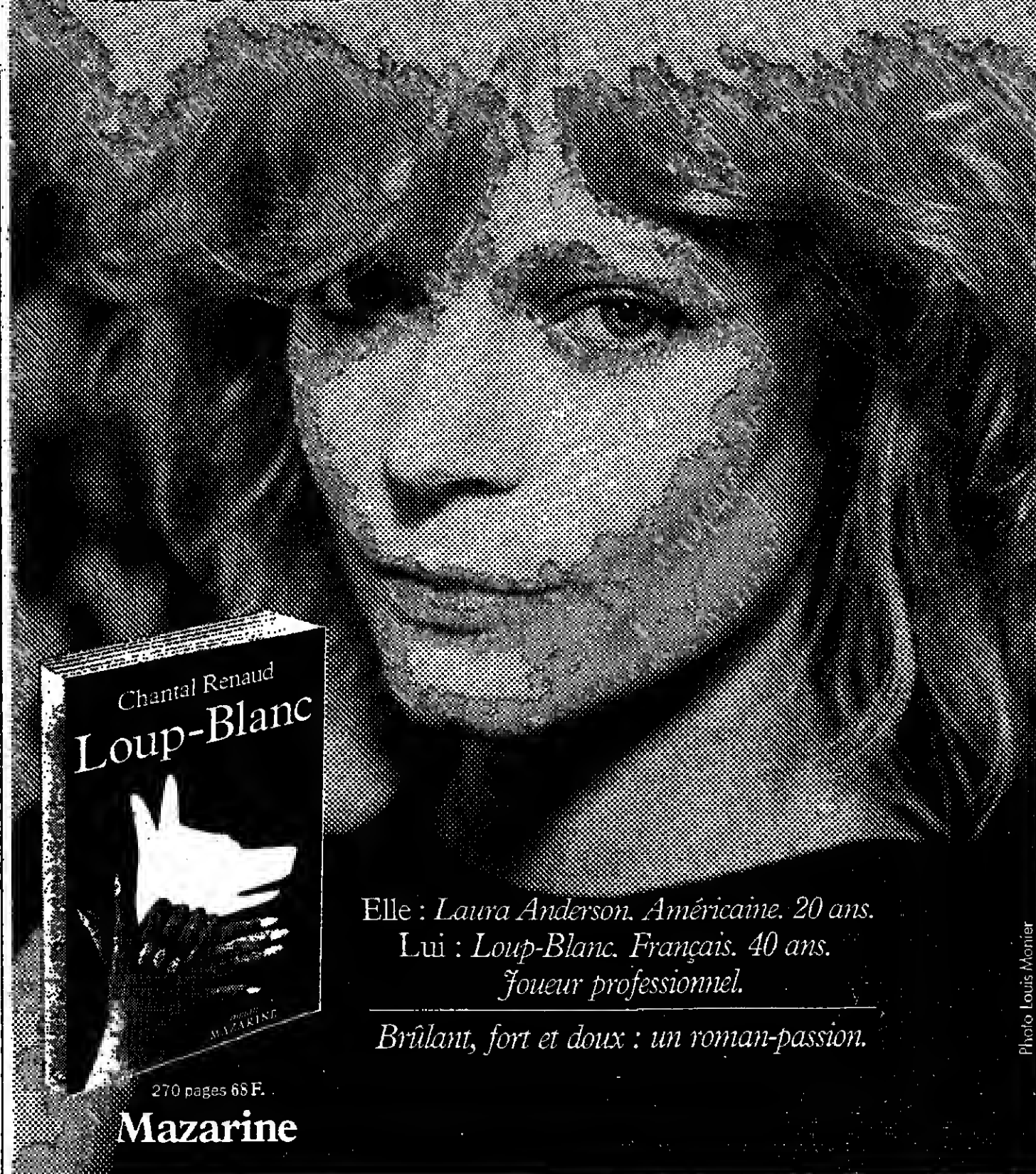
Dans l'incohérence, de nombreux

textes sont relatifs à la peinture de Bram Van Velde et d'Hercules Seghers, ou à la traduction — du Bouhelet a traduit des œuvres de Shakespeare, Pasternak, Hölderlin, Joyce... — Tout est affaire de traduction. Vous vous souvenez du propos de Proust sur les livres qui, lorsqu'ils sont vivants, semblent toujours écrits dans une sorte de langue étrangère. Sans chaque moi, chacun de nous met son sens, qui est

souvent un contresens. Mais dans un beau livre, tous les contresens sont beaux. Dans cette langue comme étrangère, l'important est de se découvrir aux prises avec elle. »

Rien dans l'œuvre d'André du Bouchet qui n'engage, même si les

**“IL AIMAIT LE POKER, LE CHAMPAGNE,  
MARGUERITE YOURCENAR... ET MOI”.**



Elle : *Laura Anderson. Américaine. 20 ans.*  
Lui : *Loup-Blanc. Français. 40 ans.*  
*Joueur professionnel.*

---

*Brillant, fort et doux : un roman-passion.*

*Brûlant, fort et doux : un roman-passion.*

\_\_\_\_\_

270 pages 68 F.

# Mazarine

Photo Louis Monier



CINÉMA

« ANA », d'Antonio Reis et Margarida Cordeiro

Le cheminement de la vie, d'hier à demain

Sur une route en lacet, un homme avance à cheval, simple point noir au sein de la nature que la caméra semble contempler du haut du ciel. On retrouve, d'emblée, la fascination des images de Tras os montes, que nous avions découverte au début de 1978. Ainsi entrons-nous, avec le cavalier, dans la région de Bragança et Miranda, pays sauvage, beau et pauvre, à la charnière du Portugal et de l'Espagne, que les sociologues appellent la « frontière du deuil » de ces deux pays.

Mais Antonio Reis et Margarida Cordeiro, sa femme, ne sont pas des sociologues, même s'ils s'intéressent aux régions sous-développées. Ils ont mis six ans à réaliser ce film — leur troisième, — qui a été présenté, remarqué, admiré, à la Semaine des

Cahiers du cinéma, au mois de décembre dernier.

« Dans le cinéma portugais, où l'on ne prend pas beaucoup de risques de création, nous sommes, disent-ils, des marginaux. Nous avons pris une position radicale en face des formes cinématographiques ; elles doivent être, selon nous, les véhicules de formes de vie. L'Etat donne un peu d'argent et nous laisse absolument libres de nous exprimer. Nous pratiquons le cinéma comme une force vitale. »

Il y a, dans Ana, une vieille dame qui porte ce prénom, un domaine isolé, toute une famille attachée à la terre, des enfants qui grandissent, le temps qui passe au rythme des saisons. Cela ne se raconte pas. On pourrait parler de poésie, mais ce

n'est pas non plus une définition satisfaisante. La vie vient de loin, du fond des siècles, elle coule comme un fleuve dans le présent, englobe quatre générations et se poursuit dans l'avenir. Trois temps unis entre eux d'une manière imperceptible, on sent juste un frémissement.

Antonio Reis et Margarida Cordeiro ne savent pas dire comment ils travaillent ensemble. Pour eux, cela va de soi. Leurs deux personnalités sont liées. « Nous considérons chacun de nos films comme un acte d'amour profond entre nous, dit Antonio. Lorsque Margarida imagine une séquence, à une idée de visualisation, j'aimerais bien avoir eu la même. Et inversement. » Margarida approuve et ajoute : « Il y a parfois des conflits avant la réalisation. Cela provoque une dynamique du contraire et une métamorphose pour le résultat final. Evidemment, un film écrit et réalisé par une seule personne est moins complexe. Mais jamais nous n'avons eu, l'un ou l'autre, une position de rafia dans la confrontation. »

Ana a été inspiré par un fait réel de l'histoire d'une grand-mère de Margarida, devenue, pour elle, un personnage légendaire. Dans le film, c'est sa mère qui joue le rôle, elle est le pivot de cette contemplation du passé, du présent, de l'avenir. Les « films-actes d'amour » de ce couple de cinéastes sont offerts comme tels aux spectateurs, pour être partagés. C'est tout simple, au fond, et d'une ferveur communicative. Si l'on ne touche pas le cœur, on ne touche pas la raison. D'où le caractère fondamentalement original, unique, de cette traversée du temps, en plans-séquences souvent, qui donne à voir, au-delà de la réalité sociale d'un pays déshérité, les racines culturelles d'un coin d'Europe où se sont croisées plusieurs générations.

Composé par tableaux qui semblent illustrés de l'intérieur, le film a aussi une sorte de rythme musical par les textes accompagnant les images : textes de Rainer Maria

Rilke, d'Antonio Reis et Margarida Cordeiro. Eux croient à une « politique de la beauté, aussi nécessaire à la vie que le besoin de l'eau ». Et cette beauté qui passe dans les images en suivant les traces de la mémoire et les successions des générations n'a pas l'esthétique si raffinée de la couleur aujourd'hui commune à tous les films de quelque ambition artistique composés grâce au talent de directeurs de la photographie. C'est une beauté de peintres introduisant dans le cinéma une subtile modulation des couleurs et de la lumière.

Antonio et Margarida choisissent eux-mêmes, pour arriver à ce résultat, les matières et les teintures des tissus qui habillent leurs personnages, la disposition des décors. En extérieurs, il leur est arrivé d'attendre trois jours pour avoir la lumière qu'ils estimaient nécessaire à tel ou tel plan. Les rites familiaux, les naissances et les morts, les événements qui marquent l'existence et les problèmes de cette communauté rurale (par exemple, la brusque affirmation de la personnalité du fils — jusqu'à présent, silencieux, dans l'ombre de sa vieille mère — par un discours sur la fabrication des bateaux en Mésoptamie), les paysages et les animaux domestiques s'animent à partir de l'agencement et de l'éclairage des tableaux, sans que le passage de l'immobilité au mouvement ait l'air d'un procédé de style.

Comment résister à ce choc de la beauté, à ce travail d'artisans passionnés qui font communiquer le grand flux vital d'une famille ancrée dans sa terre et ses traditions culturelles avec l'éternité ? A la fin, la grand-mère, splendide et sereine, meurt. Une autre Ana la remplacera, sa petite-fille, Antonio Reis et Margarida Cordeiro sont les parents de la fillette de quatre ans, la demi qui s'appelle, aussi, Ana. Elle voyage avec eux, elle les accompagne partout. Et, comme le film, elle est un acte d'amour.

JACQUES SICLER.  
\* Voir les films nouveaux.

EXPOSITIONS

A L'ARC

Le Burenoscope

Commençons par décrire l'engin. Il est fait de huit cent mètres de toile rayée noir et blanc (schetée en gros et ignifugée pour des raisons de sécurité) tendue sur deux cent trente-cinq châssis de bois, qui forment un corridor de trois mètres de large (encore les normes de sécurité) zigzaguant en une douzaine de tronçons d'un bord à l'autre de la grande salle courbe de l'ARC, et ce depuis l'entrée jusqu'à la sortie (la sortie pouvant d'ailleurs très bien être considérée comme l'entrée).

Le parcours est à la fois fermé (inévitablement rayé), et ouvert : dans les parois de toile sont ménagées des fenêtres carrées, rectangulaires, triangulaires, obliques et des petits trous de voyeur permettant diverses échappées : sur l'envase du décor (les châssis soigneusement cloués) ; sur les murs de la salle, ses dégagements, son équipement (un extincteur, par exemple) ; sur l'espace et l'image du musée (pas n'importe quel musée) par un choix de petites œuvres puisées dans les réserves de la Ville de Paris, à commencer par une maquette de la Fée électricité, de Dury. Enfin, quelques troupes permettant de plonger sur la réalité extérieure (le dôme des Invalides), ou sur des tableaux rayés (qui renvoient, cette fois à Buren soi-même, non sans humour).

Tandis que de petits miroirs piègent les rayures des murs, ou votre visage, d'autres trous sont faits de telle sorte qu'ils vous mettent dès l'entrée dans l'axe d'un point de lumière situé aux trois quarts du parcours, que des spots placés derrière les murs de toile vous ménagent un éclairage indirect, des transparences ; que la lumière naturelle, elle aussi, entre directement par certaines ouvertures, et que, enfin, une bande son agit comme un condition-

nement et rythme vos déplacements, sûrement assez drôles à observer : tous les trous n'étant pas à hauteur d'œil, pour voir au-delà des murs, il faut s'accroupir, puis remonter, puis s'accroupir de nouveau...

Autrement dit, vous voilà fait comme un rat, avec, pour vous amuser — il ne faudrait pas oublier le côté ludique du dispositif, entre le train fantôme et le palais des mirages des foires, — tout un échafaudage de rapports possibles entre le spectateur, la peinture et la musée, la peinture dans la peinture, dans le musée, lui-même dans la ville. Le Burenoscope — appelons-le ainsi — c'est à la fois une chose à voir et un instrument pour voir, une formidable boîte à images aux parois réfléchissantes. Comme quoi on peut en dire pas mal, avec des rayures.

On pouvait penser, à n'y a pas si longtemps, que Buren, c'était un peu du réchauffé, que, après dix bonnes années de bons et loyaux services, le discours « par la bande » sur les institutions et l'environnement de la peinture, sur l'art, ses lieux et ses « agents de texture » ne relevait plus de grand-chose d'autre que de l'auto-citation : à l'avant-dernière Biennale de Venise, en 1980, par exemple, la prestation de l'artiste qui avait consisté à peindre les chaises de la cafétéria des Giardini sur lesquelles tout le monde s'asseyait sans rien remarquer n'impliquait peut-être pas seulement l'usage et la dévotion de la manifestation... Buren n'avait pourtant pas dit son dernier mot. Ce qu'il vient de faire pour l'ARC le montre, au cours d'une promenade architecturale à points de vue multiples brillamment orchestrée.

GENEVIEVE BREERETTE.

\* ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 12 juin.

VARIÉTÉS

Gwendal au Forum des Halles

Le groupe Gwendal est né en 1972 de la réunion de musiciens bretons venus d'horizons aussi différents que le rock, le folk, le jazz, la musique classique. Juste après sa formation, Gwendal a joué en première partie des concerts d'Alan Stivell et a puisé alors son répertoire dans la tradition gauloise, singulièrement dans une musique irlandaise reçue par l'intermédiaire des Chieftains et des Dubliners. Aussi, le contrecoup de la mode régionaliste n'a pas touché les membres du Gwendal. Ceux-ci ont improvisé assez vite, ils ont développé peu à peu avec bonheur une musique originale, vigoureuse et cohérente, une sorte de jazz-folk-rock sensible, plein d'humour, avec ses espaces de rêve et de liberté, un plaisir constant des violons, des flûtes, des bombardes et des guitares.

Le groupe, composé de cinq membres, appartient aujourd'hui à part entière à cette nouvelle génération de musiciens bretons (Dan ar Bras, Melaine Favennec) qui, laissant de côté le militantisme régionaliste au premier degré de leurs prédécesseurs (Stivell, Servat) travaillent avec une certaine réussite à l'épanouissement d'une expression musicale autonome. Gwendal donne une série de concerts au théâtre du Forum des Halles jusqu'au 10 juin. — C. F.

\* 21 heures.  
\*\* Albums Pathé-Marconi.

« Le chœur des Petits chanteurs du Marais, dirigé par Jean-Paul Pompart, se produira à la cathédrale de Chartres le 12 juin, à 11 heures et à 16 h 30.

**Entrepreneurs ambitieux, choisissez la banque qui connaît votre métier depuis 60 ans.**

Connaitre et résoudre les problèmes bien particuliers du Bâtiment et des Travaux Publics, nous y travaillons depuis 60 ans. Cela nous vaut d'être aujourd'hui de plain pied avec les entrepreneurs les plus dynamiques. Cette connaissance du métier nous permet d'innover.

Ainsi la B.T.P. a lancé le pré-paiement, pour financer globalement la trésorerie des entreprises. Un système simple, peu coûteux, parfaitement adapté au secteur du Bâtiment et des Travaux Publics.

Aujourd'hui, la B.T.P. développe sa capacité financière pour accroître et diversifier son action auprès des entreprises et couvrir tous leurs besoins : investissements, marchés à l'exportation, etc. Consultez-nous.

Notre but est de permettre à tous les chantiers de demain de s'élever plus vite.

**BTP**  
BANQUE CORPORATIVE  
DU BÂTIMENT ET  
DES TRAVAUX PUBLICS

هذا من الاعلى



# SPECTACLES

## ROCK

### DAVID BOWIE A L'HIPPODROME D'AUTEUIL

#### Une si petite fourmi

On s'inquiétait beaucoup, dans la métropole du 8 juin, des ruines allées bon train : on prévoyait des encombrements monstres aux alentours de l'hippodrome d'Auteuil, des bousculades insupportables à l'entrée, des échauffourées avec les forces de l'ordre, on ne verrait rien, on n'aurait pas plus, il allait pleuvoir, le concert serait raté, le peuple furieux ; au fil des minutes, la panique montait.

C'est que plus de cinquante mille personnes, ce n'est pas une mince affaire. On a beau avoir connu des présidents avec les Rolling Stones ou Simon et Garfunkel, on n'est jamais sûr de rien. D'autant que le battage autour de l'événement avait été tel que, à l'approche du concert, tout le monde voulait voir David Bowie, même ceux qui, en un premier temps, s'étaient refusés à payer 90 francs pour l'écouter dans ces conditions. L'heure n'était plus aux tergiversations, il fallait y être ou ne pas être, c'était, en somme, une question de réputation.

Le radio annonçait qu'on ouvrirait les portes deux heures plus tôt, que le show serait avancé d'autant, que tout serait bel et bien fini à 22 heures : une demi-heure plus tard, on mettrait les clés sous la porte et ceux qui persisteraient à vouloir se rendre sur les lieux à 9 heures ne pourraient s'en prendre qu'à eux.

C'était dit. Tout juste si, pour le compte, on ne déclarait pas l'hippodrome d'Auteuil zone sinistrée. C'est drôle comme ce genre de manifestation provoque toujours des craintes exagérées. Heureusement, il y eut plus de peur que de mal. Les encombrements ne furent pas si énormes et l'entrée se fit sans entrave. Chacun trouva sa place, et Bowie commença à l'heure prévue.

En revanche, Dany's Midnight Runners, qui assurait la première partie, fit les frais d'une programmation un peu trop avancée. Dominant le groupe de Kevin Rowland avec sa « soul oedipus », son mélange astucieux de cuivres et de violons, son look de métayers, ses rythmes enlevés, ses mélodies chatoyantes et ses compositions explosives, est sûrement ce qu'on peut entendre de plus riche en Angleterre depuis ces deux dernières années. Avec, lorsque certains réclamaient la fin de la soirée, furieux, Kevin Rowland eût-il quelques mots méprisants pour le qualifier : « David Bowie est full of shit ! » (David Bowie est plein de merde !), ce qui, on en conviendra, n'était peut-être pas la meilleure façon d'annoncer celui qui allait suivre.

Bref, il fallut attendre encore une heure pour voir la fameuse entrée du chanteur. Défilé les

brancardiers émeuvent les spectateurs du devant qui s'émeuvent à une cadence régulière et qui s'accrochent pendant le show. Evidemment, ça n'était pas l'idéal pour qui rêvait d'intimité. Après un quart d'heure d'une bouillie infernale, le son trouva sa mesure, et si la petite fourmi qu'on a pris l'habitude de voir gigoter au loin dans ce genre d'événement ne se sentit pas obligée d'arpenter la scène d'un bout à l'autre comme un clown à la manière de Mick Jagger, c'est que, noblesse oblige, un immense écran-tendu par une grue au-dessus du plateau retransmettait instantanément ce qui s'y passait. A défaut de voir le groupe en vrai, on l'a vu en direct.

Bien sûr, on était loin du concert de Fréjus, même si, à peu de chose près, le spectacle était le même (la première costume de Bowie était rose saumon au lieu d'être bleu, il n'y avait pas d'arabes et Stay n'était pas une table qu'il fallait danser dans des conditions impossibles, il fallait vraiment un artiste exceptionnel. Hier soir, David Bowie a confirmé qu'il était celui-là, et plus de cinquante mille personnes peuvent en témoigner.

ALAIN WAIS.

\* Deuxième concert ce jeudi 9 juin, à 18 heures.

## MUSIQUE

### « Les Quatre Saisons », de Jean Schwarz

#### L'imposant spectacle de la nature

Ingénieur du C.N.R.S., attaché au département d'ethnomusicologie du musée de l'Homme et membre du groupe de recherche musicale, jadis dans l'armée, compositeur entre autres, de musique de ballet pour Carolyn Carlson, Jean Schwarz n'en a pas moins réalisé, à quarante-quatre ans, une grande symphonie « romantique » sur des poèmes de Goethe, consacrés aux Quatre saisons, qui vient d'être créée à Radio-France par le G.R.M.

Mais on ne saurait y voir le moindre retentissement, plutôt le signe d'une

affinité ancienne, déployée dans une œuvre aux moyens sonores modernes. Est-ce parce que l'excellent baryton Jorge Chamini est juché sur une haute tribune au-dessus d'une mer de haut-parleurs que l'on songe souvent au Sirus de Stockhausen ? Sans doute, mais davantage pour la majesté d'une musique accordée à l'imposant spectacle de la nature, qui néglige la pittoresque en décrivant de longues trajectoires méditatives.

L'évolution progressive et la variété des matériaux contribuent à l'harmonie de la composition. On passe naturellement d'une riche étoffe électronique aux sons concrets (chants d'oiseaux, orage, horloge...) et aux mélanges orchestraux plus ou moins travaillés, voire aux chœurs vers la fin. Et les poèmes chantés en allemand, le plus souvent dans un style de grand lied atonal, mais avec beaucoup de diversité dans l'écriture (mélodie continue, diction syllabique, profération spectaculaire, alternances de voix grave et de fausset, etc.), servent à guider le mouvement et la respiration de cet océan sonore comme un ciel scintillant de signes mystérieux.

Parfois, sans doute, dans cette œuvre qui dépasse l'heure, on éprouve quelque sentiment de monotonie ; mais il en est presque toujours ainsi lors d'une création que l'esprit appréhende seulement plus tard dans sa totalité.

JACQUES LONCHAMPT.

\* L'INA-G.R.M. a publié un disque qui comprend Suite IV et Gamma Plus, de Jean Schwarz (9110 m, distribution Harmonia Mundi, HM 58).

Avec sept récompenses, Côté, comédie musicale britannique d'après des composites de T.S. Eliot, a été proclamée « meilleure production musicale » de Broadway au cours de la remise annuelle des « Tony », qui récompensent chaque année les spectacles de Broadway. Broadway dont la saison n'a pas été brillante, avec 14,8 % de billets vendus en moins que l'année passée.

Torch song trilogy a été désigné comme meilleur pièce ; et son interprète principal, Harvey Fierstein, comme meilleur acteur, ainsi que Tommy Tune (My one and only). Meilleures actrices : Jessica Tandy, et, à l'écran, Jane Fonda et Natalie Wood.

Parmi les signataires de cette lettre figurent Roberto Benzi, Michel Plasson, Pierre Armand, Jean-Pierre Wallez, Gaston Litaize, Claude Bolling, Michel Portal, etc.

Le chanteur américain Donald Grimes (surnom-baryton) vient de mourir à New-York, des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-sept ans. Il avait fait ses débuts au Metropolitan Opera en 1964.

## PATRIMOINE

### Le classement de la Maison Picassiette

A l'occasion d'une visite à Chartres, pour y voir notamment la quatrième exposition du Centre international du vitrail, M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a annoncé samedi 4 juin le prochain classement de la Maison Picassiette, située à Saint-Chéron, dans les faubourgs de Chartres, au 22 de la rue du Repas.

Le nom étrange de cette maison désigne la réalisation d'un foyouvier de la ville, aujourd'hui dédoublé, Raymond Lédoux, qui, comme le facteur Cheval, bâtit son palais idéal, confondu avec la « folie » à l'aide de faïences, de porcelaines et de poteries brisées.

L'ensemble, puissamment coloré, d'inspiration naïve et mystique, qui fait songer au monde latino-américain, comprend des bâtiments d'habitation, mais aussi des sortes de patios, des jardins, ainsi que toutes les pièces d'ameublement, lui conjugué autant que machine à couler.

Deux livres ont déjà été publiés sur la Maison Picassiette : l'un aux Editions du Chêne en 1978 (collection « Parole à l'image ») uniquement composé de superbes photographies en couleurs, œuvres de M. Clovis Prévost ; l'autre à Encre Editions en 1979 (collection « Les banlieues de l'art ») intitulé Le Paradis terrestre de Picassiette et dû à M. Marten Kloos.

An cours de sa visite, M. Jack Lang a d'autre part assuré que les efforts seraient accordés en faveur d'une politique « hardie de restauration du patrimoine en cours des prochaines années ».

**JUSQU'AU 15 JUIN**  
**vente**  
**EXCEPTIONNELLE**  
**tapis**  
**IRAN**  
**orient**  
**à moitié**  
**prix**  
**A LA**  
**MAISON DE**  
**L'IRAN**  
**225.62.90**  
**65, Champs-Élysées, 8°**  
**ouvert le dimanche**

**U.S.A**  
**PARIS-NEW YORK**  
**à partir de 2.850 F.A.R.**  
**ARMCOM SET**  
**25, rue de la Boétie**  
**75008 PARIS**  
**Tél. : 268.15.70**

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

L'INTRUSE - Grand Hall Manteau (296-09-06), 20 h 30.  
LE CHROMOSOME CHATOUILLÉ - Café d'Égaré (320-45-11), 21 h 30.  
LA SONATE DE BELZÉUTH - Espace d'Art (523-15-10), 22 h.  
HERACLES - Maison des Amateurs, 110, rue des Amateurs, 20 h 30.  
LES CENCI - Manteau, Théâtre par le haut (775-91-69), 20 h.  
GOBBLE UP STORIES - Dix Heures (606-07-48), 20 h 30, en anglais.

### Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Laïs Milieu.  
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Les Étrangers ; 21 h 30 : Les Étrangers ; 22 h 30 : Les Étrangers ; 23 h 30 : Les Étrangers ; 24 h 30 : Les Étrangers ; 25 h 30 : Les Étrangers ; 26 h 30 : Les Étrangers ; 27 h 30 : Les Étrangers ; 28 h 30 : Les Étrangers ; 29 h 30 : Les Étrangers ; 30 h 30 : Les Étrangers ; 31 h 30 : Les Étrangers ; 32 h 30 : Les Étrangers ; 33 h 30 : Les Étrangers ; 34 h 30 : Les Étrangers ; 35 h 30 : Les Étrangers ; 36 h 30 : Les Étrangers ; 37 h 30 : Les Étrangers ; 38 h 30 : Les Étrangers ; 39 h 30 : Les Étrangers ; 40 h 30 : Les Étrangers ; 41 h 30 : Les Étrangers ; 42 h 30 : Les Étrangers ; 43 h 30 : Les Étrangers ; 44 h 30 : Les Étrangers ; 45 h 30 : Les Étrangers ; 46 h 30 : Les Étrangers ; 47 h 30 : Les Étrangers ; 48 h 30 : Les Étrangers ; 49 h 30 : Les Étrangers ; 50 h 30 : Les Étrangers ; 51 h 30 : Les Étrangers ; 52 h 30 : Les Étrangers ; 53 h 30 : Les Étrangers ; 54 h 30 : Les Étrangers ; 55 h 30 : Les Étrangers ; 56 h 30 : Les Étrangers ; 57 h 30 : Les Étrangers ; 58 h 30 : Les Étrangers ; 59 h 30 : Les Étrangers ; 60 h 30 : Les Étrangers ; 61 h 30 : Les Étrangers ; 62 h 30 : Les Étrangers ; 63 h 30 : Les Étrangers ; 64 h 30 : Les Étrangers ; 65 h 30 : Les Étrangers ; 66 h 30 : Les Étrangers ; 67 h 30 : Les Étrangers ; 68 h 30 : Les Étrangers ; 69 h 30 : Les Étrangers ; 70 h 30 : Les Étrangers ; 71 h 30 : Les Étrangers ; 72 h 30 : Les Étrangers ; 73 h 30 : Les Étrangers ; 74 h 30 : Les Étrangers ; 75 h 30 : Les Étrangers ; 76 h 30 : Les Étrangers ; 77 h 30 : Les Étrangers ; 78 h 30 : Les Étrangers ; 79 h 30 : Les Étrangers ; 80 h 30 : Les Étrangers ; 81 h 30 : Les Étrangers ; 82 h 30 : Les Étrangers ; 83 h 30 : Les Étrangers ; 84 h 30 : Les Étrangers ; 85 h 30 : Les Étrangers ; 86 h 30 : Les Étrangers ; 87 h 30 : Les Étrangers ; 88 h 30 : Les Étrangers ; 89 h 30 : Les Étrangers ; 90 h 30 : Les Étrangers ; 91 h 30 : Les Étrangers ; 92 h 30 : Les Étrangers ; 93 h 30 : Les Étrangers ; 94 h 30 : Les Étrangers ; 95 h 30 : Les Étrangers ; 96 h 30 : Les Étrangers ; 97 h 30 : Les Étrangers ; 98 h 30 : Les Étrangers ; 99 h 30 : Les Étrangers ; 100 h 30 : Les Étrangers ; 101 h 30 : Les Étrangers ; 102 h 30 : Les Étrangers ; 103 h 30 : Les Étrangers ; 104 h 30 : Les Étrangers ; 105 h 30 : Les Étrangers ; 106 h 30 : Les Étrangers ; 107 h 30 : Les Étrangers ; 108 h 30 : Les Étrangers ; 109 h 30 : Les Étrangers ; 110 h 30 : Les Étrangers ; 111 h 30 : Les Étrangers ; 112 h 30 : Les Étrangers ; 113 h 30 : Les Étrangers ; 114 h 30 : Les Étrangers ; 115 h 30 : Les Étrangers ; 116 h 30 : Les Étrangers ; 117 h 30 : Les Étrangers ; 118 h 30 : Les Étrangers ; 119 h 30 : Les Étrangers ; 120 h 30 : Les Étrangers ; 121 h 30 : Les Étrangers ; 122 h 30 : Les Étrangers ; 123 h 30 : Les Étrangers ; 124 h 30 : Les Étrangers ; 125 h 30 : Les Étrangers ; 126 h 30 : Les Étrangers ; 127 h 30 : Les Étrangers ; 128 h 30 : Les Étrangers ; 129 h 30 : Les Étrangers ; 130 h 30 : Les Étrangers ; 131 h 30 : Les Étrangers ; 132 h 30 : Les Étrangers ; 133 h 30 : Les Étrangers ; 134 h 30 : Les Étrangers ; 135 h 30 : Les Étrangers ; 136 h 30 : Les Étrangers ; 137 h 30 : Les Étrangers ; 138 h 30 : Les Étrangers ; 139 h 30 : Les Étrangers ; 140 h 30 : Les Étrangers ; 141 h 30 : Les Étrangers ; 142 h 30 : Les Étrangers ; 143 h 30 : Les Étrangers ; 144 h 30 : Les Étrangers ; 145 h 30 : Les Étrangers ; 146 h 30 : Les Étrangers ; 147 h 30 : Les Étrangers ; 148 h 30 : Les Étrangers ; 149 h 30 : Les Étrangers ; 150 h 30 : Les Étrangers ; 151 h 30 : Les Étrangers ; 152 h 30 : Les Étrangers ; 153 h 30 : Les Étrangers ; 154 h 30 : Les Étrangers ; 155 h 30 : Les Étrangers ; 156 h 30 : Les Étrangers ; 157 h 30 : Les Étrangers ; 158 h 30 : Les Étrangers ; 159 h 30 : Les Étrangers ; 160 h 30 : Les Étrangers ; 161 h 30 : Les Étrangers ; 162 h 30 : Les Étrangers ; 163 h 30 : Les Étrangers ; 164 h 30 : Les Étrangers ; 165 h 30 : Les Étrangers ; 166 h 30 : Les Étrangers ; 167 h 30 : Les Étrangers ; 168 h 30 : Les Étrangers ; 169 h 30 : Les Étrangers ; 170 h 30 : Les Étrangers ; 171 h 30 : Les Étrangers ; 172 h 30 : Les Étrangers ; 173 h 30 : Les Étrangers ; 174 h 30 : Les Étrangers ; 175 h 30 : Les Étrangers ; 176 h 30 : Les Étrangers ; 177 h 30 : Les Étrangers ; 178 h 30 : Les Étrangers ; 179 h 30 : Les Étrangers ; 180 h 30 : Les Étrangers ; 181 h 30 : Les Étrangers ; 182 h 30 : Les Étrangers ; 183 h 30 : Les Étrangers ; 184 h 30 : Les Étrangers ; 185 h 30 : Les Étrangers ; 186 h 30 : Les Étrangers ; 187 h 30 : Les Étrangers ; 188 h 30 : Les Étrangers ; 189 h 30 : Les Étrangers ; 190 h 30 : Les Étrangers ; 191 h 30 : Les Étrangers ; 192 h 30 : Les Étrangers ; 193 h 30 : Les Étrangers ; 194 h 30 : Les Étrangers ; 195 h 30 : Les Étrangers ; 196 h 30 : Les Étrangers ; 197 h 30 : Les Étrangers ; 198 h 30 : Les Étrangers ; 199 h 30 : Les Étrangers ; 200 h 30 : Les Étrangers ; 201 h 30 : Les Étrangers ; 202 h 30 : Les Étrangers ; 203 h 30 : Les Étrangers ; 204 h 30 : Les Étrangers ; 205 h 30 : Les Étrangers ; 206 h 30 : Les Étrangers ; 207 h 30 : Les Étrangers ; 208 h 30 : Les Étrangers ; 209 h 30 : Les Étrangers ; 210 h 30 : Les Étrangers ; 211 h 30 : Les Étrangers ; 212 h 30 : Les Étrangers ; 213 h 30 : Les Étrangers ; 214 h 30 : Les Étrangers ; 215 h 30 : Les Étrangers ; 216 h 30 : Les Étrangers ; 217 h 30 : Les Étrangers ; 218 h 30 : Les Étrangers ; 219 h 30 : Les Étrangers ; 220 h 30 : Les Étrangers ; 221 h 30 : Les Étrangers ; 222 h 30 : Les Étrangers ; 223 h 30 : Les Étrangers ; 224 h 30 : Les Étrangers ; 225 h 30 : Les Étrangers ; 226 h 30 : Les Étrangers ; 227 h 30 : Les Étrangers ; 228 h 30 : Les Étrangers ; 229 h 30 : Les Étrangers ; 230 h 30 : Les Étrangers ; 231 h 30 : Les Étrangers ; 232 h 30 : Les Étrangers ; 233 h 30 : Les Étrangers ; 234 h 30 : Les Étrangers ; 235 h 30 : Les Étrangers ; 236 h 30 : Les Étrangers ; 237 h 30 : Les Étrangers ; 238 h 30 : Les Étrangers ; 239 h 30 : Les Étrangers ; 240 h 30 : Les Étrangers ; 241 h 30 : Les Étrangers ; 242 h 30 : Les Étrangers ; 243 h 30 : Les Étrangers ; 244 h 30 : Les Étrangers ; 245 h 30 : Les Étrangers ; 246 h 30 : Les Étrangers ; 247 h 30 : Les Étrangers ; 248 h 30 : Les Étrangers ; 249 h 30 : Les Étrangers ; 250 h 30 : Les Étrangers ; 251 h 30 : Les Étrangers ; 252 h 30 : Les Étrangers ; 253 h 30 : Les Étrangers ; 254 h 30 : Les Étrangers ; 255 h 30 : Les Étrangers ; 256 h 30 : Les Étrangers ; 257 h 30 : Les Étrangers ; 258 h 30 : Les Étrangers ; 259 h 30 : Les Étrangers ; 260 h 30 : Les Étrangers ; 261 h 30 : Les Étrangers ; 262 h 30 : Les Étrangers ; 263 h 30 : Les Étrangers ; 264 h 30 : Les Étrangers ; 265 h 30 : Les Étrangers ; 266 h 30 : Les Étrangers ; 267 h 30 : Les Étrangers ; 268 h 30 : Les Étrangers ; 269 h 30 : Les Étrangers ; 270 h 30 : Les Étrangers ; 271 h 30 : Les Étrangers ; 272 h 30 : Les Étrangers ; 273 h 30 : Les Étrangers ; 274 h 30 : Les Étrangers ; 275 h 30 : Les Étrangers ; 276 h 30 : Les Étrangers ; 277 h 30 : Les Étrangers ; 278 h 30 : Les Étrangers ; 279 h 30 : Les Étrangers ; 280 h 30 : Les Étrangers ; 281 h 30 : Les Étrangers ; 282 h 30 : Les Étrangers ; 283 h 30 : Les Étrangers ; 284 h 30 : Les Étrangers ; 285 h 30 : Les Étrangers ; 286 h 30 : Les Étrangers ; 287 h 30 : Les Étrangers ; 288 h 30 : Les Étrangers ; 289 h 30 : Les Étrangers ; 290 h 30 : Les Étrangers ; 291 h 30 : Les Étrangers ; 292 h 30 : Les Étrangers ; 293 h 30 : Les Étrangers ; 294 h 30 : Les Étrangers ; 295 h 30 : Les Étrangers ; 296 h 30 : Les Étrangers ; 297 h 30 : Les Étrangers ; 298 h 30 : Les Étrangers ; 299 h 30 : Les Étrangers ; 300 h 30 : Les Étrangers ; 301 h 30 : Les Étrangers ; 302 h 30 : Les Étrangers ; 303 h 30 : Les Étrangers ; 304 h 30 : Les Étrangers ; 305 h 30 : Les Étrangers ; 306 h 30 : Les Étrangers ; 307 h 30 : Les Étrangers ; 308 h 30 : Les Étrangers ; 309 h 30 : Les Étrangers ; 310 h 30 : Les Étrangers ; 311 h 30 : Les Étrangers ; 312 h 30 : Les Étrangers ; 313 h 30 : Les Étrangers ; 314 h 30 : Les Étrangers ; 315 h 30 : Les Étrangers ; 316 h 30 : Les Étrangers ; 317 h 30 : Les Étrangers ; 318 h 30 : Les Étrangers ; 319 h 30 : Les Étrangers ; 320 h 30 : Les Étrangers ; 321 h 30 : Les Étrangers ; 322 h 30 : Les Étrangers ; 323 h 30 : Les Étrangers ; 324 h 30 : Les Étrangers ; 325 h 30 : Les Étrangers ; 326 h 30 : Les Étrangers ; 327 h 30 : Les Étrangers ; 328 h 30 : Les Étrangers ; 329 h 30 : Les Étrangers ; 330 h 30 : Les Étrangers ; 331 h 30 : Les Étrangers ; 332 h 30 : Les Étrangers ; 333 h 30 : Les Étrangers ; 334 h 30 : Les Étrangers ; 335 h 30 : Les Étrangers ; 336 h 30 : Les Étrangers ; 337 h 30 : Les Étrangers ; 338 h 30 : Les Étrangers ; 339 h 30 : Les Étrangers ; 340 h 30 : Les Étrangers ; 341 h 30 : Les Étrangers ; 342 h 30 : Les Étrangers ; 343 h 30 : Les Étrangers ; 344 h 30 : Les Étrangers ; 345 h 30 : Les Étrangers ; 346 h 30 : Les Étrangers ; 347 h 30 : Les Étrangers ; 348 h 30 : Les Étrangers ; 349 h 30 : Les Étrangers ; 350 h 30 : Les Étrangers ; 351 h 30 : Les Étrangers ; 352 h 30 : Les Étrangers ; 353 h 30 : Les Étrangers ; 354 h 30 : Les Étrangers ; 355 h 30 : Les Étrangers ; 356 h 30 : Les Étrangers ; 357 h 30 : Les Étrangers ; 358 h 30 : Les Étrangers ; 359 h 30 : Les Étrangers ; 360 h 30 : Les Étrangers ; 361 h 30 : Les Étrangers ; 362 h 30 : Les Étrangers ; 363 h 30 : Les Étrangers ; 364 h 30 : Les Étrangers ; 365 h 30 : Les Étrangers ; 366 h 30 : Les Étrangers ; 367 h 30 : Les Étrangers ; 368 h 30 : Les Étrangers ; 369 h 30 : Les Étrangers ; 370 h 30 : Les Étrangers ; 371 h 30 : Les Étrangers ; 372 h 30 : Les Étrangers ; 373 h 30 : Les Étrangers ; 374 h 30 : Les Étrangers ; 375 h 30 : Les Étrangers ; 376 h 30 : Les Étrangers ; 377 h 30 : Les Étrangers ; 378 h 30 : Les Étrangers ; 379 h 30 : Les Étrangers ; 380 h 30 : Les Étrangers ; 381 h 30 : Les Étrangers ; 382 h 30 : Les Étrangers ; 383 h 30 : Les Étrangers ; 384 h 30 : Les Étrangers ; 385 h 30 : Les Étrangers ; 386 h 30 : Les Étrangers ; 387 h 30 : Les Étrangers ; 388 h 30 : Les Étrangers ; 389 h 30 : Les Étrangers ; 390 h 30 : Les Étrangers ; 391 h 30 : Les Étrangers ; 392 h 30 : Les Étrangers ; 393 h 30 : Les Étrangers ; 394 h 30 : Les Étrangers ; 395 h 30 : Les Étrangers ; 396 h 30 : Les Étrangers ; 397 h 30 : Les Étrangers ; 398 h 30 : Les Étrangers ; 399 h 30 : Les Étrangers ; 400 h 30 : Les Étrangers ; 401 h 30 : Les Étrangers ; 402 h 30 : Les Étrangers ; 403 h 30 : Les Étrangers ; 404 h 30 : Les Étrangers ; 405 h 30 : Les Étrangers ; 406 h 30 : Les Étrangers ; 407 h 30 : Les Étrangers ; 408 h 30 : Les Étrangers ; 409 h 30 : Les Étrangers ; 410 h 30 : Les Étrangers ; 411 h 30 : Les Étrangers ; 412 h 30 : Les Étrangers ; 413 h 30 : Les Étrangers ; 414 h 30 : Les Étrangers ; 415 h 30 : Les Étrangers ; 416 h 30 : Les Étrangers ; 417 h 30 : Les Étrangers ; 418 h 30 : Les Étrangers ; 419 h 30 : Les Étrangers ; 420 h 30 : Les Étrangers ; 421 h 30 : Les Étrangers ; 422 h 30 : Les Étrangers ; 423 h 30 : Les Étrangers ; 424 h 30 : Les Étrangers ; 425 h 30 : Les Étrangers ; 426 h 30 : Les Étrangers ; 427 h 30 : Les Étrangers ; 428 h 30 : Les Étrangers ; 429 h 30 : Les Étrangers ; 430 h 30 : Les Étrangers ; 431 h 30 : Les Étrangers ; 432 h 30 : Les Étrangers ; 433 h 30 : Les Étrangers ; 434 h 30 : Les Étrangers ; 435 h 30 : Les Étrangers ; 436 h 30 : Les Étrangers ; 437 h 30 : Les Étrangers ; 438 h 30 : Les Étrangers ; 439 h 30 : Les Étrangers ; 440 h 30 : Les Étrangers ; 441 h 30 : Les Étrangers ; 442 h 30 : Les Étrangers ; 443 h 30 : Les Étrangers ; 444 h 30 : Les Étrangers ; 445 h 30 : Les Étrangers ; 446 h 30 : Les Étrangers ; 447 h 30 : Les Étrangers ; 448 h 30 : Les Étrangers ; 449 h 30 : Les Étrangers ; 450 h 30 : Les Étrangers ; 451 h 30 : Les Étrangers ; 452 h 30 : Les Étrangers ; 453 h 30 : Les Étrangers ; 454 h 30 : Les Étrangers ; 455 h 30 : Les Étrangers ; 456 h 30 : Les Étrangers ; 457 h 30 : Les Étrangers ; 458 h 30 : Les Étrangers ; 459 h 30 : Les Étrangers ; 460 h 30 : Les Étrangers ; 461 h 30 : Les Étrangers ; 462 h 30 : Les Étrangers ; 463 h 30 : Les Étrangers ; 464 h 30 : Les Étrangers ; 465 h 30 : Les Étrangers ; 466 h 30 : Les Étrangers ; 467 h 30 : Les Étrangers ; 468 h 30 : Les Étrangers ; 469 h 30 : Les Étrangers ; 470 h 30 : Les Étrangers ; 471 h 30 : Les Étrangers ; 472 h 30 : Les Étrangers ; 473 h 30 : Les Étrangers ; 474 h 30 : Les Étrangers ; 475 h 30 : Les Étrangers ; 476 h 30 : Les Étrangers ; 477 h 30 : Les Étrangers ; 478 h 30 : Les Étrangers ; 479 h 30 : Les Étrangers ; 480 h 30 : Les Étrangers ; 481 h 30 : Les Étrangers ; 482 h 30 : Les Étrangers ; 483 h 30 : Les Étrangers ; 484 h 30 : Les Étrangers ; 485 h 30 : Les Étrangers ; 486 h 30 : Les Étrangers ; 487 h 30 : Les Étrangers ; 488 h 30 : Les Étrangers ; 489 h 30 : Les Étrangers ; 490 h 30 : Les Étrangers ; 491 h 30 : Les Étrangers ; 492 h 30 : Les Étrangers ; 493 h 30 : Les Étrangers ; 494 h 30 : Les Étrangers ; 495 h 30 : Les Étrangers ; 496 h 30 : Les Étrangers ; 497 h 30 : Les Étrangers ; 498 h 30 : Les Étrangers ; 499 h 30 : Les Étrangers ; 500 h 30 : Les Étrangers ; 501 h 30 : Les Étrangers ; 502 h 30 : Les Étrangers ; 503 h 30 : Les Étrangers ; 504 h 30 : Les Étrangers ; 505 h 30 : Les Étrangers ; 506 h 30 : Les Étrangers ; 507 h 30 : Les Étrangers ; 508 h 30 : Les Étrangers ; 509 h 30 : Les Étrangers ; 510 h 30 : Les Étrangers ; 511 h 30 : Les Étrangers ; 512 h 30 : Les Étrangers ; 513 h 30 : Les Étrangers ; 514 h 30 : Les Étrangers ; 515 h 30 : Les Étrangers ; 516 h 30 : Les Étrangers ; 517 h 30 : Les Étrangers ; 518 h 30 : Les Étrangers ; 519 h 30 : Les Étrangers ; 520 h 30 : Les Étrangers ; 521 h 30 : Les Étrangers ; 522 h 30 : Les Étrangers ; 523 h 30 : Les Étrangers ; 524 h 30 : Les Étrangers ; 525 h 30 : Les Étrangers ; 526 h 30 : Les Étrangers ; 527 h 30 : Les Étrangers ; 528 h 30 : Les Étrangers ; 529 h 30 : Les Étrangers ; 530 h 30 : Les Étrangers ; 531 h 30 : Les Étrangers ; 532 h 30 : Les Étrangers ; 533 h 30 : Les Étrangers ; 534 h 30 : Les Étrangers ; 535 h 30 : Les Étrangers ; 536 h 30 : Les Étrangers ; 537 h 30 : Les Étrangers ; 538 h 30 : Les Étrangers ; 539 h 30 : Les Étrangers ; 540 h 30 : Les Étrangers ; 541 h 30 : Les Étrangers ; 542 h 30 : Les Étrangers ; 543 h 30 : Les Étrangers ; 544 h 30 : Les Étrangers ; 545 h 30 : Les Étrangers ; 546 h 30 : Les Étrangers ; 547 h 30 : Les Étrangers ; 548 h 30 : Les Étrangers ; 549 h 30 : Les Étrangers ; 550 h 30 : Les Étrangers ; 551 h 30 : Les Étrangers ; 552 h 30 : Les Étrangers ; 553 h 30 : Les Étrangers ; 554 h 30 : Les Étrangers ; 555 h 30 : Les Étrangers ; 556 h 30 : Les Étrangers ; 557 h 30 : Les Étrangers ; 558 h 30 : Les Étrangers ; 559 h 30 : Les Étrangers ; 560 h 30 : Les Étrangers ; 561 h 30 : Les Étrangers ; 562 h 30 : Les Étrangers ; 563 h 30 : Les Étrangers ; 564 h 30 : Les Étrangers ; 565 h 30 : Les Étrangers ; 566 h 30 : Les Étrangers ; 567 h 30 : Les Étrangers ; 568 h 30 : Les Étrangers ; 569 h 30 : Les Étrangers ; 570 h 30 : Les Étrangers ; 571 h 30 : Les Étrangers ; 572 h 30 : Les Étrangers ; 573 h 30 : Les Étrangers ; 574 h 30 : Les Étrangers ; 575 h 30 : Les Étrangers ; 576 h 30 : Les Étrangers ; 577 h 30 : Les Étrangers ; 578 h 30 : Les Étrangers ; 579 h 30 : Les Étrangers ; 580 h 30 : Les Étrangers ; 581 h 30 : Les Étrangers ; 582 h 30 : Les Étrangers ; 583 h 30 : Les Étrangers ; 584 h 30 : Les Étrangers ; 585 h 30 : Les Étrangers ; 586 h 30 : Les Étrangers ; 587 h 30 : Les Étrangers ; 588 h 30 : Les Étrangers ; 589 h 30 : Les Étrangers ; 590 h 30 : Les Étrangers ; 591 h 30 : Les Étrangers ; 592 h 30 : Les Étrangers ; 593 h 30 : Les Étrangers ; 594 h 30 : Les Étrangers ; 595 h 30 : Les Étrangers ; 596 h 30 : Les Étrangers ; 597 h 30 : Les Étrangers ; 598 h 30 : Les Étrangers ; 599 h 30 : Les Étrangers ; 600 h 30 : Les Étrangers ; 601 h 30 : Les Étrangers ; 602 h 30 : Les Étrangers ; 603 h 30 : Les Étrangers ; 604 h 30 : Les Étrangers ; 605 h 30 : Les Étrangers ; 606 h 30 : Les Étrangers ; 607 h 30 : Les Étrangers ; 608 h 30 : Les Étrangers ; 609 h 30 : Les Étrangers ; 610 h 30 : Les Étrangers ; 611 h 30 : Les Étrangers ; 612 h 30 : Les Étrangers ; 613 h 30 : Les Étrangers ; 614 h 30 : Les Étrangers ; 615 h 30 : Les Étrangers ; 616 h 30 : Les Étrangers ; 617 h 30 : Les Étrangers ; 618 h 30 : Les Étrangers ; 619 h 30 : Les Étrangers ; 620 h 30 : Les Étrangers ; 621 h 30 : Les Étrangers ; 622 h 30 : Les Étrangers ; 623 h 30 : Les Étrangers ; 624 h 30 : Les Étrangers ; 625 h 30 : Les Étrangers ; 626 h 30 : Les Étrangers ; 627 h 30 : Les Étrangers ; 628 h 30 : Les Étr







# COMMUNICATION

## Des émissions télévisées sont accordées à l'opposition pour répondre à M. Max Gallo

M<sup>me</sup> Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, a répondu, mercredi 8 juin, à la lettre que lui avait adressée, le 18 mai, M. Michel Barnier, député R.P.R. de la Savoie, à propos d'une série d'émissions télévisées au cours desquelles M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, répondait aux questions des téléspectateurs. Excerptant de l'objectivité et du pluralisme de l'information, M. Barnier demandait qu'un droit de réponse soit accordé aux partis politiques de l'opposition nationale.

Dans sa réponse, M<sup>me</sup> Cotta assure que « la rédaction de TF1 avait bien prévu de donner la parole, dans la même émission et sous la même forme, aux représentants de l'opposition ». Elle indique que les porte-parole de l'opposition disposeront du même temps d'antenne que celui dont a disposé M. Max Gallo, aux dates suivantes : lundi 20 juin, M. Didier Barthelemy, président du parti radical ; mardi 21 : M. François Létard, président du parti républicain ; jeudi 23 : M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R. ; vendredi 24 : M. Jacques Barrot, secrétaire général du C.D.S.

M<sup>me</sup> Cotta ajoute : « Les quatre hommes politiques répondront aux questions des téléspectateurs, qui sont invités à appeler S.V.P. - comme l'avaient fait les interlocuteurs de M. Max Gallo - à partir de 17 h 30. »

(Gouvernement de la République en France) M<sup>me</sup> Cotta a précisé que les émissions télévisées accordées à M. Gallo justifient que l'on accorde aux autres formations de l'opposition un même temps d'antenne, la Haute Autorité estimant que les formations politiques de la majorité ne sont représentées par la voix de M. Gallo. C'est pour le moins surprenant. [L.]

### Jeudi 9 juin

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : *Ciao Bella*. De V. Bonicelli, d'après Castellana, réal. V. de Sisti, avec M. H. Braillet. Les démentis sentimentaux d'une jeune Milanaise qui vit dans la luxue. On s'ennuie ferme.

22 h 15 Lettres d'un bout du monde : en Grèce. Série de J.-E. Jeannesson. Récit des occupations étrangères successives en Grèce dans les années 40, tournant le dos aux cartes postales touristiques de rigueur.

23 h 5 Journal.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Le groupe Supertramp.

23 h 10 Cinéma d'animation. Morfotrip, de J.-C. Villard.

23 h 15 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

En raison de l'appel à la grève générale lancée par tous les syndicats de FR 3, seuls seront diffusés vingt-cinq journaux régionaux à 19 h 15.

#### FRANCE-CULTURE

20 h Le Père de famille, de C. Goldoni. Avec M. Bouquet, J. Magre, B. Devoldère.

22 h 30, Nuits magiques : liasons dangereuses.

#### FRANCE-MUSIQUE

19 h 35, L'imprévu.

20 h 30, Fréquence de nuit : Paysages du Danube (le delta) ; œuvres de Ivanovitch, Wolf, Blavier, Chail.

### Vendredi 10 juin

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 35 Vision plus.

12 h M.F. 12 (Info).

12 h 30 Accot cour.

13 h Journal.

13 h 50 Portes ouvertes.

14 h C'est à vous.

15 h 25 Le village dans les nuages.

16 h 5 Histoire d'un rire.

17 h 5 Météorologie.

18 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Les uns pour les autres.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : l'Arme des poètes. De J.-M. Coldefy. Avec Charles Trenet, le baladin au chapeau fou, injustement révoqué à l'Académie française.

21 h 40 Foulton : la Route de la liberté. De J. Kadar, avec M. Ali, R. Kristofferson. L'ascension politique d'un ancien esclave noir après la guerre de sécession. Traité à l'américaine de bons sentiments. Dernier épisode.

22 h 45 Histoires naturelles : les Gards-Pêche. Émission d'E. Lalou, L. Barthe et J.-P. Fleury.

23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.

les tractations diplomatiques du Vatican. Des diplomates et des prêtres parlent.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Magazine de la photo : Flash 3. De J. Bardin, P. Dhotel et J. Egner. Jean Tournassoud, grand-père de M. Michéy, portrait de Serge Lutens, flash pratique : transport de matériel ; Revue de presse : les coulisses du grand reportage.

22 h 35 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.

22 h 40 Prélude à la nuit. « Sonate n° 2 en fa pour violoncelle et piano », de J. Brahms, par les solistes de l'Orchestre de l'Opéra de Paris, J.-M. Gamard (violoncelle), G. Gludermacher (piano).

#### FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : la Pologne : centenaire du poète C. Norwid.

8 h Les chemins de la connaissance : René Dubos ; à 8 h 32, Louise Labé.

8 h 30 Échec au hasard.

9 h 7 Matinée des arts du spectacle.

10 h 45 Le texte et la image.

11 h 2 Musique : Libre parcours variétés (et à 13 h 30 et 16 h).

12 h 5 Agora.

12 h 45 Fanorama.

14 h Sois.

14 h 5, Un livre, des voix : « Le Pré aux narciasses », de S. Fraus.

14 h 45 Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (Jean-Bernard Bossu).

16 h 30 Feuilleton : Parcels à des enfants.

19 h Actualités magazine.

19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne : Sophie Antipova.

20 h Jacques Maritain, interprète catholique du monde moderne.

21 h 30 Black and blue.

22 h 30 Nuits magiques : arrêts fréquents.

#### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques de matin : œuvres de Rachmaninov, Debussy.

7 h 5, Concert : 3<sup>e</sup> symphonie de Mendelssohn.

7 h 45, Le journal de musique.

8 h 18, Concert : œuvres de Prokofiev, Bruch par l'Orchestre national de France, dir. N. Martin.

9 h 5, Le matin des musiciens : Hugo Wolf.

12 h, Actualité lyrique.

12 h 35, Jazz s'il vous plaît.

13 h, Arts de recherche : A. Le Gallard.

13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Uric, Pouscass, Lejeu avec les quatre saxophones contemporains.

14 h, Équivalences : œuvres de Leguay, Alain.

15 h, D'une oreille l'autre : œuvres de Blow, Schumann, Mozart, Korngold, Chabrier, Poulenc.

17 h 5, Les intégrales des œuvres de Pierre Boulez.

18 h, Jazz.

18 h 30, Studio-concert (en direct du Studio 106) : œuvres de Mozart, Liszt par le Musique Ensemble.

19 h 35, L'imprévu.

20 h, Concert : « Concerto pour violon et orchestre n° 5 » de Mozart, « Les Nuits d'été » de Berlioz, air de Dalin de Saint-Saëns, réécrit et air du troisième acte des « Noces de Figaro » de Mozart, « Concerto pour piano et orchestre n° 4 » de Beethoven par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. B. Thomson, sol. A. Oprean, violon, A.S. Von Otter, mezzo, M. Ebbecke, baritone H. Holmann, piano.

22 h 15, Fréquence de nuit : Tableaux d'en France ; M. Petrucci.

### TRIBUNES ET DÉBATS

#### JEUDI 9 JUIN

M. Maurice Schumann, ancien ministre et sénateur, est reçu à l'émission « Le temps de dire », à 19 heures sur Radio service-tour Eiffel (101,4 MHz, Paris).

M<sup>me</sup> Marie Gabrielle Carré, présidente départementale de la FEN, participe au « Grand débat » à 19 h 15 sur Radio-92 (92,8 MHz, Nanterre, Hauts-de-Seine).

#### VENREDI 10 JUIN

M. Georges Sarre, député P.S. de Paris, est l'invité du journal de France-Inter, à 7 h 40.

### A PARIS

## Un complexe multi-médias en projet dans le quatorzième arrondissement

Le premier complexe multi-médias français, à l'image de celui du quotidien japonais Asahi Shimbun alliant dans le même immeuble imprimerie, rédactions électroniques, studios de radio et de télévision, sera construit (sous réserve de la procédure administrative) dans le quatorzième arrondissement à Paris. Pour l'instant à l'état de projet, le centre multi-médias ne sera pas le complexe d'un seul groupe et devrait être opérationnel en 1987.

« En démultipliant à l'infini ses courroies de transmission, la communication lance un formidable défi. Celui de savoir demain, avec la même habileté, jouer indifféremment du stylo, du micro, de la caméra, du clavier et de l'écran... », assure M. Daniel Morgaine, F.D.G. de la S.A. de communication, société mère de l'imprimerie Montsouris, à l'origine du projet. Le 31 mai 1983, en approuvant le programme d'implantation de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) Jean-Zay, près de la gare Montparnasse, le Conseil de Paris vient de donner sa caution à la construction de ce centre. Le 7 avril 1982, M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, avait donné son accord de principe, et le projet a reçu le 17 mai dernier l'approbation du conseil d'arrondissement.

Composée et financée par Idocommunication (34 %), CII-Honeywell-Bull (33 %), SEDOL-Point (33 %), la société IGBCO (1) étudie le projet. Conçu par Ricardo Boffi, le centre multi-médias sera composé de deux immeubles de 17 000 m<sup>2</sup> chacun et d'un troisième plus modeste (1 000 m<sup>2</sup>), qui abritera la partie administrative. L'un d'eux sera consacré à différentes entreprises audiovisuelles. Il y aura des sociétés de radio, de télévision, de cinéma, de vidéo, Parafrance, l'importante société de distribution cinématographique, vient de déléguer M. Jean-Marie Cavada pour développer un département audiovisuel qui sera installé dans le premier immeuble, place Jean-Zay.

L'autre immeuble sera réservé à la presse écrite. Le projet prévoit une imprimerie de presse offset en sous-sol, en dessous du terrain délimité par les voies ferrées, le pont des Cinquante-Mars d'un côté, et la déviation de la rue Vercingétorix, destinée plus tard à être piétonne de l'autre.

Selon lui, le centre multi-médias permettrait la création de quelque deux cents emplois. Ancien rédacteur en chef de France-Soir, de Paris-Presses et de Paris-Jour, l'homme ne cache pas une certaine nostalgie pour « l'atmosphère du quotidien » et compte bien utiliser le complexe pour créer son propre journal : « Un journal qui alliera la rigueur à la couleur... »

Pour la mairie de Paris, les motifs d'approbation sont multiples. M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire, parle d'« opération utile à l'urbanisme de Paris, réglant certains problèmes difficiles de son aménagement, et aidant à la politique engagée en faveur de l'emploi industriel et artisanal... » L'acquéreur d'utilité publique préliminaire est entreprise.

(1) Société d'études industrie graphique et communication.

## NOUVEAUX MEDIAS : RENCONTRES AU SOMMET

Nouveaux médias : une chance pour l'industrie et les programmes. Industriels et créateurs engagent le dialogue au cours d'un colloque réunissant des responsables de la communication et de l'industrie autour de Jack LANG, Louis MEXANDEAU, Georges FILLIOUD, Michèle COTTA, Jean-Pierre BOUYSSONNIE, Jacques DARMON, Pierre DESGRAUPES, Henri PIGEAT, Jacques ROMONTI, Jacques RIGAUD, Bernard SCHREINER... Pour participer, droit d'inscription : 2000 F. Information : (1) 357 72 94 (1) 505 14 27

**NOUVEAUX MEDIAS COLLOQUE INTERNATIONAL**  
Paris 14 et 15 juin

### LU

## « L'INDUSTRIE EN FRANCE »

Sous la direction de R. BELLON et J.-M. CHEVALIER

### Pour percer la brume

Souhaitée, promise mais toujours à l'état d'ébauche, la définition d'une politique industrielle est-elle un exercice utopique ?

A peine est-elle aperçue en France qu'elle disparaît. Les changements de gouvernement ou de ministres soufflent une nouvelle brume opaque sur le paysage industriel, sur les choix, sur le rapport entre l'État et les entreprises. Et si cette politique industrielle était impossible à définir par simple méconnaissance de l'économie industrielle ? Le Français n'aime pas son industrie, dit-on, mais n'est-ce pas parce qu'il ne la connaît pas ? L'homme politique, de gauche ou de droite, n'est-il pas à cet égard un Français aussi ignorant que les autres ? L'usine de sa circonscription mise à part, l'industriel en France, livre du Centre de recherche en économie industrielle de l'université Paris-XIII-Villetaneuse cherche à combler la lacune. C'est un des - trop - rares livres d'économie industrielle publiés en France.

L'économie industrielle ? Quand Renault étirne, la France attrape un rhume, rappelle le livre. Mais, réciproquement, quand l'économie « générale », mondiale et française, s'essouffie, Renault, Michelin, Thomson et la P.M.L. d'Evreux, s'essouffent. Entre 1970 et 1980, l'État a versé 60 milliards de francs à la sidérurgie et moins d'un milliard aux circuits intégrés électroniques. Est-ce un bon choix ? Quelle proportion faut-il retenir, comment en décider, en fonction de quels critères ? L'économie industrielle cherche à y répondre. Analyse transversale les secteurs, elle veut percer la brume.

Onze secteurs, de la banque à la chimie, en passant par l'énergie et l'informatique, sont successivement analysés dans le livre. Tout n'est pas complet ni parfait, notamment parce que les structures et les marchés ont évolué rapidement en 1982, et que le livre a été « boudé » en milieu d'année. Les conclusions des auteurs ne surprendront pas : la France importe trop ; le tissu industriel est décaissé ; il n'y a pas de secteur dominant ; la banque n'est pas assez « industrielle » parce qu'elle ne sait pas vendre. On était en droit d'attendre des comparaisons inter-sectorielles susceptibles de guider les choix. Mais les conclusions sont surtout des « contributions », à débattre une à une, pour qu'avance la définition dans le cadre du Plan, d'une politique industrielle. Objectif qui « demeure fort complexe mais moins utopique qu'il n'y paraît ».

E.L.B.

« L'Industrie en France », sous la direction de R. Bellon et de J.-M. Chevalier, Flammarion Coll. « Enjeux pour demain ».

PRÉCISION. - Dans la relation de la première conférence européenne des télévisions régionales qui s'est déroulée à Lille du 30 mai au 4 juin (le Monde du 8 juin), nous avons omis de citer FR 3 parmi les organisateurs. La troisième chaîne française et la station régionale Nord-Picardie ont en effet, fortement contribué à l'organisation de cette manifestation, et M. André Holleaux, président de FR 3, Serge Monti, directeur général, et Pierre Roubaud, directeur régional, participaient aux travaux.

La commission Galabert a commencé à examiner le statut des sept éditeurs de nouvelles locales. Lors d'un premier « tour de France », elle avait étudié quelque mille trois cents dossiers, dont près d'un millier ont été transmis avec un avis favorable à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, seule habilitée à donner l'autorisation officielle d'émettre.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bouvet-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982)  
Imprimerie : « Le Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-19  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

STERY  
GRAVEY

Pour votre Société  
papier à lettres  
imprimés de haute qualité











# INFORMATIONS « SERVICES »

## ARTISANAT

### Les ferronniers d'art ont pignon sur... Champs-Élysées

Les ferronniers d'art de Périgny, 1500 habitants, le plus petit village du Val-de-Marne, présentent leurs œuvres sur les Champs-Élysées, jusqu'au 17 juin (1). C'est la première manifestation publique de ce centre des métiers d'art que l'on dit unique en France. Il a été créé voici deux ans par un ferronnier, M. Jean-Pierre Guigo-Bataillard, que chagrinait l'absence de tout enseignement réellement spécialisé, et par le maire de la localité, M. Michel Lucas, qui refusait pour son petit pays le destin de commune-dortoir, e paré eudisme sur l'agriculture et l'artisanat (le Monde du 19 octobre 1982).

Le centre des métiers d'art, installé dans une ancienne ferme achetée et restaurée par la municipalité, bénéficie de l'appui de trois ministères (artisanat, travail, éducation nationale). Il enseigne trois spécialités pour lesquelles, récemment encore, on ne délivrait plus de C.A.P. : la dianderie, la chaudronnerie et la ferronnerie d'art. Les jeunes de seize à vingt ans peuvent y faire leur apprentissage en trois ans, les demandeurs d'emploi y reconvertir en mille deux cents heures et les professionnels

confirmés s'y perfectionner à raison de cent vingt heures de travail. Capacité d'hébergement : trente-cinq stagiaires.

Grande première cette année : dix apprentis tentent de passer à Périgny, devenu centre d'examen tout à fait officiel, leur C.A.P. de ferronnerie d'art. Ce certificat avait cessé d'être délivré depuis un demi-siècle.

Fort de ce succès, le maire voit plus loin encore. En septembre, le centre augmente ses capacités de formation, le main dans la main avec la chambre des métiers : nouveaux stages, nouvel atelier et peut-être même boutique de vente. « Nous éduquerons ainsi une partie de notre production, rêve M. Lucas. Le centre de Périgny deviendrait en somme pour le métal ce que l'école Boule est pour le bois. » Mais puisque les Parisiens tardaient à venir en Val-de-Marne, c'est Périgny qui débarque sur les Champs-Élysées. Joli défi à la capitale des arts.

FRANCIS GOUGE.

(1) Exposition « Les ferronniers de Périgny » : du 31 mai au 17 juin à la Galerie des arts de Paris, 66, avenue des Champs-Élysées.

## BERNARDAUD ERQUIS

*Paccarat*



Le Club Paradis de la Table c'est un luxueux magasin où sur deux étages vous trouverez dans un décor digne des plus grandes maisons ce qui sera bientôt le décor raffiné de votre table.

**CLUB PARADIS DE LA TABLE**  
38, rue de Paradis 75010 Paris Tél. 246.90.64



### Nous recherchons des étudiants qui veulent devenir pilotes professionnels

Les cours pour la préparation du brevet de pilote commercial débuteront en décembre 1983 au N.A.I.A. (North American Institute of Aviation), école nationale agréée, en Caroline du Sud.

Qualifications minimum requises : être âgé de dix-huit ans, titulaire du baccalauréat ou équivalent, avoir une bonne santé et réussir les tests d'admission qui auront lieu à Paris en août 1983.

Les pilotes brevetés du N.A.I.A. volent sur les lignes du monde entier :

AIR BRIDGE FINNAIR SAS  
AER LINGUS GARUDA SWEDAIR  
AVIACO MARTINAIR SWISSAIR

et beaucoup d'autres.

Autres formations possibles : qualifications d'instructeurs, pilote toutes catégories, pilote de ligne, mécanicien navigant, qualification pour vol 727 ou hélicoptère.

École agréée par la Federal Aviation Administration PS-709-6 autorisée à accueillir des étudiants de toutes nationalités.

Programme d'échange n° P-4-4759.

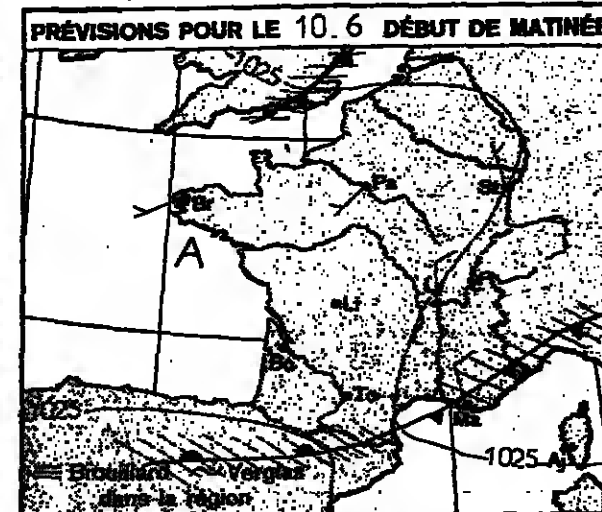
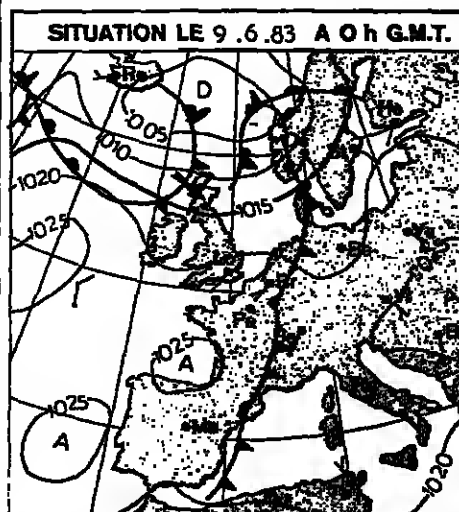
VOUS RÉPONDEZ A CES EXIGENCES ?

Écrivez-nous pour plus amples informations :

NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION

6, rue Ferdinand-Saurat  
91199 CORBEIL (FRANCE)

## MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 9 juin à 6 heures et le vendredi 10 juin à midi.

Le champ de pression restera anticyclonique sur le pays avec persistance d'une limite orageuse sur l'extrême Sud.

Vendredi, des Pyrénées au sud des Alpes, pourtour méditerranéen et Corse, le temps sera nuageux et orageux. Quelques orages éclateront. Les températures y atteindront des maxima de 27 à 30°. Le vent modéré s'orientera au nord en vallée du Rhône.

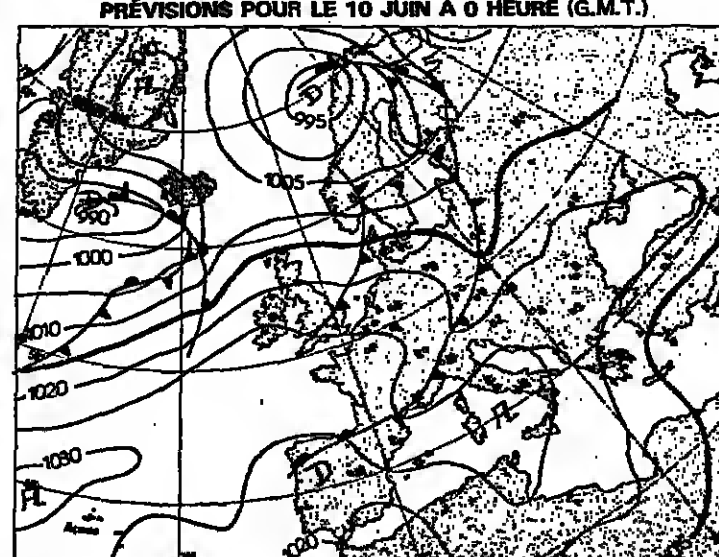
Sur les régions proches de la Manche, le ciel sera assez nuageux toute la journée avec des températures maximales de 18 à 20° seulement. Quelques brumes se produiront dans le Pas-de-Calais.

Ailleurs, le début de journée sera très brumeux, avec même des brouillards locaux, puis le beau temps ensolleil permettra aux températures d'atteindre 24 à 26°.

Quant aux températures minimales, elles marqueront partout une baisse de quelques degrés avec 12 à 17° du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 9 juin, à 8 heures, de 1 024,5 millibars, soit 768,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juin ; le second le minimum dans la nuit du 8 au 9 juin) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 23 et 16 ; Bordeaux, 23 et 16 ; Bourges, 27 et 16 ; Brest, 19 et 14 ; Caen, 22 et 15 ;



Cherbourg, 19 et 13 ; Clermont-Ferrand, 31 et 14 ; Dijon, 28 et 16 ; Grenoble, 27 et 14 ; Lille, 22 et 13 ; Lyon, 27 et 15 ; Marseille-Marignane, 27 et 17 ; Nancy, 30 et 19 ; Nantes, 26 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 19 ; Paris-Le Bourget, 25 et 15 ; Pau, 26 et 16 ; Perpignan, 27 et 18 ; Rennes, 26 et 13 ; Strasbourg, 30 et 20 ; Tours, 26 et 16 ; Toulouse, 28 et 18 ; Pointe-à-Pitre 28 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 19 degrés ; Amsterdam, 26 et 14 ; Athènes, 22 et 17 ; Berlin, 27 et 15 ; Bonn, 30 et 17 ; Bruxelles, 27 et 15 ; Le Caire, 34 et 26 ; Les Canaries, 24 et 18 ; Coppenhague, 20 et 13 ; Dakar, 28 et 18 ; Djibouti, 26 et 20 ; Genève, 29 et 15 ; Jérusalem, 26 et 13 ; Lisbonne, 22 et 13 ; Londres, 24 et 13 ; Luxembourg, 29 et 17 ; Madrid, 33 et 16 ; Moscou, 16 et 9 ; Nairobi, 26 et 11 ; New-York, 25 et 22 ; Palma-de-Majorque, 32 et 16 ; Rome, 26 et 13 ; Stockholm, 23 et 12 ; Téhéran, 36 et 20 ; Tunis, 27 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## ARLEQUIN

RÉSULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 36 DU 8 JUIN 1983

Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées tous centimes compris pour un billet entier
0	Tous les billets terminés par 0 gagnent 70 F dans toutes les séries
08	Tous les billets terminés par 08 gagnent 300 F dans toutes les séries ; Tous les billets terminés par 80 gagnent 270 F dans toutes les séries
232	Montants gagnés dans toutes les séries
0223	1223 2223 3223 4223
5223	6223 7223 8223 9223
0232	1232 2232 3232 4232
5232	6232 7232 8232 9232
0322	1322 2322 3322 4322
5322	6322 7322 8322 9322
020	Montants gagnés
0002	1002 2002 3002 4002
5002	6002 7002 8002 9002
0020	1020 2020 3020 4020
5020	6020 7020 8020 9020
0200	1200 2200 3200 4200
5200	6200 7200 8200 9200
3377	Montants gagnés
3377	3 300 000 F. 36 000 F. 7377 40 000 F. 8 000 F.
3737	40 000 F. 8 000 F. 7737 40 000 F. 8 000 F.
3773	40 000 F. 8 000 F. 7773 40 000 F. 8 000 F.

PROCHAIN ARLEQUIN LE 22 JUIN 1983 - TIRAGE TÉLÉVISÉ À 19 H 50

## loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER TOUTS CUMULÉS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DES CERISES					
TRACÉ N° 17 DU 5 JUIN 1953					
TERMI NAISSONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER	TERMI NAISSONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER
1	91 361 781 2 181 3 671	200 500 500 10 000 2 000	6	8 036 47 516 84 836 91 986 151 496 177 736	2 000 10 000 10 000 10 000 1 000 000 4 000 000
2	332 7 642 67 602	500 2 000 10 000	7	497 617 5 167 7 787 06 267 84 297	500 500 2 000 2 000 10 000 10 000
3	3 071 263 1 603	100 400 600 2 100	8	44 258 53 778	10 000 10 000
4	84 304 984	200 700 500	9	7 09 39 6 279 1 549	100 500 500 800 2 100
5	245 615 645 985 97 615	500 500 500 500 10 500	0	030 660 5 010 89 790	500 500 2 000 10 000
6	016 136 786	500 1 000 500			

PROCHAIN TIRAGE LE 15 JUIN 1983

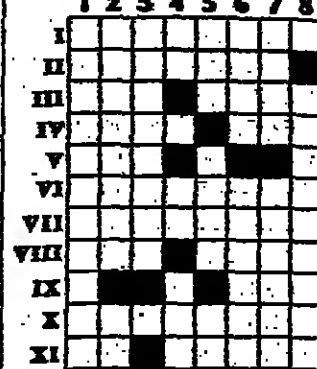
TRANCHE DE JUIN DES SIGNES DU ZODIACUE A BILLY-MONTIGNY (Pas-de-Calais)

LOT	6	7	9	20	36	37
TIRAGE N° 21						
						NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 32

PROCHAIN TIRAGE LE 15 JUIN 1983 VALÉRIAN DUQUENAY 14 JUIN APRÈS-MIDI

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3468



### HORIZONTALEMENT

I. Dame de cœur. - II. Unité très contestée d'un trio républicain. - III. Instrument percussif du piqueur. Encastrement sans vérifier le compte. - IV. Gaze aux heures de pointes. Opéra au croisement. - V. Miti fin à un embarras. Carrefour ferroviaire. - VI. Qui ne filtre qu'une charité obscure. - VII. Sa plus célèbre interprète avait l'esprit d'escalier. - VIII. Subdivision de la couronne pour la lignée des Bernadottes. - IX. Pour lui, pendre du poids est un manque à gagner. - X. Dont l'entournement est peu recherché. - XI. Participe passé. Telle la ligne chez Yves Saint-Laurent ou celle d'Yves Saint-Martin.

### VERTICALEMENT

1. En dépit de son nom, c'est un examen au verso. - 2. Contraintes des collecteurs de fonds. Toile d'exposition ou exposition dépourvue de toute étoffe. - 3. Contient les ferments de l'éducation nationale. - 4. Se trouve dans l'île comme dans la Vilaine. Une grecque et un roman à similitude linguistique. Personnel. - 5. Bruit sympathique ou mouvement détestable. Enjambe la Seine avec, parfois, deux pieds dans l'eau. Deux lettres pour une enveloppe. - 6. On l'on voit apparaître le rouge quand le rideau de fer se lève. Travail de grues en tous genres. - 7. Permet de s'éclairer au gaz quand on a l'électricité. Qui présente des hauts et des bas. - 8. Un missionnaire ou un commissionnaire. - 9. Attitude reflétant la béatitude. Personnel.

Solution du problème n° 3467.

### Horizontal

I. Avocat. - II. Vignemale. - III. Redent. - IV. Crèmes. Ob. - V. Al. Et. - VI. Tendu Rot. - VII. In. Etia. - VIII. Est. Euler. - IX. Var. - X. Scuille. - XI. Passais.

### Vertical

1. Avocatier. - 2. V. Rions ! Sa. - 3. Ogr. Tver. - 4. Cnéide. Axc. - 5. Aède. Utérus. - 6. Tmèse. Nu. Es. - 7. An. Tralala. - 8. Alto. Li. - 9. Sc. Bânières. GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 9 juin :

### DES DÉCRETS

• Portant création d'un Conseil national et relatif aux conseils départementaux et communaux de prévention de la délinquance (lire le Monde du 9 juin).

• Relatif à la composition de la commission nationale de la négociation collective.

• Fixant des modalités exceptionnelles de recrutement d'instituteurs et de recrutement des professeurs d'enseignement général de collège en 1983 et en 1984.

• Portant classement d'aérodrômes.

## BREF

### COLLOQUES

LES ACTEURS DE LA DÉCENTRALISATION FACE AUX CONTRÔLES. - L'Association des jeunes avocats pour le droit administratif et fiscal organise le 10 juin 1983 un colloque ayant pour thème « Les acteurs de la décentralisation face aux contrôles ». Hôtel Frenel, 5, rue Robert-La-Touche 33000 Bordeaux. \* Tél. : 501-74-25.

### CHASSE

DÉFENSE DE LA CHASSE A COURRE. - En réponse à la campagne menée par la Société protectrice des animaux en vue d'obtenir l'abolition de la chasse à courre, une pétition a été lancée par les fédérations, les associations de chasse spécialisées ainsi que les revues et journaux cynégétiques, déclarant :

« Nous demandons le maintien des traditions de la chasse ; entre autres, celle de la vénerie, forme de chasse écologique utile à la gestion rationnelle de la faune sauvage. La chasse à courre est une activité traditionnelle pour de nombreux citoyens français de toutes conditions, professions et horizons idéologiques. Vouloir la faire interdite, c'est porter atteinte à la chasse française tout entière, et cela constitue une tentative d'agression intolérable contre la liberté. »

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Tournelles  
75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 087-23

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 544 F 767 F 988 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 491 F 1 074 F 1 547 F 2 029 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 634 F 887 F 1 140 F

II. - SUISSE-TUNISIE 454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande par lettre ou par courrier avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par chèque ou par mandat.

april 1983



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Le Monde

# économie

## AFFAIRES

### Les coopératives de consommateurs sur la défensive

Congrès du repli. Congrès de l'isolement. Congrès à huis clos. Les responsables des coopératives de consommateurs, réunis à Aix-Provence, les 8, 9 et 10 juin, n'ont convié à leurs débats ni les journalistes ni les représentants des mouvements coopératifs étrangers, bien que le président sortant de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (F.N.C.C.), M. Roger Kerneec, soit toujours

président de l'Alliance coopérative internationale (A.C.I.). Ce congrès ne sera pas non plus celui de l'ouverture à l'intercoopération (coopératives ouvrières de production, coopératives agricoles, coopératives maritimes, etc.), ni celui de l'ouverture à l'économie sociale (mutualité, associations), à une époque où le tiers secteur, celui qui n'a pas le profit pour but, a trouvé, sinon ses hommes forts, du moins ses chantres.

La première phrase du rapport introductif du congrès, intitulé « Projet coopératif », donne le ton : « Les coopératives de consommateurs ont abordé la décennie 80 sur la défensive ».

Les résultats commerciaux du groupe, pour l'ensemble de l'année, ne portent guère à l'optimisme. Avec 24 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1982 (27,5 milliards si l'on y ajoute les chiffres de la coopérative des P.T.T. et ceux de la CAMIF, filiale de la Mutuelle des enseignants), le tiers des sociétés regroupées dans vingt et une sociétés régionales sont en rouge. Il n'est pas question a priori de dépasser de bilan, comme au début de 1982 à Lorient, mais de réstructurer, de fusionner, de rationaliser, de faire des choix en matière d'investissement, voire de désinvestissement. Et il s'agit non seulement du front de vente, mais aussi des hommes qui l'animent.

Ce front de vente se compose de 43 hypermarchés Rond-Point-Coop, de 363 Maxicoop et supermarchés, de 1 114 supérettes, de 2 444 librairies et de 2 312 magasins traditionnels. Il faut y ajouter 58 magasins spécialisés (dont 25 de meubles), 47 cafés et 88 centres auto. Sur le plan commercial, l'option des Coop reste celle des grandes surfaces (magasins « d'attraction ») contre celle des petites boutiques (de « proximité »).

#### M. ROGER KERNEEC S'EN VA...

Le jour de son soixante-deuxième anniversaire, M. Roger Kerneec quitte tranquillement la présidence de la F.N.C.C., où il a fait toute sa carrière. Il est le président, puis, son le, le mouvement coopératif, puisqu'il démissionne de la présidence de l'Alliance coopérative internationale (très centriste) pour se consacrer à la présidence de la F.N.C.C. (dont le fondateur, André Esnel, doit partir en retraite en septembre). Il reste aussi membre du Conseil économique et social et membre de la commission de la concurrence.

Ce dernier soir, au village breton sous des chênes de neige, n'est pas prêt à retourner au travail, mais se consacre à l'élaboration de son livre, dans le Finistère, où il est né.

#### M. JEAN LACROIX ARRIVE

Le nouveau président de la F.N.C.C., M. Jean Lacroix, a cinquante-six ans. Né en Saône-et-Loire (à Montret, le 18 décembre 1926), il est Lorrain d'adoption pour avoir épousé en 1956 une Lorraine, et a travaillé à l'Union des coopératives de Lorraine, la plus grande des sociétés régionales. Dès 1970, il se rapproche des instances dirigeantes du mouvement coopératif, qu'il ne quittera plus, faisant l'identité figure de double de M. Kerneec. Des yeux très directs des lunettes noires, un visage plein sans aucune coquetterie, c'est un homme d'apparence, sociable, de l'école commerciale et industrielle d'un ensemble dont le parti pris idéologique est nul. Comme son président, il est membre du Conseil économique et social, où il fut, en mai dernier, rapporteur de la commission spéciale pour la préparation du IX<sup>e</sup> Plan.

« Nous devons déplacer de 5 % chaque année le poids respectif de la proximité et de l'attraction », peut-on lire dans le rapport à la F.N.C.C. En 1982, a représenté 60 % du chiffre d'affaires. Fourmout, à un moment où les succursales capitalistes réinvestissent dans les magasins de proximité, les Coop ont conscience qu'il faut remédier « à la déshumanisation dénoncée des usines à vendre ». M. Jean Lacroix, qui va succéder à M. Roger Kerneec à la présidence de la F.N.C.C. - car dans ces démocraties économiques tout est joué d'avance, évalue à 200 millions de francs les besoins des Coop et se donne deux ans pour redresser la barre.

Où trouver cet argent ? Les mutuelles et les banques pourraient intervenir, mais leur générosité éventuelle s'accompagne d'exigences de rendement, d'obligations de résultat... La grande solidarité tous azimuts de l'économie sociale n'est pas pour demain.

Pourtant, les coopératives de consommateurs ont des biens privilégiés avec la plus importante des mutuelles, la Garantie mutuelle des fonctionnaires (G.M.F.), présidée par M. Michel Baroin, ancien grand maître du Grand-Orient de France et président de la Fondation de l'économie sociale (Fondas) créée à la fin de 1981. En 1979, G.M.F. entrainait à la Banque centrale des coopératives et des mutuelles, et prenait le contrôle de la Sauvegarde, société d'assurances où la Société générale des coopératives de consommateurs (S.G.C.C.), centrale d'achat et de service des Coop, n'a plus que 20 % du capital. G.M.F. est aussi présente dans deux filiales de la S.G.C.C., la Maison de Valérie, vente par correspondance (30 %), et la FNAC (10 %). Diversification, certes, pour G.M.F., mais peut-être aussi position d'attente.

Antidifficultés économiques s'ajoute une crise du militantisme. Les Coop sont lucides : « Il ne sert à rien de plaquer un discours idéologique sur l'inefficacité économique », lit-on encore dans le rapport introductif.

M. Lacroix voit la solution de ce problème dans la recherche d'une nouvelle politique de communication mise en œuvre professionnellement et non plus en amateur. Les grandes machines de l'économie sociale, comme les Coop, ont-elles quelque chance d'enthousiasmer leurs clients pour l'idéal coopératif ? « Un homme, une idée », la participation, une autre façon de faire du commerce... tant que les nombreux salariés d'un groupe (quarante mille,

l'économie sociale veut affirmer son originalité dans l'économie nationale. Au cours d'un colloque « Des chiffres pour l'économie sociale », l'Association pour le développement de la documentation sur l'économie sociale (ADEDES) souligne la nécessité « d'une approche systématique chiffrée de l'économie sociale », indispensable à une mesure de son poids dans l'économie nationale. La création d'un compte satellite de la comptabilité nationale permettrait de « marquer la finalité d'une marche de l'économie sociale ». M. Jeanet, délégué adjoint à l'économie sociale, a déclaré : « La détermination à l'économie sociale a décidé de soutenir financièrement les efforts de l'ADEDES en ce domaine ». Un groupe de travail définira les modalités de cette aide financière de l'Etat.

### Une dizaine de mesures pour soutenir l'activité du bâtiment

Une dizaine de mesures « de nature à soutenir l'activité du bâtiment » (...) « pour compenser partiellement la défaillance du secteur libre de la construction » viennent d'être rendues publiques par un communiqué conjoint du ministère de l'économie, des finances et du budget, et du ministère de l'urbanisme et du logement. Ces décisions touchent les prêts à l'accession à la propriété (PAP), les prêts locatifs aidés (PLA) et les prêts conventionnés (P.C.).

Les PAP. - Les promoteurs pourront innover les logements construits grâce à ces prêts et qu'ils n'aient pu commercialiser. Les plafonds de ressources permettant de bénéficier de ces prêts seront relevés de 6 % à Paris et de 10 % de province. Le taux des prêts complémentaires sera abaissé de 0,5 point à 1 point. Les personnes occupant des logements de fonction pourront bénéficier de prêts PAP et pourront louer les logements ainsi acquis. Jusqu'ici ces personnes n'avaient accès à ces prêts que cinq ans avant leur départ en retraite.

Les PLA. - Le nombre des prêts locatifs aidés distribués aux unités interprofessionnelles du logement (1 % patronal) et aux promoteurs privés sera augmenté au second trimestre 1983 : 1 700 prêts supplémentaires se rajouteront aux 3 300 initialement prévus. Le budget de l'investissement des surcharges foncières en centre ville des H.L.M. locatives (150 millions de francs) sera porté à 190 millions de francs.

Les P.C. - Le régime de ces prêts destinés à financer uniquement des travaux d'amélioration dans des immeubles achevés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1972 est prorogé jusqu'à la fin de l'année. Pour économes d'énergie, ils pourront être utilisés pour les logements construits après le 1<sup>er</sup> janvier 1976 et par les syndicats de copropriétaires. Les prix plafonnés d'achat de ces prêts sont majorés de 6 % à Paris et en proche banlieue, passant de 8 800 F à 9 328 F le mètre carré. Enfin les modalités spécifiques d'encadrement instituées en 1982, reconduites en 1983, seront prorogées en 1984.

La publication de ces mesures d'incitation intervient à l'avant-veille des assises nationales du bâtiment, qui se tiennent à Paris le 10 juin.

#### LA LETTRE DE MICHEL JOBERT

Mensuel de réflexion politique

Abonnement annuel : 150 F  
Abonnement de soutien : 250 F  
Étranger : 200 F  
108, rue de Valenciennes  
75016 PARIS  
C.C.P. N° 34.541.31

### LOURDE AMENDE POUR L'IMPORTATEUR ET LES DISTRIBUTEURS EUROPEENS DE PIONEER

La cour de justice européenne de Luxembourg a sévèrement sanctionné l'importateur européen et les distributeurs français, allemand et britannique, de matériels haute fidélité fabriqués par la firme japonaise Pioneer Electronics Corp., accusés par la Commission de Bruxelles de pratiques concertées. Ensemble, importateur (Pioneer Europe installé à Anvers) et distributeurs, Musique Distribution France-M.D.F., Melchers (R.F.A.) et Shiro (Grande-Bretagne), devront acquitter une amende de 3,2 millions d'ECU (22 millions de francs).

Pioneer Europe est le plus lourdement pénalisé (2 millions d'ECU, soit 13,7 millions de francs), les amendes s'élevant à 600 000 ECU pour M.D.F. (4,12 millions de francs), 400 000 ECU pour Melchers (2,74 millions de francs) et 200 000 ECU pour Shiro (1,37 million de francs). Les sociétés concernées s'étaient vu reprocher de s'être concertées pour ne pas fournir de matériels Pioneer à une société française autre que M.D.F., qui se proposait de vendre ce matériel en France à des prix inférieurs à ceux pratiqués par le distributeur exclusif français. (A.F.P.)

## OFFICIERS MINISTÉRIELS

### et ventes par adjudication

Vente sur conversion au Palais de Justice d'EVRY (Seine-et-Marne) le JEUDI 23 JUIN 1983 à 14 h  
**UNE PROPRIÉTÉ**  
située 10, rue des Bénédictins  
**GOMETZ LE CHATEL (91)**  
Mise à Prix : 45 000 F  
av. faculté de baisse d'un quart en cas de non-enchère. Reus : M<sup>rs</sup> TRUXILLO & AKOUN av. ass. : 4, bd de l'Europe à EVRY (91) Tél. : 079-39-45.

VENTE après liquidation de biens, Palais de Justice, PARIS le JEUDI 30 JUIN 1983 à 14 heures  
**LOCAUX à usage COMMERCIAL et de BUREAU**  
au rez-de-cha. avec GRANDE PIÈCE au sous-sol - BOX DOUBLE  
**53, RUE DE LA CONVENTION, PARIS (15<sup>e</sup>)**  
**LIBRE DE LOCAT. ET D'OCCUP. - M. à P. : 500.000 F**  
S'adr. M<sup>rs</sup> MARINVAUD, avocat, 19, avenue Rapp, PARIS (7<sup>e</sup>), tél. 555-86-37 ; M<sup>rs</sup> COURDAIN, syndic, 13, bd St-Germain, PARIS (6<sup>e</sup>). Tous avocats près tribunaux PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

Vente Palais Justice NANTERRE Mercredi 22 juin 1983, 14 h.  
**PAVILLON d'HABITATION**  
(en mauv. état)  
élevé s/CAVE, d'un r.-de-cha., un étage et faux grenier, avec cour et appendix. Superf. 94 m<sup>2</sup>  
**LIBRE DE LOCATION**  
**LA GARENNE - COLOMBES (92)**  
11, AVENUE OLIVIER  
**Mise à prix : 70.000 F**  
S'adr. M<sup>rs</sup> COPPER ROYER avocat, PARIS (17<sup>e</sup>), 1, r. G.-Berger Tél. : 766-21-03. DOMAINES bureau 218, 2<sup>e</sup> étage, 11, r. Tronchet, PARIS (8<sup>e</sup>). Tél. : 266-91-40, poste 1815. Sur place pour visiter sur place le 17 juin 1983 entre 10 et 11 h.

Vente sur baisse de mise à prix, au Palais de Justice à Paris le JEUDI 23 JUIN 1983 à 14 heures  
**IMMEUBLE INDUSTRIEL A MEAUX (SEINE-ET-MARNE)**  
**45, RUE GUTENBERG**  
**MISE A PRIX : 150 000 FRANCS**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> CHEVROT, avocat, 8, rue Tronchet à Paris. Tél. : 742-31-15. M<sup>rs</sup> FRECHOU, syndic à Paris, 18, rue Séguier. Tél. : 633-54-17.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 23 JUIN 1983 à 14 heures  
**UN APPARTEMENT SIS PARIS 16<sup>e</sup>**  
12, RUE JEAN-RICHÉPIN  
SAVOIR : LOT 42 : une cave n° 16 - LOT 58 : un appartement au rez-de-chaussée comprenant galerie de réception, salle à manger, dégrèvement, 4 chambres, salle de bains, cabinet de toilette, cuisine, office, w.c. - LOT 90 : un 7<sup>e</sup> étage, une chambre de service n° 22 avec droit aux w.c. communs à l'étage.  
**MISE A PRIX : 300 000 F**  
S'adresser pour tous renseignements à M<sup>rs</sup> FRANÇOIS INBONA, SCP MORRIS, LUCAS, INBONA, avocats, 4, avenue Sally-Prudhomme, Paris-7<sup>e</sup>. Tél. : 555-74-06.

VENTE SUR BAISSE DE MISE A PRIX AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE LUNDI 27 JUIN 1983, A 14 HEURES  
**ENSEMBLE IMMOBILIER à us. INDUSTRIEL sis à VENDOME (41)**  
15, rue Robert-Borillet et 28, rue Cherrier  
Comprend PLUSIEURS BATIMENTS  
édifiés sur un terrain de 1 ha 71 a 6 a  
**MISE A PRIX : 500.000 FRANCS**  
M<sup>rs</sup> Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris (9<sup>e</sup>), 48, rue de Clugny, tél. 874-45-85 ; M<sup>rs</sup> A. CHEVRIER, syndic à Paris, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée ; M<sup>rs</sup> SEXTEX, avocat à Paris, 9, rue Freyrollet ; M<sup>rs</sup> PARNAUD, avocat, 115, rue de Valenciennes.

Vic s/saisie Palais Justice Pontoise (95) pl. N.-Flamel, 16 juin, 14 h  
**APPART. à ARGENTEUIL (95). Mise à Prix : 100.000 F**  
17, bd Léonine - 3 pces pcales et park - Consig. 25.000 F (ch. cert. boque)  
Renseignements : M<sup>rs</sup> BUISSON AVOCAT Tél. 032-31-62, 29, r. P.-Bureau, Pontoise (95)

VENTE APRÈS LIQUIDATION DE BIENS AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE JEUDI 23 JUIN 1983, A 14 H. - EN UN SEUL LOT  
**IMMEUBLE à usage COMMERCIAL ET INDUSTRIEL et le FONDS DE COMMERCE DE FABRICATION D'APPAREILS ÉLECTRIQUES**  
exploité 1, rue Victor-Hugo à  
**GENTILLY (Val-de-Marne)**  
MISES A PRIX :  
Pour l'immeuble : 300.000 F - Pour le fonds de commerce : 100.000 F  
Pour tous renseignements s'adresser à M<sup>rs</sup> Jean PICHAT, avocat à Paris (12<sup>e</sup>), 44, avenue Daumesnil, tél. 307-80-71 ; M<sup>rs</sup> BAUMGARTNER, syndic à Paris, 4, rue de la Coutellerie ; au Tribunal de Grande Instance de Paris où le cahier des charges est déposé ; et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 30 JUIN 1983, à 14 heures - UN LOT  
**UN APPARTEMENT de 6 P. princ.**  
au 2<sup>e</sup> étage avec CHAMBRE de SERVICE et CAVE  
**64, RUE DE ROME - PARIS (8<sup>e</sup>)**  
**MISE A PRIX : 400 000 F**  
S'adr. S.C.P. GASTINEAU, MALANGEAU et BOITTELLE-COISSAU, avocats associés à Paris (1<sup>er</sup>), 29, rue des Pyramides. Tél. 260-46-79. Ts avocats pr. Trib. de Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

VENTE s/saisie Pal. Just. Pontoise (95), pl. N.-Flamel, JEUDI 16 JUIN à 14 h.  
**APPART. à MONTMAGNY**  
21, RUE DES LEVRIERS. Consig. pour ench. 25.000 F. Renseignements : M<sup>rs</sup> BUISSON, 29, rue P.-Bureau à Pontoise (95)

Vente Palais Justice Paris, Lundi 20 juin 1983 - 14 h (en 2 lots)  
**8, place Hoche - VERSAILLES (78)**  
1) APPART. 3<sup>e</sup> étage, bat. C, escal. C, entrée, dans la cour. Cave n° 10. LIBRE DE LOCATION  
2) APPART. 4<sup>e</sup> étage, bat. C, escal. C, entrée, cuisine av. douche, 2 chambres. LOUE 552 F par trimestre  
**Mise à prix : 1) 350.000 F - 2) 50.000 F**  
S'adr. M<sup>rs</sup> COPPER ROYER Avocat Paris (17<sup>e</sup>), 1, r. G.-Berger Tél. : 766-21-03. DOMAINES, bureau 218, 2<sup>e</sup> étage, 11, r. Tronchet, PARIS 8<sup>e</sup>, tél. : 266-91-40, poste 1815. Sur place pour visiter le 15 juin 1983 entre 15 h et 17 h.

VENTE sur licitation au Palais de Justice à Paris, le lundi 13 juin 83, à 14 heures  
**EN UN SEUL LOT LA NUE-PROPRIÉTÉ D'UN APPARTEMENT**  
dans un immeuble  
**SIS A PARIS (15<sup>e</sup>), 15, rue César-Franck**  
4<sup>e</sup> étage à droite, composé de trois pièces sur cour, couloir, entrée, cuisine, W.C., cabinet de toilettes - Une cave au sous-sol - OCCUPÉ PAR L'USURFRUITIER  
**MISE A PRIX : 200.000 FRANCS**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> LYONNET DU MOUTIER, ancien avocat, 182, rue de Rivoli à Paris (1<sup>er</sup>), tél. 260-48-09 ; M<sup>rs</sup> Carollas COLLAS, avocat à Paris, 120 bis, bd du Montparnasse ; M<sup>rs</sup> Gustave JOHANET, avocat, 43, avenue Hoche à Paris (8<sup>e</sup>) ; M<sup>rs</sup> J.-M. GARNIER, syndic, 63, bd Saint-Germain à Paris (5<sup>e</sup>) ; au greffe des créances du Trib. de Gde Inst. de Paris, Palais de Justice, bd du Palais, où le cahier des charges est déposé ; et sur les lieux pour visiter.

**LA VILLE DE PARIS**  
vend LIBRES aux enchères publiques  
**3 APPARTEMENTS - 1 CHAMBRE**  
(dont 1 APPARTEMENT avec vue directe sur le champ de courses) à PARIS, entre  
**LE BOULEVARD SUCHET ET LE CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL**  
Le mardi 21 juin à 14 h 30 en la Chambre des Notaires de Paris : M<sup>rs</sup> MAHOT DE LA QUERANNOIS, BELLARGENT, LIEVRE, notaires associés, 14, rue des Pyramides, Paris (1<sup>er</sup>), tél. 260-31-12.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-LL	7,718	7,720	150 + 210	350 + 1070
S. can.	6,205	6,220	130 + 130	350 + 900
Yen (100)	3,183	3,180	140 + 130	350 + 1020
DM	3,007	3,000	170 + 200	350 + 1100
Fl. (100)	2,030	2,030	130 + 130	350 + 700
FR (100)	15,040	15,040	250 + 420	670 + 2100
ES	3,030	3,025	210 + 200	450 + 1400
L (100)	5,070	5,070	220 + 170	480 + 1320
E. (100)	12,098	12,097	220 + 320	540 + 1750

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	9	9 1/8	9 1/16	9 1/32	9 1/64	9 1/32	10 1/64	10 1/32
SE-LL	4	3/4	6	3/8	5	5/16	5	3/4
DM	9	10	6	3/8	5	5/16	6	3/4
FR (100)	9	10	9	1/2	10	6	3/8	10
ES	3	1/4	3	3/4	4	7/8	5	1/8
L (100)	15	17	17	17	17	17	17	17
E. (100)	9	1/2	9	3/4	10	9	7/8	10
E. (100)	12	1/4	12	3/4	13	13	1/2	17

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MOTS CROISÉS  
PROBLÈME N° 111

HORIZONTALEMENT  
1. Nom d'un pays.  
2. Nom d'un pays.  
3. Nom d'un pays.  
4. Nom d'un pays.  
5. Nom d'un pays.  
6. Nom d'un pays.  
7. Nom d'un pays.  
8. Nom d'un pays.  
9. Nom d'un pays.  
10. Nom d'un pays.  
11. Nom d'un pays.  
12. Nom d'un pays.  
13. Nom d'un pays.  
14. Nom d'un pays.  
15. Nom d'un pays.  
16. Nom d'un pays.  
17. Nom d'un pays.  
18. Nom d'un pays.  
19. Nom d'un pays.  
20. Nom d'un pays.  
21. Nom d'un pays.  
22. Nom d'un pays.  
23. Nom d'un pays.  
24. Nom d'un pays.  
25. Nom d'un pays.  
26. Nom d'un pays.  
27. Nom d'un pays.  
28. Nom d'un pays.  
29. Nom d'un pays.  
30. Nom d'un pays.  
31. Nom d'un pays.  
32. Nom d'un pays.  
33. Nom d'un pays.  
34. Nom d'un pays.  
35. Nom d'un pays.  
36. Nom d'un pays.  
37. Nom d'un pays.  
38. Nom d'un pays.  
39. Nom d'un pays.  
40. Nom d'un pays.  
41. Nom d'un pays.  
42. Nom d'un pays.  
43. Nom d'un pays.  
44. Nom d'un pays.  
45. Nom d'un pays.  
46. Nom d'un pays.  
47. Nom d'un pays.  
48. Nom d'un pays.  
49. Nom d'un pays.  
50. Nom d'un pays.  
51. Nom d'un pays.  
52. Nom d'un pays.  
53. Nom d'un pays.  
54. Nom d'un pays.  
55. Nom d'un pays.  
56. Nom d'un pays.  
57. Nom d'un pays.  
58. Nom d'un pays.  
59. Nom d'un pays.  
60. Nom d'un pays.  
61. Nom d'un pays.  
62. Nom d'un pays.  
63. Nom d'un pays.  
64. Nom d'un pays.  
65. Nom d'un pays.  
66. Nom d'un pays.  
67. Nom d'un pays.  
68. Nom d'un pays.  
69. Nom d'un pays.  
70. Nom d'un pays.  
71. Nom d'un pays.  
72. Nom d'un pays.  
73. Nom d'un pays.  
74. Nom d'un pays.  
75. Nom d'un pays.  
76. Nom d'un pays.  
77. Nom d'un pays.  
78. Nom d'un pays.  
79. Nom d'un pays.  
80. Nom d'un pays.  
81. Nom d'un pays.  
82. Nom d'un pays.  
83. Nom d'un pays.  
84. Nom d'un pays.  
85. Nom d'un pays.  
86. Nom d'un pays.  
87. Nom d'un pays.  
88. Nom d'un pays.  
89. Nom d'un pays.  
90. Nom d'un pays.  
91. Nom d'un pays.  
92. Nom d'un pays.  
93. Nom d'un pays.  
94. Nom d'un pays.  
95. Nom d'un pays.  
96. Nom d'un pays.  
97. Nom d'un pays.  
98. Nom d'un pays.  
99. Nom d'un pays.  
100. Nom d'un pays.

VERTICALEMENT  
1. Nom d'un pays.  
2. Nom d'un pays.  
3. Nom d'un pays.  
4. Nom d'un pays.  
5. Nom d'un pays.  
6. Nom d'un pays.  
7. Nom d'un pays.  
8. Nom d'un pays.  
9. Nom d'un pays.  
10. Nom d'un pays.  
11. Nom d'un pays.  
12. Nom d'un pays.  
13. Nom d'un pays.  
14. Nom d'un pays.  
15. Nom d'un pays.  
16. Nom d'un pays.  
17. Nom d'un pays.  
18. Nom d'un pays.  
19. Nom d'un pays.  
20. Nom d'un pays.  
21. Nom d'un pays.  
22. Nom d'un pays.  
23. Nom d'un pays.  
24. Nom d'un pays.  
25. Nom d'un pays.  
26. Nom d'un pays.  
27. Nom d'un pays.  
28. Nom d'un pays.  
29. Nom d'un pays.  
30. Nom d'un pays.  
31. Nom d'un pays.  
32. Nom d'un pays.  
33. Nom d'un pays.  
34. Nom d'un pays.  
35. Nom d'un pays.  
36. Nom d'un pays.  
37. Nom d'un pays.  
38. Nom d'un pays.  
39. Nom d'un pays.  
40. Nom d'un pays.  
41. Nom d'un pays.  
42. Nom d'un pays.  
43. Nom d'un pays.  
44. Nom d'un pays.  
45. Nom d'un pays.  
46. Nom d'un pays.  
47. Nom d'un pays.  
48. Nom d'un pays.  
49. Nom d'un pays.  
50. Nom d'un pays.  
51. Nom d'un pays.  
52. Nom d'un pays.  
53. Nom d'un pays.  
54. Nom d'un pays.  
55. Nom d'un pays.  
56. Nom d'un pays.  
57. Nom d'un pays.  
58. Nom d'un pays.  
59. Nom d'un pays.  
60. Nom d'un pays.  
61. Nom d'un pays.  
62. Nom d'un pays.  
63. Nom d'un pays.  
64. Nom d'un pays.  
65. Nom d'un pays.  
66. Nom d'un pays.  
67. Nom d'un pays.  
68. Nom d'un pays.  
69. Nom d'un pays.  
70. Nom d'un pays.  
71. Nom d'un pays.  
72. Nom d'un pays.  
73. Nom d'un pays.  
74. Nom d'un pays.  
75. Nom d'un pays.  
76. Nom d'un pays.  
77. Nom d'un pays.  
78. Nom d'un pays.  
79. Nom d'un pays.  
80. Nom d'un pays.  
81. Nom d'un pays.  
82. Nom d'un pays.  
83. Nom d'un pays.  
84. Nom d'un pays.  
85. Nom d'un pays.  
86. Nom d'un pays.  
87. Nom d'un pays.  
88. Nom d'un pays.  
89. Nom d'un pays.  
90. Nom d'un pays.  
91. Nom d'un pays.  
92. Nom d'un pays.  
93. Nom d'un pays.  
94. Nom d'un pays.  
95. Nom d'un pays.  
96. Nom d'un pays.  
97. Nom d'un pays.  
98. Nom d'un pays.  
99. Nom d'un pays.  
100. Nom d'un pays.

JOURNAL OFFICIEL  
N° 111  
10 JUIN 1983

Le Monde  
N° 111  
10 JUIN 1983

Le Monde  
N° 111  
10 JUIN 1983

Le Monde  
N° 111  
10 JUIN 1983



## SOCIAL

### LA SOCIÉTÉ VOSGIENNE DES ARTS DE PORCEUX DÉPOSE SON BILAN

(De notre correspondant.)

Epinal. — La société anonyme vosgienne des arts de Porcieux (deux cent-soixante employés), spécialisée dans la fabrication des verres et objets de décoration de la table, vient de déposer son bilan. Cette décision a été prise après concertation de l'ensemble du personnel. Ce dépôt de bilan met fin à tous les espoirs fondés il y a un an, lors d'un redémarrage sur des bases nouvelles, obtenu au prix de lourds sacrifices financiers consentis par les ouvriers.

En décembre 1981, la Compagnie française du cristal décidait de fermer sa filiale vosgienne. Il s'ensuivit une lutte de quatre mois pour sauver la verrerie trois fois centenaire et maintenir la totalité des emplois. Un pari gagné, puisque, le 19 avril 1982, naissait la Société anonyme des arts de Porcieux, propriété de ses ouvriers, qui avaient injecté dans leur entreprise les 500 millions d'anciens francs que constituait l'apport des ASSÉDIC.

Mais, depuis février 1983, des difficultés financières se font jour. Les aides promises par les pouvoirs publics telles que prime de création d'emplois, crédit à l'investissement, prêts participatifs, n'ont pas été versées. La Compagnie française du cristal elle-même doit de l'argent à son ex-filiale. Le trou financier s'accroît au fil des jours, et la verrerie de Porcieux étouffe. Les employés n'ont pas perçu la totalité de leurs salaires d'avril. Le dépôt de bilan était donc inévitable, il s'accompagnera d'un plan de restructuration et donc d'une perspective de licenciements.

CLAUDINE CUNAT.

■ Accord sur les conditions de travail sur écran dans les banques. — Cinq organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et S.N.B.-C.G.C.) viennent de signer avec l'Association française des banques (A.F.B.) un accord portant sur les conditions de travail sur écran de visualisation. Le texte prévoit l'étude des postes de travail, la formation des utilisateurs et des techniciens, une surveillance médicale spéciale et fréquente.

## ÉNERGIE

### M. CHEYSSON PROPOSE A L'OPEP DE RENOUER LE DIALOGUE

#### Le désordre sur le marché pétrolier n'est profitable pour personne nous déclare le ministre algérien de l'énergie, M. Belkacem Nabi

M. Cheysson, qui a reçu les ministres des pays membres du comité de surveillance du marché pétrolier (Emirats arabes unis, Algérie, Indonésie et Venezuela), leur a proposé de renouer une coopération entre producteurs et consommateurs. Les pays de l'OPEP présenteront cette proposition aux autres membres de l'Organisation le 18 juillet à Helsinki.

« Quel est aujourd'hui l'état du marché pétrolier ? »

— Depuis la réunion de l'OPEP à Londres en mars dernier, deux constatations peuvent être faites. Pour ce qui est des pays exportateurs, il y a eu une certaine rigueur. Sauf pour quelques exceptions, les prix et les quotas sont respectés. Cela crédibilise la volonté des pays membres de l'OPEP de stabiliser le marché.

— En revanche, la crise économique et le déstockage font que la demande ne s'est pas fondamentalement améliorée. Il y a quand même du mieux : l'OPEP a dû produire quelque 16,5 millions de barils par jour en mai. Mais on n'a pas atteint le plafond fixé de 17,5 millions de barils, et je ne crois pas que les mois de juin et de juillet améliorent la situation. Je pense donc qu'en juillet à Helsinki (siège de la prochaine réunion de l'OPEP) nous devrions maintenir les niveaux de production et les prix actuels (29 dollars pour le brut de référence) jusqu'à la fin de l'année.

— Vous rentrez de Moscou. Comment cela s'est-il passé ?

— J'ai été reçu par le vice-président, M. Archipov, qui m'a confirmé le désir de l'Union soviétique de participer à la stabilisation du marché mondial du pétrole. Ce

pays est très conscient, et il l'a affirmé clairement, que son intérêt, comme important exportateur, n'est pas de jouer à la baisse des prix. L'U.R.S.S. a en outre précisé qu'elle ne désirait pas augmenter ses exportations pour concurrencer le pétrole OPEP. Enfin il a été convenu d'institutionnaliser en quelque sorte ces contacts entre l'Union soviétique et un membre de l'OPEP pour examiner la situation du marché. Je les reverrai donc vraisemblablement en septembre.

— Avec les pays importateurs, M. Cheysson a relancé, lorsqu'il vous a vu, l'idée d'un dialogue. Qu'en pensez-vous ?

— Il y a deux choses sur lesquelles nous sommes d'accord. La première, c'est que le désordre n'est profitable pour personne. Ce serait donc une bonne chose d'organiser les relations entre pays du Sud et pays du Nord. La seconde idée, c'est que si l'on pouvait faire du pétrole un vecteur de coopération et non pas de confrontation, tout le monde s'en porterait bien. Mais nous restons à l'écart, dans quel cadre, sous quelle forme. Voilà à quoi nous devons réfléchir.

— Le marché du gaz est lui aussi déprimé. Qu'en est-il pour l'Algérie ?

— Les passions commencent à se calmer. Le marché du gaz va se développer beaucoup plus rapidement qu'on ne le dit pour de multiples raisons. Avec les contrats existants, la demande est faible, compte tenu de la crise et de la baisse de la consommation. Mais les projets de gaz demandent du temps et les besoins en gaz d'ici à la fin de la décennie nécessiteront que des contacts soient pris dès 1984.

— La France craint de disposer de trop de gaz vers la fin de la décennie. Êtes-vous prêt à

renégocier les quantités contractuelles ?

— Les contrats en cours ont leur propre logique qui tient compte des risques pris par les exportateurs dans leurs investissements, de la sécurité d'approvisionnement souhaitée par les consommateurs et de la sécurité des débouchés voulue par les exportateurs. Toucher à ces principes reviendrait à déséquilibrer les accords gaziers aux dépens de l'une ou l'autre partie. Cela ne serait pas une bonne chose pour le développement du gaz.

Propos recueillis par BRUNO DETHOMAS.

## TRANSPORTS

### UNE TRIPLE MISSION DE SERVICE PUBLIC

#### Les cinquante ans d'Air France

Le 30 mai 1933 naissait la Société centrale pour l'exploitation de lignes aériennes dont les avions allaient, dans les semaines suivantes, commencer à voler sous la marque Air France. Ce cinquantenaire a été célébré le 8 juin à Roissy par une cérémonie à laquelle assistait le ministre des transports.

Après que le président d'Air France, M. Pierre Giraudet, eut retracé l'histoire, tantôt exaltante, tantôt sombre, de ces cinquante années et dit sa confiance en l'avenir (« et nous savons être les meilleurs, c'est-à-dire travailler tous ensemble pour offrir les meilleurs produits aux meilleurs coûts »), M. Charles Fiterman s'est attaché à dégager la « responsabilité particulière » dont est investie la compagnie, passée sous le contrôle de l'Etat en 1948.

Pour M. Fiterman, la mission d'Air France est triple : — Représenter la France « aux quatre coins de la planète », et il a rappelé qu'elle dessert actuellement soixante-trois pays ;

— Assurer « la continuité des liens entre la métropole et les départements d'outre-mer ». C'est, selon le ministre, une responsabilité de service public dont la compagnie s'acquitte « avec une pleine conscience et conformément aux souhaits du gouvernement », et elle n'est pas compatible avec les activités des « marchands d'illusion ». Si les besoins l'exigent, a encore dit le ministre, le monopole d'Air France peut être levé, mais dans un cadre de complémentarité « et en veillant bien à ne jamais porter atteinte au service public » ;

— Favoriser le commerce extérieur du pays, et M. Fiterman a rappelé à cet égard qu'Air France est le troisième exportateur français (et le premier pour les services). Il a reconnu que ce rang devenait difficile à tenir dans le contexte actuel de crise internationale et, après M. Pierre Mauroy la semaine dernière au Bourget, il a réitéré l'opposition de la France aux tentatives de démantèlement du transport aérien international. « Cette conception destructrice du libéralisme, a-t-il dit, prive les compagnies aériennes de la capacité de renouveler leur flotte en les dotant d'appareils plus productifs, plus rentables et plus silencieux ».

En terminant son intervention, M. Fiterman a rendu hommage au personnel de la compagnie — « dévoué et motivé, conscient de son importance au service de la collectivité nationale » — et à son président, qui la dirige avec « compétence, efficacité et sens du service public ».

La C.F.D.T. et l'F.O. d'Air France ont refusé de s'associer à la cérémonie. Pour la C.F.D.T., la compagnie « aurait pu faire l'économie de manifestations aussi fastueuses » au moment où « elle ne répond pas aux préoccupations du personnel (...) sous prétexte d'un déficit important ». Force ouvrière a déclaré de son côté que sa décision « est une conséquence de l'attitude de la direction sur certains problèmes, notamment les facilités de transport, la reconnaissance de la qualification, la retraite ».

En fin de journée, une autre cérémonie avait lieu à l'Elysée, au cours de laquelle le président de la République devait décorer des membres du personnel et de la direction d'Air France.

JAMES SARAZIN.

**cpa**  
Centre de Perfectionnement aux Affaires

#### CYCLES ANNUELS

40 week-eps. Vendredi 13 h 30 - 22 h 30  
Samedi 9 h 00 - 17 h 30

#### Promotions 1984

CPA Paris : Clôture des inscriptions : 30 juin 1983  
108, Bd Malesherbes - 75017 Paris - Tél. : (1) 766.51.34  
CPA Lyon : Clôture des inscriptions : 30 septembre 1983  
23, Av. de Collongue - 69130 Ecully - Tél. : (7) 833.52.12  
CPA Nord : Clôture des inscriptions : 30 juin 1983  
551, rue Albert-Bailly - 59700 Marquén-Baroeul -  
Tél. : (20) 26.07.32

#### CYCLE PLEIN TEMPS

13 semaines en résidence à 20 km de Paris (2 sessions)  
Promotion 1983/2 : 26 septembre - 23 décembre 1983  
Inscriptions en permanence  
1, rue de la Libération - 78350 Jouy-en-Josas  
Tél. : (6) 941.80.90 ou 019.25.19

Chambres de Commerce et d'Industrie de Paris, Lyon, Lille, Roubaix-Tourcoing.



A partir du 15 Juin, vous pourrez rejoindre Dublin tous les jours en Boeing 737 au départ de Paris-Charles de Gaulle, Aéroport 2, Aéroport Express, en Classe Affaires ou en Classe Economique. En Classe Economique,

vous pourrez bénéficier du tarif Air France-Vacances\* à 1580 F aller-retour sur les vols des mardi-mercredi et jeudi. Vous pourrez également réserver dès l'achat de votre billet une chambre d'hôtel.

Exemple : séjour d'une semaine en hôtel + petit déjeuner : 1610 F dont 1150 F en devises. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou des agences Air France sur les autres tarifs spéciaux.

\*Vente et transport soumis à des conditions particulières. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou votre agence Air France.

# AIR FRANCE-VACANCES

السياحة مع الخطوط الجوية الفرنسية

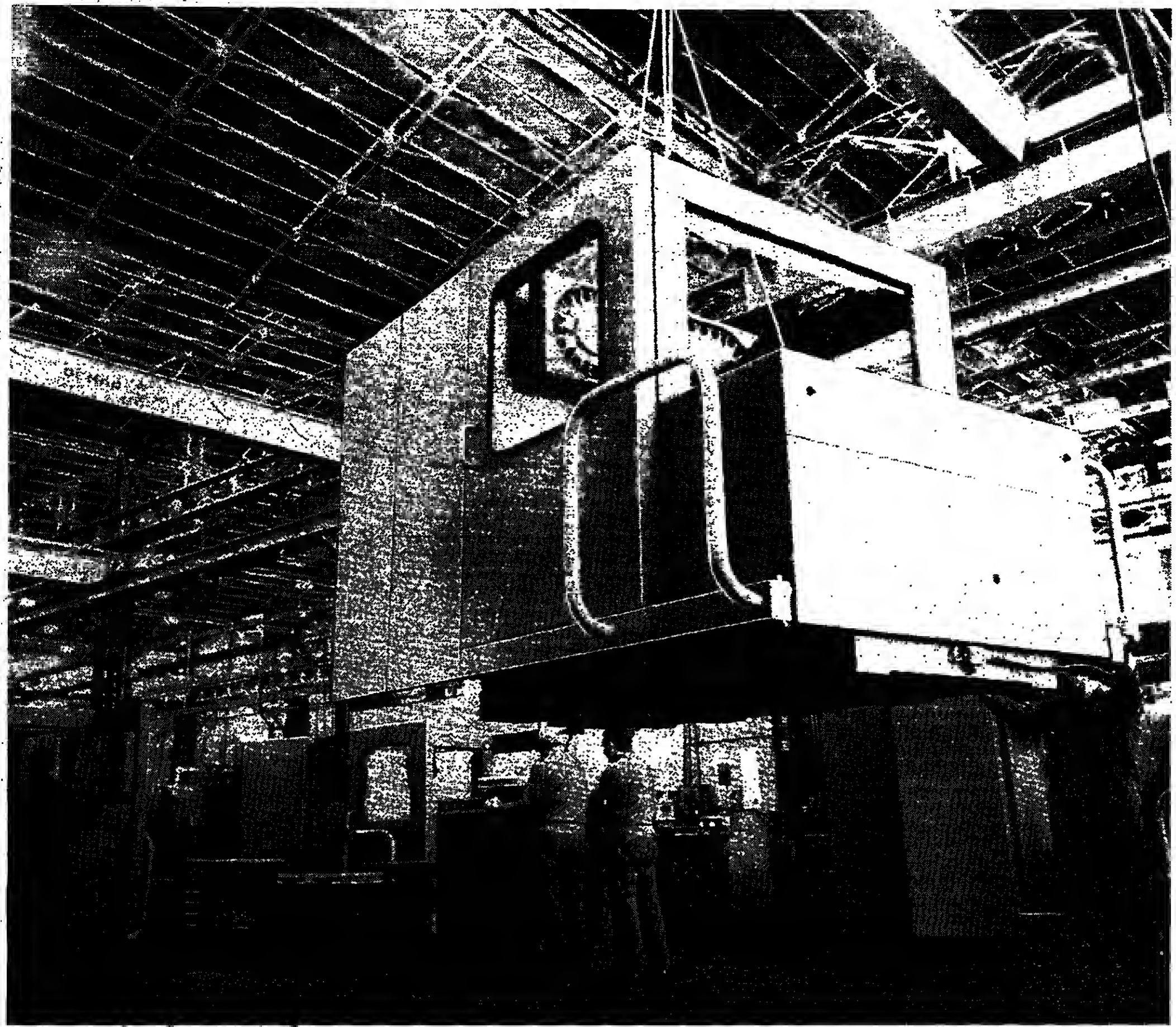


البيان

SPORTS

CON DE SERVICE PUBLIC  
ans d'Air France

Assurer la continuité des services d'urgence et la sécurité des passagers, c'est le rôle principal du service public d'Air France. Ce rôle est d'autant plus important que le trafic aérien est devenu un mode de transport essentiel pour les entreprises et les particuliers. Air France a donc mis en place un service public de haute qualité, qui garantit la sécurité et la rapidité des vols. Ce service est assuré par des pilotes expérimentés et des équipages soigneusement sélectionnés. Air France est fière de vous offrir ce service et de vous garantir la meilleure qualité possible.



# LES INSTRUMENTS DE L'USINE DE DEMAIN

L'usine de demain verra l'introduction d'une nouvelle méthode automatisée de production, connue sous le nom de FMS (Flexible Manufacturing System), méthode d'une grande souplesse, applicable à tous les types de production.

Il s'agit d'un système modulaire et évolutif grâce à la combinaison de différentes cellules que l'on peut relier entre elles à tout moment en fonction des besoins. Un système pouvant s'intégrer au réseau informatique de l'entreprise en vue de l'automatisation complète de toutes les activités, et ce, dans un avenir désormais proche.

Ce système est né chez Olivetti Controllo Numerico, l'entreprise du Groupe Olivetti spécialisée dans l'automation industrielle qui propose les innovations d'une grande entreprise industrielle mondiale à tous ceux qui ont à cœur l'avenir de leur activité.

Il est l'aboutissement d'une expérience marquée par le souci de protéger l'investissement, une expérience ayant prouvé sa capacité de résoudre les problèmes d'aujourd'hui et donc en mesure de s'attaquer aux problèmes de demain.

**olivetti**  
**OCN**

ICI, L'AVENIR DE VOTRE USINE.

EMO 1983, Paris 10-18 juin  
Hall 1, Stand B01

IN.  
N!



ES



# COOPÉRATION

LES TRAVAUX DE LA VI<sup>e</sup> CNUCED

## Une leçon d'orthodoxie financière

Belgrade. — Devant la VI<sup>e</sup> conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement, M. Jean de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international, a prononcé, le 8 juin, une allocution qui est apparue comme une leçon d'orthodoxie économique et financière. Ce langage n'était sans doute pas pour déplaire à certains pays occidentaux, notamment aux États-Unis ; mais il n'en a pas

moins fait l'effet d'une douche froide à de nombreux délégués du tiers-monde.

M. de Larosière n'a pas évoqué une quelconque réforme du système monétaire et financier. Il a plutôt parlé en dirigeant d'une institution assurant un rôle majeur et prenant de haut les critiques qui lui sont actuellement adressées.

### De notre envoyé spécial

La direction générale du F.M.I. fait preuve d'un optimisme prudent inspiré par la perspective d'une amélioration du climat économique international : la progression du P.N.B. des pays industrialisés pourrait atteindre un taux annuel de 3 % au cours de l'année et ce rythme se poursuivra en 1984, a-t-il déclaré, ajoutant qu'un redressement du volume du commerce mondial devrait accompagner cette reprise, facilitée également par l'abaissement du prix du pétrole.

Aussi bien M. de Larosière estime-t-il que, dans les pays en développement, les pétroliers la croissance devrait reprendre « quelque peu » en 1983, et atteindre environ 2,5 %, tandis que le déficit courant de ces pays devrait « continuer à baisser et tomber au-dessous de 70 milliards de dollars ». Il estime encore que la reprise de la production et de la demande dans le monde industrialisé devrait permettre aux pays en voie de développement non pétroliers d'accroître le volume de leurs exportations, tandis que s'amélioreraient « quelque peu » en 1983 leurs termes de l'échange.

La dette extérieure des pays en voie de développement non pétroliers et le poids du service de cette dette se doivent pas, selon lui, conduire les banques à aller trop loin dans leur politique de révision des crédits, car, a déclaré encore le directeur général du F.M.I., la stabilité du système financier international et le succès de la reprise dépendront de la poursuite à un niveau raisonnable des flux financiers commerciaux.

### M<sup>me</sup> Gandhi dénonce le F.M.I.

Enfin, le directeur général du F.M.I. a indiqué que les chocs récemment subis par l'économie mondiale avaient souligné la nécessité de renforcer « la surveillance du Fonds » et de le rendre plus « efficace », en mettant notamment l'accent sur le domaine commercial en collaboration avec le GATT. « Il est important que le Fonds puisse user de sa compétence et de son autorité pour analyser et dénoncer les obstacles à la liberté des échanges », a déclaré son directeur général qui, à aucun moment, n'a fait référence à la CNUCED. Cependant, dans son discours, le même jour, M<sup>me</sup> Indira Gandhi, le

premier ministre indien, qui assure la présidence du Mouvement des pays non alignés, n'a pas fait de détours pour dénoncer le F.M.I. et la Banque mondiale. Comme elle l'avait fait lors du sommet des non-alignés, en mars, à New-Delhi, elle a affirmé que, au-delà des mesures à court terme, l'ultime solution était la « restructuration du système financier et commercial mondial », de telle sorte que les préoccupations des puissances dominantes ne portent pas préjudice aux intérêts des pays pauvres et ne compromettent pas leurs programmes de développement.

Selon le premier ministre indien, le niveau élevé des dépenses militaires dans les pays avancés a grandement contribué à la crise économique, et les dépenses d'armement représentent l'équivalent de la majorité du revenu total des pays en développement. « Les ressources pour la paix et le développement peuvent être augmentées seulement si des coupes claires sont faites dans les budgets militaires », a-t-elle affirmé.

Anapavant, le ministre algérien du commerce, M. Abdelaziz Khelil, avait fait une déclaration dans le même sens et assuré que le système commercial international « prétendument ouvert » ne comportait d'autre logique que celle des rapports de force et que la crise témoignait des « fondements inégaux de l'interdépendance » nord-sud.

GÉRARD VIRATELLE.

# ÉTRANGER

En Italie

## L'industrie de l'électronique grand public se réorganise

L'industrie italienne de l'électronique grand public est, elle aussi, en pleine restructuration. Une production morcelée et surcapacitaire de téléviseurs, des déficits chroniques, une absence sur les nouveaux produits vidéo, sont autant de raisons qui ont amené pouvoirs publics et industriels à réfléchir sur une réorganisation du secteur et à examiner les possibilités d'y associer de grands groupes européens.

Actuellement, le marché italien de la télévision couleur absorbe, bon an mal an, 1,5 million d'appareils. Environ 600 000 sont importés, le reste se répartissant entre des producteurs italiens (500 000, dont 200 000 pour Zanussi et 30 000 pour Brion Vega) et les usines locales de Philips, Grundig et Telefunken. L'objectif poursuivi est de réduire les capacités de production, de les concentrer et de coordonner à l'échelle nationale l'activité des usines, si possible dans un cadre européen.

Zanussi, principal fabricant italien, qui a perdu 750 millions de francs en 1982, est au centre des discussions. Dans l'état actuel des discussions, il serait prévu un plan en deux étapes. Les activités télévision couleur de la société seraient transférées à une société nouvelle de production, dont le capital se répartirait à raison de 45 % pour Zanussi, de 45 % pour Rel (une holding financière d'Itali) et 10 % pour la société privée Indesit. Une centaine de milliards de francs (500 millions de francs) seraient investis dans l'opération.

Cette société nouvelle ouvrirait, dans une seconde étape, son capital à des fabricants étrangers, Philips et/ou Thomson. Une lettre d'intention a déjà été échangée avec le groupe néerlandais, qui prendrait 5 % et développerait avec la nouvelle société une coopération techni-

que et commerciale, une partie de la production de l'usine (1) étant alors exportée dans le cadre de l'organisation Philips. Les tubes de télévision couleur seraient fournis par Philips et Videocolor, la filiale du groupe Thomson qui a une importante usine à Agnani, au sud de Rome. Toutefois, Thomson, qui a demandé de son côté une contribution des pouvoirs publics italiens pour développer l'usine d'Agnani, paraît, pour le moment, peu enclin à participer directement au capital de la future société de production de télévisions couleur.

Un autre volet du plan italien concerne les magnétoscopes. Il est envisagé une coopération entre I.T.T. et la société Voxson pour installer une usine de montage à Rome, d'une capacité de production de 200 000 magnétoscopes par an. I.T.T. apporterait ses compétences en électronique, la partie mécanique des matériels étant achetée hors d'Italie. Le choix du fournisseur et du système n'est pas fait, l'entente I.T.T.-Voxson hésitant entre le V 2000, de Philips-Grundig, et le V.H.S. japonais. Thomson, en tout cas, est prêt à fournir à Voxson-I.T.T. cette partie mécanique, qu'elle va désormais fabriquer en France sous licence japonaise.

J.-M. O.

(1) On espère qu'elle produira 700 000 télévisions couleur en 1987.

# FAITS ET CHIFFRES

Etranger

« Les prix ouest-allemands se sont élevés de 0,4 % en mai, après avoir augmenté de 0,2 % en avril, a indiqué de façon définitive l'Office fédéral des statistiques. Sur un an, de mai 1982 à mai 1983, la hausse des prix s'est à nouveau ralentie, le coût de la vie ayant augmenté de 3 % contre 3,5 % en avril et 3,5 % en mars. — (A.E.P.)

### Social

« L'Union nationale des professions libérales (UNAPL) est décidée à « hausser le ton » si le gouvernement « ne met pas ses actes en conformité avec ses paroles », a déclaré, le 8 juin, son président, M. Jacques Beaupère, également président de la C.S.M.F. (Confédération syndicale des médecins français), majoritaire dans cette profession.

Rappelant la plate-forme d'action minimum de l'UNAPL, M. Beaupère a annoncé des états généraux pour les 12 et 13 octobre à Paris.

« Un livre blanc social ». — Au cours du conseil des ministres, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, a annoncé que le gouvernement présentera un Livre blanc décrivant la situation financière des principaux régimes de sécurité sociale et de l'assurance-chômage et exposant les enjeux de la période à venir. Pour la première fois, un débat d'ensemble sur ce sujet sera organisé au Parlement.

Le gouvernement a décidé la non-revalorisation en 1983 de la partie supérieure à 250 000 F des rémunérations perçues en 1982 par les agents civils et militaires de l'Etat.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### FACTOFRANCE HELLER

L'assemblée générale ordinaire tenue le 25 mai 1983 a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

Rappelons qu'au cours de cet exercice, et pour se donner les moyens de poursuivre la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixés, Factofrance Heller a procédé à l'augmentation de son capital social qui se trouve dès lors porté à 30 millions de francs, représenté par 200 000 actions de 150 francs nominal, sans modification dans sa répartition entre ses actionnaires : la Compagnie Financière de Suez, le Crédit Industriel et Commercial et Walter E. Heller Overseas Corporation.

Le bénéfice net de 1982, après impôt, s'élève à 24 143 445 francs contre 17 046 154 francs pour l'exercice précédent.

L'assemblée générale ordinaire a approuvé la distribution d'un dividende net qui, compte tenu de l'augmentation de capital intervenue, est de 32 francs pour chacune des 150 000 actions anciennes et de 8 francs pour les actions nouvelles créées le 1<sup>er</sup> octobre 1982.

Cette distribution représente un revenu global, inclus avoir fiscal de 48 francs pour les actions anciennes (contre 39,75 francs en 1981) et de 12 francs pour les actions nouvelles.



### PENARROYA

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les actionnaires de Penarroya réunis le 8 juin 1983, sous la présidence de M. Bernard de Villéméjane, ont approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui se soldent par une perte de 384 017 000 F et décidé son impuissance sur le report à nouveau, les autres réserves, la provision pour fluctuation des cours du portefeuille, les primes d'émission d'actions, laissant un report à nouveau négatif de 33,4 millions de francs. L'assemblée a nommé administrateur M. Nicola Tufarelli et renouvelé le mandat des autres administrateurs pour la durée statutaire d'un an.

Le président de Villéméjane a indiqué que le montant très élevé des pertes enregistrées, et résultant de la crise sévère que subit l'industrie des non-ferreux, entraînait une détérioration des principaux ratios financiers de la société et lui posait des problèmes aigus de financement tant pour elle-même que pour certaines de ses filiales. Le président a précisé que, en dépit des mesures de rigueur déjà adoptées par la société, le niveau toujours bas des cours des métaux laisse

prévoir encore des pertes importantes pour 1983. S'agissant de la restructuration financière de la filiale italienne Pertusola, techniquement compétitive en matière de production de zinc mais gravement handicapée par d'importants frais financiers venant d'un endettement élevé, M. de Villéméjane a indiqué qu'un accord de financement était sur le point d'être conclu, notamment avec un organisme d'Etat italien, le GEPL. Cet organisme participerait pour 200 millions de francs à une augmentation de capital de Pertusola. M. de Villéméjane a précisé que, en plus de la participation à l'augmentation des fonds propres pour un montant équivalent, apporté par Penarroya à concurrence de 150 millions de francs. Parallèlement, les banques consolideraient sur cinq ans une partie de leurs concours actuels. Pertusola et Penarroya rachèteraient au GEPL, dans cinq ans, sa participation à sa valeur d'origine.

Pour Penarroya, le président de Villéméjane a estimé à quelque 500 millions de francs les besoins de financement, y compris l'aide à apporter à Pertusola, pour 1983 et 1984, et précisé à cet égard qu'un plan, en cours d'élaboration, prévoit la cession à Imetal, pour 210 millions de francs, des actions Moka et Minemet détenues par Penarroya, un prêt participatif d'Imetal et l'accès à des concours publics.

M. de Villéméjane a tenu à souligner que ce plan de financement comportait des risques importants que les actionnaires publics d'Imetal lui consentiraient, permettant ainsi à Penarroya de passer un cap difficile et de retrouver une situation financière saine lorsque l'économie mondiale se sera raffermie.

### CEDIS

L'assemblée générale ordinaire réunie le 28 mai a approuvé à l'unanimité les résolutions proposées. Le dividende fixé à 32 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 16 F est mis en paiement le 7 juin (coupon n° 16). Elle a ratifié la nomination de M. Pierre Piquard comme membre du conseil de surveillance en remplacement de Roger Michel-Briand décédé.



## Ici, on vend de la productivité.

Donnez-vous le temps d'être plus créatif. Exécutez les tâches administratives à vitesse électronique. Explorez un nombre infini de variables. Disposez. Sur une pression de touche. Des éléments nécessaires pour prendre une décision.

Analysez — Planifiez — Prévoyez — Gérez avec une meilleure efficacité. Une meilleure rentabilité. Une meilleure productivité.

Nous disposons des micro-ordinateurs qui peuvent vous y aider. De nombreuses personnes les utilisent déjà quotidiennement dans leur profession et améliorent ainsi leur productivité. Vous n'avez pas besoin d'être un spécialiste pour profiter de ce fantastique outil de travail. Chez ComputerLand, vous trouvez une équipe complète d'experts qui vous expliquent comment procéder. Vous y découvrirez ainsi le plus large choix de micro-ordinateurs à la fois simples à utiliser et abordables et bien sûr l'assistance. Le logiciel et la maintenance nécessaires pour les exploiter au mieux.

Si vous faites partie de ceux qui recherchent toujours une meilleure productivité, allez dès aujourd'hui dans l'une des 400 boutiques ComputerLand à travers le monde.

## ComputerLand

Le grand magasin des petits ordinateurs.

Plus que 400 magasins dans le monde.

**AUTRIE**  
Sautour  
Wien Sud —  
ouverture prochaine  
**BELGIUM**  
Arlon  
Bruxelles  
Louvain  
**FRANCE**  
Bordeaux  
Clermont  
Lyon  
Marseille  
Nantes  
Paris XV  
Paris Est  
Rennes  
**GERMANY**  
Bonn  
Frankfurt II

**HAMBURG** Mitte —  
ouverture prochaine  
**ITALY**  
Milan  
München  
Stuttgart Center —  
ouverture prochaine  
**ISRAEL**  
Tel Aviv  
**LUXEMBOURG**  
Grande Duché  
Luxembourg

**NORWAY**  
Oslo  
**SAUDI ARABIA**  
Dhahran  
Jeddah  
Riyadh  
**SPAIN**  
Barcelona  
Las Palmas  
Madrid  
Tenerife  
Valencia

**SWEDEN**  
Göteborg  
Stockholm  
Umeå  
Västerås  
**SWITZERLAND**  
Zürich  
**UNITED KINGDOM**  
London  
Morpeth  
Southampton

Si vous intéressez aux opportunités d'une franchise ComputerLand, contactez ComputerLand Europe S.A.R.L. Corporate Offices, 19, Rue Th. Ribbard, 1451 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, Téléphone (352) 449466 Telex 2423

مكتبات الأمل



15.50 من الاكسل

FAITS ET CHIFFRES

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

8 JUIN

PARIS 8 juin

Repli

Après avoir joué les équilibristes plusieurs jours durant, la Bourse de Paris a fini mercredi par tomber. Sa chute, cependant, n'a pas été très méchante. Amortie des ouvertures, le mouvement de repli s'est poursuivi pendant toute la séance et, à la clôture, l'indice a enregistré une baisse voisine de 1 %.

Ce recul était attendu. Le marché n'a pas fait autre chose que suivre Wall Street dans sa retraite. Mais plus que le dérapage du grand frère, il redonne les effets du renchérissement des taux d'intérêt outre-atlantique, renchérissement déjà très marqué. « Un resserrement du crédit là-bas serait le suicide », affirme un professionnel pensant, bien sûr, aux inévitables retombées sur les pays industrialisés.

Autour de la corbeille, les boursiers attendent avec curiosité, mais sans impatience, le message que le chef de l'Etat devra adresser, à 20 heures, aux français à travers l'antenne officielle de la télévision. « Ah, si cela avait été le ministre des finances », disait un gérant de portefeuille.

Un certain malaise régnait quand même dans les travées, lié à la menace d'échec que les dissensions dans la majorité font planer sur le plan de rigueur.

La devise tire à encore un peu moins. Elle s'est échangée entre 9,49 F et 9,53 F contre 9,46 F et 9,53 F.

Singulièrement, l'or s'est raffermi à Londres où son prix a été fixé à 402,25 dollars l'once contre 400,25 la veille au soir (plus bas depuis novembre 1982 : 398 dollars).

A Paris, le lingot a reproduit son cours précédent de 100 400 F et le napoleon a perdu 12 F à 682 F. Le volume des transactions a encore augmenté : 19,83 millions de francs contre 18,60 millions.

NEW-YORK

Nouvelle baisse

Après avoir brutalement chuté quelques heures auparavant, Wall Street a tenté de se redresser mercredi. Mais les forces lui ont manqué et, à mi-séance, l'indice des industriels, revenu très près de la barre des 1 200, a de nouveau décapé et, à la clôture, s'est établi à 1 185,39, soit 9,52 points en dessous de son niveau de la veille.

Le bilan de la séance a été franchement mauvais. Sur 1 962 valeurs traitées, 1 165 ont baissé, 441 seulement ont monté et 356 n'ont pas varié.

Cette recrudescence, après un essai manqué, s'est faite avec une forte activité : 96,60 millions de titres ont changé de mains contre 88,55 millions précédemment.

La menace d'un resserrement des conditions de crédit a continué d'impressionner l'atmosphère. Autour du Big Board, nombreux les analystes spéculant sur un relèvement du taux d'escompte. D'autre part, dans les milieux boursiers, l'on s'interrogeait sur le sort de M. Paul Volcker, président du Fed, dont le mandat arrive à expiration en août prochain. En majorité, si l'on en croit un récent sondage, ces milieux sont partisans d'une reconduction pure et simple dans ses fonctions de l'actuel patron de la banque des banques américaines. Or, le président Reagan paraît encore hésiter entre lui et M. Alan Greenspan, un économiste de renom.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SMOBY. - Les actions de cette société spécialisée dans la fabrication de jouets en plastique pour les enfants de dix-huit mois à huit ans, seront introduites le 22 juin prochain sur le second marché de la Bourse de Paris au prix d'offre minimal de 250 F. Cette opération s'effectuera sous la forme de 26 224 actions représentant les 10 % du capital requis pour l'introduction sur le second marché.

En 1924, les établissements Mogin et Brouil-Saint-Claude (S.M.B.) devinrent la Société Mogin en 1983, ont réalisé au cours de l'exercice 1982-1983 au 31 mars dernier, un chiffre d'affaires

LA VIE DES SOCIÉTÉS

(hors-france) de 139 millions de francs dont près de dix à l'exportation.

ORTIZ-MIKO (recrifié). - Cette société sera introduite le 14 juin prochain sur le second marché de la Bourse de Paris (le Monde du 8 juin) au prix unitaire minimal de 480 F et non pas le 14, comme nous l'avons annoncé par erreur dans notre édition du 9 juin.

BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPEENNE. - Les actions de cet établissement (cotées sur le marché officiel de la Bourse de Paris) ont été suspendues mercredi 8 juin « jusqu'à nouvel avis », la Chambre syndicale des agents de change étant saisie d'un projet d'offre publique visant les titres de la Banque.

Présidé par M. André Ceron, la Banque hypothécaire européenne est un établissement de crédit à long et moyen terme dont le capital est essentiellement détenu par la Banque Louis-Dreyfus pour un peu plus de 10 %, la Banque für Gemeinwirtschaft (la Banque des syndicats ouest-allemands), l'Union des assurances de Paris, la Caisse des dépôts et consignations, la Caisse centrale des banques populaires, la compagnie d'assurances Concordie et la Banque française du commerce extérieur dans des proportions comprises entre 5 % et 7 %.

SICAV

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various SICAV funds and their prices.

SECONDE MARCHÉ

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks on the second market.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Indice, Valeur. Shows daily indices and their values.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Table with 2 columns: Taux, Valeur. Shows market interest rates.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Cours, Valeur. Shows dollar exchange rates in Tokyo.

Marché à terme

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various futures contracts.

COTE DES CHANGES

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various gold prices.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.



## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LE BESOIN DES MYTHES : « Groit et dauche, même combat », par Daniel Robert ; « Le meurtre fondateur », par Christian Delacampagne.

### ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE : Les nouvelles propositions américaines sur les armements intercontinentaux ; la position de la France ; les réactions de Moscou.

4. AFRIQUE : Le retrait des Sarahouis a permis l'ouverture du dix-neuvième sommet de l'O.U.A.

5. ASIE : M. Hartling à l'Elysée : « Nous avons aidé 800 000 réfugiés indochinois de la mer à se réinstaller ailleurs, dont 100 000 en France. »

### POLITIQUE

- 6 à 10. L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ DU CHEF DE L'ÉTAT.  
10. Les travaux parlementaires.  
12. Après les sanctions dans la police.

### SOCIÉTÉ

- 13-14. JUSTICE : le procès Racco à Draguignan.  
14. SCIENCES : controverses sur la guerre chimique.  
EDUCATION.  
DÉFENSE.

### LE MONDE DES LIVRES

15. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : Holocauste-sur-Seine ; Rencontre avec Pierre Rickmans, alias Simon Leys.  
16. LA VIE LITTÉRAIRE.  
17. AU FIL DES LECTURES.  
18. ESSAIS : « Lettre ouverte à Freud », de Lou Andros-Solomé ; « Sigmund, fils de Jacob », de Marianne Krüll.  
19. PORTRAIT : André du Bouchet à la croisée des langages.

### CULTURE

20. CINÉMA : Ana, d'Antonio Reis et Margherita Cordeiro.  
21. ROCK : le concert de David Bowie.  
22. COMMUNICATION : LU : l'industrie en France, sous la direction de S. Bolon et J.-M. Chevalier.

### ÉCONOMIE

27. AFFAIRES : les coopératives de consommateurs sur la défensive ; mesures pour le bâtiment.  
28. ÉNERGIE : un entretien avec le ministre algérien de l'énergie.  
30. COOPÉRATION : les travaux de la VNCUCED.

### RADIO-TÉLÉVISION (23) INFORMATIONS « SERVICES » (26):

- Artisanat ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie ; Loto.  
Annonces classées (24-25) ; Carret (25) ; Programmes des spectacles (21-22) ; Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde »  
daté 9 juin 1983  
a été tiré à 488 693 exemplaires

(Publicité)

**ordinateurs  
Sinclair ZX81**  
tout montés  
**590 F (T.C.)** Duriez  
132, Bd Saint-Germain, Paris 6<sup>e</sup>  
**du 10 au 20/6**

**TENNIS  
A PARIS  
CET ÉTÉ**  
**TENNIS FOREST  
ACTION HILL**  
Porte d'Orléans  
Meudon - La Défense  
**STAGES INTENSIFS**  
2 h 30 par jour durant 1 semaine  
**734-36-36**  
Equipe par DUPONT

A B C D F G H

## Trois militants de l'A.N.C. ont été pendus à Pretoria en dépit de nombreux appels à la clémence

Johannesburg. — Marcus Matungu (vingt-sept ans), Jerry Moseleli (vingt-cinq ans) et Simon Mogerane (vingt-trois ans) ont été pendus jeudi 9 juin, à 6 heures, à la prison de Pretoria. Le gouver-

nement sud-africain est resté sourd aux multiples appels à la clémence lancés par les Nations unies, la Communauté européenne, Paris (1), Washington, le mouvement des non-alignés et l'O.U.A.

### De notre correspondant

Il s'est refusé. Pour l'exemple ? Afin de dissuader d'autres « terroristes » en puissance de recourir aux armes devant l'apartheid ? A en juger par l'humeur des Townships africains dans la nuit de mercredi à jeudi et par les réactions de tous ceux. Noirs et Blancs, qui rejettent la froide et quotidienne violence du système, il est à craindre que l'exécution rigoureuse gouvernementale n'aboutisse exactement à l'inverse.

### Un « déni

de droits humains »

A Durban et dans d'autres villes, plusieurs centaines de personnes, toutes races confondues, se sont rassemblées dans des églises, et des prières ont été dites pour le salut des « martyrs ». Dans la matinée de ce jeudi, d'autres mouvements de protestation se sont déroulés. A Soweto, l'évêque noir anglican Desmond Tutu, secrétaire général des Eglises du pays (environ dix millions de fidèles), devait célébrer un service religieux.

### REPLI DU DOLLAR

Après sa poussée de hausse du mercredi 8 juin, le dollar s'est replié sur les marchés des changes européens, revenant, à Francfort, de 2,5740 DM à 2,5550 DM et, à Paris, de 7,74 F à 7,70 F environ.

Aucun étonnement pouvons s'a pu être mis en avant pour justifier ce repli, si ce n'est une très légère détente des taux d'intérêt américains. A Francfort, la Banque fédérale a décidé tout récemment d'augmenter ses taux directeurs (scoptes et Lombard), comme le bruit en avait couru ces jours-ci sur les marchés financiers. A Londres, la livre sterling est restée stable vis-à-vis du dollar au sein des élections générales, cependant, toutefois, un peu de terrain en Europe, et revenant, à Paris, de 12,18 F-12,25 F à un peu plus de 12,05 F.

## Un bon conseil Pour acheter votre CANON



**venez  
nous voir  
avec cette  
annonce**

Nous vous ferons le prix "grande surface". Exemple : CANON AE1 PROGRAM avec obj. 1/350 mm. **2280 F**

Nous vous montrerons comment personnaliser votre équipement avec les 82 accessoires et les 43 objectifs CANON.

Un de nos spécialistes vous fera assister et prendra tout son temps pour vous faire une démonstration complète.

Vous serez sûr de repartir en sachant "bien" vous servir de votre appareil.

**4 bonnes raisons  
qui  
justifient la devise  
images**

Photo, ciné labo, vidéo aux meilleurs prix plus les services toujours gratuits.

31 et 24, rue Saint-Augustin 75002 Paris (métro : 4 Septembre ou Opéra) Tél. 742 42 42

Reprises - Occasions. Carte bleue Crédits sur mesure - Leasing

## En République Sud-Africaine

### M. IVAN LEVAI DIRECTEUR DE LA RÉDACTION D'EUROPE 1

M. Jacques Abegail, directeur général d'Europe 1, vient de confier la direction de la rédaction à M. Ivan Levai, poste créé à cette occasion. M. Jean-Claude Dacier n'en demeure pas moins directeur de l'actualité. Cette nomination en entraîne d'autres : ainsi, M. Gérard Carreyrou ajoute à son titre de directeur des services politiques celui de conseiller du directeur général et M. Michel Drucker, qui a rejoint Europe 1 en mars dernier, devient conseiller aux programmes.

Parallèlement à cette vague de nominations, Europe 1 prépare pour la rentrée une nouvelle programmation de la matinée. La tranche d'information débutera à 6 heures au lieu de 6 h 30 et s'achèvera à 8 h 30 pour laisser la place à « Session grand public » animée par M. Michel Drucker.

### LES NÉGOCIATIONS ENTRE L'ÉTAT ET CREUSOT-LOIRE DEVONT ÊTRE TERMINÉES AVANT LE 15 SEPTEMBRE

Un communiqué de la société Creusot-Loire fait connaître que son conseil d'administration, réuni le 9 juin 1983 pour examiner l'état d'avancement des négociations engagées avec les pouvoirs publics, « a pris acte de la volonté, formellement exprimée par ces pouvoirs, de délimiter avec la société, le plus rapidement possible, en tout état de cause avant le 15 septembre 1983, les voies de solutions équilibrées permettant de garantir durablement l'avenir de Creusot-Loire ».

Ainsi se trouve confirmée l'information selon laquelle les pouvoirs publics avaient engagé des négociations avec les dirigeants du groupe Creusot-Loire, pour envisager, notamment, la reprise totale ou partielle des filiales métallurgiques de ce groupe (le Monde du 27 mai et du 7 juin 1983). M. Pissone-Valencienne avait fixé au 15 juin 1983, la limite au-delà de laquelle il envisageait d'aller jusqu'en dépit de bilan partiel ou même total. Cette date limite est repoussée au 15 septembre.

Le coût du carambolage maritime dans le port de Cherbourg (le Monde du 9 juin) est estimé à 53 millions de francs. Le Sign, navire assurant le transport de combustibles irakiens, sera inutilisable durant plusieurs semaines et sa remise en état coûtera plus de 7,5 millions de francs.

## L'année américaine après le BAC

Il existe aujourd'hui les tompans E.A.R., des petits tompans jaunes, dans une toute nouvelle matière utilisée par les cosmologistes américains.

Parfaitement adaptables à l'oreille, légers et confortables, ils sont très efficaces contre tous les bruits.

**Les nouveaux anti-bruits**  
En pharmacie ou Renseignements: (1) 273.30.34

### MORT DE GEORGES ALTSCHULER

Le journaliste Georges Altschuler est mort dans la nuit de mercredi à jeudi à Paris des suites d'une longue maladie. Agé de soixante-dix-sept ans, Georges Altschuler avait été, dans les années 50 et 60, une des grandes « voix » d'Europe 1.

C'est un grand journaliste de la vieille école qui disparaît.

Georges Altschuler avait au plus haut point le sens de l'information ; il ne se bornait pas à écouter mais allait toujours au-devant de l'information et savait l'approfondir. Sceptique, il ne se contentait jamais d'une seule source. Sa marque était celle de la rigueur.

Son honnêteté et sa loyauté lui avaient valu la confiance et parfois l'amitié des hommes politiques de toutes les tendances.

Après avoir travaillé sous trois Républiques, il n'aurait rien de la faiblesse des hommes et des institutions : il en souffrait parfois. Mais il conservait au fond de lui-même la foi qui fait les bons journalistes.

J.F. [Né le 17 février 1906 à Paris, M. Georges Altschuler collabora avant la guerre à « Ere nouvelle » puis à « Paris-Sol ». Chef des services politiques à « Combat » de 1944 à 1954, il entra ensuite à Europe 1, où il devint en 1955 rédacteur en chef adjoint et chef des services politiques. Il est nommé rédacteur en chef politique de la station en 1964. Ancien secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats et associations professionnelles des journalistes français, Georges Altschuler était membre de l'Institut international de la presse et commandeur de la Légion d'honneur.]

Le coût du carambolage maritime dans le port de Cherbourg (le Monde du 9 juin) est estimé à 53 millions de francs. Le Sign, navire assurant le transport de combustibles irakiens, sera inutilisable durant plusieurs semaines et sa remise en état coûtera plus de 7,5 millions de francs.

## L'année américaine après le BAC

Il existe aujourd'hui les tompans E.A.R., des petits tompans jaunes, dans une toute nouvelle matière utilisée par les cosmologistes américains.

Parfaitement adaptables à l'oreille, légers et confortables, ils sont très efficaces contre tous les bruits.

**Les nouveaux anti-bruits**  
En pharmacie ou Renseignements: (1) 273.30.34

## DANS LA RÉGION PARISIENNE

## Le tribunal annule plusieurs élections municipales et inverse les résultats de deux d'entre elles

### Vives protestations du parti communiste

Le tribunal administratif de Paris, saisi de plusieurs recours en annulation des élections municipales des 6 et 13 mars derniers, a décidé, mercredi 8 juin, d'inverser purement et simplement les résultats dans deux communes où des listes communistes avaient été élues. Le tribunal a proclamé éligibles les listes d'opposition coalisées par des personnalités R.P.R.

À VILLEPINTE (Seine-Saint-Denis). — M. Roger Lefort, R.P.R., remplace donc M. Baraglioli, communiste, qui, avec 4 171 voix, avait distancé son concurrent de 54 voix. M. Lefort, dans son recours, que devait soutenir le commissaire du gouvernement, affirmait que les procès-verbaux avaient été falsifiés dans quatre bureaux sur douze. Le tribunal a rectifié les chiffres en accordant 4 234 voix à la liste Lefort et 4 024 à celle de M. Baraglioli. Le conseil municipal est donc désormais composé de 27 élus de l'opposition (10 R.P.R., 10 U.D.F. et 7 non inscrits) et de 8 élus de la majorité.

À LIMEIL-BREVANNES (Val-de-Marne). — La liste d'opposition conduite par M. Bessière (R.P.R.) est également proclamée élue à la place de la liste de la majorité conduite par un communiste, M. Berjal. La liste de M. Bessière avait obtenu 2 916 voix (50,08 %), celle de M. Berjal, 2 907 voix (49,92 %).

Le bureau politique du P.C.F., dans une déclaration, élève « une protestation vigoureuse et indignée contre ces actes totalement arbitraires ».

En revanche, l'association S.O.S. élections, présidée par M. Sylvain Garant, avocat à la cour, et dont le président d'honneur est M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, s'est félicitée de ces décisions. Cette association, créée en mai dernier, a coordonné l'action contre la fraude électorale en région parisienne et a nommé le dépôt de plaintes pour faux en écritures publiques contre les auteurs des fraudes.

Le tribunal administratif de Paris doit, encore rendre sa décision pour deux autres villes de Seine-Saint-Denis où des listes dirigées par les communistes avaient été élues : Aubert-sur-Seine et Noisy-le-Grand. Pour Aubert, le commissaire du gouvernement a prêté une décision d'annulation, et pour Noisy la proclamation directe de l'élection de la liste d'opposition.

EN SEINE-ET-MARNE, le tribunal administratif de Versailles a annulé les élections qui avaient été remportées par des candidats de l'opposition dans trois communes.

À DAMMARTIN-LES-LYS, M. Migon (R.P.R.) avait obtenu le 13 mars 3 875 voix (51,85 %, 25 élus) contre 3 583 voix (48,04 %, 3 élus) à M. Henault (P.S.), qui avait déposé un recours. Le tribunal administratif a estimé que M. Migon, qui s'était présenté en tant que conseiller municipal de cette commune et, qu'en outre, il avait fait mention sur son bulletin de vote.

À DAMMARTIN-EN-GOÛLE, le maire sortant, M. Pissone-Valencienne (U.D.F.), avait recueilli au second tour, 845 voix (36,40 %, 19 élus) contre 776 voix (33,40 %, 4 élus) à M. Thomas (R.P.R.) et 781 voix (30,20 %, 4 élus) à M. Lemaire. Le tribunal administratif a considéré que dans un bureau de vote le nombre de bulletins blancs ou nuls était inférieur de deux unités par rapport à celui figurant sur le procès-verbal. Que deux électeurs aient été admis à voter après la clôture du scrutin et que, enfin, plusieurs électeurs aient eu un seul bulletin de vote avaient été admis à voter sans être passés au préalable dans l'urne.

Trois attentats à l'explosif ont été commis dans la nuit du 8 au 9 juin, à Cambray, près d'Amiens, contre les domiciles d'un adjudant-chef, d'un général d'aviation et d'un conseiller à la Cour des comptes. Ces trois attentats, dans un même lotissement, n'ont pas été revendiqués. Le domicile de l'adjudant-chef Blanchard, qui pilote l'hélicoptère de la gendarmerie en Corse, a été presque entièrement détruit.

La date limite de souscription de l'emprunt obligatoire de 10 % est repoussée du 22 au 30 juin, a annoncé le secrétaire d'État au budget, M. Emmanuelli.

Cet emprunt obligatoire de 10 % sur l'impôt acquitté en 1982 au titre des revenus perçus en 1981 n'est applicable qu'aux contribuables ayant acquitté plus de 5 000 F d'impôt sur le revenu l'an passé. Il concerne environ 7 millions de personnes. S'y ajoutent les redevables de l'impôt sur les grandes fortunes, qui doivent acquitter pour l'emprunt 10 % de l'impôt au 15 juin.

Les contribuables, qui n'auront pas souscrit à cet emprunt dans les délais, seront imposés pour la somme correspondante, qui ne sera donc pas remboursée. Ils s'exposent, en outre, à une majoration de 10 %.

Une très bonne idée pour l'apéritif  
un KRITER cassis  
(Kriter Brut de Brut en ajoutant un doigt de cassis)